Université de Lausanne
Ecole des Sciences sociales et politiques

La politique étrangère de la République de Zambie

Thèse
présentée à l'Ecole des Sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne
pour l'obtention du grade de docteur ès sciences politiques

par
GÉRARD DE RHAM

1976

PETER LANG
Berne · Francfort/M. · Las Vegas
1977

Université de Lausanne
Ecole des Sciences sociales et politiques

La politique étrangère de la République de Zambie

Thèse
présentée à l'Ecole des Sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne
pour l'obtention du grade de docteur ès sciences politiques

par
GÉRARD DE RHAM

PETER LANG
Berne · Francfort/M. · Las Vegas
1977

Le Conseil de l'Ecole des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne,
sur proposition d'une Commission formée par
MM. les Professeurs Laurent Monnier (directeur de thèse), Pierre de Senarclens, Jean Ziegler (Université de Genève) et Corrado Pirzio-Biroli, de la Direction générale du Développement de la Commission des Communautés européennes,
sans se prononcer sur les opinions du candidat, autorise l'impression de la thèse de Monsieur Gérard de Rham, intitulée

La Politique étrangère de la République de Zambie

Le Président de l'Ecole:
Roland Ruffieux

Lausanne, le 11 mars 1976

UNIV.
LEIDEN
BIBL.

© Editions Peter Lang, Berne 1977
Successeur des Editions
Herbert Lang & Cie SA, Berne

Tous droits réservés. Réimpression ou reproduction interdite par n'importe quel procédé, notamment par microfilm, xérographie, microfiche, microcarte, offset, etc.

Impression: Lang Druck SA, Liebefeld/Berne

A Anne-Lise, ma femme et
à Patrick, Bertrand et Nathalie,
nos enfants

REMERCIEMENTS

Ce travail doit beaucoup à un certain nombre de personnes, dont je tiens à remercier ici celles qui m'ont particulièrement rendu service.

Charles Harvey à l'University of Sussex, Timothy Shaw et Robert Molteno à l'University of Zambia, m'ont été d'une grande aide pour la récolte de la documentation et la discussion de mes hypothèses de travail.

Lors de mon séjour à Lusaka, Daniel Pittet m'a accueilli d'une façon aussi agréable qu'efficace, et le profit que j'ai retiré de ce trop bref voyage lui est largement dû. Que Madame Yvonne Pittet en soit également vivement remerciée. Roger Spillers m'a permis de me retrouver rapidement dans la bibliothèque de l'université.

Fernando et Luisa Octavio, Paolo Jorge et Moses Garoeb m'ont donné une information de première main sur les mouvements de libération et l'occasion de rencontres inoubliables.

Le voyage et le séjour à Lusaka ont été financés par le Délégué du Conseil Fédéral à la Coopération technique, dans le cadre du programme de financement de recherches scientifiques sur le développement pour chercheurs débutants. Que le Délégué et les deux responsables successifs des relations avec les universités au Service de la Coopération technique soient assurés de ma reconnaissance.

Les échanges épistolaires que j'ai eus avec le professeur Douglas Anglin d'Ottawa et avec Maj Palmberg, doctorante à Uppsala, ont joué un rôle important dans la définition de la problématique. Dominique Perrot a eu le courage de lire la première rédaction, et l'amabilité de me faire de très pertinentes critiques.

Les critiques reçues de la part des membres du jury de thèse, Messieurs Corrado Pirzio-Biroli, Pierre de Senarclens et Jean Ziégler m'ont permis de donner à l'ensemble une meilleure structure et de préciser ma problématique. Ma dette de reconnaissance est particulièrement élevée envers le dernier nommé, sous la direction de qui j'avais entrepris un premier projet de thèse sur la Zambie.

Laurent Monnier s'est révélé dès le début de notre collaboration un directeur de thèse, un patron universitaire et un ami comme il y en a peu. Ce que je lui dois ne peut être évalué.

Je remercie enfin ma mère, Mme. Gabrielle de Rham, et ma femme, qui ont assuré la dactylographie du manuscrit. Le soutien permanent d'Anne-Lise a seul permis que j'aie le courage et l'endurance d'achever ce travail.

INTRODUCTION

Pour "comprendre" cette thèse, c'est-à-dire pour situer la relation de l'auteur à l'objet étudié, il est, je pense, nécessaire de savoir comment l'auteur évalue cette relation. Il m'appartient donc d'expliciter dans cette introduction, pour moi-même aussi bien que pour le lecteur, la sélection de l'objet de recherche, la méthode utilisée et les limites objectives et subjectives du travail accompli.

Cette démarche explicative est inévitablement subjective, et ne peut donc en aucune manière se substituer à la tâche propre du lecteur, qui est de situer de son point de vue et de manière critique la relation auteur-objet.

1. L'objet de recherche

La politique étrangère de la République de Zambie a de quoi intéresser un jeune politologue européen attiré par l'Afrique et désireux d'entreprendre un travail de recherche dans les domaines du "développement" et des relations internationales. Poste avancé de l'Afrique indépendante à la frontière de la partie australe du continent soumise à des régimes colonialistes (depuis peu en voie de liquidation) et racistes, assurant les arrières de mouvements de libération de cette région, dotée d'un pouvoir politique qui nationalise les grandes entreprises et lutte sur l'arène mondiale pour la défense et l'autonomie des pays périphériques, la Zambie apparaît comme un lieu d'expériences progressistes. Un "socialisme" s'y affirme, dont l'envie me vint rapidement de cerner la réalité et le contenu.

En outre, ce pays est encore largement une "terra incognita" sur la carte de l'Afrique actuelle, peu étudiée par des chercheurs en sciences sociales et n'ayant fait l'objet d'aucune publication d'envergure en langue française; ce côté "pionnier" du travail lui ajoute un attrait supplémentaire.

Je prends le terme de "politique étrangère" dans son sens le plus vaste, signifiant l'ensemble des déclarations et pratiques des tenants de l'appareil d'Etat concernant les relations avec des ensembles territoriaux extérieurs. Ce terme n'implique pas une limitation à l'instance politique; au contraire, car l'autonomie des instances d'une formation sociale n'est que relative, la politique étrangère concerne aussi bien des aspects économiques ou idéologiques que politiques à proprement parler.

Dans une première partie est présentée la théorie de l'impérialisme comme système mondial du capitalisme monopoliste, théorie nécessaire pour comprendre le statut international d'un pays et les contraintes extérieures auxquelles il est soumis. L'impérialisme est successivement décrit dans sa logique propre telle que peut la voir l'Occident (chapitre 1) et dans ses conséquences telles que les

subit le "tiers monde" (chapitre 2).

La seconde partie traite de la recherche de l'autonomie, de la part de l'élite dirigeante zambienne, de leur pays dans le système impérialiste, c'est-à-dire de la politique étrangère qu'ils poursuivent. J'expose tout d'abord l'histoire de la création de l'Etat (chapitre 3), puis les conséquences de la déclaration unilatérale d'indépendance des colons blancs en Rhodésie (chapitre 4), la politique de soutien à la libération de l'Afrique australe (chapitre 5), la nationalisation du secteur-clé de l'économie qui est l'industrie du cuivre (chapitre 6), enfin la situation de la Zambie sur le marché mondial du cuivre et la dépendance qui en résulte (chapitre 7).

La conclusion comprend une évaluation de la nature du régime zambien et quelques considérations sur les possibilités de son évolution future.

2. Limites, choix effectués

Les limites de ce travail sont d'ordre objectif et subjectif.

La limitation objective la plus évidente est due à l'éloignement: mes projets de séjour de recherche dans le pays se sont réduits, pour des raisons administratives, à une période d'un mois passée à Lusaka en décembre 1973 et janvier 1974, soit vers la fin de la phase de récolte de l'information. Je n'étais encore jamais allé en Zambie, ni même en Afrique en général. Le rapport à l'objet de ma recherche est donc essentiellement livresque, fondé sur une information indirecte, par ailleurs relativement limitée.

Cet éloignement a pour conséquence la concentration de l'étude sur la politique étrangère; si cette option me paraît justifiable par la nature dépendante du pays, je suis cependant très conscient de la nécessité qu'il y aurait, pour une étude véritablement globale, à étudier également les aspects intérieurs de la politique gouvernementale et les rapports de classes à l'intérieur de la formation sociale zambienne. En particulier, je n'ai aucun renseignement sur l'influence des modes de production africains dominés dans l'exploitation des populations rurales, ni sur le degré exact de réalisation des mesures de politique économique (zambianisation, Leadership Code, etc.). Je me suis borné, inévitablement, aux relations extérieures, et ne puis que souhaiter que d'autres chercheurs s'intéressent à l'évolution interne et puissent s'attacher également à l'articulation de ces deux secteurs.

Les limites subjectives proviennent d'abord de la méthode utilisée, puis des choix effectués dans la matière. La méthode m'a entraîné à une vision d'ensemble qui me paraît essentielle, et c'est donc très consciemment que j'ai évité la description minutieuse et événementielle des actions diplomatiques, dans la tradition de l'histoire diplomatique ou de l'étude décisionnelle; l'aurais-je voulu que l'information m'aurait

sans doute fait défaut, même en travaillant à proximité des ministères.

Les choix dans la matière découlent également du choix de la méthode. L'importance accordée à certains épisodes historiques (comme l'indépendance rhodésienne, la fermeture de la frontière) ou à certaines pratiques (comme le soutien aux mouvements de libération, les nationalisations, l'action du CIPEC) ou encore à certaines structures (comme l'appareil productif public) découle de la nécessité de cerner très particulièrement ces éléments d'information pour les relier à la problématique posée.

La première rédaction du texte a été achevée en été 1975. Les faits passés en revue l'ont été jusqu'à la fin de juin 1975, et seuls quelques événements d'une importance particulière ont été ajoutés pour la période qui s'achève à fin juin 1976.

Je voudrais finalement exprimer une certaine insatisfaction personnelle à l'issue de ce travail. L'objet de la recherche est un objet vivant, contemporain, qui devrait être étudié comme tel. Or les conditions de travail font que mon rapport à cet objet n'a pas pu refléter cet aspect vivant; la nature des véhicules d'information utilisés (presse, livres, revues spécialisées) et des techniques de leur dépouillement (analyse documentaire, comptabilité nationale) médiatisent la relation et font qu'en fin de compte une même étude pourrait être réalisée sur un objet mort, c'est-à-dire sur une période révolue. Seuls les trop brefs interviews avec des dirigeants de mouvements de libération ont pu, dans une certaine mesure, redonner vie à la connaissance, qui est une relation. Pour le reste, cette relation classiquement livresque m'est passablement desséchante, si instructive qu'elle soit.

3. L'état actuel des recherches sur la politique étrangère de la Zambie

Plusieurs auteurs ont déjà consacré des travaux à une étude générale de la politique étrangère zambienne: Bone, Lubetsky, Mtshali, Pettman et Sklar (1). Leurs approches sont, en première analyse, de deux types. Soit ils identifient des facteurs déterminants et évaluent leur influence respective, soit ils situent l'ensemble de la politique étrangère par rapport à un choix politique fondamental dont découle l'ensemble.

Bone utilise le plus nettement l'approche par facteurs déterminants. Elle en identifie quatre principaux: l'histoire, la culture, l'économie et la géographie (ou stratégie). Elle diversifie, dans sa thèse, le facteur "culture" en sous-facteurs: idéologie et politique, liens privilégiés avec la Tanzanie, panafricanisme; les deux derniers sont d'ailleurs influencés par la géographie. Elle examine également le fonctionnement de l'appareil diplomatique et l'influence de la politique intérieure. Chaque facteur est considéré analytiquement, la juxtaposition des analyses servant de tableau d'ensemble.

Lubetsky, au contraire, part d'une problématique unificatrice, celle du non-alignement. Il explique cette position politique fondamentale par le rôle personnel de Kaunda, la solidité des structures économiques et politiques, et la marge de manoeuvre laissée au pays dans la politique internationale par les puissances occidentales. On peut donc en déduire que la politique extérieure zambienne vise à conquérir le plus d'autonomie possible envers le monde occidental sans provoquer de rupture avec celui-ci.

Sklar part également d'une problématique unificatrice, mais différente, celle de la réaction à l'indépendance unilatérale de la Rhodésie. Le choix posé est entre une Realpolitik qui serait une acceptation de la nouvelle situation, et un idéalisme révolutionnaire qui tenterait de renverser le pouvoir du colonat rhodésien et de ses alliés du bloc austral sans trop se préoccuper des conséquences pour le pays. Ce choix n'est d'ailleurs pas tranché, la politique suivie étant celle d'un équilibre entre ces deux possibilités extrêmes, qui définissent une sorte de champ de tension dans lequel peut être repéré le jeu des acteurs.

Mtshali utilise une approche mixte des deux types définis ci-dessus. Il distingue les objectifs, dont le principal, issu d'une décision consciente, est la libération envers le Sud, et les ressources disponibles et utilisées pour les réaliser; il situe ensuite les stratégies de mises en oeuvre des ressources selon les facteurs de dépendance, qui sont identifiés comme la géographie, l'idéologie, l'économie et l'histoire.

La manière dont procède Pettman ne relève d'aucun type, mais consiste en une mise en relation très intuitive d'une documentation factuelle extrêmement riche, autour du concept central très extensif de sécurité, utilisé à plusieurs niveaux, aussi bien en politique intérieure qu'étrangère: la sécurité devrait être atteinte par un système politique solide et efficace, par la création d'une consciences nationale articulée autour de l'Etat, par le développement de l'économie nationale permettant une autonomie accrue, enfin par l'obtention de soutiens extérieurs. Dans sa conclusion, Pettman brosse un tableau pessimiste de la situation, la sécurité étant aussi incertaine en 1973 qu'en 1964.

On constate donc que les vues de ces cinq auteurs sont plus complémentaires, voire convergentes, qu'opposées; en particulier, les facteurs de dépendance identifiés sont semblables. La principale divergence sépare Sklar de Lubetsky; elle concerne la désignation de la politique spécifique qui est considérée comme générique de l'ensemble de la politique étrangère: non-alignement ou opposition au régime rhodésien?

En ce qui me concerne, je ne suis en désaccord total avec aucun de ces auteurs; j'utilise toutefois une problématique et une méthodologie qui diffèrent passablement des leurs. La démarche de Bone me paraît assez nominaliste, en ce sens que l'usage qu'elle fait des facteurs déterminants ne me paraît pas apporter de lumière décisive à la compréhension des faits, mais fournir une simple classification dans laquelle les ranger, sans qu'apparaissent leurs interactions, ni d'explication globale et

systématique. Si Mtshali échappe partiellement à cette critique par la mise en évidence d'objectifs, il laisse de côté le problème de leur détermination par le jeu des forces sociales et ne peut donc éviter un volontarisme implicite. La problématique du non-alignement posée par Lubetsky est restrictive, en ce sens que les déterminations socio-économiques ne sont traitées que comme des obstacles à la libre volonté des dirigeants, à nouveau donc dans une optique volontariste. La problématique de la sécurité définie par Pettman n'est guère éclairante, l'usage extensif d'un concept isolé ne pouvant pas tenir lieu de théorie; aussi l'auteur ne nous donne-t-elle pas de clés permettant d'expliquer la situation ou d'envisager son évolution future, et ne se pose même pas la question de la transition au socialisme. La méthode de Sklar, malgré une vision très riche et dialectique des divers aspects des relations extérieures, exclut d'une part l'ensemble des relations et pratiques qui ne concernent pas le problème rhodésien (et notamment la nationalisation du cuivre) et d'autre part les liens entre la politique étrangère et la nature sociale du régime.

Mon projet, et il appartient au lecteur aussi bien de le critiquer que d'évaluer sa réalisation, est d'étudier la politique étrangère des dirigeants zambiens comme un ensemble de pratiques ayant pour objet le statut de la formation nationale dans le système mondial, système qui est celui de l'impérialisme.

NOTES

(1) M. Bone, An Investigation of the Relations between Zambia and East Africa, MA Thesis; M. Bone, "The Foreign Policy of Zambia", in R. Barston (ed.), The Other Powers, pp. 121-153. R. Lubetsky, The Foreign Policy of Zambia, MA Thesis; B. Mtshali, Zambia's Foreign Policy, PhD Thesis; B. Mtshali, "Zambia's Foreign Policy", in Zambia and the World, pp. 1-9; J. Pettman, Zambia - Security and Conflict; R. Sklar, "Zambian Response to the Rhodesian UDI", in W. Tordoff (ed.), Politics in Zambia, pp. 320-362. J'ai pu consulter en outre grâce à l'amabilité de l'auteur une étude de D. Anglin qui n'est pas encore parue sous forme définitive.

Première partie

ELEMENTS POUR UNE THEORIE DE L'IMPERIALISME

Pour appréhender dans une vision globale la situation d'un pays à l'heure actuelle, il me paraît indispensable de recourir au concept théorique d'impérialisme. Parmi les théories de l'impérialisme, j'utilise celle, devenue classique, qu'a développée Lénine et qu'il a formalisée en 1916. Divers auteurs ont discuté et réactualisé ce texte depuis 60 ans.

Etudiant le développement du capitalisme dans les pays européens et nord-américains et son extension à partir de ceux-ci dans le reste du monde, Lénine construit la théorie de l'impérialisme comme stade suprême de l'évolution du mode de production capitaliste. Après l'exposé de cette théorie, je considère certains développements qui lui ont été apportés; je ne couvre nullement la totalité de la discussion, même récente, sur l'impérialisme, mais j'identifie chez certains auteurs les développements conceptuels qui me paraissent utiles à l'étude de la Zambie contemporaine, tout d'abord en référence à l'évolution du capitalisme en tant que système mondial, puis en m'attachant aux situations des pays sous-développés, de la "périphérie" du système capitaliste.

Cette partie théorique est donc relativement succincte par rapport à l'importance des questions soulevées et à l'ampleur du débat actuel qui en traitent. Je ne suis jamais "remonté" jusqu'aux textes de Marx (et d'Engels) qui fondent les développements postérieurs, mais je me suis concentré sur les controverses actuelles.

C'est dire que cette partie ne doit pas être considérée en elle-même, mais comme introduction à l'étude de la politique étrangère zambienne qui constitue le travail original.

CHAPITRE 1: L'IMPERIALISME VU DU CENTRE

1. La thèse de Lénine

C'est au printemps de 1916 que Lénine, en exil à Zurich, rédige L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, (1) qui sera publié en 1917 à Pétrograd. Le but que s'assigne l'auteur est explicité au début de l'oeuvre: "tâcher d'exposer sommairement, le plus simplement possible, les liens et les rapports existant entre les caractères économiques fondamentaux de l'impérialisme." Les limites de ce but sont bien spécifiées, d'une part par cette formulation et par le sous-titre "Essai de vulgarisation", d'autre part par l'avertissement liminaire: "Nous ne nous arrêterons pas sur l'espect non économique de la question comme il le mériterait", précaution qui s'explique par le caractère légal, soumis à la censure tsariste, de la publication. (2)

Lénine définit l'impérialisme comme "le stade monopoliste du capitalisme", caractérisé par cinq traits fondamentaux simultanés:

- la concentration de la production et du capital, créant les monopoles qui jouent un rôle décisif dans la vie économique;
- la fusion du capital bancaire et du capital industriel, formant le capital financier, base de l'oligarchie financière;
- l'importance particulière de l'exportation des capitaux;
- la formation d'unions internationales monopolistes qui se partagent le marché mondial;
- l'achèvement du partage du globe entre les grandes puissances capitalistes.

Reprenons un à un ces éléments constitutifs du concept d'impérialisme.

Les monopoles naissent de la concentration au sein du capitalisme, jusqu'alors concurrentiel: "Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme" (3). Ces entreprises n'existent pas dans toutes les branches industrielles, mais chacune d'entre elles s'étend généralement sur plusieurs branches: entreprises "combinées" ou "mixtes", à qui la diversification de la production donne une plus grande stabilité conjoncturelle. La tendance à la concentration et aux monopoles est déterminante de la nouvelle phase du capitalisme et doit être expliquée par l'étude de l'ensemble de l'évolution économique et non seulement par le phénomène juridique des barrières douanières, même si ces dernières favorisent les ententes de prix. La preuve en est fournie par la Grande-Bretagne libre-échangiste qui connaît également la cartellisation et les monopoles.

Il faut souligner ici que le terme de monopole signifie d'une façon générale une

grande entreprise détenant, seule ou par accord avec d'autres, une part décisive de la production; il comprend donc approximativement aussi le sens donné couramment aux termes de cartel, trust, ou oligopole.

En Europe, on peut dater avec précision la constitution des monopoles. De 1860 à 1890, et surtout dans la dépression qui suit le krach de 1873, s'organisent les premiers cartels, encore exceptionnels et provisoires. La dernière décennie du XIXè siècle, qui connaît un essor rapide, voit l'éclosion de nombreux cartels dans plusieurs branches dont particulièrement la transformation des matières premières, qui constituent ainsi une des bases de la vie économique entière; ces cartels sortent renforcés de la crise 1900-1903, et la transformation du capitalisme concurrentiel en impérialisme est dès lors accomplie. Très rapidement, les cartels acquièrent le monopole complet ou presque du marché des principaux secteurs industriels, et leurs profits, leur capital, leur technologie et leurs installations de recherche sont sans commune mesure avec tout ce que l'on a connu précédemment.

La concurrence se transforme ainsi en monopole, la socialisation de la production progresse considérablement, mais toujours sur la base d'une appropriation privée. Nominalement, la concurrence subsiste, qui rend extrêmement lourd le joug des cartels sur les outsiders: privation de matières premières, de main d'oeuvre (par des alliances avec les syndicats ouvriers), de moyens de transport, fermeture des débouchés, accords d'exclusivité avec les acheteurs, baisse systématique du prix (dumping), privation de crédits, boycottage.

Loin d'empêcher les crises, le système des monopoles accentue les déséquilibres sectoriels, surtout entre l'industrie et l'agriculture et entre l'industrie légère et l'industrie lourde. Les crises renforcent d'ailleurs les cartels et trusts, par la disparition d'outsiders ne produisant que dans une branche industrielle et/ou ne disposant pas de la technologie nécessaire.

On ne peut saisir la puissance et le rôle des monopoles que grâce à l'examen du rôle nouveau joué par les banques.

"La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et, réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes. Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste." (4)

Par l'information qu'elles concentrent, par le contrôle des crédits qu'elles exercent,

par les nombreuses liaisons qu'elles établissent avec l'industrie et l'Etat (postes dans les conseils d'administrations, participations financières, etc.), par le développement de leurs bureaux d'études économiques, financières, techniques, les grandes banques sont en mesure de diriger une bonne partie de l'activité industrielle. Au tournant du siècle, "la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général" (5).

Les industriels étant de moins en moins propriétaires du capital qu'ils utilisent et n'en obtenant la disposition que par l'intermédiaire des banques, lesquelles sont amenées à investir elles-mêmes dans l'industrie par l'affluence des capitaux qu'elles sont en état de rassembler, cette concentration et cette interpénétration donne naissance au "capital financier" (terme créé par Hilfderding). En particulier, le système des participations d'une société au capital de l'autre permet la constitution d'immenses groupes économiques, dominés par une grande banque ou une grande industrie. L'émission de valeurs industrielles en bourse rapporte aux banques des profits colossaux (taux de profit moyen en Allemagne en 1900 de ce type de transactions: 55%). L'interpénétration avec la propriété foncière suburbaine et les moyens de transport se révèle également très fructueuse, surtout lorsqu'elle s'assure le concours des appareils d'Etat.

L'impérialisme est donc le stade du capitalisme où la séparation entre la propriété du capital et son application à la production atteint de vastes proportions. Le capital financier (rentiers ou oligarchie financière) est fortement concentré dans quelques pays, ce qui donne une situation dominante à ces pays par rapport à tous les autres. En 1910, près de 80% des valeurs industrielles sont détenues par quatre pays, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France et l'Allemagne.

Alors que le capitalisme ancien était caractérisé par l'exportation de marchandises, le capitalisme nouveau, monopolistique, est caractérisé par l'exportation de capitaux. L'état arriéré de l'agriculture et la misère des masses populaires font que les placements profitables manquent pour le capital financier, dont les profits sont très supérieurs à ceux du capital industriel ancien: l'accroissement des placements de capitaux à l'étranger au début du XXè siècle résulte de cette recherche de placements profitables. L'Angleterre exporte ses capitaux principalement sous forme d'investissements dans ses colonies, la France sous forme d'emprunts d'Etat, l'Allemagne sous diverses formes. Les pays exportateurs de capitaux retirent fréquemment des avantages commerciaux supplémentaires, accordés "en prime".

Cette exportation de capitaux provoque une expansion formidable du système capitaliste dans le monde: "Les exportations de capitaux influent, en l'accélérant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées" (6). Le capital financier étend ainsi sa domination sur le monde entier, avec le relais efficace des banques coloniales.

Les monopoles se partagent le marché national, puis le marché mondial, qui a déjà été créé depuis longtemps par le capitalisme. Les groupes nationaux tendent à se contrôler ou à s'entendre pour s'assurer une situation de monopole dans la

plus grande partie possible du monde. Les accords et les équilibres entre groupements de monopoles, et même les victoires, sont toujours susceptibles de remises en cause visant à repartager différemment le marché. Ainsi se constituent des supermonopoles, comme la General Electric et l'AEG pour l'électricité, ou la Standard Oil pour le pétrole.

Les oppositions entre monopoles peuvent aboutir à la nationalisation de certains d'entre eux, lorsque leur rentabilité baisse, l'intervention de l'Etat servant alors à assinir une situation dégradée. Par exemple, la Deutsche Bank a elle-même orchestré une propagande pour la nationalisation de ses avoirs pétroliers et la création d'un monopole public du pétrole allemand, après que ses avoirs pétroliers eurent été mis en faillite par la Standard Oil.

Les intérêts des monopoles restent donc concurrents, opposés les uns aux autres, et les trèves entre eux ne sont pas la paix. Pour Lénine, qui réfute Kautsky, il est illusoire de penser que les supermonopoles puissent créer un ordre pacifique mondial.

Entre 1870, apogée du capitalisme concurrentiel, et 1900, l'Afrique, la Polynésie et une partie de l'Asie se voient partagés entre les puissances capitalistes coloniales. Le partage du monde est dès lors achevé, tout partage ultérieur ne pouvant résulter que d'une redistribution des mêmes territoires. La bourgeoisie anglaise, opposée à la politique coloniale au milieu du XIXè siècle, en devient partisane à l'époque du capitalisme monopoliste, ceci notamment pour faire face à la montée des revendications ouvrières. Mais la conquête coloniale a surtout pour but de garantir les monopoles du pays impérialiste contre les risques de monopoles d'Etat échappant aux accords existants; en particulier, les monopoles ont ainsi la possiblité d'accaparer toutes les sources de matières premières ce qui leur confère une position dominante. Le capital financier s'assure ainsi la possession de toutes les matières premières, connues et potentielles, et le partage complet du monde permet aux monopoles une situation économique dans les colonies qui est unique.

Il y a d'ailleurs des formes intermédiaires de domination, ne se basant pas sur la domination politique directe comme dans les colonies. Il s'agit des semi-colonies situées dans les zones d'influences des grandes puissances (la Chine, la Perse, la Turquie) et des Etats indépendants dominés économiquement (le Portugal, l'Argentine).

La définition de l'impérialisme comme stade monopoliste du capitalisme, caractérisé par les cinq éléments cités, sert à Lénine pour réfuter la thèse de Karl Kautsky sur "l'ultra-impérialisme" qui naîtrait d'une unification au plan mondial des impérialismes nationaux, les nations industrielles s'assujettissant des régions agraires par accord et coopération pacifique. L'ultra-impérialisme arrivé à maturité serait ainsi capable de réaliser la paix mondiale. Pour Lénine, il est évident que les contradictions entre les divers impérialismes sont sources de conflits perpétuels, dont les trèves et les accords ne peuvent être que temporaires, comme le prouve la guerre impérialiste en cours lors de la rédaction, guerre provoquée par "la

disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des 'zones d'influence' pour le capital financier" (7). Par exemple, l'Angleterre a connu dans le début du siècle une croissance de son réseau de voies ferrées (c'est-à-dire celui de l'Empire britannique) 4 fois supérieure à celle qui a eu lieu en Allemagne, alors que le production de fonte allemande était, en 1912, presque le double de l'anglaise: "faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion?" (8).

La concentration du capital financier représente une source de profits considérable pour la couche des rentiers, qui est une couche parasitaire. Les Etats-usuriers parasitaires qui peuvent ainsi se créer, ont les moyens de corrompre leurs classes exploitées, ou tout au moins la couche supérieure du prolétariat, qui est celle où se recrutent les syndicalistes, les coopérateurs, etc. L'Europe occidentale dans son ensemble peut donc devenir, dans la logique du parasitisme impérialiste, une sorte de Riviera où des rentiers oisifs vivraient de la "tonte des coupons" donc du travail de masses coloniales misérables, les seuls secteurs économiques restant le commerce, les employés professionnels et certaines industries de finition travaillant les produits semi-ouvrés venant des colonies. Cette perspective se fonde sur la tendance à la stagnation du monopole, par disparition des stimulants du progrès technique.

Pour Lénine lorsqu'il écrit, la corruption de la couche supérieure du prolétariat a pour conséquence que l'opportunisme ayant dépassé sa pleine maturité se décompose, dans toute une série de pays, "en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise" (9).

En effet, la domination du capital financier, créant un réseau vaste et serré de relations avec les capitalistes et les moyens et petits patrons, ainsi que la compétition entre les impérialismes, font que l'ensemble des classes possédantes passe dans le camp de l'impérialisme, et que la classe ouvrière, "qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine" est également influencée par l'idéologie impérialiste, qui inspire le réformisme des sociaux-démocrates (l'ensemble de l'oeuvre est conçu comme une critique de Kautsky), c'est-à-dire la seule tentative d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs.

Pour Lénine, l'impérialisme est un capitalisme agonisant, poussant à un stade très avancé la socialisation de la production qui ne peut donc plus se maintenir à un stade purement privé: "Le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme" (10).

2. La discussion de la thèse léninienne

La fin de la domination politique directe sur la plus grande partie des territoires coloniaux ("décolonisation") et la persistance d'une certaine expansion du capitalisme, conduisent à remettre en cause certains aspects de la thèse de Lénine, pour aboutir non pas à son rejet mais bien à son développement et à sa rectification partielle.

Les développements que j'étudie ici servent surtout à préciser et nuancer les indications fort sommaires de Lénine sur le système mondial de l'impérialisme et la place qu'y occupent les formations sociales dépendantes. La première question est évidemment celle de la nécessité du contrôle politique direct, de la colonisation, pour le fonctionnement de l'impérialisme. Cela m'amène à étudier les mécanismes fondamentaux de la reproduction induite du capitalisme dans ces formations. Puis, je traite de la mondialisation de l'impérialisme, de son unification contradictoire.

a) Sur la nécessité du contrôle politique

La fin de la domination politique directe des métropoles sur de vastes parties de l'Asie, de l'Afrique et de la Polynésie, à laquelle on assiste dès la fin des années 1940, ne manifeste nullement la fin de l'impérialisme, ni même la fin d'une phase qui aurait été l'apogée de l'impérialisme. Elle permet au contraire de situer plus exactement que ne l'avait fait Lénine, le rôle du contrôle politique des métropoles sur les colonies.

Catherine Coquery-Vidrovitch (11) attribue la conquête coloniale aux contradicitons inter-impérialistes: "Le partage de l'Afrique ne traduit pas la naissance de l'impérialisme. Il révèle le décalage historique de l'accession des pays capitalistes à l'impérialisme, et son adoption comme système occidental." Entre 1850 et 1870, la Grande-Bretagne, seule formation sociale impérialiste, développe sans extension importante de son empire formel un système d'économie de traite fondé sur l'importation en provenance des territoires non-eurpéens de matières premières agricoles oux minières, et sur l'exportation à destination de ces zones de marchandises alimentant une consommation immédiate ou une thésaurisation ostentatoire (armes à feu, alcools, pagnes, paccotille). Cet échange fortement inégal permettait une importante accumulation dans la métropole et lui assurait l'approvisionnement en certaines matières premières nécessaires à la production industrielle. A partir de 1870, d'autres formations sociales européennes, la France, l'Allemagne, la Belgique, principalement, accèdent au stade monopoliste du développement capitaliste, et c'est dès lors, et jusque vers 1900, que s'achève le partage colonial du monde, chaque métropole s'assurant ainsi, le plus souvent par l'intermédiaire de sociétés commerciales dotées d'un monopole juridique (charte, concession), la possession de certaines matières premières, connues ou poten-

tielles.

Mais la dynamique même de la domination coloniale (mise en valeur ou mise en réserve des territoires conquis) dépasse la garantie d'accès aux matières premières. Les sociétés commerciales n'interviennent guère dans la production, qui est le plus souvent laissée au secteur "traditionnel", et c'est l'Etat qui a la charge des dépenses, considérables, exigées par la mise en place de l'infrastructure économique, en particulier des transports nécessaires au fonctionnement de l'économie de traite. La domination politique est donc, dès les débuts de la "mise en valeur" des colonies, nécessaire à l'accumulation dans les métropoles.

On peut donc, avec Pierre-Philippe Rey, considérer l'impérialisme politique comme une phase de transition vers l'impérialisme directement économique (12). Le contrôle politique des territoires dans lesquels le capitalisme n'est pas encore implanté est nécessaire pour briser les modes de production locaux et créer un marché du travail, condition fondamentale du fonctionnement du mode de production capitaliste: la transition au capitalisme ne procède pas initialement d'un développement interne, comme dans les pays européens où le mode de production féodal donne naissance, par un procès historique de longue durée, au mode de production capitaliste, mais il est importé en des lieux où la dynamique des modes de production locaux ne conduit pas au capitalisme. Nous verrons plus loin comment se déroule ce procès d'articulation des modes de production, il nous suffit ici de mettre en évidence la nécessité, pour que ce procès puisse avoir lieu, que les formations sociales capitalistes s'assurent le contrôle politique des formations sociales non-capitalistes. En effet, le fonctionnement du mode de production capitaliste exige la mise en place d'un "double moulinet" (l'image est de Marx, reprise par Rey) rejetant sans cesse le travailleur sur le marché du travail: d'une part le travailleur dépossédé de moyens de production est contraint de vendre sa force de travail à un capitaliste (aux capitalistes dans leur ensemble), d'autre part le produit est une marchandise que le travailleur lui-même est contraint d'acheter (et d'acheter aux capitalistes entre les mains desquels il se trouve de par le procès de production) pour assurer la reproduction de sa force de travail, c'est-à-dire en premier lieu sa survie et celle de sa famille. Tant que le procès de production et/ou la reproduction de la force de travail sont assurés par un mode de production non-capitaliste, le capitalisme ne peut donc "prendre racine"; il doit préalablement détruire les modes de production locaux, et pour cela contrôler politiquement les régions qui échappent encore à sa domination économique. La transition au capitalisme nécessite que la domination du mode de production capitaliste soit assurée "naturellement" par la circulation, et pour cela qu'auparavant une action extérieure à la circulation ait amené dans celle-ci les agents du mode de production antérieur. "Ainsi s'explique ce qui n'aurait pu apparaître que comme un paradoxe au temps de Lénine, mais qui, depuis que le colonialisme s'est résolu en néo-colonialisme, devrait être considéré comme un truisme, c'est-à-dire la nécessité pour le capital financier, dont la forme de domination caractéristique est l'impérialisme économique pur, de généraliser d'abord à l'ensemble des pays et peuples où le capitalisme n'avait pas encore 'pris racine' l'impérialisme politique connu maintenant sous le nom de colonialisme. Cet impérialisme politique du capital financier ne peut être

compris dans sa spécificité que si on l'unit à l'impérialisme économique à qui il doit préparer la voie." (13)

On constate que ce développement théorique, d'une importance fondamentale pour saisir l'évolution du colonialisme au néo-colonialisme, confirme et dépasse la démonstration de Catherine Coquery en ce qui concerne le rôle d'investisseur dans l'infrastructure économique que joue l'Etat colonial. Sans nier le rôle immédiat des contradictions inter-impérialistes dans la course au contrôle politique du monde, Rey situe celles-ci dans une perspective beaucoup plus vaste, qui sera indispensable pour comprendre la nature des formations sociales capitalistes dépendantes, et en ce qui me concerne ici, de la Zambie.

L'absence de domination politique directe (dans ce que Lénine appelle les "semi-colonies" ou les "Etats indépendants dominés économiquements") ou la fin de celle-ci par suite de la décolonisation (dans les Etats créés par la lutte anticoloniale) ne signifie cependant pas une totale indépendance au niveau politique. Comme le dit Ernest Mandel, "la dépendance semi-coloniale, c'est la domination du capital impérialiste de manière indirecte et non directe. Pareille domination indirecte signifie que l'exercice du pouvoir se trouve dans les mains d'un personnel politique jouissant d'une marge d'autonomie donnée. En fonction de l'évolution des rapports de force, cette marge peut s'étendre ou se restreindre." (14)

La possibilité pour le capital impérialiste d'exercer une telle domination indirecte découle de la nature de classe de l'Etat dans les pays dépendants: "La nature bourgeoise de l'Etat ne peut faire de doute dans un sens précis: cet Etat défend, protège et consolide avant tout des conditions déterminées d'accumulation du capital, de production de la plus-value. Dans la mesure même où il s'agit d'un Etat semi-colonial (ou "dépendant"), l'Etat défend évidemment par priorité les intérêts d'accumulation du capital impérialiste et des couches des classes possédantes "nationales" qui sont le plus étroitement liées à l'impérialisme." (15) Il faut souligner que Mandel appelle semi-colonies ou Etats semi-coloniaux, d'une façon générale, les formations sociales appelées par Lénine semi-colonies (ce qui implique une certaine "influence" politique directe) et celles que ce dernier nomme Etats indépendants dominés économiquement, ainsi que celles qui sont issues de la décolonisation à l'époque monopolistique et qui n'existaient pas du temps de Lénine.

L'impérialisme n'implique donc pas, de manière structurelle et permanente, la domination politique directe. Ce qu'il nécessite, c'est l'existence d'Etats sur le modèle des Etats métropolitains et entretenant avec ceux-ci des rapports formellement égaux qui dissimulent les relations de dépendance. Pour dévoiler cette dépendance, et expliquer le fonctionnement du système mondial créé par l'impérialisme, il faut étudier la reproduction induite du capitalisme monopoliste dans les formations sociales dépendantes.

b) La reproduction induite

L'étude de l'impérialisme ne saurait être limitée à celle de la dépendance, selon une dialectique simple opposant les pays "développés" aux pays "sous-développés" sans prendre en considération les aspects internes de chacun de ces deux types de formations sociales. En particulier, l'étude des formations sociales dépendantes doit impérieusement prendre en compte les mécanismes par lesquels la dépendance s'inscrit à l'intérieur même de ces formations sociales. En effet, ces dernières sont des formations de transition au capitalisme, transition plus ou moins avancée historiquement à partir d'un mode de production local; cette transition consiste en l'élargissement sur le ou les modes de production dominés du mode de production capitaliste introduit par une métropole mais pris en charge par la suite par une classe bourgeoise locale ou par un substitut de celle-ci; comme le dit Poulantzas (16), "le mode de production capitaliste est caractérisé, dans sa reproduction élargie, par une double tendance: sa reproduction au sein d'une formation sociale où il 'prend pied' et établit sa domination, et son extension à l'extérieur de cette formation, les deux aspects de cette tendance agissant en même temps."

La reproduction élargie du capitalisme dans les formations sociales dépendantes est donc part du procès mondial de reproduction élargie du mode de production capitaliste, dont les formations dépendantes subissent l'extension. "Le procès de domination et de dépendance impérialiste apparaît désormais comme la reproduction, au sein même des formations sociales dominées, et sous des formes spécifiques pour chacune d'elles, du rapport de domination qui la lie aux métropoles impérialistes." (17) Cette reproduction apparaît aux trois niveaux économique, politique et idéologique, du moins dans la phase actuelle de l'impérialisme.

Au niveau économique, l'exportation de capitaux, qui est une tendance spécifique du stade impérialiste de l'évolution du capitalisme, accumule dans les formations sociales dépendantes, de façon d'ailleurs inégale, un capital qui rend possible l'extorsion de plus-value par le salariat. Se développe donc, par la transition au capitalisme, une bourgeoisie locale, liée de plus ou moins près à la bourgeoisie monopoliste des métropoles et tentant de faire fonctionner la production dans ses intérêts, c'est-à-dire d'accaparer tout ce qu'elle peut de plus-value. Le mode de production capitaliste, dominant mais non exclusif, tend ainsi à se reproduire, au niveau économique, dans les formations sociales périphériques, non seulement par l'action du capital impérialiste métropolitain, mais aussi par celle du capital local (ainsi que par celle de formes non-capitalistes ou transitionnelles d'accumulation fonctionnant dans le cadre de la domination mondiale du mode de production capitaliste). Cette reproduction est toutefois dépendante, sous l'hégémonie du capital impérialiste. Elle est même de plus en plus dépendante avec la progression historique de la reproduction élargie du capitalisme impérialiste, qui a pour effet la pénétration croissante des marchés nationaux par le marché international: "La période que nous vivons est autre" que celle étudié par Lénine, écrit Fernando Cardoso, "elle nous incite à caractériser les effets de la forme actuelle d'organisation et de contrôle économique impérialiste sur les pays dépendants en nous

servant de la notion d'internationalisation du marché interne et de formation d'une économie industrielle contrôlée par le capital financier monopoliste dans les situations d'économies industrielles dépendantes sur leurs propres marchés." (18) Cette dépendance croissante tend donc à rendre caduque la distinction, classique, entre bourgeoisie compradore et bourgeoisie nationale, ces deux fractions étant de plus en plus liées par l'internationalisation du marché national et le contrôle par le capital financier de la production industrielle dans le pays. Plus exactement, elle tend à faire disparaître la base économique de ces fractions de classe en tant que telles; cette base économique est, pour la bourgeoisie nationale, l'existence d'un marché national relativement autonome du marché mondial, et, pour la bourgeoisie compradore, la production de matières premières (en collaboration avec le capital impérialiste étranger) à destination du marché mondial.

La reproduction induite au niveau politique passe par la reproduction de l'Etat capitaliste dans les formations dépendantes. Nous avons vu plus haut que Mandel qualifie les Etats dépendants de bourgeois et de semi-coloniaux. La critique qu'adresse à cette conception Poulantzas me paraît pertinente; ce sont des Etats non pas bourgeois mais capitalistes, en ce sens que "l'Etat n'est pas le simple outil ou instrument, manipulable à volonté, des classes dominantes (...). L'Etat, qui maintient l'unité et la cohésion d'une formation sociale divisée en classes, concentre et résume les contradictions de classe de l'ensemble de la formation sociale, en consacrant et en légitimant les intérêts des classes et fractions dominantes face aux autres classes de cette formation, tout en assumant des contradictions de classes mondiales." (19) La transition au capitalisme dans chaque formation sociale, c'est-à-dire le mode d'articulation au capitalisme du ou des modes de production non-capitalistes, présente une spécificité qui permet de comprendre la spécificité de chaque Etat, qui résume les contradictions entre classes de cette formation, contradictions complexes ne pouvant être résumées à la contradiction simple bourgeoisie-prolétariat. Dans les formations dépendantes, c'est-à-dire où la transition au capitalisme est loin d'être achevée, considérer que l'Etat est un Etat bourgeois amène inévitablement à abuser de la notion de "bonapartisme", ce qui réduit cette notion à l'insignifiance et ne permet guère d'étudier les différences entre régimes politiques. Ce qui importe est donc d'étudier pour chaque Etat quelles sont les classes dominantes et quelle est la classe hégémonique, étant donné les luttes et les alliances de classes; cette étude ne peut en aucun cas rester sur un plan intérieur et doit au contraire partir de la réalité fondamentale de la dépendance de la formation sociale envers l'impérialisme, donc de la "présence" de la bourgeoisie monopoliste des métropoles, présente non seulement de façon intériorisée dans les luttes de classes "nationales" mais également dans l'ensemble de la constellation stratégico-politique mondiale et régionale dans ses incidences sur le pays.

Ce qui caractérise la phase actuelle de l'impérialisme, c'est que la "reproduction induite du MPC [mode de production capitaliste] au sein de ces formations [dépendantes] s'étend, le façon décisive, au domaine de leurs appareils d'Etat" (20). C'est la phase où apparaît en effet un système interétatique mondial par accession à l'"indépendance" de la quasi-totalité des colonies; dans chaque formation sociale donc (à l'exception des rares et petits territoires non-autonomes) fonctionne un

Etat réputé souverain et égal à chacun des autres, passant avec eux des traités, et établissant une frontière définie entre les affaires intérieures et les affaires extérieures. Les relations de domination apparaissent donc dans ce système comme des relations externes entre partenaires homogènes, dissimulant ainsi aussi bien les interventions politiques occultes que les dépendances économiques.

C'est dire que la reproduction induite du capitalisme mondial fonctionne également au niveau idéologique, et ceci d'autant plus depuis l'extension et le développement des communications. Les moyens de communication de masse atteignent désormais non seulement le monde entier, mais encore une très grande partie de l'humanité qui n'était pas ou guère touchée par l'écrit. L'idéologie de la consommation, de la compétition entre individus, se répand par la télévision et la radio jusque dans les endroits les moins accessibles et auprès de masses n'ayant guère eu jusqu'ici de contacts avec la "culture" capitaliste; même la vedettisation des politiciens atteint l'ensemble de l'humanité.

Cette dimension globale de la reproduction induite, qui n'est apparue que dans la phase actuelle c'est-à-dire progressivement depuis la fin de la seconde guerre mondiale, oblige à repenser certains concepts produits dans les phases précédentes, et notamment la distinction entre bourgeoisie nationale et bourgeoisie compradore, ceci bien sûr dans une vision dialectique c'est-à-dire refusant tout évolutionnisme plus ou moins fataliste.

Reprenons ici l'étude que fait Nicos Poulantzas de l'évolution des bourgeoisies nationale et compradore dans les formations sociales ouest-européennes dans leurs rapports avec le capital américain:

"On entend par bourgeoisie nationale la fraction autochtone de la bourgeoisie qui, à partir d'un certain type et degré de contradictions avec le capital impérialiste étranger, occupe, dans la structure idéologique et politique, une place relativement autonome, et présente ainsi une unité propre. (...) En revanche, on entend traditionnellement par bourgeoisie compradore la fraction bourgeoise qui n'a pas de base propre d'accumulation du capital, qui agit en quelque sorte comme simple 'intermédiaire' du capital impérialiste étranger (...) et qui est ainsi, du triple point de vue économique, politique et idéologique, entièrement inféodée au capital étranger.

Ainsi, l'on peut voir nettement que ces deux concepts ne permettent pas d'analyser les bourgeoisies des métropoles impérialistes face au capital américain, dans la phase actuelle de l'impérialisme. (...)

Il faudrait alors introduire un concept nouveau (...) que je désignerai, provisoirement et faute de mieux, par le terme de bourgeoisie intérieure. Cette bourgeoisie, qui coexiste avec des secteurs proprement compradores, ne possède plus, à des degrés certes inégaux dans les diverses formations impérialistes, les caractères structurels de la bourgeoisie nationale. En raison de la reproduction du capital américain au sein même de ces formations, d'une part elle est imbriquée, par de

multiples liens de dépendance, aux procès de division internationale du travail et de concentration internationale du capital sous la domination du capital américain (...); d'autre part, qui plus est, en raison de la reproduction induite des conditions politiques de cette dépendance, elle est affectée par des effets de dissolution de son autonomie politico-idéologique face au capital américain." (21)

Et Poulantzas précise, en passant: "Par l''industrialisation périphérique', des noyaux de bourgeoisie intérieure peuvent également apparaître dans les formations périphériques." (22)

Il est, je pense, nécessaire d'insister à ce sujet sur la spécificité des situations nationales et sur la nature dialectique de l'évolution. Selon l'articulation des formations dépendantes à l'impérialisme, notamment selon la nature des matières premières et cas échéant des produits transformés qu'elle exporte et selon l'identité des destinataires de ces exportations, selon le degré de désarticulation des secteurs, selon les luttes de classes à l'intérieur, selon le contexte politique et stratégique régional et continental, la contradiction ou la fusion entre bourgeoisies nationale et compradore, l'autonomie du bloc au pouvoir envers les formations dominantes varient et peuvent évoluer de façon très différentes d'une formation sociale à l'autre. La conjoncture joue donc un rôle très important dans les rapports de forces, dont l'évolution ne peut donc être expliquée à partir des seules déterminations structurelles.

L'étude de la "crise du pétrole" à partir de 1973 est à cet égard très instructive. La brusque élévation du prix du pétrole brut provoque une accumulation de capital financier très rapide dans les pays producteurs de pétrole, qui permet aux classes exploitantes de ces pays à la fois des investissements importants pour l'industrialisation nationale et des placements et investissements à l'étranger, principalement dans les métropoles. Cela ne signifie ni que les pays pétroliers accèdent soudain au statut de métropoles impérialistes, ni que leurs classes exploitantes soient de simples rentiers très riches de type compradore, mais que la forme de dépendance de ces formations sociales dans le système impérialiste mondial se modifie et que les perspectives d'une croissance capitaliste s'améliorent. (23) Il est cependant évident, si l'on considère des matières premières dont les prix fluctuent (comme le cuivre dont la Zambie est un des principaux producteurs), qu'à une conjoncture de prix élevés peut succéder une période de chute des cours mondiaux entraînant le ralentissement, voire le recul, des investissements industriels "nationaux" et une dépendance accrue.

Le rôle de l'idéologique et du politique dans la reproduction élargie du capitalisme monopoliste dans sa phase actuelle a également pour conséquence que la stratégie de l'impérialisme se globalise, pour les métropoles les plus avancées et principalement pour les Etats-Unis: "La motivation économique-financière n'est plus seule en action et, dans le cas des Etats-Unis, n'est plus la motivation fondamentale, alors qu'elle reste telle dans le cas des Etats impérialistes de moindre importance." (24) L'enjeu des conflits, comme le montre la guerre du Vietnam dont la bourgeoisie américaine n'avait pas grand bénéfice économique direct à retirer dans l'hypothèse

d'une victoire, est désormais, au niveau le plus global, "le contrôle des processus d'orientation, de régulation et de décision de l'évolution du monde." (25) Il faut cependant garder à l'esprit en tirant cette conclusion que les formations sociales au stade actuel de développement du capitalisme monopoliste restent déterminées en dernière instance par l'économique, ce qui n'infirme donc pas la thèse de Lénine mais la relativise par rapport à l'époque historique (il y a soixante ans) où elle fut produite.

c) Système mondial ou systèmes nationaux?

La thèse de Lénine sur l'impérialisme part de l'étude du développement du capitalisme dans les métropoles, donc de constatations sur le développement de formations nationales, sur leurs affrontements réciproques et sur le partage entre elles du reste du monde. Lénine réfute expressément la thèse de Kautsky sur le "super-impérialisme" qui unifierait le monde entier sous sa domination. Reprenant ce débat tel qu'il se pose à l'heure actuelle, on peut résumer la question fondamentale de la façon suivante: le monde est-il composé de formations nationales juxtaposées, dont les relations "internationales" constituent la texture d'ensemble, ou bien le monde est-il un seul système dont les formations nationales ne sont que les éléments?

La première de ces thèses ignore ou fait bon marché de la reproduction induite à l'intérieur des formations nationales de l'impérialisme (y compris la reproduction du capital impérialiste américain au sein des formations ouest-européennes, japonaise, canadienne, australienne, néozélandaise). La lutte des classes est dès lors censée rester limitée au cadre national de chaque formation, ce qui, à la limite, vide de tout contenu le concept d'impérialisme.

La seconde thèse connaît un certain succès à l'heure actuelle. Elle est exposée par exemple par Anouar Abdel-Malek (26): "Il n'est de théorie de l'impérialisme qui ne soit, essentiellement, structurellement, une dialectique entre la domination et la libération, ici, entre l'hégémonie impérialiste et les mouvements nationaux." La lutte de classes se déroule, en ce cas, entre le "centre" impérialiste et la "périphérie" dépendante. Cette dialectique simple centre-périphérie, souvent inspirée d'une lecture hâtive de Samir Amin (27), considère comme secondaires les luttes de classes au sein des formations nationales, la contradiction bourgeoisie-prolétariat constitutive du mode de production capitaliste étant en quelque sorte transmutée en une contradiction centre-périphérie ou nations bourgeoises-nations prolétaires qui serait la contradiction fondamentale de l'impérialisme. L'impérialisme serait alors conçu comme mode de production nouveau et non plus comme stade de développement du mode de production capitaliste.

Ces deux thèses sont trop simples pour rendre compte de la complexité des situations observables. Certes, je les caricature ici quelque peu pour la clarté de la problèma-

tique, mais on les trouve exprimées de façon plus nuancée, mais reconnaissable, dans une bonne partie de la littérature sur le "sous-développement" ou sur l'impérialisme. Il est donc nécessaire d'avoir recours à une dialectique plus complexe, que l'on peut appeler la dialectique centres-périphéries ou de la chaîne impérialiste.

Johan Galtung (28) fournit les éléments d'une telle dialectique; bien que sa méthode soit explicitement structuraliste, elle est largement inspirée par la lecture d'auteurs marxistes (Lénine, Gunder Frank, Cardoso, Emmanuel) et peut être reliée aux développements théoriques qui précèdent. Galtung définit l'impérialisme comme une relation entre une nation-centre et une nation-périphérie telle qu'il y ait harmonie d'intérêts entre le centre de la nation-centre et le centre de la nation-périphérie, une plus grande disharmonie d'intérêts à l'intérieur de la nation-périphérie qu'à l'intérieur de la nation-centre, et disharmonie d'intérêts entre la périphérie dans la nation-centre et la périphérie dans la nation-périphérie. L'harmonie/disharmonie d'intérêts se définit par un écart décroissant/croissant des conditions de vie, conditions non seulement matérielles mais aussi concernant la qualité de la vie et l'autonomie (ces notions restent plus que vagues).

Les mécanismes de l'impérialisme ainsi défini, ont pour chacun des pays (centre aussi bien que périphérie) des effets internes et externes, qui causent l'appauvrissement de la périphérie de la nation-périphérie, ainsi que de la nation-périphérie considérée dans son ensemble, et l'isolement des périphéries à l'intérieur d'une nation, entre nations-périphéries dépendant d'une même nation-centre, et plus encore entre celles qui sont liées à des nations-centres différentes.

Le schéma binaire avec deux nations et deux classes peut être développé à des situations plus complexes, par exemple en insérant une "classe moyenne" à l'intérieur ou en considérant une nation intermédiaire ("go-between") entre centre et périphérie. Si le problème de la ou des classes moyennes appelle une discussion approfondie qu'il n'est pas dans mon propos d'entreprendre, la prise en considération des échelons intermédiaires de l'impérialisme dans les "relations internationales" me paraît très fructueuse: une formation sociale en situation de périphérie par rapport à une métropole (par exemple la France envers les Etats-Unis) peut fonctionner également comme centre en relation à une autre formation périphérique (par exemple le Gabon vis-à-vis de la France).

Reprenant dans le cadre théorique esquissé plus haut ce schéma centres-périphéries, il est possible de concevoir le système mondial de l'impérialisme selon une dialectique complexe comme structuré en une chaîne impérialiste unifiée par l'alliance structurelle des centres et l'isolement réciproque des périphéries, internes aussi bien qu'externes.

3. Contre le fétichisme

La dialectique centres-périphéries comme formalisation des relations internationales à l'heure actuelle, permet de se garder du fétichisme qui consisterait à imaginer le capital impérialiste, ou la bourgeoisie monopoliste métropolitaine, comme une personne ou une quasi-personne à l'action rationnelle et consciente, suivant une stratégie unique. L'impérialisme, ce n'est pas le produit de l'action de quelques PDG yankees et de leurs valets du Pentagone et de la CIA, qui décideraient lors de réunions ou par téléphone de la politique à suivre dans le monde entier; ce n'est pas non plus l'action machiavélique et malveillante de mystérieuses "multinationales" inévitablement d'accord entre elles et avec les gouvernements des métropoles et ceux qui leur sont inféodés.

Il est important, me semble-t-il, de dénoncer cette conception, assez répandue dans une présentation courante de l'impérialisme de la part aussi bien de mouvements d'extrême-gauche que de groupements "tiers-mondistes" de tendance humanitaire. Ce fétichisme est d'ailleurs souvent implicite dans le "néo-kautskysme de gauche" que critique Poulantzas (29).

L'impérialisme est donc un système mondial, traversé de contradictions dialectiques et dont les porteurs ne sont pas ou guère conscients, ni capables à tout moment de mener la politique qui correspond à l'intérêt d'ensemble des classes dirigeantes de ce système. Marx a depuis longtemps, dans un passage très connu, précisé ce qui oppose la méthode dialectique du matérialisme historique à la vision moralisante et fantasmagorique du fétichisme:

"Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, indépendants de leur volonté; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience." (30)

Je précise encore que je ne fais nullement une lecture déterministe et économiciste de ce bref texte, mais simplement que la critique de l'économicisme ne doit pas faire tomber dans le fétichisme, si l'on veut tenter une explication scientifique, c'est-à-dire raisonnée et dialectique, de la société actuelle.

Dans l'étude d'un pays et de sa situation dans le système impérialiste mondial, la tentation fétichiste peut pousser l'analyse dans deux directions parallèles. L'une consiste à rejeter à l'extérieur de cette formation sociale (à New York, ou Londres, ou Paris, ou Prétoria, etc. etc.) l'ensemble des causes d'exploitation et d'oppression, sans tenir compte du rôle des relais locaux (y compris de leur autonomie

propre). L'autre consiste à valoriser la lutte contre les détenteurs locaux du pouvoir, mais en partant du point de vue que ce sont de vulgaires fantoches créés par la ou les métropoles et n'ayant aucune autonomie ni base sociale dans le pays.

Notes du chapitre 1

N. B. Sauf spécification contraire, les passages soulignés des citations l'ont été par les auteurs eux-mêmes.

(1) V. I. Lénine, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", in Oeuvres, Moscou, Ed. du Progrès et Paris, Ed. Sociales, tome 22; pp. 201-327.

(2) Ibid., p. 213.

(3) Ibid.

(4) Ibid., p. 228.

(5) Ibid., p. 245.

(6) Ibid., p. 263.

(7) Ibid., p. 297.

(8) Ibid.

(9) Ibid., p. 307.

(10) Ibid., p. 323.

(11) C. Coquery, "De l'impérialisme ancien à l'impérialisme moderne: l'avatar colonial", in A Abdel-Malek (éd.), Sociologie de l'impérialisme, Paris, Anthropos, 1971; pp. 70-112.

(12) P.-P. Rey, Les alliances de classes, Paris, Maspéro, 1973, 224 p.

(13) Ibid., pp. 133-134.

(14) E. Mandel, "Classes sociales et crise politique en Amérique latine", in Critiques de l'économie politique, 18; p. 18.

(15) Ibid., p. 16.

(16) N. Poulantzas, Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Paris, Seuil, 1974; p. 47.

(17) Ibid., p. 48.

(18) F. H. Cardoso, "'Théories de la dépendance' ou analyses concrètes de situations de dépendance", in L'Homme et la Société, 33-34, 1974; p. 122.

(19) N. Poulantzas, op. cit., p. 85. Sur la théorie de l'Etat, se référer à un ouvrage précédent de Nicos Poulantzas, Pouvoir politique et classes sociales, Paris, Maspéro, 1972, 2 vol.

(20) N. Poulantzas, Les classes sociales..., op. cit., p. 51.

(21) Ibid., pp. 78-79.

(22) Ibid., p. 80.

(23) Voir le débat Mandel-Jaber in Critiques de l'économie politique, 22, 1975; pp. 41-108. Très documentés sur le plan économique, ces trois articles me paraissent insuffisamment porter sur les niveaux politique et idéologique et sur les spécificités des formations sociales concernées pour justifier les conclusions politiques, par ailleurs identiques auxquelles ils aboutissent.

(24) A. Abdel-Malek, "Pour une sociologie de l'impérialisme", in Sociologie de l'impérialisme, édité par A. A.-M., Paris, Anthropos, 1971; p. 57.

(25) Ibid.

(26) Ibid., p. 42.

(27) S. Amin, L'accumulation à l'échelle mondiale, Paris et Dakar, Anthropos et Ifan, 2è éd., 1971; notamment p. 11.

(28) J. Galtung, "A Structural Theory of Imperialism", in Journal of Peace Research, 2, 1971; pp. 81-117.

(29) N. Poulantzas, op.cit., p. 44.

(30) K. Marx, "Critique de l'économie politique", in Oeuvres choisies par N. Guterman et H. Lefèvre, Paris, Gallimard, 1966; vol. 2, p. 10.

CHAPITRE 2: L'IMPERIALISME VU DE LA PERIPHERIE, EN PARTICULIER DE L'AFRIQUE NOIRE

La parole est liée au pouvoir. C'est dire que le discours sur l'impérialisme, tel que nous l'avons vu, est d'une certaine façon le discours que peut en faire le centre; non pas, bien sûr, le discours qu'en font les détenteurs du pouvoir impérialiste ou leurs idéologues, mais un discours qui se situe d'abord en opposition au pouvoir du centre. La théorisation globale de l'impérialisme s'attache en effet aux lois propres du mode de production capitaliste et utilise les catégories de pensée qui sont celles produites par celui-ci.

Il est indispensable, pour avoir une vision plus concrète et ne pas tomber dans l'européo-centrisme, de dégager les traits principaux de l'impérialisme tel qu'il peut être perçu de la périphérie, en particulier, puisque la périphérie n'est pas unifiée (ou lorsqu'elle l'est, c'est par le centre), de l'Afrique noire. Comment le capitalisme a-t-il pris pied dans ce continent, quelles formes spécifiques y a-t-il engendrées, et comment se reproduit-il au sein des formations sociales africaines? La réponse à ces question nécessite l'étude des structures propres de l'Afrique noire avant l'irruption du capitalisme européen, et de leurs transformations.

Il n'est toutefois nullement assuré que cet effort de décentrement libère de l'ethnocentrisme. Cette question épistémologique fait l'objet d'un examen (rapide) séparé.

1. L'articulation des modes de production

Les développements théoriques de la partie précédente insistent sur l'extension mondiale prise par le mode de production capitaliste; ils ne renseignent pas sur les relations qui s'établissent dans les pays dépendants entre le capitalisme et les modes de production pré-coloniaux, sur l'articulation des modes de production sous domination du capitalisme au stade monopoliste. Cette connaissance est indispensable à celle des formations sociales périphériques, qui diffèrent des formations sociales des métropoles du fait non seulement du développement inégal du capitalisme, mais aussi à cause de la nature différente des modes de production qui ont précédé l'apparition du capitalisme:

Le mode de production capitaliste (MPC) est apparu en Europe par suite de l'évolution du mode de production féodal qui l'a précédé et lui a donné naissance. La transition au capitalisme y provient donc d'une dynamique interne couvrant une longue période. "Par contre, dans tous les autres exemples historiques connus de développement du capitalisme au sein d'une formation sociale non-capitaliste, le capitalisme a été importé d'ailleurs, déjà grand et bien armé. On est alors tenté de n'analyser la nécessité de son développement que du seul point de vue

de ses propres lois. Nous verrons cependant qu'il n'est pas possible de se contenter de cette vision unilatérale et que la phase de transition ne peut être comprise qu'à partir des caractéristiques internes du mode de production dominant avant l'intrusion du capital. La formation sociale doit accoucher de sa propre forme de transition vers le capitalisme. La formation sociale de transition se trouve alors soumise à une double histoire, où éclate la contradiction entre deux ordres de nécessité: d'une part l'histoire du capital lui-même qui s'écrit pour l'essentiel en dehors de telles formations sociales; d'autre part l'histoire de la transition, spécifique des modes de production qui y sont articulés." (1)

Des travaux récents, consacrés à l'Afrique noire, permettent une certaine connaissance du mode de production qui dominait avant le début de la pénétration européenne. Etant donné l'objet de ma recherche, je ne prends pas ici en considération les modes de production qui ont existé dans d'autres continents avant la colonisation (Asie et monde arabe, Amérique précolombienne, Polynésie); cependant, l'étude même du procès d'articulation des modes de production est sans doute applicable à toutes ces situations.

Partant de l'étude (ébauchée seulement par Marx dans Le Capital) de la transition du féodalisme au capitalisme en Europe, Rey considère que toute transition au capitalisme (tout procès d'articulation de modes de production sous domination du mode capitaliste) se déroule en trois phases:

- La première est celle de la libération des travailleurs expulsés du procès de production du mode antérieur (dans le cas du féodalisme, expulsés des terres par les propriétaires fonciers) et ainsi obligés à la fois à vendre leur force de travail et à se procurer sur le marché les moyens de leur survie; la circulation (marché du travail et marché des vivriers) et l'Etat (coercition de la force de travail, parfois même production) assument les fonctions de cette expulsion; la transition est encore réversible en cas de disparition de l'une de ces contraintes, comme le prouve le retour à la production agricole marchande à petite échelle de travailleurs britanniques importés aux Etats-Unis où n'existe pas, dans la première période, de propriété foncière.
- La seconde phase voit cohabiter le capitalisme, dans l'industrie et certaines branches de l'agriculture (mécanisation), et le mode de production antérieur, dans la production de vivriers; c'est la phase dans laquelle se trouve actuellement la périphérie.
- La troisième phase est celle de la présence du capitalisme dans toutes les branches de production, y compris agricoles, où la concurrence ruine les petits producteurs du mode antérieur et donc les prolétarise; il n'y a qu'aux USA actuellement que cette phase soit atteinte, le capitalisme est dominant par la mécanisation de tous les secteurs.

La transition au capitalisme nécessite donc que la domination du MPC soit assurée "naturellement" par la circulation, et pour cela qu'auparavant une action extérieure à la circulation ait amené dans celle-ci les agents du mode de production antérieur. (2)

Samir Amin base son étude des relations centre-périphérie sur l'accumulation à l'échelle mondiale, attribuant l'extension du capitalisme à la périphérie non seulement à la reproduction élargie du capital introduit dans les phases précédentes, mais aussi à un mécanisme qui est celui de l'accumulation primitive contemporaine:

"Il n'y a pas chez Marx de théorie de l'accumulation à l'échelle mondiale. Cette théorie n'apparaît qu'à l'occasion de l'accumulation primitive, mais comme la préhistoire du mode de production capitaliste. Or cette préhistoire n'est pas terminée. Elle se prolonge, par l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale. Parallèlement au mécanisme de l'accumulation propre au mode de production capitaliste - la reproduction élargie - continue à opérer un mécanisme d'accumulation primitive qui caractérise les relations entre le centre et la périphérie du système capitaliste mondial." (3)

Mais la dialectique simple centre-périphérie conduit Amin à une contradiction sur l'identité des lieux dont les relations fondent l'accumulation primitive: "Dans la préhistoire du capital, le revenu (...) ne peut pas provenir du profit de l'investissement antérieur d'un capital, il doit sortir de l'exploitation de secteurs non-capitalistes: c'est l'accumulation primitive. Dans les relations entre 'pays développés' et 'pays sous-développés' on repère des mécanismes - contemporains donc - du type de ceux de l'accumulation primitive, qui agissent au bénéfice du capital étranger dominant." (4) D'une accumulation fondée sur l'exploitation des "secteurs non-capitalistes", c'est-à-dire fonctionnant selon des modes de production antérieurs au capitalisme, on passe sans autre forme de procès à une accumulation fondée sur l'exploitation de formations sociales capitalistes, de transition certes mais où le MPC est d'ores et déjà dominant; ce qui limite singulièrement l'aspect "primitif" de cette accumulation.

Le concept d'accumulation primitive contemporaine ne doit pas être abandonné pour autant; mais il faut le prendre dans son sens initial précis, c'est-à-dire résultant de l'exploitation de modes de production non-capitalistes. Que ces derniers se trouvent actuellement surtout dans les formations périphériques est évident, mais ne permet en aucun cas d'en déduire qu'il s'agit de formations sociales non-capitalistes.

C'est donc à l'intérieur des formations dépendantes qu'il faut rechercher les mécanismes de l'accumulation primitive. La phase initiale du procès d'articulation est celle de la libération de la main d'oeuvre. En Afrique noire, celle-ci s'est effectuée de diverses manières, combinées ou non: fiscalité (exigeant un revenu monétaire), appropriation de la terre par les Européens et refoulement des Africains dans des "Réserves tribales", travail forcé; ces moyens nécessitaient, nous l'avons vu plus haut, le contrôle politique direct des populations locales. (5) Le mode de production local (je reviendrai sur sa nature) sert donc de réservoir de main d'oeuvre, une fois celle-ci "libérée". Ainsi peut s'expliquer l'accumulation primitive, et non par l'échange inégal qui serait dû à la "loi de l'offre et de la demande" sur le marché mondial. L'accumulation primitive contemporaine est un

transfert de valeur des secteurs non-capitalistes vers les secteurs capitalistes au sein desquels dominent les centres impérialistes qui accaparent donc l'essentiel de ce transfert. Le transfert lui-même résulte de la rémunération inférieure de la main d'oeuvre dans les formations périphériques, rémunération qui ne découle pas non plus de la "loi de l'offre et de la demande" mais bien de la prise en charge par les modes de production non-capitalistes d'une partie importante de la reproduction de la main d'oeuvre.

Un texte récent de Claude Meillassoux clarifie la conceptualisation de cette accumulation primitive contemporaine:

"Dans les pays sous-développés, l'agriculture vivrière demeure presque entièrement en dehors de la sphère de production du capitalisme, tout en étant directement ou indirectement en relation avec l'économie de marché par la fourniture de main d'oeuvre nourrie dans le secteur domestique. [C'est ainsi que Meillassoux caractérise le mode de production précolonial en Afrique], ou par celle de denrées d'exportation produites par des cultivateurs nourris sur leurs propres récoltes. Cette économie vivrière appartient donc à la sphère de circulation du capitalisme, dans la mesure où elle l'approvisionne en force de travail et en denrées, alors qu'elle demeure en dehors de la sphère de production capitaliste puisque le capital n'y investit pas et que les rapports de production y sont de type domestique et non capitaliste. Les relations entre les deux secteurs, capitaliste et domestique, ne peuvent être considérés comme des relations entre deux branches du capitalisme comme il est suffisant de le faire pour expliquer l'échange inégal: le rapport est entre secteurs où dominent des rapports de production différents. C'est par les rapports organiques qu'il établit entre économies capitalistes et domestiques que l'impérialisme met en jeu les moyens de reproduction d'une force de travail bon marché au profit du capital; procès de reproduction qui est, dans sa phase actuelle, la cause essentielle du sous-développement en même temps que de la prospérité du secteur capitaliste." (6)

En effet, le salaire est déterminé par la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la reproduction de la force de travail. Cette reproduction peut se subdiviser en trois: "la reconstitution de la force de travail immédiate" (du travailleur pendant sa période d'emploi), "l'entretien du travailleur en période d'inemploi (chômage, maladie, etc.)" et "le remplacement du travailleur par l'entretien de sa progéniture (... reproduction)". La première de ces composantes est rémunérée par le salaire direct, en raison du temps de travail, alors que les deux autres sont assurées (dans l'hypothèse d'ailleurs abusive où la reproduction est entièrement située dans le MPC) par le salaire indirect distribué par un organisme socialisé (sécurité sociale) qui se situe au niveau du procès d'ensemble de la reproduction capitaliste et non pas à celui du procès de production. "On peut considérer a contrario que lorsque le prolétariat ne perçoit qu'un salaire direct horaire (comme ce fut longtemps le cas en Europe et comme c'est encore le cas dans la plupart des pays sous-développés), la reproduction et l'entretien de la force de travail ne sont pas assurés dans la sphère de la production capitaliste mais nécessairement renvoyés à un autre mode de production." (7)

L'accumulation primitive contemporaine est ainsi perpétuée par le fait que les modes de production non-capitalistes assurent une part importante de la reproduction de la force de travail. C'est dire que la destruction des modes non-capitalistes supprimerait cette accumulation et obligerait en quelque sorte le capitalisme (les capitalistes) à assurer le coût intégral de la reproduction de la force de travail par le développement de la sécurité sociale généralisée. Il est donc dans la logique du capitalisme de poursuivre à la fois l'exploitation des modes non-capitalistes, et donc leur destruction, et leur conservation; logique contradictoire dont seul le premier terme a été valorisé jusqu'à maintenant dans la théorie.

"Le matérialisme dialectique admet qu'il y a transfert de valeur possible d'un mode de production à un autre par le mécanisme de l'accumulation primitive simple, c'est-à-dire lorsque ce transfert advient par destruction d'un mode de production au profit d'un autre. Mais il n'existe pas de théorie d'une ponction continue de valeur qui se ferait non par destruction mais par préservation du mode de production dominé." (8). Meillassoux critique ici la théorisation faite par Rey, qui ne voit dans le procès d'articulation que la destruction du mode des productions non-capitalistes libérant la main d'oeuvre à destination du MPC: "Il n'est pas à l'avantage immédiat du capitalisme, dans des conditions historiques déterminées et à un certain stade de son implantation, d'exercer cette séparation dans tous les cas. C'est au contraire par la préservation d'un secteur domestique producteur de subsistence que l'impérialisme réalise et surtout perpétue l'accumulation primitive. Ce n'est donc pas au seul niveau des 'alliances de classes' entre capitalistes et chefs lignagers corrompus que s'articulent les modes de production, mais de manière organique et intime sur le plan économique." (9)

Ainsi, à partir d'un certain stade de destruction des rapports de production et de reproduction non-capitalistes, une certaine interpénétration des deux modes de production apparaît, sous la domination du MPC: "Les conditions générales de la reproduction de l'ensemble social en viennent à ne plus dépendre des déterminismes inhérents au mode de production domestique, mais de décisions prises dans le secteur capitaliste. Par ce processus, en essence contradictoire, le mode de production domestique est à la fois préservé et détruit; préservé comme mode d'organisation sociale producteur de valeur au bénéfice de l'impérialisme, détruit parce que privé à terme, par l'exploitation qu'il subit, des moyens de sa reproduction. Dans ces circonstances, le mode de production domestique est et n'est pas." (9)

Le procès d'articulation du mode de production local à l'impérialisme "ce n'est donc pas la destruction d'un mode de production par un autre, mais l'organisation contradictoire des rapports économiques entre les deux secteurs (...), l'un préservant l'autre pour lui soustraire sa substance, et le détruisant ce faisant." (10)

Mais quel est donc, en Afrique noire puisque tel est ici mon propos, ce mode de production qualifié jusqu'ici de local, de pré-colonial, d'antérieur ou de non-capitaliste? Les limites de ce travail ne permettent pas de le qualifier précisément, et rendent d'ailleurs inutile une tentative de description détaillée. Cependant, une

certaine compréhension en est indispensable pour saisir l'histoire de la transition au capitalisme de la formation sociale zambienne, toile de fond des tentatives effectuées par les dirigeants d'acquérir une plus grande autonomie vis-à-vis de l'extérieur.

Pierre-Philippe Rey, à partir de recherches au Congo, construit le concept de "mode de production lignager". Ce mode lignager est basé sur le contrôle des "aînés" sur les "cadets" au sein de lignages c'est-à-dire de groupes fondés sur la parenté. La division sexuelle des tâches attribue aux femmes les travaux agricoles et l'éducation des enfants et réserve aux hommes l'accès progressif (selon son ascension hiérarchique dans le lignage) à la connaissance religieuse, juridique et technique et à la pratique politique. Les biens, transmis selon la descendance (généralement matrilénaire, c'est-à-dire de l'oncle maternel à son neveu), sont donc contrôlés par le chef du lignage fondé par cette descendance commune; le lignage peut d'ailleurs être renforcé par la venue de dépendants autres que ses cadets et les femmes acquises par ceux-ci, ces dépendants étant des esclaves (prisonniers de guerre ou personnes cédées en règlement d'un conflit civil). La circulation des femmes joue un rôle fondamental dans le fonctionnement du système lignager; elle est contrôlée par les chefs des lignages, seuls détenteurs des biens de prestige cédés en compensation du transfert de l'épouse. Les alliances entre lignages et le pouvoir de chaque chef de lignage sont ainsi assurés par ce système de la dot, les biens de prestige étant inaccessible aux cadets. La lutte de classes contitutive du mode de production lignager est donc celle qui oppose "aînés" (chefs de lignage) et "cadets". (11)

Claude Meillassoux, quant à lui, élabore le concept de "mode de production domestique". (12) Ce mode est fondé sur des rapports de production liant à un aîné détenteur des semences et des subsistances les puînés qui dépendent de lui pour entrer (au moyen des semences et subsistances) dans un cycle productif agricole; l'aîné gère les réserves de produit (par exemple de céréales) nécessaires à la production de la cellule économique et sociale, qui est de dimension réduite. Mais le mode de production domestique est fondé aussi sur des rapports de reproduction créant un ensemble plus vaste par la circulation des femmes (dans les sociétés patrilinéaires) assurant l'équilibre démographique auquel la cellule réduite ne peut prétendre en permanence; l'aîné gère également cette circulation, c'est-à-dire que les aînés de l'aire matrimoniale passent des contrats à terme assurant à chaque cellule le renouvellement du nombre de ses femmes pubères. "Le pouvoir dans ce mode de production repose sur le contrôle des moyens de la reproduction humaine: subsistances et épouses, et non sur les moyens de la production matérielle." (13)

Le système lignager défini par Rey ne serait, selon Meillassoux, qu'une forme particulière du mode de production domestique créée par la traite des esclaves.

Utilisant le système conceptuel de Rey, Hugues Bertrand passe en revue, dans le cas particulier de la République populaire du Congo (14), les formes de transition nées de l'articulation du système lignager à l'impérialisme. Dans l'agriculture se développe le "capitalisme lignager" basé sur l'exploitation à un salaire inférieur au

salaire capitaliste "normal" de dépendants lignagers par les petits propriétaires de capitaux alliés (ou fréquemment identiques) aux chefs lignagers. "En ville existe en quelque sorte un triple marché du travail, le premier de type strictement capitaliste (entreprises européennes par exemple), le deuxième de type "capitaliste-lignager" (tel bureaucrate qui possède un réseau de taxis emploie ses cousins, ses neuveux, etc. à des conditions de rémunération "lignagères" bien inférieures à celles du secteur purement capitaliste), le troisième de type bureaucratico-tribal (embauche "tribale" dans l'appareil et le secteur d'Etat)." (15)

La formation sociale de transition capitaliste-lignagère présente ainsi une structure complexe et mouvante. La bourgeoisie monopoliste qui est économiquement dominante est absente du pays, mais non des rapports sociaux, ce qui confert un rôle particulièrement important à l'Etat et à la bureaucratie qui en détient le contrôle. Les classes exploitées (que l'on peut identifier objectivement ensuite de la domination du MPC) n'ont guère de conscience de classes, étant donné d'une part la confusion apparente entre la lutte nationale et la lutte contre les bourgeoisies étrangères, et d'autre part la persistance d'effets réels du mode de production lignager: entraide familiale, embauche tribale, distribution d'avantages, etc. (16)

La conceptualisation de l'articulation des modes de production capitaliste (au stade impérialiste dans sa phase actuelle) et lignager (ou domestique) doit ainsi permettre d'éviter, en partie du moins, deux erreurs symétriques, l'étude en termes strictement capitalistes (qui même en Europe n'est pas suffisante), et la survalorisation quelque peu exotique des systèmes locaux non-capitalistes.

Un récent article d'Alain Touraine (17) dégage certaines conséquences politiques de cette séparation entre les rapports de production régis par le MPC et les rapports de reproduction dans lesquels les structures "traditionnelles" se perpétuent. Cette séparation entre situation économique et rapports sociaux, entre l'aspect économique et l'aspect social des classes, due à la dépendance, oblige à distinguer classe dirigeante et élite dirigeante, société civile et Etat. Si les cas britannique et américain ont pu laisser penser que la bourgeoisie était à la fois la classe dirigeante de l'industrialisation capitaliste et l'agent de passage au mode de production capitaliste industriel, la nature et le rôle de l'Etat dans l'industrialisation de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, obligent à s'interroger sur la fonction de l'élite dirigeante. Dans l'étude de l'Amérique latine, qui est le propos de Touraine, l'Etat dépendant lie des classes dominantes (anciennes et nouvelles) au véritable agent du changement qui est la bourgeoisie internationale. En Afrique, dont il ne traite pas, les classes dominantes elles-mêmes sont peu constituées et il est généralement impossible d'y voir une oligarchie sûre de son pouvoir sur l'Etat; l'élite dirigeante, qui se définit le plus souvent uniquement par son rapport à l'appareil d'Etat, joue le rôle de relais local de la bourgeoisie impérialiste, de gestionnaire du changement social impulsé du centre.

L'élite dirigeante a ainsi fonction de bourgeoisie intérieure, même si elle n'est pas une "vraie" bourgeoisie et que son pouvoir lui vient aussi bien de la manipulation de rapports sociaux "traditionnels" que de sa capacité à gérer dans la logique

capitaliste le "développement" subi par le pays dans le système mondial de l'impérialisme.

2. La question de l'ethnocentrisme

Comme le dit Rey dans le texte déjà cité plus haut, "la formation sociale de transition se trouve soumise à une double histoire": l'histoire mondiale du capital et l'histoire locale, spécifique, de la transition au capitalisme. Européen travaillant en Europe, je suis inévitablement enfermé dans la première de ces histoires, et tout cet ouvrage en porte inévitablement la marque. (18) Un lecteur zambien ne s'y retrouvera sans doute pas ou guère, c'est bien un discours extérieur sur son pays qu'il trouvera.

Ce qu'il me faut dire à ce sujet, c'est, d'abord, que cette histoire "universelle" extérieure de la Zambie existe bel et bien; elle n'est pas toute l'histoire du pays, tant s'en faut, mais vouloir la dénier pour ne valoriser que les traditions et la spécificité africaines serait une mystification. Mystification dont sont coutumiers tant de politiciens et d'idéologues africains, chantres de la "négritude" et du "socialisme africain". L'impérialisme a trop bouleversé la réalité de tous les peuples dominés pour qu'on puisse l'effacer d'un trait de plume.

Mais cela dit, le problème de l'ethnocentrisme n'est encore nullement résolu. La démarche "scientifique" est un produit de ce que l'on appelle l'Occident; Marx, Lénine, la plupart des auteurs marxistes, sont européens. Est-ce alors à dire que les concepts utilisés, que la démarche même que je suis dans ce travail, ne font que reproduire la domination culturelle du centre sur la périphérie?

Les plus récents des textes théoriques utilisés manifestent un effort de décentration. Les recherches sur les structures et les rapports sociaux propres aux formations de transition permettent de mettre en question les catégories européo-centristes de la production scientifique courante, fût-elle marxiste (On se rappelle le schéma longtemps indiscuté de la succession des cinq modes de production: communauté primitive - esclavagisme - féodalisme - capitalisme - socialisme). Mais l'autocritique ne peut régler le problème, en l'absence d'un discours autonome et authentique qui naisse à la périphérie. La reproduction induite fonctionne également à ce niveau, et le discours des dirigeants des pays sous-développés sur eux-mêmes n'est en règle générale que la copie, parfois caricaturale, du discours du centre. Seule cette prise de parole autonome permettra de sortir de l'ethnocentrisme occidental. L'exemple de la Chine, où la pensée marxiste a rejoint un contre-ethnocentrisme proprement chinois, montre que cette prise de parole n'est pas une utopie.

La question qui se pose dès lors est évidente: ce discours autonome et authentique sera-t-il, de près ou de loin, le discours marxiste? Plus encore: sera-t-il un

discours rationaliste fondé sur le concept, comme l'est le discours européen en général?

Tout ce que je puis en dire, c'est que le matérialisme historique est à mon avis une méthode de réflexion indispensable à la critique de la domination impérialiste, ethnocentrique et raciste des masses exploitées et opprimées des pays sous-développés. Leurs cultures n'ont plus de vie propre, ayant été déniées et réprimées durant tant de décennies, tant de siècles. Comment reprendraient-elles la parole dans leurs propres langues? La valorisation de leurs spécificités a pour conséquence leur division face au discours "occidental" dominant. Je ne vois donc pas comment elles pourraient éviter d'utiliser pour leur libération les armes mêmes (matérielles et idéelles) qui ont été celles de leur oppression. Le plus qu'elles puissent faire est d'y réintroduire des valeurs, des comportements, des symbolisations qui sont les lambeaux de leurs cultures, de s'approprier le matérialisme historique et non de le copier, faisant ainsi à la pensée de Marx la place qui lui revient, celle de "branche européenne au 19è siècle d'une théorie mondiale de la libération qu'il s'agit de construire". (19)

Notes du chapitre 2

(1) P.-P. Rey, Les alliances de classes, Paris, Maspéro, 1973; p. 70.

(2) Ibid., pp. 69-92.

(3) S. Amin, L'accumulation à l'échelle mondiale, Paris, Anthropos, et Dakar, IFAN, 2è éd., 1971; p. 54.

(4) Ibid., p. 364.

(5) Pour la description d'une situation concrète, se référer par exemple à G. Arrighi, "Labor Supplies in Historical Perspective: A Study of the Proletarianization of the African Peasantry in Rhodesia", in G. Arrighi & J. Saul, Essays on the Political Economy of Africa, New York, Monthly Review Press, 1973; pp. 180-234.

(6) C. Meillassoux, Femmes, greniers et capitaux, Paris, Maspéro, 1975; pp. 145-146.

(7) Ibid., pp. 150-157.

(8) Ibid., p. 147.

(9) Ibid., p. 148. C'est moi qui souligne.

(10) Ibid., p. 149.

(11) P.-P. Rey, Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme, Paris, Maspéro, 1971.

(12) C. Meillassoux, op. cit., notamment pp. 57-81.

(13) Ibid., p. 81.

(14) H. Bertrand, Le Congo, Paris, Maspéro, 1975; 324 p.

(15) Ibid., pp. 102-104.

(16) Ibid., pp. 92-96.

(17) A. Touraine, "Les classes sociales dans une société dépendante", in Revue Tiers Monde, 15 (62), avril-juin 1975; pp. 235-256.

(18) Cela est particulièrement manifeste dans la partie historique (chapitre 3), pour laquelle je suis tributaire de sources anthropologiques produites à l'époque coloniale. Il n'existe pas, à ma connaissance, d'ouvrage concernant une population zambienne qui tente d'établir une anthropologie critique, à l'exemple de ce qu'a fait P.-P. Rey au Congo-Brazzaville.

(19) Johan Galtung au "Colloque sur l'ethnocentrisme" à l'Institut d'études du développement de Genève, 24-25 février 1976.

Deuxième partie

LA ZAMBIE DANS LE SYSTEME IMPERIALISTE: LA RECHERCHE DE L'AUTONOMIE

CHAPITRE 3: LA CREATION DE L'ETAT ZAMBIEN

L'Etat zambien, proclamé indépendant le 24 octobre 1964, est le produit de la pénétration de l'impérialisme sur le territoire aujourd'hui délimité comme zambien. L'historique de la création de cet Etat ne relève pas d'une seule histoire à dynamique interne, mais de la rencontre conflictuelle de deux histoires, l'une africaine et l'autre européenne, la seconde dominant la première dès son apparition.

Nous verrons donc dans ce chapitre tout d'abord l'histoire du peuplement de la Zambie à l'époque pré-coloniale, ou du moins ce que l'on peut connaître à l'heure actuelle de cette histoire réduite au silence par la domination impérialiste, puis l'histoire de la pénétration de l'impérialisme à l'époque coloniale.

1. Le peuplement de la Zambie

a) Les ethnies pastorales (5è - 16è siècles)

Les premières arrivées de population connues sont celles de la grande migration de populations noires parties de la zone tropicale nord en direction du sud, populations connues sous le nom de Bantous; cette dénomination ne signifie pas grand-chose quant à une unité culturelle ou de type physique, le mot Bantous voulant dire simplement "les humains". Les premiers de ces groupes parviennent au sud du Lac Tanganyika aux alentours de l'an 500 de notre ère, le mouvement migratoire se poursuivant sur plusieurs siècles de façon lente. Ces populations connaissent l'usage du fer et l'agriculture à la houe.

Les ethnies Tonga et Ila sont en Zambie les descendants de cette première vague migratoire qui a repoussé les autochtones (Boschimans) très dispersés et qui ne connaissaient pas le travail du fer. Tonga et Ila sont à la fois agriculteurs et éleveurs, possédent de grands troupeaux bovins et ovins ainsi que de la volaille.

En fait, le groupe Ila-Tonga comprend une douzaine d'ethnies ayant des langues et des cultures proches, sans que l'on puisse toujours distinguer s'il s'agit d'ethnies différentes ou de sous-groupes d'une même ethnie; les principales, outre les Ila et les Tonga, sont les Lenje et les Soli. Le groupe Ila-Tonga occupe actuellement une région qui va des alentours de Lusaka à la frontière namibienne, dans le sud du pays. Ce sont des sociétés segmentaires à pouvoir diffus basés sur les clans matrilinéraires exogames et sur la petite unité territoriale regroupant quelques villages. (1)

Cette même vague de migration bantoue se poursuit dans le sud de l'actuelle Rhodésie, où est bâtie l'étonnante forteresse de Zimbabwe dont les murailles sont

construites en blocs polygonaux, puis dans le sud du continent, donnant naissance aux ethnies Sotho et Nguni.

Ce mouvement vers le sud n'est toutefois ni linéraire ni continu. Un groupe, notamment, se détache de l'ethnie Malawi qui peuple les rives sud du lac Malawi (ou lac Nyasa) pour s'établir dans ce qui est aujourd'hui l'est du territoire zambien et forme l'ethnie Cewa (ou Chewa); une fraction Cewa, traversant la Luangwa aux alentours de 1800, se mêle aux populations bantoues qui s'y trouvent, ce qui donne naissance à l'ethnie Nsenga. Ces populations pratiquent l'agriculture à la houe et l'élevage ovin. L'organisation sociale des Nsenga (celle des Cewa n'a pas été étudiée, à ma connaissance) est segmentaire clanique, avec une faible hiérarchisation entre lignages. (2)

b) Les agriculteurs venus du haut Congo (16è - 18è siècles)

A une époque indéterminée entre le 10è et le 15è siècles, les Luba se déplacent de la région du lac Victoria vers le haut Congo, où ils établissent un vaste ensemble politique, plus proche d'une fédération assez lâche que d'un empire; plusieurs clans s'en séparent, prennent des noms propres et émigrent vers l'est, le sud et l'ouest. En particulier, un ensemble indépendant est constitué, au sud du territoire luba, par les Lunda sous la direction d'un chef suprême appelé Mwata Yamvo. Plusieurs groupes luba ou lunda s'établissent à partir de la première moitié du 17è siècle dans les parties ouest, nord et est de l'actuelle Zambie.

Un clan luba émigre vers le haut Zambèze et forme l'ethnie Lovale, qui s'étend sur les actuels territoires zaïrois, angolais et zambien. Le Mwata Yamvo, quant à lui, envoie des chefs, accompagnés de leurs clans ou d'une partie de ceux-ci, occuper le territoire au sud de l'empire lunda, donnant naissance aux ethnies Ndembu et Lunda méridionaux. Les Lovale, Ndembu et Lunda (méridionaux) sont proches culturellement et linguistiquement, ils connaissent plus ou moins une structure clanique inégalitaire qui peut faire supposer que les descendants des envahisseurs luba-lunda ont assuré leur pouvoir (celui du clan royal ou des chefs "politiques" sans droits sur la terre) sur une population antérieure datant de la première migration bantoue.

A la fin du dix-septième siècle, l'extension des Lunda vers le sud est achevée, et le Mwata Yamvo envoie un régiment occuper la basse vallée de la Luapula (partie supérieure du Congo) au sud du lac Mweru. Le chef de ce régiment, Kazembe, établit sa domination sur les populations bantoues antérieures, les Shila, qui conservent en principe la propriété du sol; un royaume, dit des Lunda de Kazembe ou orientaux, est ainsi fondé sur le tribut payé par les clans autochtones matrilinéaires au clan lunda patrilinéaire.

Au début du 18è siècle également, apparaissent les Bemba, issus du groupe luba,

sur le plateau situé au sud du lac Tanganyika. Leur progression est relativement lente et ils se mêlent aux autochtones pour former un certain nombre d'ethnies ou de sous-ethnies dont les principales sont les Bemba proprement dits, les Bisa, les Lala, les Ambo, les Lamba et les Kaonde; une extension au-delà de la Luangwa donne naissance à l'ethnie Senga, où l'élément autochtone Tumbuka est sensible. Ces ethnies sont claniques hiérarchisées, un clan royal détenant, dans chaque ethnie, le pouvoir central et les postes de chefs de "districts". Cette hiérarchisation n'exclut pas tout aspect segmentaire, et la période précoloniale connaît de nombreux conflits, au sein du clan royal, pour la constitution d'un pouvoir central et son contrôle.

Toutes ces ethnies sont agricoles, le mode de culture le plus répandu étant le "chitemene", c'est-à-dire un type d'agriculture itinérante sur brûlis recourant à un ébranchage assez étendu autour de la zone cultivée elle-même. Les produits agricoles principaux, manioc et maïs, sont parvenus en Afrique par l'intermédiaire des Portugais, avec lesquels les Luba et Lunda étaient en relations commerciales occasionnelles.

Il est probable que d'autres émigrants d'origine luba, les Luyi, s'installent dès le 18è siècle dans la plaine du Zambèze, dans l'ouest de l'actuelle Zambie, où ils s'adaptent à un environnement d'inondations annuelles en combinant la culture sur sol alluvial, l'élevage bovin et la pêche. Sous le nom de Lozi, ils créent un royaume de conquête sans résistance notable des autochtones. Les Luvale tentent de s'étendre vers le sud à la fin du 18è siècle mais sont repoussés par les Lozi alliés à des immigrants venus de l'ouest, les Mbunda. (3)

c) Les conquêtes militaires venues du sud (19è siècle)

Vers la fin du dix-huitième siècle, les populations bantoues atteignent le sud de l'Afrique, sans entrer encore en contact avec les colons hollandais du Cap. Les Nguni occupent la côte de l'actuel Natal, les Sotho et les Tswana, l'intérieur des terres entre le Drakensberg et le désert du Kalahari. Aux environs de l'an 1800, l'un des chefs militaires nguni, nommé Shaka, prend le pouvoir dans le clan Mtetwa, qu'il rebaptise Zulu. En quelques années, Shaka fait des Zulu une société militaire extrêmement efficace et étend son royaume en conquérant des populations nguni, sotho et tswana et en intégrant au système zulu basé sur les classes d'âge les jeunes femmes et les enfants des vaincus.

Un groupe très hétérogène composé principalement de Sotho se déplace vers le nord pour fuir les attaques zulu, et franchit le Zambèze en 1831; connus sous le nom de Kololo, ils s'emparent des terres et surtout du bétail d'une ethnie tonga, puis remontent le fleuve jusqu'au riche pays des Luyi-Lozi dont ils se rendent maîtres par les armes entre 1833 et 1838. Le chef des Kololo, Sebitwane, organise le royaume lozi selon un système aristocratique dans lequel le clan royal, descen-

dance des Kololo, détient non seulement la succession monarchique mais également le pouvoir dans les chefs-lieux régionaux qui sont le lieu de domination des divers groupes ethniques soumis (Lozi d'origine luyi, Mbunda, ainsi qu'une partie des Lovale et divers groupes venus de l'ouest). Le système politique ainsi créé est assez complexe, le roi (Litunga) et les chefs de secteurs politico-judiciaires étant conseillés chacun par trois conseils hiérarchisés; le chef du secteur royal joue un rôle de "premier ministre" pour tout le royaume. Parallèlement, un système de magasins royaux (indépendants des secteurs) assure la perception du tribut.

Après la mort de Sebitwane, son cousin et successeur Mpololo est contesté et ne parvient pas à conserver l'unité du royaume; les Ndebele, groupe d'origine zulu établis dans l'actuelle Rhodésie, en profitent pour attaquer les Lozi, et les ethnies dominées s'allient aux Ndebele. Les Kololo sont exterminés jusqu'au dernier homme (1865), mais les femmes et les enfants sont épargnés. Le royaume lozi se perpétue, sous la domination des anciens Luyi mais en conservant ses structures, la langue et les coutumes d'origine sotho. Les conflits pour la détention de la royauté entre fractions lozi, ainsi que les raids occasionnels des Ndebele, poussent le roi Lewanika à signer en juin 1890 un traité de protectorat avec la British South Africa Company. (4)

Cependant, un groupe nguni vaincu par Shaka émigre également vers le nord, mais par une route plus orientale, longeant la côte puis remontant dans le pays shona (est de la Rhodésie actuelle), franchissant le Zambèse en 1835 et se sépare en plusieurs groupes qui viennent peupler le tour du lac Malawi et les rives sud du lac Tanganyika. L'un des groupes, commandé par Mpezeni, envahit le pays cewa après avoir été repoussé par les Bemba et y établit un royaume au sein duquel les groupes ethniques sont nettement hiérarchisés: on distingue "ceux du Sud", Nguni d'origine; "ceux du sud du Zambèze", qui se sont joints aux Nguni avant l'arrivée en pays shona; "ceux de la marche", ralliés lors de l'avance de la colonne vers le lac Malawi (Nsenga); enfin "ceux de ce pays", Cewa et Tumbuka. Le royaume de Mpezeni s'étend sur des territoires actuellement en Zambie et au Malawi, et l'ensemble des populations qui le composent est appelé Ngoni, bien qu'au sens strict ce terme ne s'applique qu'aux deux premiers groupes ethniques. (5)

2. L'apparition de l'impérialisme en Afrique australe

Pour comprendre les modalités de la pénétration européenne, il est nécessaire de remonter jusqu'à la fin du quinzième siècle, qui voit l'arrivée des explorateurs et commerçants portugais. Désireux de trouver une voie vers les Indes par l'Atlantique, afin d'échapper au contrôle qu'exercent sur le commerce des épices non seulement le royaume d'Espagne mais surtout les villes de Gênes et de Venise, les rois portugais organisent des expéditions navales qui permettent de découvrir la route maritime des Indes par contournement de l'Afrique. En 1486, Bartolome Diaz découvre la pointe méridionale du continent, le Cap de Bonne-Espérance, et en 1498 Vasco

de Gama parvient à Calicut en Inde. Des comptoirs, sur les rives de l'Angola et du Mozambique, servent désormais de lieu de ravitaillement des navires; quelques établissements dans l'intérieur, comme Sena ou Tete au Mozambique, sont implantés dans l'intention, vaine, de découvrir des gisements de métaux précieux. (6)

Un relais maritime du même type que ceux d'Angola et du Mozambique est installé au Cap, en 1652, par la Companie néerlandaise des Indes orientales, désireuse de développer le commerce aux Pays-Bas des produits de ses possessions (l'actuelle Indonésie). L'évolution de ce poste naval est cependant différente de celle des postes portugais, dont la fonction maritime reste la seule base d'existence. Les colons hollandais, mais aussi des Français huguenots chassés par la révocation de l'Edit de Nantes et qui s'assimilent rapidement, développement l'agriculture dans la région entourant le Cap. Leurs intérêts de petits producteurs agricoles utilisant la main d'oeuvre agricole servile ne sont plus désormais ceux de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales et ne les lient plus à la métropole: ils organisent eux-mêmes la force militaire nécessaire à leur extension au-delà de la zone semi-désertique du Karroo et leur économie autarcique leur procure une autonomie de fait assez importante. Le langage des colons reflète ce sentiment d'autonomie: ils se nomment non plus Hollandais mais Boers, mot qui signifie "paysans" et auquel ils donnent une signification nationale, et leur langue, l'afrikaans, diffère de plus en plus du néerlandais.

En 1815, au Congrès de Vienne, le roi de Hollande, recouvrant son trône après les guerres napoléoniennes, cède sa colonie du Cap à la Grande-Bretagne. Simultanément, la London Missionary Society s'installe dans toute la région et prend la défense des Africains contre les Boers. Les missionnaires encouragent en particulier les métis hollando-hottentots (Griquas) à créer des entités propres le long du fleuve Orange. L'administration britannique encourage l'immigration de milliers de colons dans la région du Cap et le Natal, autorise les Hottentots, Bochimans et Griquas à acquérir des terres (1828), et surtout, en 1834, abolit l'esclavage. Impuissants face à la domination de la première puissance du monde, les Boers cherchent à y échapper en occupant d'autres territoires, et pour cela en soumettant les Africains qui les habitent. Une première expédition conduit une colonne en 1837 et 38 dans les plaines du Natal, mais la Grande-Bretagne établit en 1845 sa souveraineté sur toute cette province. Un second "trek" conduit alors les Boers plus à l'intérieur, où ils fondent les républiques de l'Orange et du Transvaal, dont l'indépendance est reconnue par l'Angleterre en 1852-54 (7). La reproduction de la société boer, esclavagiste et autosuffisante, paraît bien avoir réussi, les sols et la main d'oeuvre servile étant désormais suffisants pour sa perpétuation.

Mais la découverte, aux alentours de 1870, de gisements diamantifères au Griqualand occidental, et leur mise en exploitation provoquent des conflits territoriaux entre les Boers et les chefs griquas et tswanas, dont le gouvernement britannique tente de tirer profit: en 1871, il proclame colonie britannique le Griqualand occidental; en 1877, afin d'écarter les prétentions territoriales boers, annexe le Transvaal. La réponse militaire du gouvernement transvaalais conduit à la victoire de ses troupes à Majunga Hill (1881) et à la reconquête de l'indépendance (8). Les

Boers fondent deux nouvelles républiques sur le territoire du Griqualand occidental, le Stellaland (capitale Vryburg) et le Goshen (capitale Mafeking) (9). La même année (1882), les gisements d'or colossaux du Witwatersrand, au Transvaal, sont découverts.

L'intervention de deux nouveaux venus va précipiter le partage complet de l'Afrique centrale et australe, partage qui se fera au détriment des Boers. En 1876, Léopold II, roi des Belges, convoque une conférence internationale de géographie africaine qui donnera naissance à une suite d'associations dont le but d'exploitation économique se révèlera peu à peu derrière les prétextes humanitaires et scientifiques (10). En 1884, l'Allemagne de Bismarck, nouvelle puissance européenne, prend possession de la côte occidentale, entre le fleuve Orange, qui borde la colonie du Cap, et l'Angola portugaise. Le danger pour la colonie du Cap, d'être encerclée par une entente germano-boer, est évident, et la visite que fait à Berlin le président transvaalais Kruger inquiète le gouvernement de Londres.

Les prétentions belges et allemandes sont reconnues par la Conférence de Berlin, convoquée par Bismarck pour délimiter les frontières coloniales de l'Afrique, et qui se déroule du 15 novembre 1884 au 23 février 1885. L'"Etat indépendant du Congo" ayant Léopold pour chef d'Etat est reconnu par les puissances européennes dans les frontières, encore incertaines, tracées par Stanley. Les côtes du Sud-Ouest africain entre le Cunene et l'Orange, et du Tanganyika (que revendique la Compagnie allemande d'Afrique orientale créée par K. Peters le 21 février 1885), sont soumises à la souveraineté du Reich allemand.

Mais la délimitation précise des frontières n'est pas encore faite, la Conférence se bornant à admettre le principe du "hinterland" reconnaissant la souveraineté sur l'intérieur au pouvoir qui contrôle la côte. Pour les colonies allemandes, en particulier, la marge d'incertitude est encore grande, de même que pour les colonies portugaises mais celles-ci n'ont pas la même puissance militaire pour assurer leur expansion.

Le principal agent de l'expansion britannique est Cecil Rhodes, fils d'un clergyman anglais, émigré à 17 ans au Natal pour travailler dans une plantation de coton, et qui rapidement se lance dans l'extraction de diamants à Kimberley puis dans celle de l'or dans le Rand. L'action de Rhodes va à plus d'une reprise s'opposer à la politique des gouvernements successifs de Londres. En 1883 déjà, il déclare au Parlement du Cap que la colonie doit défendre de façon autonome ses intérêts face à la pénétration allemande: "We want to get rid of the Imperial Factor in this question and to deal with it ourselves, jointly with the Transvaal." (11) En 1886, pour éviter que la fixation des frontières à l'intérieur se fasse au bénéfice des colons du Cap (ou pire encore, d'une alliance germano-boer), le gouvernement de Londres, dirigé par Joseph Chamberlain, envoie une expédition militaire annexer les républiques de Stellaland et du Goshen et fait de ce territoire la colonie du Bechuanaland, sous contrôle direct de la couronne. En même temps, le protectorat est déclaré sur le nord du Bechuanaland, jusqu'au 22^{e} parallèle, soit sur tout le flanc ouest du Transvaal (12).

En 1884, Rhodes envoie un émissaire à la cour de Lobengula, roi des Ndebele ou Matabele, dans l'ouest de l'actuelle Rhodésie pour tenter d'obtenir des concessions de terrains; en effet, des gisements miniers étaient supposés se trouver dans le Mashonaland, territoire sujet des Ndebele. La même année, il fonde la Goldfields of South Africa Ltd. et l'année suivante la De Beers Consolidated Mines Ltd., réunissant ainsi la plus grande partie de la production minière de la future Afrique du Sud. Lobengula accorde l'exclusivité de l'exploitation minière à la Grande-Bretagne: en fait, c'est Rhodes lui-même qui va exploiter cette concession en formant la British South Africa Company à laquelle la reine Victoria accorde le 19 octobre 1889 une charte l'habilitant à conclure des traités, construire ses routes et chemins de fer, décider de l'appropriation du sol, etc. (13)

La BSA organise une colonne de pionniers, formée de 200 hommes soigneusement triés et auxquels furent promis des droits miniers et 5000 acres de terrain chacun. Partie en juin 1890, la colonne évite soigneusement le territoire ndebele et s'établit en septembre à Fort Salisbury dans les hauts du Mashonaland, dans un climat très agréable pour des Européens et à un emplacement judicieusement choisi pour arrêter toute tentative des Portugais de prendre possession de leur "hinterland"; la BSA étend rapidement son contrôle jusqu'aux environs d'Umtali, qui renferment non seulement de bonnes terres mais encore quelques mines d'or (14). Le soutien de la métropole n'a d'ailleurs pas manqué puisqu'en janvier déjà le gouvernement de Londres adresse à celui de Lisbonne un ultimatum exigeant l'engagement à renoncer à toute expédition dans le Mashonaland et le cours moyen du Zambèze (15).

Cette même année 1890, Rhodes devient Premier ministre du Cap, grâce à l'alliance avec "l'Afrikaner Bond", parti des Afrikaner (nom que commencent à se donner les Boers) de la colonie du Cap, fondé par Jan Hofmeyr et S.H. du Toit. L'encerclement des colons du Cap est évité: le gouvernement de Londres contrôle le Bechuanaland qui sépare les Allemands du Sud-Ouest africain des Boers, et la BSA le Mashonaland qui empêche la jonction des Portugais du Mozambique et d'Angola. Mais les visées de Rhodes, qui détient le pouvoir économique et politique à la fois dans la colonie du Cap et dans la Rhodésie naissante, dépassent la simple survie, en termes stratégiques, de ces territoires, pour envisager la création d'un vaste ensemble susceptible d'un développement plus ou moins autonome par rapport à la métropole. A cet ensemble appartiennent nécessairement l'Orange et le Transvaal, sources de richesses (diamants et or) et marchés importants du fait de la croissance démographique et économique de la population blanche. La construction de chemins de fer est une condition primordiale de la constitution de cet ensemble, et Rhodes tente d'obtenir du président du Transvaal, Kruger, l'autorisation de relier Johannesburg à la ligne qui relie le Cap à l'Orange. Mais Kruger est partisan de la ligne Johannesburg - Lourenço Marques, contrôlée par le Transvaal et, pour son extrémité, par le Portugal; il va jusqu'à empêcher, en août 95, le trafic de marchandises par route entre les terminus des lignes de Durban et du Cap et le Rand, provoquant une tension considérable et qui paraît de nature à lui aliéner la sympathie de ses électeurs. C'est du moins sur cette baisse de popularité que spécule Rhodes, ainsi que sur le mécontentement des "Uitlanders" (étrangers), personnel des mines d'or en majorité britannique, tenu à l'écart de la

politique par les Boers. En décembre 95, il décide de tenter le renversement de Kruger par la force et envoie son représentant en Rhodésie, Jameson, à la tête de 500 hommes, prendre le pouvoir au Transvaal. Les "Uitlanders" ne bougent pas, peu désireux de risquer la situation qu'ils avaient pu acquérir, et les troupes du Transvaal s'emparent de Jameson et de ses hommes (16). Il ne reste plus à Rhodes, qui a perdu ainsi l'appui de l'Afrikaner Bond, qu'à démissionner de son poste de Premier ministre, sans perdre pour autant la direction de la BSA. C'est le gouvernement londonien, gouvernement conservateur-unioniste dirigé par Lord Salisbury et dont la politique impériale est expansionniste, qui poursuit l'avance britannique et soumet les républiques boers: la seconde guerre des Boers va durer d'octobre 1899 à mai 1902 et causer des dommages considérables aux Boers, détruisant la plupart de leurs fermes et entraînant la mort de plus de 30 000 personnes sur une population d'environ 200 000. L'unification de l'Afrique du Sud est désormais réalisée; en 1907, le gouvernement britannique, libéral, accorde un gouvernement responsable à l'Orange et au Transvaal, puis une "convention nationale" élabore un projet de constitution, dont l'approbation par le parlement britannique en 1910 crée l'Union sud-africaine, dominion autonome au sein de l'Empire (17).

L'ensemble autonome que recherchait Rhodes est créé, et il va connaître effectivement un développement propre. Les démêlés entre Rhodes et les gouvernements successifs de Londres, mais également leur collaboration, montrent qu'il ne faut surestimer ni la dépendance de l'Afrique du Sud vis-à-vis de l'Angleterre ni les conflits d'intérêts qui séparent ces deux formations sociales. Périphérique par rapport au centre mondial et principalement à l'impérialisme britannique, encore dominant, la nouvelle formation sociale sud-africaine, créée par l'insertion par la force dans le système capitaliste industriel des Boers et des Africains, fonctionnant jusqu'alors selon des modes de production petit-marchand ou non capitalistes, sert également de centre à l'Afrique australe sous domination britannique. Ce sous-impérialisme va exploiter ainsi sa propre périphérie, et notamment la Rhodésie du Nord, future Zambie.

3. La colonisation de la Rhodésie du Nord

Les pionniers de 1890 ont occupé le Mashonaland. Mais les Ndebele n'acceptent pas la colonisation du territoire de leurs sujets les Shona et harcèlent les forts des pionniers; en 1893, ils attaquent Salisbury, la BSA arme les colons qui écrasent les Ndebele et tuent Lobengula. En 1896, la négociation menée par Rhodes lui-même convainc les chefs ndebele de renoncer à un nouveau soulèvement, mais l'année suivante c'est à nouveau la force qui met fin à une tentative insurrectionnelle des Shona. Le pouvoir des Blancs est implanté militairement sur le territoire entre Limpopo et Zambèze: la Rhodésie du Sud, dont l'administration est assurée par la British South Africa Company.

Mais l'expansion de la BSA, face à laquelle l'opposition africaine est trop faible, se poursuit tant qu'elle n'est pas arrêtée par une autre expansion européenne. En 1893, à la suite des manoeuvres du consul britannique au Mozambique, Johnston, agissant de concert avec Rhodes, le protectorat britannique sur le Nyassaland (futur Malawi) a été imposé par le gouvernement de Londres par un ultimatum à celui de Lisbonne, et la BSA a racheté la "Companie africaine des lacs" fondée par des missionnaires anglais. La Grande-Bretagne est donc souveraine, directement ou par la BSA, du Cap au sud du lac Tanganyika (où elle est arrêtée par les Allemands), mais avec une discontinuité sur la rive gauche du Zambèze (18).

Or cette rive gauche est "vacante", en ce sens qu'aucun pouvoir européen ne la revendique: la BSA ne va pas tarder à s'en emparer. En 1889, un prospecteur avait acquis de Lewanika, roi des Lozi (Barotseland), une concession cédant le droit exclusif de prospecter et exploiter tout gisement minéral situé dans le royaume, dont les frontières sont fixées de façon vague et extensive. En 1897, la BSA rachète cette concession à son propriétaire et signe un traité avec Lewanika, s'engageant à protéger le Barotsland contre toute ingérence extérieure. La Compagnie obtient ainsi le droit d'administrer toute la région, désormais appelée Rhodésie du Nord-Ouest, sauf pour ce qui concerne les relations "traditionnelles" entre Africains, qui restent du domaine des chefs. Alors que le Nyassaland est placé directement sous l'autorité du Foreign Office de Londres, sous le nom de British Central African Protectorate, la région située à l'Ouest de la ligne de séparation des eaux du Lac Nyasa (actuel Lac Malawi) et de la Luangwa (affluent du Zambèze) est placée sous la juridiction de la BSA, alors même que les principales ethnies qui l'habitent (Bemba, Lunda, Ngoni) n'ont signé aucun traité ni été vaincues militairement. Si les Lunda se résignent rapidement à la "conquête", les Ngoni ne se soumettant qu'après avoir été vaincus par la force, alors que la prise du territoire bemba s'effectue surtout en jouant sur les fortes tensions internes de ce royaume. La Rhodésie du Nord-Est est ainsi constituée, limitée au nord-ouest par le Katanga que l'Etat indépendant du Congo s'est empressé d'occuper, conformément aux décisions de Berlin, pour conserver les gisements minéraux (cuivre surtout) qui s'y trouvent.

En 1911, les deux parties étant sous domination de la BSA, sont réunies en Rhodésie du Nord. L'administration par la BSA des deux Rhodésies durera jusqu'en 1923-24, lorsque le gouvernement britannique, à l'échéance de la concession, décidera d'accorder l'autonomie interne aux Blancs de Rhodésie du Sud ("self-governing colony"), qui viennent de refuser par référendum leur intégration à l'Union sud-africaine, et de placer la Rhodésie du Nord sous protectorat (19).

4. La mise en place de l'appareil de production minière

Avant même que l'appareil étatique de la BSA (qui est surtout militaire, fiscal et de travaux publics, mais reste longtemps assez diffus étant donné le coût d'administration du vaste territoire nord-rhodésien) commence à se mettre en place, des prospecteurs ont parcouru le pays et recherché les gisements minéraux; peu fructueuse au début, leur activité va rencontrer des succès progressifs et provoquer l'installation d'un des plus grands appareils de production de cuivre du monde.

Suivant Nziramasanga (20), nous distinguons trois périodes dans la mise en place de ces structures de production, mise en place qui va s'étendre jusqu'à la dépression des années 30:

a) 1889 - 1900: Acquisition des concessions

La première concession, nous l'avons vu, a été accordée par Lewanika en 1889, et rachetée par la BSA; elle a servi de fondement à toute la politique de droits miniers de la Compagnie dans la Rhodésie du Nord-Ouest, c'est-à-dire la partie du pays où seront découverts les gisements de cuivre. La BSA elle-même accorde des concessions pour la recherche et l'exploitation de tous minerais à des sociétés dont elle est fréquemment actionnaire.

Les principales sociétés concessionnaires sont la Zambezi Exploring Company, fondée par un ami de Rhodes, Robert Williams; la Northern Territories (BSA) Exploring Company, fondée par Cecil Rhodes et Sir Edmund Davis et rebaptisée ultérieurement Northern Copper Company; et la Tanganyika Concessions. Quelques gisements de cuivre d'importance limitée (Sable Antelope, Silver King) sont découverts, ainsi que les gisements de zinc, de plomb et de vanadium de Broken Hill (aujourd'hui Kabwe), la découverte principale étant située au Katanga: la mine de cuivre "Etoile du Congo" (21). Le cuivre, dont la présence est connue des Africains de longue date mais dont les gisements ne sont pas encore reconnus, est particulièrement recherché par les prospecteurs, car la demande mondiale s'en est fortement accrue dès les années 1890 à la suite de l'extension en Europe de l'énergie électrique, notamment pour l'éclairage et les tramways (22).

b) 1900 - 1919: Extraction de cuivre à petite échelle

En 1902, la Northern Copper et la Tanganyika Concessions fusionnent pour former la Rhodesia Copper Company, dotée d'un capital de £ 750 000; des filiales de la nouvelle compagnie découvrent les gisements de cuivre de Bwana Mkubwa, Chambishi et Roan Antelope, cependant qu'une autre filiale, la Broken Hill Development

Company, commence en 1904 à exploiter les minerais de Broken Hill, dont les gisements sont de dimension moyenne.

Pour l'évacuation des métaux dont l'exploitation commence ou s'annonce possible, le seul moyen de transport efficace et rentable est le chemin de fer. La voie Le Cap - Rhodésie du Sud, construite par la BSA, est déjà reliée à Livingstone par un embranchement partant de Bulawayo, qui sera prolongé, sans difficultés techniques particulières, jusqu'à Elisabethville au Katanga, par Broken Hill et le pays Lamba où les gisements de cuivre ont été découverts (le futur Copperbelt, "ceinture de cuivre"). En 1910, la construction en est achevée et les métaux de Broken Hill, ainsi que les concentrés de minerais de cuivre du Katanga, parviennent aux marchés européens et nord-américains en passant par le Cap.

Les minerais rhodésiens sont cependant moins riches que les congolais; en outre, ils sont oxydés, ce qui nécessite un traitement plus coûteux que pour les minerais sulfureux. Leur exploitation commencée en 1908 à Kansanshi, en 1913 à Bwana Mkubwa, est donc moins profitable que celle des minerais congolais, et la première guerre mondiale, qui provoque le ralentissement du commerce international, conduit à la fermeture des deux mines. Bwana Mkubwa est exploitée à nouveau entre 1916 à 1918, mais est à nouveau fermée, "définitivement" à ce moment (la réouverture de cette mine ne sera faite qu'au début des années 1970) (23).

Les gisements d'oxydes s'avèrent donc trop peu profitables. Des gisements de sulfures sont découverts au-dessous de certains des premiers oxydes extraits, mais leur exploitation se heurte à deux obstacles: la mauvaise connaissance de leurs dimension et disposition, et le manque de capitaux pour mettre en place des unités de concentration par flottation, selon une technique très récente mais qui n'est rentable qu'à grande échelle. L'extraction du cuivre à petite échelle n'est pas rentable; à grande échelle, elle pourrait le devenir mais pour cela il faut l'entrée en lice de grandes sociétés, disposant des capitaux et des techniques et susceptibles de s'attacher les spécialistes (ingénieurs, techniciens) formés dans les mines de cuivre des USA et des Andes. Les monopoles n'ont pas été les initiateurs de la colonisation de la Rhodésie du Nord, mais ils vont, dès que cela apparaîtra profitable, s'en approprier les richesses et en développer la production.

c) 1920 - 1930: Intervention de la Selection Trust et de l'Anglo-American

En 1914, l'ingénieur américain Chester Beatty avait fondé la Selection Trust, dont les avoirs étaient constitués par les participations qu'il avait acquises dans la société d'exploitation de la mine de Bwana Mkubwa et confié à une filiale de celle-ci, la Copper Ventures, l'exploitation d'une partie du gisement de Bwana Mkubwa. A partir de 1920, la Copper Ventures organise également la prospection de nouveaux sites et découvre ainsi les gisements de Nkana, Nchanga, Mufulira et Bancroft (1922-1924). Mais des difficultés techniques à Bwana Mkubwa et le coût de la pros-

pection des autres sites épuisent le capital dont dispose la Selection Trust, qui se voit contrainte de vendre en 1924 la plupart des gisements découverts à la société de Bwana Mkubwa, elle-même tout récemment rachetée par l'Anglo-American Corporation of South Africa. Beatty conserve cependant une participation prépondérante dans les sociétés de Mufulira et Chambishi. En 1925 et 1926, poursuivant la prospection après une réorganisation structurelle (dissolution de la Copper Ventures), la Selection Trust découvre le gisement profond, sulfureux, de Roan Antelope, à l'exploitation duquel l'American Metal Company, trust minier américain, prend une participation de 33 %.

La part de l'American Metal croît encore en 1926 par le rachat de la Selection Trust par la Rhodesian Selection Trust Ltd., holding dont le trust américain détient 51 % du capital (24).

A part les capitaux américains investis dans le Copperbelt par l'Anglo-American et l'American Metal, des groupes financiers assurent la vente aux Etats-Unis d'actions des sociétés minières, qui trouvent aisément preneurs dès lors que les perspectives de rentabilité en paraissent excellentes; par exemple, 800 000 actions de £ 1 de Roan Antelope Copper Mines ont été vendues aux USA jusqu'en 1928, et les sociétés de Bwana Mkubwa et Nkana y ont trouvé une part importante de leurs augmentations de capital (25).

Comment expliquer cet afflux de capital américain dans une colonie britannique dépendant économiquement de l'Afrique du Sud? Il est nécessaire de survoler rapidement l'histoire du cuivre et de son insertion dans l'économie capitaliste mondiale. Au début du XIXe siècle, et jusqu'en 1860, la très grande partie du cuivre extrait dans le monde provient des mines britanniques d'Irlande, de Cornouailles et du Devon. Dès 1860, la production américaine devient la première du monde, grâce aux mines du Montana, de l'Arizona, du Michigan, de Californie, du Colorado et de l'Utah; entre 1850 et 1900, le tonnage de cuivre extrait est multiplié par 400. Regroupés au sein de la Copper Exporters Association, les producteurs américains dominent le marché mondial et imposent un prix relativement élevé qui leur permet de couvrir les coûts entraînés par de hauts salaires et un minerai assez pauvre (26).

Or, dès 1921-22, la conjoncture favorable qui succède à la brève crise de l'immédiat après-guerre entraîne un accroissement extrêmement rapide de la consommation de cuivre, notamment par le début de la production massive d'automobiles: de 1913 à 1928, la demande mondiale va doubler. La production américaine ne pourrait s'accroître que par le développement coûteux de mines relativement pauvres (moins d'un pour-cent de métal), alors que les vastes gisements nord-rhodésiens sont les plus riches du monde, à l'exception de ceux du Katanga qu'exploite l'Union minière, filiale de la Société générale de Belgique, mais dont les réserves sont bien inférieures à celles de Rhodésie du Nord (27). (Il s'agit en fait du même bassin géologique, coupé par la frontière coloniale fixée à la ligne de partage des eaux entre Congo et Zambèze).

L'importance des gisements nord-rhodésiens ressort du tableau ci-dessous, indiquant pour les douze plus grands gisements du monde capitaliste le volume des réserves connues en 1930, la teneur moyenne en cuivre et la quantité de cuivre contenue.

Tableau I: Principaux gisements de cuivre dans le monde en 1930 (28)

	minerai		cuivre
Amériques:	'000 t. courtes	% cuivre	'000 t. longues
Chile Copper *	688'630	2,12	13'035
Utah Copper ** (USA)	640'000	1,07	6'114
Braden Mines ** (Chili)	230'750	2,18	4'491
International Nickel (Canada)	206'700	2,00	3'691
Andes Copper * (Chili)	137'400	1,51	1'852
Anaconda Copper * (USA)	inconnues		
Cerro de Pasco (Pérou)	inconnues		
Total connu	1'903'480	1,72	29'183
Katanga:			
Union minière	85'890	6,41	4'921
Rhodésie du Nord:			
Rhokana et Nchanga	94'640	4,75	4'019
Mufulira	102'000	4,39	3'998
Nkana	100'000	3,90	3'482
Roan Antelope	108'000	3,44	3'317
Total	404'640	4,10	14'816

* mines appartenant au trust américain Anaconda
** mines appartenant au trust américain Kennecott.

La rentabilité des mines nord-rhodésiennes est donc remarquable, puisqu'il faut traiter moins de la moitié du minerai nécessaire dans les mines d'Amérique pour produire la même quantité de cuivre métallique (29). En outre, la main d'oeuvre non qualifiée peut être engagée à bas prix. Le seul désavantage pour la compétitivité est le coût du transport supérieur d'environ 4 par tonne à celui du cuivre des Etats-Unis. Le bénéfice brut prévu est de £ 30 à 35 par tonne longue, soit plus

de 40% du chiffre d'affaires (30). C'est sur ces perspectives de profit que l'American Metal et l'Anglo-American, cherchant à concurrencer l'Anaconda et la Kennecott qui dominent la production latino-américaine, investissent leurs capitaux et ceux de créanciers américains.

5. La grande crise et la reprise de la croissance

a) L'évolution de la conjoncture économique

La production à grande échelle commence à peine lorsque survient la crise mondiale de 1929 et l'écroulement de la demande de cuivre. Mal implantée encore sur le marché, victime des mesures cartellaires des producteurs américains, l'industrie minière nord-rhodésienne est vivement touchée. Les mines de Nchanga et Mufulira sont fermées, et celle de Roan Antelope ne poursuit son exploitation que par le rachat à un prix relativement élevé des concentrés par l'American Metal qui les raffine à New Jersey, et à un rythme ralenti. En 1930, le pays ne produit que 6'400 tonnes de cuivre, et sa part du marché mondial capitaliste se limite à 0,6%.

Cependant, l'appareil de production mis en place se trouve dès le début de la reprise mondiale dans une situation concurrentielle favorable, étant donné ses faibles coûts de production, et est donc à même de profiter rapidement de la demande renaissante. La production connaît une expansion fulgurante, atteignant 140'000 tonnes en 1934, et conquérant ainsi une part significative du marché occidental, aux alentours de 13%. En 1935 est établi un cartel mondial de producteurs de cuivre, à la création duquel la Roan Antelope joue un rôle important.

Dès 1938, les efforts d'armement des pays européens provoquent une croissance rapide de la demande. Les débouchés s'élargissent, les prix sont en hausse et le cartel éclate en 1939 sous l'effet d'une concurrence attisée. Les producteurs nord-rhodésiens accroissent leur production et développent leur capacité grâce aux profits qu'ils sont en mesure d'accumuler; stagnante jusqu'en 1938, la production s'élève rapidement jusqu'à atteindre 255'000 tonnes en 1943. Mais la guerre mondiale provoque ensuite une diminution de la demande, qui coïncide avec des difficultés techniques dans certaines mines, et la production baisse jusqu'au niveau de 185'000 tonnes en 1946. La reconstruction, puis la guerre de Corée et la dévaluation de 44% de la livre sterling (1949), assurent la reprise de la production minière, qui est de 385'000 tonnes en 1954. Le volume de la production de cuivre, ainsi d'ailleurs que le niveau de prix, sont donc étroitement liés à la conjoncture économique mondiale (31).

Le développement de l'industrie du cuivre, de la fin des années 20 au début des années 50, assure au secteur minier une place dominante dans la production intérieure. Ainsi, 54,8% du PIB provient de ce secteur en 1938 et 47,4% en 1948;

entre 1945 et 1953, les exportations de cuivre comptent en moyenne pour 86,5% du total des exportations et celles des autres minerais (plomb et zinc de Broken Hill) pour 8,8%, et les exportations minières représentent la part considérable de 69,3% du PIB. En outre, la plupart des autres branches productives dépendent directement et largement des mines: électricité, transports ferroviaires, bois de construction, produits métalliques et chimiques ne servent guère qu'à la production minière; les autres branches sont elles-mêmes très peu développées, les mines achetant peu de leurs consommations intermédiaires dans le territoire, même en ce qui concerne la reproduction de la force de travail: nourriture, habillement, matériaux nécessaires à la construction de logements (32). Les effets d'entraînement de l'extraction du cuivre se font principalement sentir en Rhodésie du Sud et surtout en Union sud-africaine, déjà industrialisées ou accédant à l'industrialisation, et dotés d'une agriculture capitaliste (maïs, élevage) dont la productivité est bien supérieure à celle des systèmes africains. L'agriculture européenne en Rhodésie du Nord se concentre sur un produit d'exportation, le tabac, et sur un produit vivrier, vendu dans les zones urbaines, le maïs. On peut donc parler d'économie d'enclave, ou de production extravertie, dont la croissance est déséquilibrée d'une manière exceptionnellement forte.

b) La socialisation au capitalisme

Les systèmes de production africains ont été très rapidement touchés par le capitalisme dont le colonisateur européen était porteur. Ces systèmes africains n'étaient pas basés sur la généralisation des rapports marchands; il s'agissait donc pour le colonisateur de développer les rapports marchands qui permettaient une transition au capitalisme, et dès 1893, pour la Rhodésie du Nord-Est, un receveur des taxes est installé par la British South Africa Company. Les taxes, fixées en fonction du nombre de huttes possédées par famille, obligent les Africains à trouver un revenu monétaire, qui est initialement occasionnel: travaux pour la construction de routes ou de bâtiments pour l'administration ou les missions religieuses, plus tard travaux agricoles pour le compte de planteurs européens (tabac, maïs en Rhodésie du Nord et du Sud, sisal dans le sud du Tanganyika) établis dès le début du siècle (33).

La monétarisation s'élargit ensuite, à partir des taxes, d'une part aux transactions de mariage jusque là effectuées en nature ou en travail, d'autre part à l'acquisition de biens et services "modernes": habillement, transports, écolage, briques. Le revenu des travaux occasionnels ne suffit plus, le travail par contrat d'une durée de plusieurs mois ou quelques années, dans les mines de Rhodésie du Sud, du Transvaal et du Katanga, puis dès les années 20 du Copperbelt, devient une pratique répandue. Ces migrations conservent cependant un aspect provisoire, d'une part parce que le logement est assuré par les sociétés minières au plus bas coût dans des quartiers généralement équipés pour n'accueillir que des célibataires, d'autre part parce que l'administration décourage l'urbanisation des Africains,

synonyme pour elle de détribalisation, c'est-à-dire de rupture avec l'ordre tribal mis au service du pouvoir colonial par l'Indirect Rule.

En outre, la crise provoque dès 1931 une forte contraction du marché du travail: l'emploi dans le Copperbelt tombe de 30 000 à moins de 7 000 postes de travail pour les Africains. En l'absence de tout système de sécurité sociale, même pour les travailleurs qualifiés et cadres blancs, cette récession provoque un retour massif dans les zones rurales et une prise de conscience de la précarité de l'emploi salarié (34).

Un autre mode de monétarisation apparaît, la culture de produits commercialisables (cash crops), le long de la ligne de chemin de fer et notamment dans le sud du territoire en pays Tonga. La culture du maïs et l'élevage de bétail et de volaille, entrepris en plus de la culture du tabac par des agriculteurs européens, sont reprise par des Africains qui apprennent les techniques européennes de culture comme ouvriers agricoles puis s'installent à leur propre compte hors de la zone "européenne" qui longe le chemin de fer. Le nombre des paysans africains reste cependant très inférieur à celui des ouvriers et salariés (35).

Mais la socialisation permanente au capitalisme d'une fraction importante de la population nord-rhodésienne ne s'effectue qu'à partir de la reprise de la production de cuivre aux alentours de 1935. L'emploi dans le secteur minier et dans les industries qui lui sont rattachées augmente et tend à devenir stable. Cependant, les ouvriers spécialisés et contremaîtres blancs organisent leur syndicat et parviennent à imposer aux directions des mines la fermeture de tous les emplois qualifiés aux Africains. Cette "barrière de couleur" compromet tout espoir d'avancement pour ces derniers, qui, condamnés à l'insécurité de l'emploi et au manque total de confort des logements, restent en situation de travailleurs migrants, n'acceptant les nombreuses contraintes et vexations du salariat que pour des périodes limitées correspondant à l'acquisition d'une cible financière qui leur permette, une fois retournés dans leurs villages, d'acheter certains articles de consommation "européens" et au mieux de construire une maison, voire d'ouvrir un commerce. Le va-et-vient entre l'emploi urbain, le chômage urbain (en bidonvilles) et l'agriculture traditionnelle dans le village d'origine est dicté par la conjoncture économique, le climat et les opportunités de travail, et s'achève généralement par le retour définitif au village: la socialisation au capitalisme est incomplète et ce sont encore les structures africaines qui assurent la reproduction de la force de travail. Ces structures africaines sont ébranlées par la colonisation, qui supprime le tribut perçu par les chefs ainsi que toute possibilité d'opposition violente; elles sont en même temps maintenues, sous une forme modifiée, par l'Indirect Rule, politique qui consiste à déléguer aux chefs suprêmes traditionnels ou installés par l'administration une certaine compétence administrative et judiciaire locale. Les chefs reconnus par l'administration apparaissent de plus en plus comme des contremaîtres de la colonisation.

La poursuite de la croissance économique, ainsi que l'encouragement à la formation d'un syndicat africain par le gouvernement travailliste de Londres, permettent le

passage à une nouvelle phase de socialisation. Dès 1948, la politique des autorités et des directions des trusts est "l'avancement africain", qui permet par la classification précise des métiers la progression professionnelle et donc la stabilisation des Africains; à cette politique, le syndicat blanc résiste énergiquement et parvient à réserver à ses membres l'accès aux apprentissages et à tout emploi qualifié, ainsi qu'à conserver un large fossé entre salaires africains et européens. Le syndicat africain s'efforce d'élever la barrière de couleur, mais ne parvient qu'à libérer l'engagement d'employés et ouvriers semi-qualifiés. L'implantation urbaine permanente et l'organisation syndicale autonome des Africains modifie profondément la structure sociale africaine: elle permet aux salariés de rompre durablement avec la société tribale et marque le début de la lutte organisée contre la domination blanche. Un début de stratification se fait jour au sein du salariat africain, entre cols-blancs (employés, policiers, commerçants), ouvriers spécialisés (auxquels on peut assimiler les employés inférieurs et les contremaîtres), et ouvriers non-spécialisés; cette diversification se manifeste principalement par l'adoption d'aspects extérieurs de la consommation et des comportements européens: vêtements, mobilier, langue anglaise, journaux, bière en bouteilles (36).

L'urbanisation durable provoque le sous-développement de l'économie agricole de subsistance, d'ailleurs variable selon la proportion d'adultes masculins absents et les formes d'organisation du travail. Ainsi, en 1936 déjà, la moitié des adultes masculins est absente de certains districts ruraux, et se répartit à peu près également entre le Copperbelt et l'étranger (Rhodésie du Sud, Tanganyika, Afrique du Sud, Congo) (37). Ce sous-développement rural nourrit à son tour la migration urbaine et provoque la croissance de bidonvilles: le développement inégal est enclenché.

6. La Fédération d'Afrique centrale et la lutte anticoloniale

a) La domination des colons sud-rhodésiens

En janvier 1953, le gouvernement britannique, conservateur, de Churchill convoque à Londres une conférence interterritoriale réunissant les principaux leaders politiques des colons des deux Rhodésies et du Nyassaland, les représentants africains boycottent la réunion. Décision est prise de créer la Fédération d'Afrique centrale, avec un gouvernement et un parlement fédéraux, donnant ainsi satisfaction aux colons nord- et sud-rhodésiens qui avaient élaboré cette revendication lors de trois réunions préparatoires, dont la première s'était tenue en 1949 à Victoria Falls sur la rive sud du Zambèze, en l'absence de représentants aussi bien de l'administration coloniale que de la population africaine.

La Constitution fédérale attribue aux autorités centrales la défense, le commerce, les communications, l'industrie et les finances, alors que les autres domaines, et notamment l'administration locale, l'instruction africaine, la santé et l'agriculture,

restent de la compétences des gouvernements territoriaux. Les taxes et le 60% des impôts directs sont attribués au gouvernement central, les territoires se partageant le solde à raison de 17% des impôts pour la Rhodésie du Sud, autant pour la Rhodésie du Nord et 6% pour le Nyassaland: la puissance financière du gouvernement fédéral est donc dominante. Le gouvernement fédéral, présidé par un gouverneur général nommé par la Reine, est responsable devant une assemblée parlementaire de 36 membres, dont 18 pour la Rhodésie du Sud, 11 pour celle du Nord et 7 pour le Nyassaland; la députation de chaque territoire comprend deux Africains élus sur un rôle spécial et un Européen nommé par l'administration et chargé de la défense des intérêts africains. L'évolution constitutionnelle de la Fédération est placée sous le contrôle du gouvernement de Londres, et la constitution doit être réexaminée obligatoirement après 7 à 9 ans.

Si le contrôle ultime reste en mains britanniques, le pouvoir appartient en fait aux colons rhodésiens. Ces derniers ne sont plus les aventuriers de la colonne des pionniers de 1890, ni de petits agriculteurs vivant dans des conditions d'isolement et d'équipement rudimentaires. Les agriculteurs blancs sont le plus souvent des planteurs produisant du maïs et du tabac en Rhodésie du Sud et le long de la ligne de chemin de fer de Rhodésie du Nord, ils forment une bourgeoisie agraire utilisant de la main d'oeuvre africaine. Ils sont liés à la bourgeoisie commerçante, elle aussi blanche et prospère, le petit commerce étant laissé aux Asiatiques (Indiens et Pakistanais); cette bourgeoisie commerçante investit, souvent en liaison avec des sociétés britanniques ou sud-africaines, dans l'industrialisation naissante. Les ouvriers blancs forment une classe différente, comprenant les travailleurs qualifiés (mécaniciens, charpentiers, machinistes, conducteurs de train) et l'échelon inférieur de l'encadrement (contremaîtres, chefs d'équipe); cette aristocratie ouvrière protège par la barrière de couleur ses privilèges, et notamment un niveau de salaire environ vingt fois supérieur à celui des ouvriers noirs, avec des salaires minimum valant le triple des salaires maximum africains (38).

La bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière blanches sont donc alliées dans la Fédération; la bourgeoisie agraire et la bourgeoisie industrielle naissante de Rhodésie du Sud sont hégémoniques, alors que l'aristocratie ouvrière du Copperbelt ne doit son pouvoir qu'à l'alliance avec elles et au compromis qui laisse au gouvernement britannique la sauvegarde des droits de la population africaine. Le leader des Européens du Nord, Roy Welensky, qui deviendra ultérieurement premier ministre fédéral, avait déjà demandé au début des années quarante, alors qu'il était président du parti travailliste, la fusion des deux Rhodésies avec une Constitution semblable à celle de la Rhodésie du Sud (39). Cette aristocratie ouvrière blanche ne peut que se cramponner à ses privilèges par le renforcement de la ségrégation raciale. La bourgeoisie, elle, qui se trouve surtout dans le Sud, utilise le pouvoir fédéral pour son propre développement, et affecte une part importante des recettes publiques à l'industrie, aux communications nécessaires à l'écoulement de la production agricole, à l'instruction européenne; les recettes fiscales provenant de l'industrie du cuivre, notamment, servent principalement au développement agricole et industriel du Sud (environ 70 millions de livres sont ainsi

prélevées en Rhodésie du Nord pour être utilisées dans le Sud) (40), cependant que la création d'un marché commun protégé de la concurrence de l'industrie sud-africaine favorise l'industrialisation de la région la mieux dotée en infrastructure et la plus productive, la région de Salisbury. L'instruction africaine, totalement séparée de l'européenne, et l'agriculture de subsistance ne reçoivent que des crédits limités des gouvernements territoriaux. L'idéologie du multiracialisme ne peut dissimuler la réalité fondamentale du développement du sous-développement au profit exclusif des classes blanches, et plus particulièrement de la bourgeoisie agraire et industrielle de Rhodésie du Sud.

b) L'opposition à la Fédération et le début de la lutte anticoloniale

Les préparatifs de la Fédération d'Afrique centrale provoquent l'opposition immédiate et catégorique du Northern Rhodesia African Congress. Le Congrès est issu en 1948 de la Fédération des Sociétés africaines, qui résultait de l'union dans tout le territoire des Welfare Associations qui cherchaient à améliorer la situation des travailleurs noirs des villes, en demandant au gouvernement, sans succès, de modifier le système de la barrière de couleur. Le refus du gouvernement colonial d'entrer en matière avait déjà provoqué une première radicalisation du mouvement, manifestée par la création du Congrès, qui fait suite au ralliement à l'idée de "gouvernement responsable", proposée par Welensky, du parlementaire nommé pour la défense des intérêts africains, Gore-Brown.

Le Congrès cherche d'abord à s'opposer à la création de la Fédération par le vote de résolutions adressées au ministère des colonies à Londres. L'insuccès de ces démarches pousse un groupe de militants plus décidés à s'emparer de la direction, en 1951, sous la présidence de Harry Nkumbula, un ancien instituteur ayant suivi les cours de la London School of Economics, où il a été en contact avec les milieux anticolonialistes de la West African Students' Union et du Fabian Colonial Bureau, ainsi qu'avec le leader du mouvement nationaliste et futur président du Malawi, le Dr. H. Banda. La nouvelle ligne du Congrès débouche, après la perte d'un allié de poids avec la défaite électorale des travaillistes britanniques en octobre 1951, sur le déclenchement d'une campagne de protestations de masse, inspirée de celle pratiquée par Nkrumah en Côte d'Or; un conseil suprême d'action, relayé par des organisateurs provinciaux permanents, est chargé de l'organisation de manifestations allant jusqu'à la grève générale de tous les Africains. Le Congrès revendique la cessation des préparatifs de la Fédération, l'accession à l'autonomie interne et le remplacement des deux membres africains (nommés) du Conseil législatif par deux de ses membres. S'il obtient satisfaction sur ce dernier point, il ne parvient pas à ébranler l'accord entre le gouvernement Churchill et les colons pour la Fédération. En effet, la constitution fédérale est approuvée lors d'un référendum par 62% des électeurs sud-rhodésiens (380 Africains seulement ont le droit de vote, et l'opposition vient surtout des Afrikaners partisans d'une association avec l'Union sud-africaine) puis par les conseil législatifs des protectorats et par le

Parlement britannique. La campagne de protestation du Congrès, débutée par Nkumbula brûlant publiquement les "livres blancs" à Lusaka, échoue, la grève générale n'étant pas appuyée par les dirigeants du syndicat des mineurs, qui refusent la politisation de leur organisation. Le 1er août 1953, la Fédération d'Afrique centrale est créée, et le Congrès entre dans une phase de stagnation et d'inactivité à la suite de cet échec (41).

Cette phase ne dure cependant que quelques mois, jusqu'à ce que la direction du Congrès, rebaptisé Northern Rhodesian African National Congress, inaugure une nouvelle pratique de lutte moins liée aux institutions et plus à la vie quotidienne des Africains dans le territoire. Lors d'une visite du secrétaire aux colonies Lyttleton à Lusaka en janvier 1954, l'ANC boycotte les boucheries de Lusaka, dans lesquelles la viande n'est vendue aux Africains que pré-emballée et souvent avariée, par un trou dans le mur ou la porte arrière, l'entrée du magasin étant strictement réservée aux Blancs; le boycott est efficacement maintenu durant sept semaines par les piquets de l'ANC, et se termine par la renonciation des bouchers à toute ségrégation. Aux côtés de Nkumbula, le principal organisateur du boycott est Kenneth Kaunda, fils d'un évangéliste du Nyassaland établi dans la province septentrionale, ancien instituteur devenu organisateur provincial de l'ANC. Nkumbula et Kaunda établissement le siège central de l'ANC dans un quartier africain de Lusaka; une descente de police y ayant découvert des publications interdites, émanant du Parti communiste britannique aussi bien que du Council of African Affairs de New York, ils ne tardent pas à se retrouver en prison pour deux mois. D'autres militants les suivent devant les tribunaux et dans les prisons, à la suite de boycotts de magasins pratiquant la ségrégation, ou d'actions de désobéissance civile aux autorités coloniales et tribales. Un lieu notable d'agitation est la plaine du Zambèze, où 30 000 personnes d'ethnie tonga sont déplacées avant l'inondation de leurs terres par les eaux du barrage de Kariba; les nationalistes sont partisans de la construction, plus économique, d'une barrage à Kafue, qui est entièrement situé dans le territoire et ne causerait pas de déplacements de populations, mais le gouvernement fédéral opte pour le barrage frontalier de Kariba, en prenant bien soin de construire la centrale électrique sur la rive sud.

Au printemps 1956, une nouvelle campagne de boycotts remporte de larges succès, quatre dirigeants accusés d'atteinte à la liberté du commerce étant même acquittés par un tribunal de Mufulira. Cependant Nkumbula, apparemment à l'instigation d'un politicien blanc influent, annonce la fin des boycotts et le recours à une politique d'évolution graduelle par des voies légales, en désaccord avec les dirigeants plus radicaux de l'ANC, menés par Kaunda et Chimba. Au sein du syndicat des mineurs, le président Katilungu tente pareillement d'imposer une ligne légaliste à laquelle s'oppose le secrétaire Nkoloma. Le durcissement du gouvernement fédéral, à la tête duquel l'ancien cheminot Welensky succède au respectable Huggins, notamment la mise en vigueur d'un état d'urgence dans le Copperbelt pour mettre fin à des grèves roulantes causant de sérieuses baisses de production, met fin à la tentative esquissée par les modérés Nkumbula et Katilungu.

Un nouvel affrontement se produit en 1957 dans la direction de l'ANC. Nkumbula

et Kaunda se rendent à Londres pour rencontrer le secrétaire aux colonies Lennox-Boyd, cependant qu'un boycott général des Brasseries le long de la ligne de chemin de fer se déroule avec réussite; Nkumbula mène la grande vie à Londres et, laissant Kaunda seul rencontrer Lennox-Boyd, revient à Lusaka où il veut mettre fin au boycott. Mais les organisateurs locaux parviennent à poursuivre le boycott, alors que Kaunda reste six mois en Angleterre à l'invitation du parti travailliste dont il étudie l'organisation et le fonctionnement. Les jeunes organisateurs du Congrès tentent d'opposer à Nkumbula Kaunda à son retour, mais celui-ci refuse de mettre en cause l'unité de l'organisation, malgré les pratiques autoritaires et la gestion financière douteuse de Nkumbula.

La séparation intervient en 1958 sur l'attitude à suivre vis-à-vis de la nouvelle constitution proposée par le gouverneur Benson. L'ANC s'oppose d'emblée aux dispositions de cette constitution, qui prévoit la représentation minoritaire séparée des Africains, Nkumbula brûle publiquement le "livre blanc" où elle est publiée, Kaunda, Kapwepwe, Kamanga, Chimba et quelques autres réaffirmant leur revendication de "one man one vote" dans un "livre noir". Se rendant à Londres pour expliquer à Lennox-Boyd le refus de l'ANC, Nkumbula évite une nouvelle fois cette rencontre et à son retour déclare préférable de présenter des candidats aux élections prévues par la constitution Benson, convoquant pour cela, en octobre, une conférence extraordinaire du Congrès. Manipulée par le président, cette conférence lui vote son soutien; Kapwepwe et Chimba quittent la salle avant même le dépouillement du vote, suivis quelques jours plus tard par Kaunda et Kamanga (42).

c) La radicalisation de la lutte de libération

Le 24 octobre 1958, le groupe scissioniste fonde le Zambia African National Congress, présidé par Kenneth Kaunda; ainsi apparaît sur la scène politique le mot Zambie, créé à partir du nom du fleuve Zambèze, qui six ans plus tard deviendra l'appellation nationale de l'ex-Rhodésie du Nord. En novembre, la ZANC tient sa première réunion à Broken Hill et forme son comité: outre Kaunda, celui-ci comprend l'ancien trésorier de l'ANC Kapwepwe, Kamanga, Munu Sipalo qui avait été exclu de l'ANC par Nkumbula, le journaliste Sikota Wina, deux autres scissionistes, Sikalumbi et Paul Kalichini, et deux commerçants, Grey Zulu et Lewis Changufu.

Le ZANC organise immédiatement ses sections dans les provinces septentrionale et de la Luapula, ainsi que dans les villes du Copperbelt et parmi les intellectuels lozi opposés au pouvoir traditionnel du Litunga (Sipalo et les frères Wina en sont les chefs de file), mais ne parvient pas encore à s'implanter à Lusaka et dans les provinces méridionale, orientale et du nord-ouest.

Le Zambia Congress prépare le boycott des élections organisées selon la constitution Benson, auxquelles Nkumbula et un certain nombre de membres de l'ANC se portent candidats. Au début de mars 1959, le ZANC tient des meetings non autorisés,

et les leaders des colons demandent au gouverneur de mettre fin à tout espoir de gouvernement noir. Prétextant un plan d'action violente destiné à empêcher les élections, plan sans doute imaginaire et dont aucune preuve n'est apportée, le gouverneur Benson interdit le nouveau Congrès et arrête ses dirigeants et 45 de ses militants. Kaunda est condamné à neuf mois de prison pour conspiration et manifestation non autorisée, Kapwepwe assigné à résidence dans le district d'origine de Wina et Wina dans celui de Kapwepwe, Sipalo est emprisonné pour sédition, et d'autres dirigeants sont déplacés dans des zones rurales loin de leurs domiciles. Benson compare le ZANC au Murder Incorporated de Chicago, les colons rassurés pensent que le nationalisme africain est maté; il ne fait que commencer, et ses dirigeants, ayant passé l'examen de "Prison Graduates" indispensable à tout futur leader d'un Etat du Commonwealth, n'émettent plus qu'une seule revendication: l'indépendance immédiate. Une évolution semblable, mais parsemée d'épisodes violents, se produit simultanément au Nyassaland (43).

Les dirigeants du Zambia Congress qui ne sont pas arrêtés ou assignés à résidence forment, en coopérant avec des dissidents de l'ANC, de nouvelles organisations destinées à recréer le parti sous un nouveau nom. Trois partis sont ainsi établis, dont la fusion intervient rapidement: l'African National Freedom Movement fondé par Yamba et Sokoka les deux représentants de l'ANC au Conseil législatif, et l'United African Congress mis sur pied par le président du syndicat des cheminots africains, Konkola, s'unissent pour former l'United National Freedom Party; Paul Kalichini fonde l'African National Independence Party. Ces deux partis fusionnent pour former l'United National Independence Party en septembre 1959.

Au sein de l'ANC, un nouveau conflit oppose Nkumbula, désormais membre du Conseil législatif dominé par les colons, aux plus actifs des militants, à la tête desquels se trouvent le secrétaire général Mukupo, le président provincial (province centrale) Mwansa et un avocat revenant de Londres, Mainza Chona. Déclenchant une nouvelle campagne d'action non-violente contre la ségrégation dans les magasins et établissements publics, l'aile radicale entre en opposition avec Nkumbula, dont les manoeuvres rendent le débat très confus. Ne pouvant obtenir une victoire claire, le groupe Mukupo - Mwansa - Chona quitte l'ANC et adhère en octobre 1959 à l'UNIP récemment créé. Les postes directeurs au sein de l'UNIP sont assurés provisoirement dans l'attente de la libération des leaders du ZANC, et la présidence doit être confiée à Kaunda au sortir de prison. Le camp des nationalistes radicaux se renforce, la lutte décisive pour l'indépendance s'engage dès que les dirigeants, dont la répression a confirmé la stature nationale, sont en mesure d'occuper leurs postes.

A partir de l'année 1960, la revendication d'indépendance retentit jusqu'à Londres. Le nouveau secrétaire aux colonies, Macleod, convoque une conférence constitutionnelle sur le Nyassaland, à l'issue de laquelle est adoptée une nouvelle constitution prévoyant des élections à deux rôles (déterminés par le revenu et l'instruction) dans le système de protectorat; les élections selon cette constitution, en août 1961, donnent au Malawi Congress Party de Banda les 20 sièges du rôle inférieur (africain) et 2 des sièges du rôle supérieur dans le Conseil législatif, et 5

puis 7 des 10 postes du Conseil exécutif. Pour ce qui concerne la Rhodésie du Nord, cependant, Macleod et son successeur Maudling cèdent davantage aux pressions du gouvernement fédéral soucieux de conserver les ressources minières du Copperbelt et d'éviter la présence d'un gouvernement africain sur le Zambèze, qu'à celles des nationalistes, et élaborent un système constitutionnel d'une extrême complication, prévoyant deux rôles d'électeurs disposant chacun de 15 sièges, plus 14 sièges "nationaux" éligibles par paires biraciales, et un siège réservé aux Asiatiques. La controverse se situe sur le nombre et les modalités d'élection des députés des sièges nationaux, les propositions assurant de facto une majorité européenne n'étant modifiées qu'après de graves incidents dans les provinces septentrionale, de la Luapula et du Copperbelt, aboutissant à la destruction d'écoles, de ponts et de routes; la responsabilité de la direction de l'UNIP dans le déclenchement de ces troubles reste d'ailleurs incertaine, le gouvernement territorial accusant principalement les cadres locaux du Parti. En tout état de cause, le compromis réalisé, si minces que paraissent les concessions obtenues (quorum de 10%, et non plus de 12,5% ou 400 voix, pour les sièges nationaux) va permettre l'émergence d'une majorité africaine.

L'UNIP remporte en effet, en octobre 1962, 14 sièges, l'ANC 7 et l'United Federal Party européen 16. Kaunda parvient alors à convaincre Nkumbula, qui avait formé des listes communes avec l'UFP pour les sièges nationaux, à retourner son alliance pour former un gouvernement de coalition. Ce "gouvernement responsable" dure tant bien que mal jusqu'au début de 1964, où un "gouvernement autonome", après la dissolution de la Fédération, est formé exclusivement par l'UNIP après la première élection au suffrage universel (44).

7. La décolonisation

a) L'accession à l'indépendance politique de la Zambie

La coalition gouvernementale UNIP - ANC se révèle d'emblée fort instable. Si l'UNIP vise à l'indépendance aussi rapide que possible, l'ANC reste tenté par une alliance avec les colons dans un Etat néo-colonial où quelques Africains détiendraient les principaux postes, à l'image du défunt Etat katangais de Moïse Tshombé auquel Nkumbula et ses amis n'avaient pas ménagé leur soutien. Les colons, quant à eux, sont divisés sur la stratégie à suivre: alors que le premier ministre fédéral Welensky souhaite encore que les deux Rhodésies, après abandon du Nyassaland, deviennent un dominion indépendant sous domination blanche, la majorité des colons nord-rhodésiens, à l'appel des députés UFP du Copperbelt et de la province méridionale, se décident pour une ouverture en direction de l'ANC et du Litunga (roi) du Barotseland. Après plusieurs rencontres avec Nkumbula, les leaders locaux de l'UFP tentent vainement de convaincre le leader territorial de leur parti, Roberts, de conclure une alliance avec l'ANC pour former un gouvernement de coalition rejetant l'UNIP dans l'opposition. Roberts, en accord

avec Welensky, tente de conclure cette alliance non pas avec Nkumbula, jugé trop autoritaire et versatile, mais avec des dirigeants de l'ANC opposés à leur président; l'UFP change son nom en National Progress Party. Les opposants à l'intérieur de l'ANC font scission, une scission de plus dans l'histoire de ce parti, et forment en août 1963 le People's Democratic Party, présidé par Job Michello; ANC et PDC se disputent notamment une somme de £ 100 000 promise par Tshombé à l'ANC et provenant des caisses de l'Etat du Katanga.

Ces querelles et hésitations font que la coalition reste au pouvoir, et la déliquescence de l'ANC permet à l'UNIP de promouvoir la recherche d'une nouvelle constitution, instaurant le suffrage universel. Un problème doit cependant être résolu, celui du statut spécial du Barotseland. Le Litunga se montrant intransigeant n'obtient aucune concession, et le gouvernement, appuyé par Londres, modifie le "conseil national Barotsé" dont un certain nombre de membres doivent désormais être élus au suffrage universel; l'UNIP remportant lors de cette élection en août 1963 la totalité des sièges, renforce considérablement son pouvoir face à celui du Litunga, et le gouvernement britannique promulgue la nouvelle constitution, que ne comprend plus de régime spécial pour le Barotseland, et abroge la Fédération pour la fin de 1963.

La nouvelle constitution établit un gouvernement autonome, dont le premier ministre est le leader de la majorité parlementaire. L'Assemblée législative est élue au suffrage universel, à raison de 65 députés de l'électorat africain et 10 de l'électorat européen ("sièges réservés"), les métis et Asiatiques pouvant choisir dans quelle catégorie ils veulent voter. Aux élections de janvier 1964, l'UNIP remporte 55 sièges, l'ANC 10 (parmi les Tonga de la province méridionale et les Lunda du district de Mwinilunga dans le Nord-Ouest), et le NPP les 10 sièges réservés, dont certains à une très faible majorité face aux candidats UNIP.

Kaunda est donc appelé à former le gouvernement, composé de 13 ministres, dont un Européen au ministère de la justice. L'équilibre ethnique et régional au sein du gouvernement, ainsi que la compétence des ministres, témoignent de l'habilité politique du nouveau premier ministre. L'exode massif des Européens, si souvent prophétisé par leurs leaders, ne se produit pas, et l'indépendance de la République de Zambie est fixée au 24 octobre 1964, 19^{e} anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, 6 ans après la fondation du Zambia African National Congress (45).

Une négociation serrée attend cependant, avant l'indépendance, le gouvernement Kaunda: le rachat des droits miniers de la British South Africa Company, qui rapportent à celle-ci, sans aucune contrepartie, de lucratives royalties, de l'ordre d'un million de livres par mois. La BSA détient ces droits de par la concession accordée par Lewanika en 1889, et les gouvernements de Londres et de Lusaka les ont confirmés en 1950; elle n'entend les céder que contre une indemnisation de cinquante millions de livres. Arthur Wina, ministre des finances, annonce que son gouvernement n'ira pas au-delà de deux millions, à prendre ou à laisser, et ne se départit pas de cette position, refusant même de rencontrer les dignes gentlemen de la BSA assez stupéfaits de l'assurance de ce Noir. Le refus de la BSA bloque

les discussions, mais le temps est du côté des Zambiens: les sociétés minières sont trop soucieuses de l'avenir de leurs avoirs (qui représentent plus de 300 millions de livres) pour intervenir en faveur de la BSA, dont les dirigeants se montrent incapables de décision. Hésitant jusqu'au 23 octobre, ces messieurs n'ont d'autre choix que d'accepter, au moment de se rendre aux célébrations de l'indépendance, les deux millions proposés, complétés par deux autres millions de la part du gouvernement britannique. David a vaincu Goliath (46).

L'indépendance de la Zambie marque la victoire du mouvement nationaliste de masse sur les colons blancs, agriculteurs capitalistes ou aristocratie ouvrière. La bourgeoisie impérialiste internationale, dont les agents sont d'une part le gouvernement britannique et d'autre part les directions des trusts miniers, se rallie à cette victoire après avoir été alliée pendant des décennies du colonat (46 bis). Le mouvement national néo-colonialiste, représenté par l'ANC et par certains chefs tribaux, se montre incapable de jouer un rôle autre que d'appoint, qu'il ne parvient même pas à monnayer valablement. Une fraction réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste (représentée, au parti conservateur, par Sandys et Lord Salisbury) ne veut pas rompre son alliance avec le colonat, alors que la partie la plus éclairée, et notamment les directions des trusts miniers, voit son intérêt à une "normalisation" de la situation politique qui permette l'expansion continue de la production minière et donc du profit.

b) Les déséquilibres et la dépendance de l'Etat indépendant

Par la séquence colonisation-décolonisation apparaît ainsi dans le système mondial un Etat nouveau, caractérisé par sa dépendance envers les métropoles mondiales et leurs relais en Afrique australe, et par un développement extrêmement inégal des forces productives. L'extraction de plusieurs millions de tonnes de cuivre n'a provoqué l'apparition que d'une capacité très restreinte de reproduction du système de production et des rapports sociaux en général. Les secteurs les plus retardés sont l'instruction et la production agricole, que les colons ont développés à leur profit presque exclusif.

Le sous-développement de l'instruction est particulièrement grave. Moins de 100 Zambiens sont diplômés d'une université (pour une population africaine de trois millions et demi), à peine plus de 100 000 nationaux ont fréquenté l'école durant six ans, 32 000 ont achevé l'école primaire de huit ans, à peine 1200 ont un certificat d'études secondaires. Ce niveau est comparable à celui du Ghana en 1943, du Kénya en 1957, du Tanganyika en 1960 (47). Cette situation a des conséquences dramatiques sur l'emploi de cadres, de techniciens, et même de fonctionnaires; au jour de l'indépendance, aucun secrétaire permanent de ministère n'est africain! (48) La plupart des postes nécessitant une instruction secondaire ou une formation professionnelle sont occupés par des "expatriés", la plupart sud-africains, britanniques ou sud-rhodésiens; l'accès à toute forme organisée d'appren-

tissage n'est ouvert aux Africains que depuis 1959. En 1964, 12% de la main d'oeuvre totale est non-africaine (49), et les expatriés sont largement majoritaires parmi les enseignants secondaires, les professions libérales et les techniciens, et nombreux parmi les ouvriers spécialisés et même parmi les employés de bureau; leurs secteurs d'activité principaux sont le commerce, l'industrie minière, les transports et communications, et les services (50).

Le sous-développement agricole est le facteur principal de désarticulation de l'économie. Une partie importante de la bourgeoisie agraire blanche quitte le pays après l'indépendance, et la paysannerie africaine produisant pour le marché est encore peu nombreuse et concentrée le long de la ligne de chemin de fer. Cette situation entraîne d'une part la nécessité périodique d'importer des produits vivriers, et provoque d'autre part une répartition très inégale des revenus entre la bande centrale (ligne de chemin de fer) et les zones périphériques (51).

L'histoire de la colonisation et de la décolonisation explique donc la structure tronquée de la formation sociale zambienne, structure tronquée parce que dépendante. Le groupe dirigeant est issu de la lutte anticoloniale, qui rassemble les diverses couches africaines sans distinction: population rurale vivant plus ou moins en autoconsommation, sous-prolétariat des bidonvilles, prolétariat industriel, employés, instituteurs, petits paysans, commerçants et artisans, quelques universitaires; le clivage véritable est idéologique, entre une ligne de masse et une ligne néo-colonialiste visant à instaurer un compromis avec le pouvoir des colons. La bourgeoisie agraire blanche est très peu nombreuse et en diminution (il restera quelque 700 entreprises agricoles après quelques années), l'aristocratie ouvrière des colons vouée à disparaître lentement devant la promotion des Africains qu'elle n'est plus en mesure d'empêcher. La classe dominante est la bourgeoisie impérialiste mondiale, qui ne réside pas dans le pays (mais aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Afrique du Sud, etc) mais domine la formation économique zambienne par la propriété des principaux moyens de production, particulièrement des mines, et par les mécanismes du marché mondial.

Le colonat, toujours au pouvoir en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud, dispose cependant encore d'instruments de pouvoir sur la Zambie, instruments désormais extérieurs, conservés de l'époque coloniale du fait de la situation géographique particulière. Ces instruments se rapportent à l'approvisionnement du pays, et à l'évacuation de la production de cuivre (transports, approvisionnement énergétique, fourniture de matériel minier et de produits alimentaires) ainsi qu'à la situation militaire, en dernier recours.

La fonction principale de la République de Zambie dans le système mondial de l'impérialisme est, par la délimitation entre les affaires intérieures et les affaires extérieures, d'assurer un fonctionnement "satisfaisant" des secteurs arriérés négligés par le colonat et d'améliorer ainsi la capacité de reproduction sociale d'une population d'environ 3,5 millions de personnes. L'élite dirigeante est donc en quelque sorte mandatée par l'impérialisme pour gérer les aspects intérieurs de la reproduction sociale.

Notes du chapitre 3

(1) A. Wills, An Introduction to the History of Central Africa, pp. 13-19; A. Tuden, "Leadership and decison-making process among the Ila of Zambia", in Swartz, Turner & Tuden (ed.), Political Anthropology, pp. 275-279; M. Jaspan, The Ila-Tonga Peoples of North-Western Rhodesia.

(2) Wills, op.cit., pp. 48-49; R. Apthorpe, "Clanship, chieftanship and Nsenga political adaptation", in From Tribal Rule to Modern Government, pp. 69-98.

(3) Wills, op.cit., pp. 52-58; A. Richards, "The political system of the Bemba tribe", in Fortes & Evans-Pritchard (ed.), African Political Systems, pp. 83-120; W. Whiteley, Bemba and related peoples of Northern Rhodesia; A. Roberts, "Migrations from the Congo", in B. Fagan (ed.), A Short History of Zambia, pp. 101-120; M. Mainga, "History of the Lozi kingdom", in Fagan, op.cit., pp. 121-127.

(4) Wills, op.cit., pp. 58-63; Mainga, art.cit.; V. Turner, The Lozi Peoples or North-Western Rhodesia, pp. 32-39.

(5) Wills, op.cit., pp. 65-68; M. Read, The Ngoni of Nyasaland, pp. 3-10.

(6) A. Wills, An Introduction to the History of Central Africa, pp. 29-43.

(7) Ibid., pp. 43-47; C. Coquery et H. Moniot, L'Afrique noire de 1800 à nos jours, pp. 147-148.

(8) W. de Kock, Histoire de l'Afrique du Sud, pp. 17-18.

(9) W. Macmillan, "Rhodes and the Making of Rhodesia", in P. McEwan (ed.), Twentieth-Century Africa, pp. 307 ss.

(10) L. Gann & P. Duignan, White Settlers in Tropical Africa, pp. 43-44.

(11) cité par Macmillan, art. cit., p. 308.

(12) Ibid., pp. 308-310; Gann & Duignan, op. cit., p. 46.

(13) A. Wills, op.cit., pp. 133-140.

(14) W. Macmillan, art. cit., pp. 310-312.

(15) R. et M. Cornevin, Histoire de l'Afrique, p. 302.

(16) W. Macmillan, art. cit., pp. 313-314.

(17) W. de Kock, op. cit., pp. 19-22.

(18) Coquery et Moniot, op. cit., pp. 154-155; A. Wills, op. cit., pp. 146-159.

(19) A. Wills, op. cit., pp. 161-192.

(20) N. Nziramasanga, The Copper Export Sector and the Zambian Economy, pp. 18-39.

(21) Ibid. et Wills, op. cit., p. 194. Ces deux auteurs donnent des informations différentes et parfois contradictoires; ainsi, la découverte de Broken Hill est attribuée par Wills à Northern Copper et par Nziramasanga à Tanganyika Concessions.

(22) Wills, ibid.

(23) Wills, op. cit., pp. 159-160; Nziramasanga, op. cit. pp. 20 ss.

(24) Ibid.

(25) "Northern Rhodesia's new copper mines", in Statist 112, 17 nov. 28, pp. 723-724.

(26) R. Mulette, "La lutte pour la suprématie sur le marché du cuivre" in L'économiste européen 83, 3 mars 1933, pp. 133-134.

(27) "The Empire's Copper Resources", in Statist 118, 25 juillet 1931, pp. 127-128.

(28) Tableau in ibid. présenté ici avec une ventilation différente et chiffres arrondis.

(29) L'investissement nécessaire à la création de l'appareillage de production est d'environ £ 63 par tonne courte de production annuelle, alors qu'il s'est élevé à £ 110 pour Andes Copper Company en Amérique latine: cf. "Northern Rhodesia's New Copper Mines", art. cit.

(30) Ibid. L'évaluation du taux de bénéfice brut est calculée très approximativement par comparaison des données de cet article et de "Rhodesian Copper Position", in Statist 113, 23 mars 1929, p. 491.

(31) N. Nziramasanga, op. cit.; R. Baldwin, Economic Development and Export Growth, pp. 33-35. Les volumes de production sont tous indiqués en tonnes métriques.

(32) Baldwin, op. cit., pp. 35-40.

(33) W. Watson, Tribal Cohesion in a Money Economy, pp. 36-71.

(34) Ibid.; M. Banton, "Urbanization and the colour line in Africa", in V. Turner (ed.), Colonialism in Africa 1870-1960, vol. III, pp. 271-272.

(35) A.D. Jones, "Social Networks of Farmers among the Plateau Tonga of Zambia", in P.C. Lloyd (ed.), The New Elites of Tropical Africa, pp. 272-285; K. Anthony & V. Uchendu, Agricultural Change in Mazabuka District, pp. 262-265.

(36) M.Banton, art. cit.; L. Clausen, "Industrialized Man", in H. & U. Simonis (ed.), Socioeconomic Development in Dual Economies - The Example of Zambia, pp. 108-116; I.R. Menzies, Labour Relations at Luanshya, Roan Antelope, ch. I-XI; J. Mitchell, The Kalela Dance, pp. 1-18.

(37) M. Gluckman, "Foreword", in W. Watson, op. cit., pp. i-xvi; W. Whiteley, Bemba and Related Peoples of Northern Rhodesia, pp. 20-22.

(38) L. Gann & P. Duignan, "Changing patterns of a white elite", in Colonialism in Africa, vol 2, pp. 106-120; T. Franck, Race and Nationalism, pp. 273-278.

(39) R. Rotberg, The Rise of Nationalism in Central Africa, pp. 214-215.

(40) Ibid. p. 257.

(41) Ibid., pp. 199-252.

(42) Ibid., pp. 264-291. Pour la période 1957-1964, on peut consulter également D. Mulford, Zambia - The Politics of Independance.

(43) R. Rotberg, op. cit., pp. 291-302.

(44) Ibid., pp. 303-316; D. Mulford, op. cit., pp. 178-210.

(45) D. Mulford, op. cit., pp. 304-331.

(46) R. Hall, The High Price of Principles, pp. 79-87; G. Fischer, "La Zambie et la British South Africa Company", Revue française de science politique, avril 1967.

(46bis) Alliance qui n'excluait nullement les conflits de classes au sein de la société blanche, comme le démontre Arghiri Emmanuel, "Le colonialisme des 'poor whites' et le mythe de l'impérialisme financier", in L'Homme et la Société, no. 27.

(47) J. Mwanakatwe, The Growth of Education in Zambia since Independence, pp. 37-38.

(48) W. Tordoff and R. Molteno, "Government and Administration" in W. Tordoff (ed.), Politics in Zambia, pp. 253-254.

(49) C'est-à-dire, grosso modo, étrangère, car seule une faible proportion d'Européens ou d'Asiatiques choisissent la nationalité zambienne comme ils en ont la possibilité.

(50) Development Division, Zambian Manpower, pp. 5-7.

(51) Cf. J. Lütke-Entrup, "Entwicklung und Strukturwandel in der Landwirtschaft Zambias", in H. & U. Simonis (ed.), op. cit., pp. 253-278.

CHAPITRE 4: L'INDEPENDANCE DE LA RHODESIE ET SES SUITES

Le 11 novembre 1965, le premier ministre de la Rhodésie du Sud, Ian Smith, déclare l'indépendance de son pays sous le nom de Rhodésie. Ce défi à la métropole britannique, lancé par un gouvernement s'appuyant sur une petite minorité de 230 000 blancs, était en fait sans grand risque, le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne ayant explicitement écarté d'avance tout recours à la force pour mettre fin à la "rébellion". Les véritables risques sont encourus par le gouvernement et la population zambiens, qui vont être exposés en première ligne aux menaces de conflit armé et aux conséquences des sanctions économiques utilisées, en remplacement des moyens militaires, pour tenter d'abattre le régime raciste (1) de Smith.

Remettant en cause la sécurité de l'approvisionnement et de l'évacuation du cuivre, faisant peser pour certains produits stratégiques la menace constante d'une interruption dont les conséquences seraient immédiates et dramatiques, la "déclaration unilatérale d'indépendance" (fréquemment désignée en anglais par les initiales U.D.I.) va provoquer une rupture dans l'évolution historique de la jeune République zambienne: obligeant à un choix, elle permet aux membres du groupe dirigeant partisans d'une autonomie du pays d'imposer leur ligne politique non seulement aux dirigeants partisans de la poursuite de la dépendance de l'époque coloniale, mais également à l'ensemble de la population. Cette politique engage la nation dans un procès de développement qui reste de type capitaliste mais qui acquiert une certaine autonomie face aux centres industriels d'Afrique australe.

J'examine donc dans ce chapitre l'incidence, sur la dépendance de la formation sociale zambienne à l'égard de la rhodésienne et de la sud-africaine, de l'indépendance étatique rhodésienne et la riposte apportée par le groupe dirigeant.

1. Conséquences immédiates

a) Transports

99% aussi bien des exportations que des importations franchissent la frontière rhodésienne (2), la plupart par le chemin de fer, propriété commune des deux gouvernements depuis l'époque coloniale mais dont la dissolution proposée par Salisbury avait été acceptée le 8 novembre, soit trois jours avant l'UDI, par Lusaka. Le Conseil de sécurité ayant demandé, dans une résolution du 20 novembre, aux gouvernements des Etats membres d'établir un embargo pétrolier contre la Rhodésie, le gouvernement Smith interdit, à partir du 18 décembre, toute exportation de produits pétroliers et toute sortie de wagons-citernes vers le territoire zambien: c'est la Zambie seule qui va être soumise à un blocus pétrolier, puisque la Rhodésie n'aura aucune peine à assurer son ravitaillement grâce à la complicité

des autorités et sociétés sud-africaines et portugaises. D'autre part, à partir de mai 66, les Rhodesia Railways limitent à un troc pièce par pièce les mouvements de véhicules, locomotives aussi bien que wagons, à travers la frontière (3), ceci sans doute pour conserver le maximum possible du parc au moment (ce sera fin juin 67) où la séparation des deux parties du réseau sera réalisée. D'emblée, les limitations des transports sont extrêmement importantes.

En outre, la menace d'une interruption, ou de limitations ultérieures, demeure permanente, même si les revenus importants procurés par le transit des marchandises font que le gouvernement rhodésien et la direction des Rhodesia Railways n'y ont aucun intérêt économique. Cette menace s'exerce également sur les transports aériens, puisque la direction des Central African Airways est à Salisbury, et que c'est l'aéroport de la capitale rhodésienne, le seul de dimension internationale (il y a un aéroport continental à Ndola), qui assure le contrôle du trafic aérien sur tout le territoire zambien. Les transports routiers eux-mêmes peuvent subir les contrecoups de l'opposition entre les deux régimes, puisque la seule route praticable toute l'année est celle qui, longeant le chemin de fer, relie le Copperbelt et Lusaka à Bulawayo et Salisbury.

Si les conséquences immédiates sont considérables, la menace qui subsiste est plus grave encore, puisque le régime rhodésien est en mesure de compromettre très gravement les communications de la Zambie avec l'extérieur, et donc de limiter très fortement l'activité de son appareil de production, extrêmement dépendant de l'extérieur.

b) Commerce avec la Rhodésie

Nombre de produits importés proviennent de Rhodésie, parmi lesquels certains ont une importance vitale pour la production: principalement les matières premières énergétiques et les denrées alimentaires. Ces produits, ainsi que le matériel d'exploitation minière, proviennent également d'Afrique du Sud à travers la Rhodésie. Leur acheminement peut donc être bloqué sur pure décision de Salisbury.

Nous avons vu que pour les produits pétroliers c'est ce qui s'est produit dès décembre 1965. Les conséquences du manque de carburants liquides et de lubrifiants, raffinés à Feruka près d'Umtali à partir de pétrole brut importé par l'oléoduc venant de Beira, sont aisées à imaginer: entraves aux transports routiers, au fonctionnement des machines géantes utilisées pour l'extraction du cuivre.

Le blocus de l'énergie électrique, provenant à 90% de Kariba, aurait des conséquences plus dramatiques encore: non seulement les villes seraient plongées dans l'obscurité, mais surtout l'arrêt des pompes qui évacuent l'eau qui s'infiltre dans les puits de mines provoquerait l'inondation complète de ceux-ci dans les 48 heures, donc l'arrêt immédiat de l'extraction et la destruction probable de l'équipement

souterrain: en actionnant un interrupteur à Kariba, les Rhodésiens peuvent ruiner l'économie zambienne (4). Les importations d'énergie électrique en 1964 représentent une somme de 8,5 millions de Kwacha (5). Enfin le charbon de Wankie est indispensable au traitement du minerai de cuivre, ainsi qu'au fonctionnement des centrales thermo-électriques de secours. Certes, le refus de vendre ce charbon causerait un manque à gagner annuel de K 3 millions pour la Rhodésie, c'est pourquoi il ne sera jamais décidé. Mais les autorités rhodésiennes utilisent un autre mode d'intervention contre le voisin septentrional, moyen qui présente l'avantage de remplir les caisses des Rhodesia Railways: ils décrètent, le 17 décembre 65, une redevance supplémentaire pour le transport, redevance dont le montant s'élève à £ 5 par tonne pour le charbon et £ 8 pour le coke. Cette mesure provoque une hausse extrêmement brutale du prix moyen du charbon dans le Copperbelt, qui passe de 53 à 153 shillings par tonne, triplant du jour au lendemain. Une telle hausse des coût de production est de nature à diminuer fortement les profits des entreprises minières du cuivre; Anglo-American, qui participe au capital de la société d'exploitation de Wankie, exerce sur le gouvernement Smith une pression qui aboutit à l'annulation de la surtaxe dès le 1er janvier 66 (6). En novembre 66, toutefois, le gouvernement rhodésien augmente de 100% le prix de vente du charbon (7).

La consommation des biens alimentaires elle-même ne peut être couverte par la production intérieure. En 1964, des fruits, légumes, produits laitiers sont importés, pour un montant d'environ K 1,6 million (8); les importations du secteur "denrées alimentaires et animaux sur pied" proviennent à 44,5% de Rhodésie du Sud et à 24,4% d'Afrique du Sud (9). Cela s'explique par le prix relativement bas des produits alimentaires provenant de ces pays et la proximité géographique qui réduit au minimum les coûts de transport.

Enfin, certains biens d'équipement, et très particulièrement en ce qui concerne le matériel d'exploitation minière (machines, outillage, explosifs), proviennent d'Afrique du Sud, qui est le pays producteur le plus proche et généralement le moins cher: les importations de machines et moyens de transport s'élèvent à K 9,6 millions en provenance d'Afrique du Sud et à K 7,7 millions en provenance de Rhodésie; K 1,7 millions de matériel proprement minier (sans les machines de terrassement, pompes, explosifs, etc. utilisés par l'exploitation minière) sont importés d'Afrique du Sud (10).

On constate donc les divers moyens de pression dont dispose Salisbury sur les autorités zambiennes: blocus effectif (pétrole) ou possible (électricité), augmentation des prix (charbon, transports). Pour se libérer de cette dépendance, des délais relativement longs sont nécessaires, tout particulièrement pour les transports et l'électricité.

c) Menace militaire

L'instauration d'un régime politique indépendant entre les mains du colonat en Rhodésie pose pour la Zambie le problème de sa sécurité militaire, la menace d'une agression armée étant désormais permanente. Or, la conférence de Victoria Falls, qui sous la présidence du ministre britannique (conservateur) Butler avait préparé au milieu de 1963 la dissolution de l'appareil d'Etat fédéral (11), avait attribué aux autorités de Salisbury l'essentiel du matériel militaire; notamment, les hauts fonctionnaires chargés par Butler de règler les problèmes délicats avaient alloué à la Rhodésie la totalité des bombardiers Canberra et des chasseurs Hunter qui constituaient les moyens offensifs de la force aérienne fédérale; en désespoir de cause, Kaunda avait demandé les hélicoptères Alouette "pour les traitements agricoles", ce qui lui avait valu des sourires condescendants, un petit cours de technique aéronautique . . . et aucun hélicoptère (12).

Une résolution déposée devant le Conseil de sécurité par le Maroc, le Ghana et les Philippines demandait à la Grande-Bretagne "de ne pas transférer à la Rhodésie du Sud les forces armées et l'aviation comme envisagé à la conférence"; elle aurait été votée le 13 septembre 1963, avec l'abstention de la France et des Etats-Unis, si le gouvernement conservateur de Londres n'avait fait usage de son droit de veto. Ni l'opposition travailliste ni Kaunda ne purent obtenir que les avions soient au moins transférés en Angleterre. (13)

Le rapport des forces militaires, que ce soit en hommes ou en moyens techniques, est largement favorable à la Rhodésie. L'armée zambienne comprend en effet, au moment de l'UDI, 3 bataillons d'un millier d'hommes chacun, et une unité de police mobile elle aussi d'un millier d'hommes; la plupart des officiers, dont le commandant en chef, et certains sous-officiers spécialisés, sont des Britanniques détachés par les autorités militaires de Londres, et qui ne peuvent participer à des combats (14). En effet, l'accord entre les gouvernements britannique et zambien concernant les forces armées, accord qui n'a été formalisé qu'au début de 1968 mais est réputé avoir pris force dès le 24 octobre 64, interdit de confier aux membres de l'équipe d'instruction britannique, qui sont des volontaires recrutés parmi le personnel des forces armées du Royaume-Uni, des responsabilités exécutives ou des missions qui leur feraient prendre part à des hostilités ou des activités guerrières entreprises par la Zambie ou, sauf accord du gouvernement britannique, à des activités de maintien de l'ordre (15).

Face à une armée zambienne peu nombreuse, pratiquement sans couverture aérienne, et que le déclenchement d'hostilités priverait de la plupart de ses cadres, l'armée rhodésienne est plus nombreuse, disposant d'une aviation significative, et le loyalisme de ses cadres ne fait pas de doute. En effet, la déclaration d'indépendance a été très soigneusement préparée sur le plan militaire par Ian Smith et son ami Rodney Putterill, un brigadier de l'armée rhodésienne que Smith a placé dès novembre 64 à la tête de l'état-major en remplacement d'un officier loyal envers la Couronne britannique; les officiers susceptibles d'hésiter en cas d'indé-

pendance unilatéralement déclarée ont été écartés, et tous les postes importants sont tenus par des partisans inconditionnels de la suprématie blanche en Rhodésie. D'autre part, le budget militaire a passé en 1964 à 5,9 millions de livres (contre 2,5 millions en 1963), ce qui permet d'assurer aux quatre bataillons réguliers et aux huit bataillons territoriaux une artillerie suffisante et des groupes de blindés et de parachutistes. En outre, la British South Africa Police, institution para-militaire remontant à la conquête coloniale, comprend 5 000 hommes et peut mobiliser 22 000 réservistes (16). Cette armée a été renforcée et réorganisée pour faire face à une éventuelle intervention militaire britannique lors de l'UDI, elle n'a rien à craindre d'une guerre contre l'armée zambienne.

d) Le contexte diplomatique

Rhodésie et Zambie sont, au lendemain de l'UDI, les symboles de deux blocs qui se partagent le continent africain et sur le soutien diplomatique desquels ils peuvent compter. Si l'Afrique du Sud se déclare non concernée, ce n'est apparemment qu'une formule pour couvrir le refus d'appliquer quelque sanction internationale, militaire ou économique, que ce soit. Solidaire de la colonie émancipée et non de la métropole bafouée (ce qui pourrait paraître paradoxal), le gouvernement portugais craint que l'accession à l'indépendance de la Rhodésie par un gouvernement majoritaire c'est-à-dire à prédominance africaine ne lui cause de sérieux problèmes dans sa lutte contre les nationalistes du Mozambique, et indirectement d'Angola par l'affaiblissement du camp de l'Afrique blanche. Le soutien diplomatique de Lisbonne et Prétoria ne fait jamais défaut au gouvernement de Smith, notamment lors des votations de l'ONU; en fait, l'enjeu diplomatique initial n'est pas très grand pour le régime rhodésien qui peut compter surtout sur sa puissance militaire et celle de ses alliés ainsi que sur la complicité de ceux-ci pour tourner les sanctions économiques.

L'enjeu diplomatique est plus grand pour le gouvernement de Kaunda, qui peut et va tenter de compenser par l'appui de gouvernements et d'organisations internationales sa faiblesse militaire et son impuissance à imposer des sanctions économiques efficaces.

Le lieu immédiat et privilégié de soutien est l'Organisation de l'Unité Africaine, qui comprend tous les Etats indépendants du continent à l'exception de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie et dont l'un des principes fondamentaux, établis par la Charte de l'OUA à la conférence de création de l'Organisation en 1963 à Addis-Abéba, est la lutte contre le colonialisme, que celui-ci prenne la forme de domination étrangère ou de discrimination raciale (17). L'OUA a chargé plus spécialement de la lutte anticoloniale le Comité africain de libération, dont le siège est à Dar-es-Salam, et dont le nombre de membres passe en octobre 1965 de 9 à 11 Etats-membres par l'entrée notamment de la Zambie; ce comité comprend entre autres une commission politique (18). En février 66, l'OUA crèe un Comité de soli-

darité avec la Zambie qui doit définir des mesures d'assistance technique et économique permettant de contrecarrer les effets de l'UDI (19). Mais l'OUA est loin d'être monolithique, et ses résolutions ne sont pas toujours appliquées par les Etats membres: ainsi 10 pays seulement ont rompu leurs relations diplomatiques avec Londres comme le leur demandait la résolution du 5 décembre 65 du Conseil des ministres (20). Le soutien des Etats africains indépendants risque d'être plus résolu dans les déclarations que dans les actes concrets.

Le Gouvernement de Lusaka peut également compter sur un certain soutien de la part du Commonwealth, mais le rôle central joué par la Grande-Bretagne dans cet organisme limite la portée et la vigueur de l'appui du Commonwealth en tant qu'organisation pour en faire un des principaux lieux de discussion publics entre le gouvernement zambien et le britannique. L'Organisation des Nations Unies sera l'autre lieu principal de ces discussions. Dans ces deux tribunes, les représentants des autres Etats membres peuvent servir pour les Zambiens de renforts pour exercer des pressions sur Wilson et ses ministres.

En fait, les déclarations diplomatiques ne peuvent par elles-mêmes protéger la Zambie contre des aggressions militaires ou économiques, ni diminuer la dépendance du pays vis-à-vis de son voisin austral; elles peuvent préparer des mesures qui puissent être efficaces à ce niveau. Nous allons examiner comment le gouvernement zambien va s'efforcer d'assurer la sécurité de son territoire et la plus grande indépendance possible vis-à-vis du Sud.

2. La riposte zambienne

Face à la menace, principalement économique et militaire, le gouvernement Kaunda développe une offensive, principalement économique et diplomatique, visant à diminuer la dépendance du pays vis-à-vis de la Rhodésie. Pourquoi riposte-t-il? Ne pourrait-il éviter le conflit, adopter une attitude de conciliation qui fasse renoncer Salisbury à toute mesure dommageable?

Sur le plan extérieur la politique de conciliation serait parfaitement possible. La meilleure preuve en est qu'elle est appliquée par plusieurs pays, par exemple par le Malawi, lui aussi ancien membre de la Fédération d'Afrique centrale indépendant depuis 1964; ce fut également la politique du gouvernement magache de Tsiranana, qui rechercha la collaboration avec l'Afrique australe sous domination blanche. Kaunda et ses ministres pourraient fort bien plaider le "réalisme" et la communauté d'intérêts dictée par l'histoire et la géographie; cette politique rencontrerait un accueil enthousiaste, non seulement à Salisbury, mais aussi à Prétoria où les propositions d'établir une "aire de coprospérité", appuyées par d'alléchantes offres d'aide économique et technique, ne manquent pas. Le Malawi reçoit, en cadeau de son attitude conciliante, la construction d'une nouvelle capitale financée par l'Afrique du Sud, Lilongwe (21). La Zambie est plus intéressante

encore pour l'Afrique australe qui y possède déjà des intérêts considérables, elle serait donc en mesure d'obtenir des prestations spectaculaires.

Mais la conciliation vis-à-vis des régimes racistes aurait pour conséquence, sur le plan intérieur, de perpétuer la dépendance économique vis-à-vis du Sud; le développement économique n'aurait guère d'autonomie, et donc guère de chances de s'accélérer par rapport à l'époque coloniale. Kaunda et ses ministres n'hésitent pas, le choix pour eux est clair étant donné la lutte anticoloniale récente et le régime qui en est issu: il faut résister à la pression raciste et riposter à la menace qu'elle représente. De ce choix fondamental découlent les politiques qu'ils vont poursuivre: réduction du commerce avec la Rhodésie, détournement des transports jusqu'à l'océan, diversification de la production intérieure, politique active au sein de l'OUA et du groupe des pays non-alignés, diversification des sources d'"aide", soutien aux mouvements de libération de l'Afrique australe, enfin, bien que la relation soit sans doute moins directe, nationalisation des principales entreprises et notamment des sociétés d'exploitation du cuivre. Ces politiques vont faire de la Zambie un espace économique jouissant d'une relative autonomie.

a) La question d'une intervention militaire et les mesures de protection immédiates

Les premières décisions, dès le 11 novembre, ont pour objectif d'assurer la protection du territoire et de l'économie, principalement d'éviter les incidents de frontière et l'interruption du courant électrique de Kariba.

La supériorité militaire rhodésienne est telle, nous l'avons vu, que tout affrontement armé ne pourrait que tourner au désavantage des troupes zambiennes, étant donné le refus d'intervention militaire du gouvernement de Londres. La mesure de surveillance de la frontière par des policiers sans armes, immédiatement décidée et annoncée par Kaunda le 14 novembre (22), permet de surveiller les mouvements de troupes de l'autre côté du Zambèze mais manifeste clairement le refus du gouvernement de Lusaka de situer au niveau militaire tout affrontement bilatéral. Le 17 novembre, Kaunda annonce que si la Rhodésie coupe le courant électrique provenant de la centrale de Kariba et que le gouvernement britannique refuse d'intervenir, la Zambie se sentira libre de faire appel à n'importe quelle autre puissance pour protéger les installations (barrage et centrale électrique) et rétablir le courant (23).

Deux semaines après l'indépendance rhodésienne, un acte de sabotage, détruisant un pylône sur la ligne à haute tension qui relie le Copperbelt à Kariba, rappelle la vulnérabilité du pays, puisque l'importation maximale d'électricité provenant de la centrale congolaise de Le Marinel et la mise en marche des usines thermiques de secours ne peuvent empêcher la privation presque complète d'électricité dans le Copperbelt pendant vingt-quatre heures. En outre, il manifeste les doutes que peut avoir le gouvernement en ce qui concerne les officiers blancs qui commandent les forces armées. En effet, les officiers de police, blancs,

qui dirigent l'enquête dirigent les soupçons contre des nationalistes rhodésiens voulant "créer du trouble", alors que la presse soutient la thèse, beaucoup plus probable à première vue, que ce sont des mineurs blancs sympathisants de Smith qui veulent donner un avertissement aux autorités zambiennes; le lieu de l'attentat, à proximité de la ville de Kitwe dans le Copperbelt, ainsi que la nature de l'explosif utilisé, de la gélignite telle qu'en utilisent les ouvriers creusant les couloirs de mine, viennent à l'appui de cette dernière explication, sans convaincre pour autant les officiers de police. Les coupables ne seront jamais découverts (24).

Mais le refus d'affrontement militaire bilatéral ne signifie pas que le recours à la force soit exclu. Certains chefs d'Etat africains, notamment, songent à une opération panafricaine contre la Rhodésie à partir du territoire zambien. Une réunion extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA est fixée au 3 décembre à Addis-Abéba, avec à l'ordre du jour l'organisation d'une force militaire sous commandement de l'OUA destinée à envahir la Rhodésie. Cette réunion est préparée par la Commission de défense (25), composée de représentants du Kénya, de la Tanzanie, du Nigéria, de l'Egypte et de la Zambie. Son président, le ministre tanzanien des affaires étrangères Oscar Kambona, déclare que l'UDI est un affront délibéré à la dignité du peuple africain et doit être contrée avec la plus grande force. Mais Kaunda, en opposition avec son ministre des affaires étrangères Simon Kapwepwe, veut éviter un tel affrontement militaire, le jugeant trop risqué et susceptible d'entraîner la destruction des centres urbains et miniers du pays ainsi qu'une conflagration majeure extrêmement sanglante dans toute l'Afrique australe. Il va donc s'efforcer de convaincre les chefs des autres Etats membres de la Commission de défense d'abandonner le projet de force d'intervention panafricaine et d'exercer des pressions sur le gouvernement de Londres pour qu'il décide l'envoi de troupes britanniques pour "mettre fin à la rébellion". Le danger d'un vaste conflit racial s'étendant à l'Afrique du Sud et aux colonies portugaises paraît à Kaunda bien plus réduit, car il serait difficile à ces Etats d'entrer en conflit avec la Grande-Bretagne (assurée du soutien des deux super-puissances) en prétendant s'ingérer dans une "affaire intérieure britannique". Face à des troupes de l'OUA, leur détermination serait totale, et le rapport des forces sinon défavorable à l'Afrique indépendante, du moins très incertain.

Kenyatta et Abubakar Tafawa Balewa (premier ministre nigérian) sont d'emblée partisans d'une attitude modérée et opposés à toute intervention militaire panafricaine. Une entrevue entre le vice-président zambien, Reuben Kamanga, défenseur de la ligne de Kaunda, et le président Nyerere permet à Kaunda de gagner l'adhésion de ce dernier, qui ordonne à Kambona de renoncer à défendre l'idée qu'il avait rendue publique: Kambona se soumet. Le gouvernement égyptien, partisan de l'intervention est ainsi isolé au sein de la Commission. La réunion de la Commission de défense se sépare le 21 novembre sans publier de communiqué, et apparemment sans résultat (26).

Il reste cependant à Kaunda à tenter de convaincre le gouvernement de Londres d'engager cette action militaire contre le régime de Smith qui doit servir d'alter-

native à l'intervention panafricaine. Le 23 novembre, un représentant spécial britannique, Malcolm Mac Donald, est à Lusaka où il s'entretient avec Kaunda; le gouvernement Wilson excluant toute action militaire destinée à réduire la rébellion, les deux interlocuteurs ne parlent que des mesures d'urgence à prendre pour assurer la sécurité de la Zambie: Kaunda réclame l'envoi de chasseurs aériens et d'un bataillon d'infanterie pour garantir le fonctionnement de la centrale de Kariba et l'approvisionnement en électricité. Quelques jours après, le secrétaire au Commonwealth Arthur Bottomley arrive en Zambie avec un groupe de conseillers militaires pour discuter des modalités de l'envoi de chasseurs et de troupes. En fait, le gouvernement Wilson n'a pas accepté toutes les demandes de Kaunda; si l'accord est acquis sur les effectifs, l'exigence du gouvernement zambien de placer des troupes britanniques sur les deux rives du barrage de Kariba, afin de contrôler non seulement le barrage mais aussi la centrale électrique elle-même, est rejetée par Bottomley. Au même moment, Wilson déclare aux Communes que les troupes ne franchiront le Zambèze à Kariba que dans le cas où le gouvernement Smith fermerait le courant, et parvient habilement à obtenir le soutien des conservateurs à cette décision, soutien décisif puisqu'il n'a qu'une très faible majorité parlementaire et que quelques députés travaillistes sont prêts à voter, en cas d'opposition, avec les conservateurs. A Lusaka, Bottomley insiste sur les conséquences économiques très dures que devrait avoir en Rhodésie un état d'alerte permanent dû à la proximité de troupes britanniques. Un compromis apparent est réalisé, qui manifeste la faiblesse zambienne: douze chasseurs Javelins ainsi que quelques centaines d'hommes des troupes de défense au sol de l'aviation seront détachés dans les aéroports (Ndola, Lusaka, Livingstone). Le contrôle de Kariba n'est pas assuré, Kaunda ayant refusé la présence, jugée symbolique, de troupes sur la seule rive nord. L'arrivée des troupes de l'OUA, bien que théoriquement possible, ne l'est plus guère dans les faits étant donné le contrôle qu'exerce la Royal Air Force sur les trois aéroports (27).

La solidarité panafricaine se révèle aussi inefficace que le soutien britannique, à la suite du Conseil des ministres d'Addis-Abéba, qui se déroule du 3 au 5 décembre dans une grande confusion. Les discours très militants de Hailé Sélassié, de Kojo Botsio le ministre ghanéen, des représentants algérien et guinéen, exigent la mise sur pied d'une force d'intervention commune alors même que l'accord entre Lusaka et Londres rend ce projet caduc. Le communiqué final affirme que l'OUA a décidé de mettre fin elle-même au régime illégal, sans évoquer d'autres moyens que le soutien aux mouvements de libération à l'intérieur de la Rhodésie (28), et adresse un ultimatum au gouvernement anglais, le menaçant de rupture des relations diplomatiques si la rébellion rhodésienne n'est pas matée avant le 15 décembre. En fait, seuls 10 des 35 Etats représentés à Addis-Abéba rompent leurs relations diplomatiques avec Londres, et cette rupture n'a de conséquences sérieuses que pour les deux d'entre eux qui sont membre du Commonwealth, le Ghana de Nkrumah et la Tanzanie de Nyerere. La Zambie conserve ses relations avec l'Angleterre, en accord d'ailleurs avec le gouvernement de Dar-es-Salam; la rupture avec Londres ne ferait qu'augmenter les risques qui pèsent sur le pays, notamment par le départ des Javelins (29).

Une conférence du Commonwealth sur la question rhodésienne, proposée par Tafawa Balewa, se tient les 11 et 12 janvier 1966 à Lagos; elle permet à Wilson d'annoncer que les sanctions économiques et financières "pourraient bien mettre fin à la rébellion dans un délai de quelques semaines plutôt que de mois". S'il ne convainc peut-être pas tous les chefs d'Etat et de gouvernement présents, cet optimisme réel ou de commande permet au premier ministre de Sa Majesté d'écarter toute perspective d'intervention militaire. Un comité formé de représentants de tous les pays membres doit suivre l'application des sanctions et les besoins de la Zambie (30).

La protection militaire de l'approvisionnement électrique venu de Kariba se révèle très aléatoire lors de deux missions militaires fort différentes qui se succèdent sur le terrain et qui vont représenter les dernières approches de la situation en termes de conflit armé international. La première mission est effectuée, peu après les discussions de Lusaka entre Bottomley et Kaunda, par le commandant des troupes britanniques au Moyen-Orient, venu d'Aden évaluer les possibilités d'une action visant à s'emparer de la centrale électrique sur la rive sud du barrage, et qui pourrait être déclanchée en cas d'interruption de courant par les Rhodésiens. Ce général britannique parvient à la conclusion que l'appareil défensif mis en place permettrait très probablement à l'armée rhodésienne de retarder suffisamment l'avance d'une attaque venue de la rive nord pour donner à un groupe de sapeurs le temps de détruire la centrale. La seconde mission est organisée par l'Organisation de l'Unité Africaine sous la direction du chef d'état-major ghanéen, qui parvient à des conclusions semblables, et qui de plus perdra son poste peu de temps après à la suite du coup d'Etat qui renversera le président Nkrumah (31).

La solution militaire est ainsi écartée, elle ne sera reprise et mise en oeuvre que par les militants nationalistes africains du Zimbabwé (nom qu'ils donnent à leur pays à la place du nom éminemment colonial de Rhodésie). La Grande-Bretagne et les Etats africains indépendants vont tenter, avec plus ou moins d'espoir de réussite, de mettre fin au régime de Smith par des sanctions économiques internationales. En fait, l'issue de cette première manche ne fait aucun doute: le régime raciste est bien en place en Rhodésie, l'indépendance de son appareil d'Etat est assurée vis-à-vis de l'ancienne métropole, l'alliance avec Prétoria est discrètement mise en place.

Durant cette première phase, la politique de Kaunda apparaît donc constante: opposition à une intervention militaire panafricaine, tentative d'obtenir du gouvernement anglais qu'il intervienne militairement, doutes quant à l'efficacité de sanctions économiques. Le président réussit à imposer cette ligne au sein du gouvernement, où il a l'appui des "réalistes", principalement le vice-président Kamanga et le ministre des finances Arthur Wina, contre la tendance "dure", favorable à l'intervention militaire panafricaine, incarnée par le ministre des affaires étrangères Kapwepwe.

b) La question des sanctions internationales contre la Rhodésie

Avant même la déclaration d'indépendance de Smith, plusieurs gouvernements africains avaient porté la question rhodésienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ainsi, le 12 octobre 65, une résolution, proposée par la Commission des territoires non-autonomes et invitant le gouvernement britannique à tout mettre en oeuvre pour éviter une déclaration unilatérale d'indépendance et y mettre fin si elle survenait, est adoptée par 117 voix contre 2, avec une abstention. La Grande-Bretagne ne prend pas part au vote, son représentant affirmant que la responsabilité de la question rhodésienne appartient exclusivement au gouvernement britannique et que celui-ci saurait l'assumer, et ce même argument est avancé par le représentant français à l'appui de son abstention, le gouvernement gaulliste ayant toujours défendu, surtout en ce qui concerne le conflit algérien, une conception rigide de la non-ingérence dans les affaires intérieures pour les questions coloniales. Les deux oppositions ne sont guère surprenantes, puisqu'elles sont le fait de l'Afrique du Sud et du Portugal. En revanche, c'est la première fois que les Etats-Unis se distancient de la Grande-Bretagen, déclarant fermement leur refus de reconnaître toute indépendance illégale (32). Si la rivalité avec l'Union soviétique sur le plan idéologique peut expliquer l'attitude du gouvernement de Washington (33), il me semble qu'il ne faut pas négliger les intérêts économiques développés par les trusts US en Afrique indépendante comme facteur de ce geste de bonne volonté des autorités américaines envers les gouvernements africains.

Une seconde résolution, plus dure, est présentée par la commission des territoires non-autonomes et adoptée le 5 novembre 65 par l'Assemblée générale, par 92 voix contre 9 et 18 abstentions. Le nombre plus élevé des oppositions et abstentions est causé par la spécification de l'usage de la force armée comme moyen de réduire la rébellion; les Etats latino-américains, notamment, présentent sans succès un amendement supprimant cette partie de la résolution et s'abstiennent lors du vote final. Outre l'Afrique du Sud et le Portugal, la liste des opposants comprend cette fois les Etats-Unis, la Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays du Bénélux (34); l'acceptation de la résolution ne signifie pas que des mesures militaires puissent être prises par l'ONU, car il ne s'agit que d'une invitation adressée au gouvernement britannique, et aussi parce que l'opposition des USA et celle, implicite de la Grande-Bretagne, paralyseraient toute action devant le Conseil de sécurité.

La réaction du gouvernement de Londres à l'indépendance rhodésienne, le jour même du 11 novembre 65, démontre que l'emploi de la force est écarté définitivement, et que l'arme censée conduire à la soumission le gouvernement de Ian Smith est celle des sanctions économiques. Londres décide en effet que la Rhodésie ne pourra plus acheter d'armes en Grande-Bretagne, que l'aide financière sera interrompue, que la Grande-Bretagne n'achètera plus de tabac et de sucre rhodésien, enfin que la Rhodésie n'aura plus accès au marché des capitaux de Londres et que les transactions de change seront limitées; en outre, les passeports rho-

désiens ne seront pas reconnus. Devant les Communes, Wilson déclare que ces mesures "dures" doivent permettre d'amener la rébellion rapidement à sa fin, alors même qu'aucune mesure n'a été prise préalablement à l'UDI pour éviter le transfert d'une bonne partie des réserves rhodésiennes (22 millions de livres sur un total de 31 millions) en Suisse (35). Quelques jours plus tard, Wilson ajoute aux sanctions le blocus pétrolier et envoie un navire de guerre dans le port de Beira pour empêcher les pétroliers d'approvisionner l'oléoduc Beira-Feruka par où s'écoulait tout l'approvisionnement pétrolier non seulement de la Rhodésie mais aussi de la Zambie. Mais cet embargo est rapidement et aisément tourné avec la complicité des autorités sud-africaines et portugaises, dont la coopération n'a même pas été demandée par Londres (36).

Le 11 novembre également, le chef de la délégation britannique à l'ONU demande, en même temps que 56 pays africains et asiatiques, la convocation du Conseil de sécurité. Celui-ci adopte à l'unanimité, moins l'abstention systématique de la France, une résolution "préliminaire" proposée par la Jordanie, condamnant l'indépendance illégale de la Rhodésie et demandant à tous les Etats de s'abstenir de reconnaître le gouvernement de Smith et de lui donner une aide quelconque. Mais les dissensions surviennent ensuite avec la présentation de deux projets de résolution sur les moyens de mettre fin au régime de Smith. Le projet britannique se borne à demander l'appui des Etats membres aux sanctions déjà décidées par le gouvernement Wilson, alors que le projet ivoirien demande la reconnaissance d'un danger pour la paix et la sécurité internationales et l'application en conséquence des sanctions économiques et militaires prévues par la Charte. Aucune des deux propositions n'emporte d'emblée une majorité, et de longues tractations de couloir aboutissent à un compromis qui est en fait une reprise du projet britannique avec adjonction d'un embargo pétrolier; cette résolution est adoptée le 20 novembre par 10 voix et une abstention (la France), et représente une défaite de la diplomatie des Etats africains (37). Le système ainsi instauré est donc un régime de sanctions facultatives dont l'application dépend des divers gouvernements.

Mais le débat devant le Conseil de sécurité reprend en 1966 à deux occasions, la question des sanctions économiques obligatoires étant au centre de la discussion.

La première occasion, en avril, est l'arrivée dans le port de Beira d'un pétrolier grec, le Ioanna V, transportant du pétrole à destination de la Rhodésie; la Royal Navy le bloque dans le port et le représentant de la Grande-Bretagne aux Nations Unies demande la convocation du Conseil de sécurité afin d'obtenir de celui-ci l'autorisation de recourir à la force et de séquestrer le bateau et son équipage dans le cas où le pétrole serait déchargé. Le comité de décolonisation, quant à lui, se prononce pour l'instauration de sanctions économiques obligatoires pour tous les Etats membres et comprennant notamment l'embargo pétrolier, qui est inefficaces dans le régime de sanctions facultatives, puisque le trafic de camions-citernes venant d'Afrique du Sud par Beit Bridge apporte environ 130 000 à 180 000 litres d'essence par jour à l'économie rhodésienne, ce qui représente une part appréciable des 240 000 litres qui constituent la consommation quotidienne normale.

La proposition britannique a pour but, par une intervention localisée, d'éviter un blocus pétrolier de toute l'Afrique australe, du Mozambique à l'Angola. C'est ce qui explique la réaction assez inhabituelle du président du Conseil de sécurité, qui est pour le mois d'avril le Malien Moussa Keita, qui ne convoque le Conseil que deux jours après la demande britannique. Ce délai permet à plusieurs pays africains d'élaborer en commun des propositions d'amendements, allant jusqu'à la demande à la Grande-Bretagne d'intervenir militairement, afin de "durcir" la résolution britannique. Mais tous ces amendements sont repoussés et un clivage apparaît entre les membres africains du Conseil; la résolution britannique est adoptée inchangée sans opposition, avec l'appui du Nigéria et de l'Ouganda, et l'abstention du Mali, de l'URSS, de la Bulgarie et, bien sûr, de la France. Si la ligne militante défendue par certains Etats, notamment par la Zambie, est perdante, il faut cependant constater que le Conseil de sécurité, pour la première fois depuis la guerre de Palestine en 1948, reconnaît une situation de danger pour la paix et la sécurité internationales, et recourt à une mesure militaire. L'intervention de la marine britannique se révèle assez efficace, en ce sens que Smith renonce à faire décharger le Ioanna V, et que le gouvernement de Prétoria interdit à d'autres cargos appartenant à la même société, la Varnikos Corporation, ayant son siège à Panama, et affrétés par la société sud-africaine Morrison, d'aborder à Durban après avoir été détournés de Beira (38).

Provoquant un nouveau débat où ils ont l'initiative, les pays du groupe africain élaborent un projet de résolution, déposé au Conseil de sécurité par leurs trois représentants, demandant à la Grande-Bretagne d'imposer un blocus effectif, et à l'Afrique du Sud et au Portugal de rompre toutes relations économiques avec la Rhodésie. Le représentant britannique se contente de répliquer aux violentes accusations portées contre son gouvernement, sans proposer de contreprojet ni d'amendements. La résolution est repoussée, le 23 mai, ayant obtenu 6 oui (les trois Africains, URSS, Bulgarie et Jordanie), un non (Nouvelle-Zélande) et 8 abstentions, alors que 9 voix auraient été nécessaires à son acceptation (39).

C'est en fin de compte le gouvernement britannique lui-même qui va demander l'instauration de sanctions obligatoires, en décembre 66, après l'échec des négociations entre Wilson et Smith à bord du navire Tiger au large de Gibraltar. Le ministre britannique des affaires étrangères, George Brown, se rend à New-York le 7 décembre 66 et demande au Conseil de sécurité de décréter l'obligation pour les Etats membres de boycotter les principales exportations rhodésiennes: tabac, sucre, amiante, chrome, fonte et divers produits manufacturés. Ces produits figurent déjà sur la "liste noire" publiée par le gouvernement de Londres en novembre 1965 et qui sert de base aux sanctions facultatives votées le 20 novembre. Brown précise que son gouvernement est opposé à l'adoption d'un embargo pétrolier obligatoire, qui conduirait à des sanctions contre l'Afrique du Sud; ce pays est le troisième acheteur de produits du Royaume-Uni et les investissements britanniques y sont évalués à 1 milliard de livres, une confrontation avec lui aurait donc des conséquences désastreuses pour l'appareil de production et la balance des paiements britanniques, déjà en situation très défavorable. Un débat d'une semaine, au cours duquel Kapwepwe traite Wilson de raciste et d'hypocrite, ne permet pas

aux représentants africains, soutenus par les pays communistes européens, de faire accepter des amendements étendant les sanctions à d'autres produits, à l'exception de l'embargo pétrolier. Toutefois, ce dernier n'est accepté qu'après admission que la Grande-Bretagne ni aucun autre pouvoir ne sera obligé d'instaurer un blocus naval de l'Afrique du Sud et du Mozambique, il n'a donc aucune portée pratique; les autres amendements acceptés ne représentent, eux aussi, que des concessions verbales: rappel de l'obligation d'appliquer les sanctions, demande de ne pas accorder d'aide au régime raciste illégal de Salisbury. Le vote final, le 16 décembre, entérine la résolution proposée par la Grande-Bretagne avec adjonction de l'embargo pétrolier par 11 voix contre zéro et 4 abstentions (France, URSS, Bulgarie, Mali) (40).

Ces décisions ne peuvent faire illusion quant à l'efficacité des actions internationales contre le régime rhodésien. Certes, formellement, c'est la première fois que le Conseil de sécurité décide des sanctions économiques obligatoires basées sur le chapitre 7 de la Charte des Nations Unies. Mais l'exclusion de sanctions contre les violateurs de ces mesures, qui sont principalement l'Afrique du Sud et le Portugal, réduisent à peu de choses la portée réelle de ces décisions, et font que le gouvernement de Smith ne sera jamais mis en danger. En outre, les divisions entre pays africains militants et modérés sont apparues publiquement, détruisant les espoirs d'un front anti-impérialiste uni à l'échelle du continent.

Le débat resurgit en octobre 1968, avec l'adoption par la commission des territoires non-autonomes d'une résolution afro-asiatique demandant des sanctions économiques obligatoires totales contre la Rhodésie, ainsi que des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud et le Portugal; cette résolution demande en outre au gouvernement britannique de mettre fin par la force au régime de Smith et à tous les gouvernements de soutenir les mouvements de libération zimbabwéens. Adoptée par 99 voix, elle rencontre l'opposition de 9 Etats, dont l'importance politique et économique réduit à néant tout espoir de voir se réaliser les principales mesures décidées: ces pays sont en effet les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Afrique du Sud, le Portugal, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg (41).

Il apparaît dès lors que les Nations Unies ne peuvent assurer d'action efficace pour décoloniser la Rhodésie.

3. La politique de désencerclement

a) Détournement du commerce extérieur

La première urgence pour assurer le fonctionnement normal de la production est le ravitaillement en produits pétroliers (carburants et lubrifiants), dont l'importation par Beira-Salisbury est bloquée dès le 18 décembre 1965. A court terme, aucune solution terrestre, routière ou ferroviaire, n'est praticable, faute de matériel roulant, la seule solution est donc aérienne; la quantité de matériel immédiatement nécessaire, ainsi que le coût d'exploitation, sont tels que l'Etat zambien n'est pas en mesure de les fournir, et va recourir à l'aide publique étrangère. Dès décembre 65, les Britanniques instaurent un pont aérien au départ de Nairobi et Dar-es-Salam, et les Canadiens un autre à partir de Kinshasa; en janvier 66, les Etats-Unis mettent également en action un pont aérien Kinshasa-Lubumbashi, les produits pétroliers étant ensuite transportés par chemin de fer dans le Copperbelt. L'importance des moyens engagés permet à la production de se poursuivre à peu près normalement, bien qu'un rationnement ait dû être introduit.

Une solution si coûteuse ne peut cependant durer très longtemps. A fin avril 66, les transports aériens de produits pétroliers partant de Kinshasa (Américains et Canadiens) cessent, le pont aérien britannique se poursuit jusqu'à fin octobre. Ce délai a permis la mise sur pied d'une société chargée des transports routiers entre Dar-es-Salam et le territoire zambien, Zambia-Tanzania Road Services, et dont les premiers investissements consistent en l'achat de camions-citernes.

Créée en mai 1966, Zambia-Tanzania Road Services Ltd. appartient à 35% de son capital à INDECO (42), pour 35% au gouvernement tanzanien et 30% au trust commercial italien Societâ Mercantile Internazionale (Intersomer). Cette société a un double but: établir un système régulier de transports entre le port de Dar-es-Salam et la ligne du chemin de fer zambienne (principalement Lusaka et le Copperbelt) et construire un oléoduc de Dar-es-Salam à Ndola dans le Copperbelt (43). Au début de 1967, Zam-Tan Road Services dispose de 80 camions-citernes, d'une valeur totale de 8 millions de livres sterling (16 millions de Kwacha) (44). Son développement se poursuivra activement par la suite, en coopération avec la société Contract Haulage Ltd., filiale à 100% d'Indeco, qui assure en plus les transports intérieurs. En 1971, par exemple, Zam-Tan Road Services disposera de 540 camions et remorques, emploiera 2600 personnes et transportera 240 000 tonnes de messageries et 210 000 tonnes de cuivre (45).

Un autre problème se pose, qui est celui de l'état de la Great North Road reliant Lusaka à Dar-es-Salam. Route en terre pour la plus grande partie, elle est impraticable par fortes pluies; d'autre part, le trafic lourd et intense qui l'emprunte désormais cause sa dégradation rapide, qui lui vaut le surnom de "Hell Run" ou piste de l'enfer. L'élargissement et l'asphaltage de la chaussée sont indispensables, mais ne peuvent être menés à bien sans une aide financière et technique. C'est la

Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui l'accorde, consentant un prêt de 23 millions de livres à 6% et la direction technique des travaux (46).

Mais la construction de l'oléoduc pose d'autres problèmes que la constitution et la gestion d'un parc de véhicules. Peut-être aussi n'intéresse-t-elle guère l'associé Intersomer. Aussi en décembre 66, les gouvernements tanzanien et zambien décident-ils de créer la société Tazama Pipelines Ltd., appartenant pour un tiers au premier et pour deux tiers au second par l'intermédiaire à nouveau d'Indeco (47). Dès le début du blocus pétrolier, Kaunda écrit directement à Wilson pour lui demander si la Grande-Bretagne construirait l'oléoduc le long de la route de Tanzanie, suggérant soit que les Royal Engineers l'entreprennent soit qu'une société britannique soit encouragée par le gouvernement à la faire. La réponse de Wilson est décourageante: l'oléoduc coûterait 35 à 40 millions de livres et sa construction durerait "très longtemps", insinuant qu'elle pourrait atteindre 10 ans; elle se termine par un couplet sur la nécessité de tenir compte des faits, si déplaisants qu'ils puissent être. Des négociations avec le trust pétrolier d'Etat italien ENI (Ente nazionale idrocarburi) permettent de prévoir la construction en 17 mois pour un coût de 16 millions de livres. Il est certain que la politique de Wilson, et notamment sa prédiction d'écroulement du régime raciste dans un délai "de semaines plutôt que de mois", ne l'a pas conduit à tenter de trouver une solution sérieuse au problème de l'approvisionnement en pétrole de la Zambie (48). Ce sont donc les Italiens, plus particulièrement une filiale d'ENI, SNAM Progetti, qui vont construire l'oléoduc, emportant en outre le contrat de construction d'une raffinerie à Ndola, Indeni Refinery Ltd., dont le capital appartiendra pour moitié à Indeco et pour moitié à une autre filiale d'ENI, Anic. Le financement de l'oléoduc est assuré par un prêt d'un consortium banquier italien, à 6% d'intérêt, remboursable en 15 ans dès le début du fonctionnement (49).

Pour les transports aériens, le gouvernement a également recours à la collaboration d'une société publique italienne, Alitalia, qui assure désormais aussi bien les vols intercontinentaux avec ses propres appareils que les pilotes et l'entretien des appareils de Zambia Airways sur les lignes intérieures et régionales (Afrique de l'est). La société Zambia Airways, qui existait déjà en tant que filiale des Central African Airways basés à Salisbury, ne dispose pas, en effet, du personnel qualifié nécessaire. En juillet 1967 s'ouvre l'aéroport intercontinental de Lusaka, l'un des plus grands du continent (50).

Mais les transports routiers et aériens ou l'oléoduc ne suffisent pas à "désencercler" la Zambie, seul un chemin de fer peut le faire. De même que le chemin de fer Le Cap-Bulawayo-Livingstone-Copperbelt (avec sa prolongation jusqu'à Lobito et l'embranchement Bulawayo-Salisbury-Beira) a représenté la voie de pénétration coloniale et l'axe de l'intégration à l'Afrique australe, de même la voie ferrée Copperbelt-Dar-es-Salam va être la voie du désencerclement et le lien avec l'Afrique orientale indépendante. Les transports ferroviaires sont en effet les moins coûteux et les plus sûrs.

La voie du Benguela n'a qu'une capacité réduite et traverse le territoire colonial de l'Angola, elle ne peut donc fournir d'alternative véritable à la ligne rhodésienne, bien qu'elle soit utilisée dès l'indépendance rhodésienne pour une part des exportations. Cette part n'excède pas 18,4% (51) du total des exportations, et un tonnage semblable d'importations, mais représentant une fraction plus petite encore, aux alentours de 6%, du total des importations. Les limites du désencerclement par l'Angola sont rapidement atteintes. Outre ces limites techniques, il ne faut pas perdre de vue que la plus grande partie de la voie est contrôlée par les autorités coloniales portugaises et que, si un certain accord peut être plus facilement atteint avec celles-ci qu'avec le pouvoir raciste de Salisbury, la tendance croissante à la coopération entre Portugais, Sud-Africains et Rhodésiens fait qu'on ne peut guère parler de désencerclement de la Zambie tant que l'Angola n'est pas indépendant.

Il est donc nécessaire, pour permettre le dégagement des liens d'origine coloniale avec l'Afrique australe, de construire un chemin de fer joignant l'océan par le territoire d'un Etat africain indépendant. Il y a théoriquement deux possibilités: par le Congo (actuel Zaïre) ou par la Tanzanie. Mais le Congo connaît presque les mêmes problèmes de transport, le cuivre du Katanga étant évacué principalement par Benguela ou même par la Rhodésie et Beira, et la "voie nationale" reliant Lubumbashi à Matadi sur l'Atlantique comprenant un tronçon fluvial entre deux tronçons ferroviaires, ce qui nécessite deux transbordements. En outre, cet Etat connaît, dès son indépendance en juillet 1960, des troubles provenant de l'incapacité du pouvoir central à contrôler l'ensemble du territoire, et la différence de métropole coloniale a eu pour conséquence que les luttes anti-coloniales n'ont pas été menées en coopération. Au contraire, la Tanzanie dispose d'un réseau ferroviaire, rattaché aux chemins de fer est-africains (EAR) et relativement développé dans le nord et le centre du territoire. L'appareil d'Etat y est stable (malgré une mutinerie militaire en 1964 et l'incertitude de la situation à Zanzibar), et les leaders ont milité conjointement avec leurs collègues zambiens dans la lutte contre la domination britannique, notamment au sein du PAFMECSA, Pan African Freedom Movement of Eastern, Central and Southern Africa: Nyerere et Kaunda, en particulier, sont assez liés personnellement. En plus, le sud-ouest tanzanien, limitrophe de la Zambie, région agricole fertile recelant des gisements de fer et de charbon, souffre du manque de transports ferroviaires qui permettraient son développement potentiel. C'est donc sans beaucoup d'hésitation que le gouvernement choisit la solution tanzanienne (52).

Les premières démarches remontent en réalité à 1963, durant la brève phase d'autonomie qui a servi de transition entre la Fédération et l'indépendance, puisque c'est en mai de cette année que Kaunda, encore ministre dans le cabinet de coalition ANC/UNIP, se rend en Grande-Bretagne, Irlande, Suède, Italie et aux Etats-Unis afin d'obtenir des gouvernements de ces pays le financement de la construction du chemin de fer (53). La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et les gouvernements soviétique, français et ouest-allemand sont contactés dans ce but (54). L'investissement excède largement les possibilités des deux associés zambien et tanzanien, étant évalué initialement aux alentours de 100

millions de livres sterling, ce qui représente 40% du PIB ou deux fois et demie l'investissement (formation brute de capital fixe intérieure) de la Zambie en 1964.

Tous les "donateurs d'aide" contactés dans cette première phase refusent de participer à ce financement. L'argumentation développée par la BIRD est très significative, et c'est très probablement plus ou moins celle qu'ont fait valoir les gouvernements sollicités. L'argument principal en est que les besoins de transport entre le Copperbelt et l'océen peuvent être satisfaits pendant encore dix ou vingt ans par les voies ferrées existantes, aboutissant à Beira, Lourenço Marques et Lobito, qui fonctionnent avec efficacité et à bon marché et dont la capacité peut être augmentée par des investissements relativement limités. Considérant donc que le Tanzam (Tanzania - Zambia Railway) ne servirait qu'au trafic entre le Copperbelt et la Tanzanie, la mission de la BIRD en déduit logiquement qu'une amélioration des transports routiers serait bien moins coûteuse, plus rentable et plus adéquate. Elle émet des doutes sur l'intérêt de concentrer une telle somme pour un seul investissement (55). L'aspect politique, c'est-à-dire le désencerclement vis-à-vis de l'Afrique australe, est totalement passé sous silence au profit d'une étude apparemment strictement économique.

Une autre étude, commandée par l'Association Internationale de Développement (AID ou IDA, filiale de la BIRD accordant des prêts à des conditions de faveur) à la Brookings Institution de Washington et publiée en 1965 (56), pousse plus loin l'argumentation.

Reprenant la condamnation du Tanzam pour coût excessif, les deux auteurs de l'étude conseillent au gouvernement de Lusaka de travailler à une "approche régionale non-politique" qui permettrait la "pan-africanisation" des chemins de fer d'Afrique australe, "dans le sens fondamental de l'éloigner des politiques nationalistes" en considérant que "l'usage des chemins de fer est un droit". Le code fondamental de cette espèce de libre-échangisme ferroviaire se compose de trois articles:

(1) reconnaissance que chaque pays peut utiliser les voies qui lui sont physiquement accessibles aux mêmes conditions que n'importe quel autre pays;
(2) ni restrictions ni obligations d'utiliser une voie donnée, excepté par accord commercial entre les transports maritimes et les chemins de fer;
(3) chaque compagnie de chemin de fer doit être gérée comme une entreprise commerciale, les politiques de tarif et de services étant basées sur la motivation du profit.

La base de cette dépolitisation de la question ferroviaire pourrait être fournie par une convention relative au trafic de transit à destination des pays sans accès à la mer, dont le projet a été rédigé peu avant l'étude par un comité des Nations Unies, sous les auspices de la Conférence sur le commerce et le développement (CNUCED) de 1964 (57).

L'illusion (ou l'illusionisme?) des auteurs et donc fondée par une prétendue prédo-

minance du droit sur la politique qui permettrait de dépolitiser le problème des transports pour lui rendre une nature "réelle" (58), c'est-à-dire exclusivement économique. L'impuissance de ce raisonnement normatif et parfois moralisateur apparaîtra clairement huit ans plus tard, lorsque le gouvernement rhodésien décidera, en janvier 1973, de fermer la frontière, se comportant ainsi de façon "irréelle".

Mais le financement du Tanzam n'est pas définitivement introuvable. Au début de 1965, un représentant de l'ambassade de République populaire de Chine, récemment ouverte, vient à State House proposer au président l'aide de son pays. L'offre est reprise en juin par le premier ministre Chou En-lai lors d'une visite à Dar-es-Salam, elle est favorablement accueillie par Nyerere. La réaction de Kaunda est moins enthousiaste, il craint que les officiels chinois ne tentent d'acquérir de l'influence dans le pays, et principalement auprès des syndicats du Copperbelt; en outre, il a réagi très négativement au mois de mai à la diffusion d'un magazine manifestement d'origine chinoise, intitulé "Revolution in Africa", qui le traitait d'agent capitaliste et condamnait Nyerere, Kenyatta et Obote comme réactionnaires nationalistes. A Dar-es-Salam, Chou En-lai répète publiquement qu'une excellente situation révolutionnaire existe en Afrique; Nyerere réplique paisiblement que la Tanzanie ne laissera pas la subversion s'infiltrer et accepte l'offre chinoise de construire la partie tanzanienne du Tanzam. Une mission d'experts chinois commence à en étudier le tracé. Kaunda, quant à lui, expose à Wilson ses craintes de l'offre chinoise et lui demande de financer au moins une étude préliminaire du tracé et de la rentabilité, commandée à un bureau britannique d'ingénieurs en chemins de fer: Maxwell Stamp and Associates; l'étude est devisée à 150 000 livres, et Wilson accepte que le gouvernement britannique en paie la moitié. L'autre moitié est obtenue du gouvernement canadien (59). Ainsi à la fin de 1965, une équipe chinoise et une autre anglo-canadienne explorent le tracé possible de la voie, en s'évitant soigneusement.

Selon la relation d'un membre de l'équipe anglo-canadienne (60), dans laquelle collaborent Maxwell Stamp, deux autres bureaux d'ingénieurs et un service canadien de reconnaissance aérienne, la construction ne paraît pas devoir poser de problèmes techniques particuliers, bien que trois tronçons présentent des sols abrupts et instables; 17 viaducs sont nécessaires, la plupart dans le sud-ouest tanzanien, ce qui est peu pour une longueur de 980 miles (environ 1500 km). Ce projet prévoit un transbordement à Kidatu, tête de ligne des EAR, étant donné la différence d'écartement entre les voies (3 pieds 6 pouces en Zambie, et 1 mètre en Afrique de l'est). Mais le plus frappant n'est pas l'étude du tracé mais celle de l'intérêt économique car elle parvient à des conclusions radicalement différentes de celles de la mission de la BIRD, puisqu'elle conclut à la validité du projet:

> "In summary therefore, we believe the railway is a feasible and economic proposition. The net additional cost (...) is not all that great compared with the development and political advantages which will accrue to the two countries."

Au contraire des travaux précédents, l'étude situe le projet de liaison ferroviaire dans le contexte de la politique de désencerclement, ce qui l'amène à conclure:

"Indeed without the link it is not easy that this policy can succeed." (61)

Mais la satisfaction que Kaunda peut éprouver à la lecture du rapport de Maxwell Stamp ne dure guère: alors que le but était d'intéresser des gouvernements occidentaux au financement du Tanzam, aucun d'entre eux ne va jusqu'à demander un exemplaire du rapport. Le gouvernement britannique lui-même ne fait preuve d'aucun intérêt malgré sa mise de fonds de £ 75 000. De plus, le coût de construction estimé s'élève encore et atteint 125 millions de livres (62).

Seuls restent donc en lice les Chinois: les craintes de Kaunda ne l'empêchent pas de constater que c'est avec eux qu'il faut construire le Tanzam, et que renoncer à le construire serait renoncer à se libérer de la domination de l'Afrique blanche. Un voyage en Chine en 1967 apaise d'ailleurs ses craintes. Après un séjour en Inde, dont le régime a toujours été pour lui le modèle de lutte anticoloniale, mais dont les difficultés semblent insolubles, le président ne peut manquer d'être frappé par l'énergie, l'ordre, la bonne organisation des masses chinoises (63). Aussi n'est-ce pas étonnant que les gouvernements chinois, tanzanien et zambien signent un accord sur la construction du Tanzam le 5 septembre 1967. Ce premier traité sera confirmé et complété par un second le 15 octobre 1969 (64).

Les traités n'ont pas été publiés, mais les conditions de financement sont cependant connues. Un montant de 167 millions de livres est prêté sans intérêt, réparti également entre les deux gouvernements africains; il est remboursable en 30 ans à partir de 1983 (65). Selon un chercheur de Cambridge, T. Makonai (66), l'itinéraire choisi ainsi que le prêt accordé par la Chine sont les plus avantageux possibles. L'auteur considère 4 itinéraires envisageables: Kapiri Mposhi - Dar-es-Salam (Tanzam), Kapiri Mposhi - Mupulunga - lac Tanganyika - Kigoma - Dar-es-Salam (nouvelle voie par le nord de la Zambie, développement des EAR dès Kigoma), Copperbelt - Lubumbashi - Kalemie - lac Tanganyika - Kigoma - Dar-es-Salam (développement du BCK et du CFL pour la partie zaïroise); ces 4 itinéraires sont les plus vraisemblables évitant tout territoire colonial ou soumis à un gouvernement raciste. La valeur actuelle nette du capital nécessaire (Net Present Value of outstanding Capital), calculée sur une période de 40 ans, compte tenu des revenus d'exploitation, est la plus faible pour l'itinéraire choisi tant que le taux d'intérêt de l'emprunt est inférieur à 8%; en outre, les effets de développement probables sont les plus grands, puisque de nouvelles régions sont ainsi desservies par des voies de communication efficaces. Les frais entraînés pour rembourser le prêt chinois sont moins élevés que ceux qu'entraînerait un prêt de la BIRD à 6%, compte tenu du fait qu'un tel prêt financerait la construction telle que la prévoit l'étude de Maxwell Stamp and Associated (67), c'est-à-dire avec des méthodes à fort coefficient de capital nécessitant l'emploi de 7 500 personnes pendant trois ans, alors que les méthodes chinoises, à fort coefficient de travail, assurent la construction en cinq ans en employant 15 000 personnes (68). L'avantage serait encore fortement accru si cet hypothétique prêt de la BIRD ne comportait pas de

suspension de paiement d'intérêts durant la période de grâce, c'est-à-dire jusqu'au début du remboursement. Ces calculs rigoureux, bien postérieurs à la décision du gouvernement, prouvent que celle-ci ne représente pas un pis-aller mais une solution avantageuse en termes économiques. Rappelons que de toute façon le choix n'existe pas puisque tous les prêteurs occidentaux potentiels refusent de participer au financement.

Les travaux de construction du Tanzam Railway commencent au printemps 1970 et durent jusqu'à la fin de l'année 1975. En attendant, il s'agit de trouver des accomodements et des compromis avec le gouvernement rhodésien et la direction des Rhodesia Railways, car la diversification des voies de transport, même en utilisant les routes et les chemins de fer traversant des territoires coloniaux portugais (chemins de fer de Benguela, et de Salina au Malawi à Nacala au Mozambique), est insuffisante.

Au 30 juin 1967, les actifs des Rhodesia Railways sont partagés de facto entre les deux pays, ce qui donne aux Zambia Railways ainsi créés une gestion indépendante, mais permet par ailleurs aux autorités gouvernementales et ferroviaires rhodésiennes de fixer librement les conditions de transit: volume, tarif. La politique du gouvernement de Ian Smith est ambiguë, elle vise à faire de la menace d'interruption du trafic un moyen de pression politique tout en évitant de perdre les revenus provenant du transport entre le territoire zambien et l'océan.

En octobre 68, le gouvernement rhodésien pose comme condition à la poursuite du trafic un volume mensuel minimum de 25 000 tonnes métriques à destinations de Beira ou Lourenço-Marques; en février 70, par exemple, ce volume n'est pas atteint et le transport des importations zambiennes est aussitôt affecté d'une surcharge de 50%. Ces manipulations tarifaires, ainsi que le changement d'itinéraire d'une partie des exportations, provoquent une hausse du coût moyen de transport du cuivre de 27% entre 1964 et 1970 (69).

Une rapide analyse de la répartition par itinéraires du commerce extérieur permet d'apprécier le succès de la politique de désenclavement de l'indépendance à 1972 (70):

Part des importations totales, en % de la valeur:

Année	D'Afrique australe	De ou par l'Afrique australe	De ou par l'Afrique orientale
1964	58,2	98,8	0,5
1972	16,9	62,4	34,2

Part des exportations totales, en % de la valeur:

Année	Vers l'Afrique australe	Vers ou par l'Afrique australe	Vers ou par l'Afrique orientale
1964	12,0	99,2	0,2
1972	2,3	69,3	29,9

On constate donc que le commerce extérieur, qui utilisait presque exclusivement les voies de communication australes en 1964, ne les emprunte plus que pour environ deux tiers en 1972, le dernier tiers étant détourné par l'Afrique orientale, principalement au moyen de l'oléoduc et de la Great North Road. Si la modification est importante, la dépendance subsiste et démontre les limites du désencerclement tant que le Tanzam Railway n'est pas terminé. Un événement politique vient cependant bouleverser le rythme prévu de diversification des transports: la fermeture de la frontière par le régime rhodésien.

Le 9 janvier 1973, prenant prétexte d'actions de commando des mouvements de libération, le gouvernement de Salisbury ferme la frontière du Zambèze. Cette action fait suite à plusieurs avertissements au gouvernement Kaunda d'avoir à cesser tout soutien au ZAPU et au ZANU, mouvements nationalistes qui opèrent en Rhodésie en utilisant comme arrières les territoires zambien et tanzanien ainsi que les zones libérées du FRELIMO au Mozambique (71). Toutefois, la fermeture de la frontière ne s'applique pas au transit du cuivre, ce que l'on peut expliquer, avec "les observateurs" cités par les agences de presse AFP et AP, par trois facteurs: la crainte d'une violente réaction internationale, principalement de la part des gouvernements britannique et américain, de grandes entreprises de ces pays étant acheteuses de cuivre zambien ou détenant des intérêts dans les sociétés du cuivre; le maintien d'une menace d'interruption pour obtenir la fermeture de soi-disant "camps d'entraînement des terroristes" sur territoire zambien; le manque à gagner que provoquerait la cessation du transport du cuivre par les chemins de fer rhodésiens, déjà déficitaires (72).

La riposte du gouvernement de Lusaka est significative. Il refuse d'utiliser l'exception consentie en faveur du cuivre, et stoppe toute exportation du métal par la Rhodésie (73). Les explications techniques que l'on pourrait donner ne sont guère convaincantes (74). On comprend beaucoup mieux cette mesure si l'on considère, comme nous l'avons déjà fait, que la rupture avec la Rhodésie, à partir de l'UDI, est le fait d'une élite dirigeante visant à conquérir la plus grande autonomie extérieure possible. C'est dans cette logique du dégagement vis-à-vis de l'Afrique australe que s'inscrit la décision gouvernementale de fermer totalement la frontière, ce qui valorise l'opposition à la Rhodésie, sur le plan international comme sur le plan national. Le 19 janvier, Kaunda déclare en outre que même si le blocus est levé le commerce extérieur n'empruntera plus les voies de communication rhodésiennes (75). C'est d'ailleurs très exactement ce qui se produit dès le 4 février. Sous la pression, vraisemblablement, des gouvernements sud-africain

et portugais et des milieux d'affaires rhodésiens, tous intéressés à reprendre rapidement leurs échanges avec la Zambie, Smith annonce la réouverture de la frontière, mais les postes de contrôle frontaliers zambiens restent définitivement fermés (76).

Sur le plan intérieur, le refus de rouvrir la frontière permet de créer un climat de défense contre l'agression, en même temps que de flatter la fierté nationale en valorisant les résultats déjà acquis du désencerclement et la capacité de la nation de se passer des services de la Rhodésie (77).

Sur le plan international, le gouvernement en appelle à la solidarité des autres Etats, afin d'en obtenir soutien diplomatique et aide économique. Le 24 janvier, le représentant aux Nations Unies dépose une plainte auprès du Conseil de sécurité dont il demande la convocation. Réuni du 29 janvier au 2 février, avec la participation sans droit de vote de 9 pays africains dont la Tanzanie, du Chili d'Allende et de la Guyane, qui se place comme un des leaders des non-alignés, le Conseil de sécurité adopte deux résolutions, l'une politique et l'autre économique (78). La résolution 326, proposée par trois pays africains, est adoptée avec l'abstention des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne; elle condamne les actes de provocation du régime rhodésien et décide notamment l'envoi immédiat d'une mission spéciale d'enquête composée de quatre membres du Conseil de sécurité, les représentants indonésien, autrichien, péruvien et soudanais. La résolution 327, proposée par la Yougoslavie et adoptée à l'unanimité, approuve la décision zambienne de couper toutes les relations économiques et commerciales avec la Rhodésie et charge la mission spéciale, assistée de six experts, d'évaluer les besoins du gouvernement zambien pour assurer le flux normal de trafic par d'autres voies (79).

La mission spéciale, s'étant rendue à Londres, en Zambie, à Dar-es-Salam et à Nairobi, dépose son rapport au Conseil de sécurité le 6 mars. Elle constate l'aggravation de la tension existant en Afrique australe, l'attitude modérée du gouvernement zambien, la présence de forces armées sud-africaines en Rhodésie; elle affirme que la solution de cette tension ne peut être trouvée que par l'introduction d'un gouvernement majoritaire en Rhodésie et réclame la stricte mise en vigueur des sanctions décidées par l'ONU contre le régime illégal de Smith. Elle approuve les mesures prises par le gouvernement zambien comme étant en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité.

Concernant le détournement du trafic, la mission évalue à K 77 millions, soit $ 124 millions, les besoins, qui consistent en véhicules routiers et ferroviaires, équipement de manutention, d'entrepôt et d'entretien, matériel de communications radio, et personnel technique. Cependant, les moyens de transports terrestres ne peuvent assurer le transport de la totalité des importations (dont le volume et le poids sont supérieurs à ceux des exportations), et un transport aérien est nécessaire, du moins durant plusieurs mois, dont le coût s'élèvera à quelque K 4 millions, soit $ 6,5 millions, par mois. En conséquence, la mission conclut (p. 40 de son rapport): "Only adequate and timely assistance will make it possible

for the economy of Zambia to continue to develop in a normal fashion."

L'aide demandée immédiatement aux autres nations et aux organisations internationales est donc de 77 millions de Kwacha, soit 124 millions de dollars (80). Ce rapport est présenté et discuté au Conseil de sécurité du 8 au 10 mars et conduit à l'adoption de deux résolutions, proposées par les trois pays africains, l'Inde et la Yougoslavie, dont à nouveau l'une est politique et l'autre économique. (81) Adoptée avec l'abstention des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, la résolution 328 condamne les actes d'agression perpétrés par le régime rhodésien (82). La résolution 329 est adoptée à l'unanimité, il y est fait appel à tous les Etats et aux institutions spécialisées de l'ONU pour qu'ils fournissent immédiatement à la Zambie l'aide recommandée par la mission spéciale (83).

Le gouvernement zambien obtient donc un appui politique important, limité cependant par l'abstention des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne lors du vote des deux résolutions politiques. Si l'attitude britannique s'explique par les passages rappelant les responsabilités du Royaume-Uni dans la situation, et très particulièrement en ce qui concerne la Rhodésie, il faut noter l'attitude très réservée des USA, détenteurs d'intérêts importants non seulement dans les mines zambiennes mais également en Afrique du Sud, et dont la politique dans les conflits entre Afrique blanche et Afrique noire est passablement ambiguë.

Ne contenant aucune décision contraignante, les résolutions 326 et 328 sont des déclarations idéologiques dont il est difficile de mesurer l'impact. Il est cependant certain que les nombreuses déclarations idéologiques élaborées par les Nations-Unies concernent l'Afrique australe n'ont guère conduit les gouvernements de Prétoria et Salisbury à renoncer à leurs politiques racistes.

Les résolutions 327 et 329, elles, provoquent un certain nombre de réalisations concrètes. Un "coordinateur de l'aide des Nations Unies à la Zambie" est nommé en la personne de Sir Robert Jackson par le Secrétaire-général Waldheim; ce coordinateur met sur pied, en collaboration avec le gouvernement, un bureau pour résoudre l'ensemble des problèmes posés par le détournement brutal des transports. Des experts sont détachés par plusieurs organisations du système des Nations Unies, principalement le Programme pour le développement (PNUD), pour l'organisation logistique des transports sur terre et sur mer, et divers services complémentaires sont assurés par du personnel des organisations spécialisées: télécommunications, santé, formation de chauffeurs et mécaniciens. Un système de licences d'importations est immédiatement instauré, qui permet de limiter celles-ci aux articles indispensables, et l'appareil administratif parvient à assurer sans trop de ruptures l'approvisionnement.

Les moyens financiers spéciaux requis par l'achat de camions et l'ensemble des opérations de détournement proviennent en partie de gouvernements étrangers, le plus souvent sous forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur; ainsi, l'aide (à des conditions non-commerciales) reçues jusqu'au 30 juin 1974 pour faire face à la fermeture de la frontière s'élève à environ K 40 millions, le coût de cette

fermeture étant estimé pour la même période à K 99 millions. Une nouvelle estimation de Sir Robert Jackson à la fin de 1975 donne le chiffre de 30 millions de livres sterling pour l'aide reçue de la part de pays étrangers, et évalue à £ 150 millions le coût total de la fermeture de la frontière pour ces 3 années. Il faut donc se garder de surestimer la part prise par la "communauté internationale" aux difficultés de la Zambie, dont les investissements sont réduits par rapport, au deuxième Plan, et dont le déficit budgétaire pour 1973 s'accroît de 26% (84).

Par ailleurs, l'information sur les prestations apportées par des Etats étrangers manque. On sait toutefois que la Banque d'Etat pour la reconstruction et le développement, ouest-allemande, a accordé en juin 1973 un prêt à des conditions de faveur, d'un montant de plus de 2 millions de livres, pour financer l'achat de 140 camions Mercedes, livrés à partir de juillet (85), qui représenteront une première partie de 500 camions estimé nécessaires par la mission spéciale du Conseil de sécurité.

b) Substitution d'importations venues du Sud

Nous avons vu plus haut la forte dépendance extérieure de l'économie zambienne en matière énergétique. Si l'approvisionnement en produits pétroliers a pu être assuré auprès des mêmes fournisseurs (principalement l'Iran) sans transiter par l'Afrique blanche, grâce à l'oléoduc Dar - Lusaka, d'autres solutions devaient être cherchées pour le charbon et l'électricité, provenant surtout de Rhodésie même. Or les ressources du pays en permettaient la production: c'est donc très logiquement dans cette voie que s'est engagé le gouvernement.

Une prospection effectuée de 1953 à 1960 a révélé un gisement de charbon intéressant, bien que de qualité médiocre, à Nkandabwe au pied de l'escarpement du Zambèze, non loin du Lac de Kariba. Un autre gisement fut aussi découvert non loin de celui-ci mais dont la qualité et la quantité sont très faibles.

Peu avant l'indépendance, le gouvernement autonome décide de mettre en exploitation le gisement de Nkandabwe pour éviter une dépendance totale des importations rhodésiennes. La production commence en juin 66, et se situe à environ 50 000 t. par mois à fin 67, ce qui représente moins de 5% de la consommation nationale. Mais le transport s'avère difficile et coûteux, ce qui a pour conséquence un prix dans le Copperbelt très supérieur à celui du charbon de Wankie. Le besoin de rechercher d'autres gisements exploitables est évident.

Une intensification de la prospection permet de découvrir en mai 66 un gisement important, de qualité satisfaisante, sous le très médiocre gisement voisin; les réserves du gisement découvert, appelé Maamba, sont évaluées à 50 millions de tonnes, soit plus de 30 fois la consommation nationale annuelle. La mise en place d'une usine de lavage et de préparation, construite par une société française, ainsi

que la construction d'un téléphérique franchissant l'escarpement et relié à un embranchement ferroviaire permettent de fournir le charbon sur le Copperbelt à un prix compétitif avec celui du charbon de Wankie, pour une qualité de très peu inférieure. Le coût total des investissements réalisés à Maamba est de £ 13 à 14 millions (86). Si le coke continue d'être importé de Wankie, puis dès 1973 d'Allemagne de l'Ouest, et certaines qualités spéciales de charbon d'Afrique du Sud, l'auto-suffisance en charbon ordinaire est assurée dès la fin de 1971, Maamba produisant en 1972 930 000 tonnes de charbon (87).

Il faut souligner que l'investissement dans les charbonnages est effectué entièrement par l'Etat, la société Maamba Collieries Ltd. étant une filiale à 100% de MINDECO, holding d'Etat pour le secteur minier.

Cet investissement est financé partiellement par un prêt du gouvernement français, d'un montant de £ 6 millions. Ce prêt s'explique par l'octroi du contrat de construction de la mine à la Société française d'études minières S.A. (SOFREMINES), associée, par le biais de la Société française d'études d'installations sidérurgiques (SOFRESID), aux grandes sociétés sidérurgiques françaises: Wendel - Sidelor, Marine - Firminy, Châtillon - Commentry - Biache et Usinor (88).

La production d'électricité exige des investissements plus importants et des délais de réalisation plus longs. La construction d'un barrage et d'une centrale hydro-électrique sur la rivière Kafue, au sud de Lusaka, dont le projet avait été abandonné durant la Fédération au profit de Kariba, est réalisée avec le concours d'une société yougoslave; la première phase est achevée au début de 1972, une puissance de 600 MW étant dès lors utilisable (89).

Par ailleurs, la BIRD, qui avait financé conjointement avec le gouvernement britannique la construction du barrage de Kariba et de la centrale électrique de la rive sud, propose de financer la construction de la centrale de la rive nord, déjà prévue dans le projet initial comme seconde étape. Ces travaux, d'un montant total de 15 millions de livres, sont entrepris sous la responsabilité du gouvernement britannique et doivent normalement être achevés à la fin de 1975 (90).

En ce qui concerne les importations de produits alimentaires, loin de diminuer, elles augmentent fortement durant les premières années de l'indépendance. Alors que la hausse des revenus, et notamment celle des salaires, provoque une croissance importante de la demande, l'offre intérieure de produits agricoles ne s'accroît que lentement, à cause du départ de nombreux colons agriculteurs et de la difficulté qu'il y a à passer d'un système d'autosubsistance aux techniques peu productives, recourant encore à la culture itinérante sur brûlis, à un système de commercialisation monétarisée basé sur un surplus important obtenu par des techniques à productivité supérieure telles que la mécanisation et les engrais chimiques, ou pour le moins la traction animale; cette transition est rendue encore plus problématique par la différence des revenus urbains et ruraux. Il ne fait pas de doute que la politique agricole gouvernementale souffre de nombreuses incerti-

tudes, méconnaissances et contradictions aussi bien dans sa conception que dans son application, et que les résultats obtenus sont très éloignés des intentions proclamées (91). Ainsi les importations de fruits, produits laitiers et viandes ont triplé de 1964 à 1967, année où ils s'élèvent à K 4 771 000 (92).

Si la part des importations de produits agricoles de Rhodésie même a diminué, il serait erroné d'y voir un phénomène de désenclavement, car ce sont d'autres pays d'Afrique australe qui assurent l'essentiel de la relève; la seule part importante ne provenant pas du Sud est fournie par l'Australie. En 1968, sur un total de plus de 20 millions de Kwacha d'importations du secteur alimentaire, 6,25 millions de Kwacha proviennent d'Afrique du Sud, 4,5 d'Australie, 2,5 du Swaziland, 2,4 de Grande-Bretagne et 1,5 du Botswana (93).

C'est dans le domaine du matériel de production minière que la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud paraît devoir être permanente, et même s'accroître avec l'ouverture de nouvelles mines à Chambishi, Baluba et Kalengwa et la remise en exploitation de celles de Kansanshi et Bwana Mkubwa. La statistique du commerce extérieur ne permet pas de s'en faire une représentation précises, car les biens considérés (explosifs, machines, matériel de transport, pièces de rechange) se situent dans plusieurs sections commerciales; en 1968, l'Afrique du Sud occupe le premier rang des pays fournisseurs de produits chimiques avec plus de la moitié du total, de même que pour les produits manufacturés, pour plus du tiers du total, et vient au troisième rang, après Grande-Bretagne et Etats-Unis, des pays fournisseurs de machines et équipements de transport (94). Le développement de l'usine de Kafironda, filiale commune d'Imperial Chemicals Industries, principal trust chimique britannique, et d'INDECO qui en acquiert peu à peu le contrôle, permet cependant de parvenir à l'autosuffisance dans le domaine des explosifs en 1973-74 (95) et de réduire d'autant les importations d'Afrique du Sud. En ce qui concerne les machines et pièces de rechange, notamment le matériel spécialisé, l'Afrique du Sud reste évidemment le producteur non seulement le plus proche mais aussi le meilleur marché; après la fermeture de la frontière rhodésienne en janvier 73, ces importations se font par avion-cargo.

Au total, l'Afrique du Sud reste un partenaire commercial primordial, du moins jusqu'à la fermeture de la frontière, alors que la part de la Rhodésie dans le commerce extérieur diminue.

c) Résultats et perspectives de la politique de désenclavement

L'objectif officiel de la politique de désenclavement est la conquête de l'indépendance de la formation sociale zambienne envers l'Afrique australe, c'est-à-dire envers les relais de l'impérialisme que sont l'Afrique du Sud, la Rhodésie et les colonies portugaises. Cette indépendance doit être surtout économique, puisque c'est dans l'instance économique que les relations de dépendance restent les plus

fortes une fois conquise la souveraineté étatique. Elle ne peut être que graduelle, car la rupture des liens de dépendance principaux ne peut se faire que dans un délai d'au moins 10 ans, et à des rythmes différents selon les secteurs.

Surtout, cette indépendance est très relative étant donné l'approvisionnement en provenance de l'Afrique australe qui se poursuit afin de garantir la production: matériel d'exploitation minière, produits alimentaires, personnel sud-africain et rhodésien.

Il serait donc illusoire de considérer que la politique de désencerclement rencontre un succès total. L'indépendance est conquise envers le plus proche et le plus menaçant des relais de l'impérialisme, la Rhodésie, ce qui est un succès dû à la détermination avec laquelle les dirigeants zambiens coupent les liens créés pendant la colonisation. Mais ce succès est dû en partie à un glissement des importations de la Rhodésie à l'Afrique du Sud, c'est-à-dire au principal relais de l'impérialisme dans la région, en partie également à un détournement des transports par l'Angola et le Mozambique encore durant la domination portugaise. Si la situation nouvelle créée en 1975 par l'achèvement du Tanzam et l'indépendance de l'Angola et du Mozambique diminue pratiquement à zéro la dépendance due aux transports, l'importance que conserve l'Afrique du Sud dans l'approvisionnement en produits et en main d'oeuvre d'une importance vitale pour la production du cuivre interdit de considérer qu'une véritable indépendance ait été conquise envers le Sud.

Toutefois, l'autonomie importante qui résulte de la politique de désencerclement ne doit pas être négligée. Le développement de l'appareil de production, en particulier dans les transports et l'énergie, conjointement au développement purement "intérieur" de l'instruction et des services sociaux, provoque le développement d'un marché intérieur autonome qui n'est plus le simple prolongement du marché intérieur rhodésien ou sud-africain. Nous verrons plus loin que ce marché permet une industrialisation initiale qui n'avait jamais pu se réaliser à l'époque coloniale.

Il faut souligner les conflits qui ont divisé l'élite dirigeante à propos de cette politique. D'une part, le parti d'opposition, l'ANC, s'oppose de façon permanente aux investissements nécessaires et prône une politique de collaboration avec le Sud, prenant argument du coût considérable et des effets inflationnistes du désencerclement. Cette politique de collaboration, semblable à celle du gouvernement Banda au Malawi, aurait pour conséquence la perpétuation du processus colonial où les ressources du cuivre servent à l'industrialisation de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud par un "développement" totalement extraverti; la seule différence provoquée par l'indépendance serait que les agents des intérêts de ces pays en Zambie ne seraient plus exclusivement blancs, mais comprendraient un certain nombre de dirigeants africains.

D'autre part, un conflit sépare au sein du parti gouvernemental UNIP les défenseurs d'une ligne "dure" conduits par Kapwepwe et les "réalistes" qui suivent Kaunda et restent majoritaires. Il m'est impossible de définir mieux ces deux

tendances, dont les divergences persistent, jusqu'à la scission de Kapwepwe en 1971 pour fonder l'United Progressive Party que Kaunda dissout après quelques mois et dont il emprisonne les leaders. En effet, les déclarations de l'UPP mêlent d'une façon indécodable pour moi la condamnation des compromis passés par le gouvernement avec l'Afrique du Sud (contacts secrets entre Kaunda et Vorster) et la critique des effets inflationnistes de la politique de désenclavement. Une connaissance poussée des péripéties de la vie politique et de l'évolution de l'opinion publique serait indispensable à cette étude.

Notes du chapitre 4

(1) J'emplie le terme "raciste" dans un sens précis, indépendemment des valeurs que j'y attache: le régime de Smith, comme d'ailleurs celui de l'Afrique du Sud est raciste car il se base jusque dans ses institutions même sur le principe de la supériorité de la race blanche sur les autres races. Si les régimes coloniaux sont tous plus ou moins racistes par origine, les régimes de Smith et de Vorster poussent le racisme jusqu'à son extrême systématisation.

(2) Bostock and Harvey, Economic Independence and Zambian Copper, p. 116.

(3) Bostock and Harvey, op. cit. pp. 119-120.

(4) R Hall, The High Price of Principles, p. 115; J. de St-Jorre, "Zambia's economy: progress and perils", Africa Report, Déc. 1967, pp. 37-38. Quelques kWh sont toutefois produits dans les centrales thermiques à charbon.

(5) Central Statistical Office, Annual Statement of External Trade 1964, pp. 236-240. Taux de conversion £ 1 = K 2.

(6) I. L. Griffiths, "Zambian coal", Geographical Review, Oct. 68, pp. 538-542.

(7) Bostock and Harvey, op. cit., p. 119.

(8) C. Elliott, "Humanism and the Agricultural Revolution" in B. de Gaay (ed.), After Mulungushi, p. 124, Table 1.

(9) B. Vinay, L'Afrique commerce avec l'Afrique, p. 47.

(10) Annual Statement of External Trade 1964, pp. 227-231, 236-240.

(11) Sur la préparation et le fonctionnement de cette conférence, cf. R. Hall, Zambia, p. 225.

(12) R. Hall, The High Price of Principles, pp. 65 et 71.

(13) Ibid., p. 101.

(14) R. Sklar, "Zambia's Response to UDI", Mawazo 1 (3), June 1968, pp. 31-32.

(15) Exchange of letters (...) concerning the provisions of personnal of the U.K. Armed Forces (...), Lusaka, 21 February 1968, Cmnd. 3661, art. 3 lettres (c) et (e).

(16) R. Hall, The High Price ..., op. cit., pp. 98-99.

(17) Cf. B. Boutros-Ghali, L'OUA, pp. 38-95.

(18) Ibid., pp. 73 et 104-105.

(19) J. Woronoff, Organizing African Unity, p. 252.

(20) R. Sklar, art. cit., p. 25.

(21) C. McMaster, Malawi Foreign Policy and Development, p. 102.

(22) Zambia Information Service, Press Release, nov. 14, 1965, cité par R. Lubetzky, The Foreign Policy of Zambia, section II: "The Rhodesian Crisis", pp. 34-50.

(23) Z.I.S., Press Release, Nov. 17. 1965, cité ibid.

(24) R. Hall, The High Price of Principles, pp. 126-127.

(25) La Commission de défense est un organe consultatif subordonné au Conseil des ministres; cf. B. Boutros-Ghali, L'Organisation de l'Unité africaine, pp. 104-105.

(26) Hall, op. cit., pp. 127-128.

(27) Ibid., pp. 128-131.

(28) Aucune opération de guérilla n'ayant lieu à cette époque, ce soutien reste assez théorique.

(29) Hall, op. cit., pp. 131-134; Sklar, art. cit., p. 25; Lubetzky, op. cit., pp. 35-36.

(30) Sklar, art. cit., pp. 25-26; Hall, op. cit., p. 135.

(31) Hall, op. cit., pp. 139-140.

(32) Le Monde, 13. 10. 65 et 14. 10. 65.

(33) C'est l'explication que retient R. Hall, The High Price ... op. cit., p. 109.

(34) Le Monde, 3. 11. 65 et 7. 11. 65.

(35) R. Hall, The High Price..., op. cit., pp. 141-142.

(36) R. Hall, op. cit., pp. 146-147.

(37) Le Monde, 13, 14, 16, 23 novembre 1965.

(38) Le Monde, 8,9,10,12,13 et 17 avril 1966.

(39) Le Monde, 13,19,20,25 mai 1966.

(40) Le Monde, 7,10,11,14,15,16 et 18 décembre 1966.

(41) Le Monde, du 1er novembre 1968.

(42) Holding d'Etat créée en 1964, cf. infra p. 159.

(43) Bostock and Harvey, op. cit., pp. 107 ss.; Indeco, Annual Report 1970-71, pp. 30-31.

(44) Lubetzky, op. cit., p. 47.

(45) Industries et travaux d'outre-mer, janvier 73, article sur la National Transport Corporation.

(46) T. Makonai, "The Economic Appraisal of the Tanzania-Zambia Railway", The African Review 2 (4), 1972, p. 605.

(47) Bostock and Harvey, op. cit., p. 112.

(48) Hall, The High Price..., op. cit., pp. 147-148.

(49) Indeco, Annual Report 1970-71, p. 31; Zambian Fuel", The Economist, 29 June 1968.

(50) J. de St. Jorre, art. cit., pp. 38-39.

(51) Proportion atteinte en 1968, calculée d'après Bostock and Harvey, op. cit., p. 116.

(52) Il n'est pas certain d'ailleurs que la solution congolaise ait été envisagée.

(53) Denis Martin, "Métal rouge, terreur blanche et unité nationale en Zambie", Revue française de science politique, août 70, pp. 760-761.

(54) David Martin, "Les travaux de construction du chemin de fer Tanzanie - Zambie..." Le Monde, 27 octobre 1970, p. 4.

(55) Zambia - Ministry of Transports and Works, World Bank Mission's Report on the North East Rail Link, 1964, 3 p., qui est la publication par le gouver-

nement du "Sommaire et conclusions" du rapport de la mission, lequel n'a pas été publié.

(56) E. Haefele & E. Steinberg, Government Control on Transport - an African Case; Hall, The High Price..., op. cit., pp. 246-247.

(57) Haefele & Steinberg, op. cit., pp. 33, 58-59.

(58) Cf. ibid., p. 61, pour une discussion sur les concepts de réalité et d'irréalité.

(59) Hall, The High Price..., op. cit., pp. 247-250.

(60) J. L. Charles, "Zambia Rail Situation", Canadian Geographical Journal 76 (6), Dec. 67, pp. 206-217.

(61) Ibid., p. 217.

(62) Hall, The High Price..., op. cit., p. 252.

(63) Ibid., p. 251.

(64) Denis Martin, art. cit., p. 761.

(65) David Martin, art. cit.

(66) T. Makonai, art. cit., pp. 599-616.

(67) Le tracé "chinois" est identique, mais prolongé jusqu'à Dar-es-Salam pour éviter le transbordement à Kidatu que causerait la différence d'écartement; la longueur totale en est de 1 200 miles.

(68) Les chiffres concernant l'emploi s'appliquent à la partie des travaux située sur territoire zambien.

(69) Bostock & Harvey, op. cit., pp. 113-120.

(70) Annual Statement of External Trade 1964 et 1972.

(71) Cf. infra pp. 115-124 sur les mouvements de libération et l'appui que leur accorde le gouvernement.

(72) Le Monde, 11 janvier 1973.

(73) Daily Telegraph, 12 janvier 73.

(74) Ainsi, celle donnée par Le Monde du 13 janvier 73, dans la rubrique "La revue des valeurs": "comme aucune autre marchandise ne traversait la Rho-

désie, les wagons ne pouvaient, de ce fait, revenir à leur gare d'attache", alors qu'un accord à ce sujet aurait certainement pu être négocié.

(75) Le Monde, 25 janvier 73.

(76) Le Monde, 6 février 1973.

(77) Cf. K. Kaunda, Zambia Shall Beat the Blockade - A Challenge to the Nation, March 1973.

(78) U. N., Summary of meetings / Aperçu des séances, N^os 5604 - 5608 1687è - 1691è séances du Conseil de sécurité.

(79) Report of the Security Council Special Mission Established under Resolution 326, S/10896, pp. 2-4.

(80) Report... op. cit. 40 p. + Addendum, S/10896/Add.1, 64 p.

(81) Summary of meetings... op. cit. N^os 5631 - 5633, 1691è - 1694è séances du Conseil de sécurité.

(82) Dépêche AFP: Le Monde, 13 nov. 73.

(83) Cf. Lettre (...) adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil économique et social, E/5274.

(84) Les informations sur l'aide des Nations Unies et des Etats proviennent de déclarations de Sir R. Jackson ou de K. Waldheim, citées dans les communiqués de presse: CESI NOTE/169; ECOSOC/3501; ECOSOC/3538; Statement by Sir Robert Jackson, 11 July 1974; diffusés par les Nations Unies; Keesing's Contemporary Archives, 27537 A.

(85) The Guardian, 25 juin 1973.

(86) Toutes ces indications sont tirées de Griffiths, "Zambian coal", art. cit. pp., pp. 542 ss.

(87) MINDECO, Mining Yearbook of Zambia 1972, p. 38; Anglo - American Corporation, Annual Report 1973, p. 25.

(88) "Zambian Fuel", The Economist, art. cit. Pour les liaisons de SOFREMINES avec les sociétés françaises, cf. Who owns whom?, Continental Edition, vol. 2.

(89) MINDECO, Mining Yearbook..., op. cit., p. 16.

(90) Données de l'Overseas Development Administration britannique in Report of the Security Council Special Mission..., op. cit. p. 11.

(91) Sur ce point crucial du développement de la Zambie, mais qui sort du cadre de cette étude, on consultera notamment: C. Elliott, "Humanism and The Agricultural Revolution", in B. de Gaay Fortman (ed.), After Mulungushi, pp. 114-143; la contribution de C. Lombard, in R. Apthorpe (ed.), Rural Cooperation and Planned Change in Africa; R. Dumont, Développement et socialismes, Chapitre V, pp. 113-132; R. Roberts & C. Elliott, "Constraints in Agriculture", in C. Elliott (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia, pp. 267-297.

(92) C. Elliott, "Humanism and the Agricultural Revolution", art. cit., Table 1, p. 124.

(93) Annual Statement of External Trade 1968, F. 1-12.

(94) Ibid., D. 1-6 et G. 1-6.

(95) INDECO, Annual Report 1973, p. 30.

CHAPITRE 5: LA LIBERATION DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Dans toute l'Afrique australe se sont développés des mouvements politiques cherchant à libérer les populations africaines de la domination blanche, qu'elle soit le fait d'une métropole européenne (colonies portugaises) ou d'un colonat ayant rompu avec son ancienne métropole (Afrique du Sud, Namibie sous domination sud-africaine, Rhodésie). Certains de ces mouvements ont lutté en collaboration avec les nationalistes zambiens lorsque ceux-ci ont conquis l'indépendance du pays; en particulier, les militants africains de Rhodésie du Sud ont combattu la Fédération d'Afrique centrale et le pouvoir du colonat établi à Salisbury, en contact étroit et dans une lutte commune avec l'UNIP et le mouvement nationaliste du Malawi.

Opposés à l'indépendance de la Rhodésie raciste, et donc au régime sud-africain qui l'appuie, les dirigeants zambiens pratiquent une politique de soutien à la libération de l'Afrique australe. Cette politique n'est pas que la poursuite de la lutte anticoloniale, une solidarité d'anciens combattants; c'est également l'effet d'une volonté du gouvernement de Lusaka de contribuer à la disparition définitive de la menace que représente, sur plus de la moitié des frontières de l'Etat, la persistance de pouvoirs minoritaires de type colonial n'ayant pas renoncé à exploiter l'espace économique zambien comme périphérie de leur propre espace économique.

La politique de la libération de l'Afrique australe se concrétise par le soutien matériel aux mouvements de libération, la défense du territoire national contre les incursions et représailles du bloc austral, et l'action diplomatique aux niveaux régional, continental et mondial.

1. Le soutien aux mouvements de libération

a) Les mouvements

Dans tous les territoires d'Afrique australe soumis à la domination colonialiste ou raciste, Afrique du Sud, Namibie, Rhodésie, Mozambique, Angola, des mouvements nationalistes luttent pour la conquête du pouvoir sur les minorités dominantes. L'échec dans ces territoires des méthodes de lutte politique non-violente qui ont permis l'accession à l'indépendance de la plus grande partie du continent africain, Zambie comprise, fait évoluer leur stratégie vers une lutte armée de libération à partir des années 60. Le Comité de Libération, créé dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine, reconnaît et aide matériellement les principaux mouvements. Il n'est pas dans mon propos de restituer ici l'histoire de chacun de ces mouvements ni même de porter sur eux des jugements politiques qui ne pourraient être que sommaires et incertains. Je me contente donc d'en faire l'énumération, avant de situer la pratique de soutien du gouvernement zam-

bien (1).

En Afrique du Sud existent deux mouvements principaux, l'African National Congress et le Pan-Africanist Congress; les deux ont constitué des groupes combattants, mais ne contrôlent aucune région du pays. Le Comité de Libération de OUA reconnaît les deux organisations mais soutient surtout l'ANC (2).

En Namibie, ancienne colonie allemande dont la tutelle a été confiée par la Société des Nations à l'Afrique du Sud sous le nom de Sud-Ouest africain, puis retirée en juin 1968 par l'Organisation des Nations Unies, qui l'a placée sous sa propre administration sans être toutefois en mesure d'appliquer concrètement cette décision, le principal mouvement de libération est la SWAPO, South West African People's Organisation, menant une lutte armée dans le pays et reconnue par le Comité de Libération. Un mouvement mineur dont l'existence même est contestée, la South West African National Union, n'est pas reconnu (3).

Au Zimbabwe (Rhodésie), les deux mouvements de libération existants et reconnus par l'OUA, la Zimbabwe African People's Union héritière de l'ANC sud-rhodésien et la Zimbabwe African National Union issue d'une scission de la ZAPU, acceptent leur unification en décembre 1974 avec l'African National Council, mouvement qui n'est pas interdit et pratique une lutte non-militaire. La ZAPU et la ZANU ont engagé dès 1967 des opérations militaires et contrôlent des maquis, utilisant comme arrières aussi bien le territoire zambien que les zones libérées du Mozambique; elles signent en décembre 1974 un accord de cessez-le-feu, dont l'application n'est jamais complète, avec le gouvernement de Ian Smith (4).

La situation des mouvements de libération des colonies portugaises ressemble durant de longues années à celle de ceux des territoires sous domination raciste, pour évoluer de façon radicalement différente après le renversement du régime fasciste à Lisbonne en 1974.

En Angola, trois mouvements ont mené la lutte de libération. Le Movimento Popular para Libertaçao da Angola déclenche la lutte armée en février 1961 par l'attaque de la prison de Luanda, et l'étend d'abord au centre-nord, puis à l'enclave de Cabinda et surtout dans l'est, utilisant pour arrières les territoires congolais (Brazzaville) et zambien. Le Frente Nacional de Libertaçao da Angola commence sa lutte armée en mars 1961 dans les zones rurales du nord et établit ses zones de combat le long de la frontière zaïroise, utilisant le territoire de ce pays voisin pour son entraînement, comme base d'attaque et comme siège de son gouvernement en exil, le Governo Revolucionario de Angola no Exilio. L'Uniao Nacional para a Independencia Total da Angola est fondée en mars 1966 par un dissident du FNLA, elle étend sa lutte également dans l'est. Le gouvernement portugais issu du coup d'Etat du 25 avril 1974 organise la création d'un gouvernement de transition auquel participent les trois mouvements. Les conflits entre le MPLA et le FNLA allié à l'UNITA aboutissent à une guerre civile sanglante, remportée en février 1976 par le MPLA aidé de soldats cubains: la République populaire d'Angola, fondée en novembre 1975, s'étend désormais à tout le terri-

toire (5).

Au Mozambique, la lutte armée commence plus tard, en septembre 1964, mais la position largement dominante du FRELIMO, Frente de Libertaçao de Moçambique, assure une évolution plus rapide après le coup d'Etat au Portugal: un gouvernement de transition, formé de 6 ministres désignés par le FRELIMO et 3 par les autorités portugaises, est mis en place en septembre 1974 et l'indépendance est proclamée le 25 juin 1975. Un mouvement mineur formé par plusieurs groupes dissidents du FRELIMO, le COREMO, ne parvient pas à conquérir une place suffisante dans la lutte armée pour imposer sa présence plus récemment dans les négociations pour l'indépendance (6).

Deux réseaux d'alliance regroupent la plupart des mouvements: l'alliance de Khartoum, conclue en 1969 lors d'une conférence convoquée par l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques et comprenant l'ANC, la SWAPO, la ZAPU, le MPLA et le FRELIMO; l'alliance du Congo formée par le PAC, la ZANU, le FNLA et le COREMO. La SWANU, si elle existe toujours, et l'UNITA ne font partie d'aucune alliance (7).

Les soutiens extérieurs des mouvements sont le fait principalement des gouvernements soviétique et chinois, ainsi que subsidiairement de gouvernements sociaux-démocrates scandinaves. Larkin (8) dresse le tableau suivant du soutien soviétique et chinois aux principaux mouvements de libération selon la situation de 1970:

Tableau 1: Soutiens soviétique et chinois aux mouvements de libération

TERRITOIRE	Soutien certain ou probable de			Pas de soutien soviétique ou chinois
	Chine	URSS & Chine	URSS	
Angola	UNITA		MPLA	FNLA
Mozambique	COREMO	FRELIMO		
Rhodésie	ZANU		ZAPU	
Afrique du Sud	PAC		ANC	
Namibie	SWANU		SWAPO	

Toutefois, le soutien chinois aux mouvements angolais semble avoir varié, puisque d'une part une délégation du MPLA a été reçue à Pékin en juillet 1971, et que d'autre part des instructeurs militaires chinois sont détachés auprès du FNLA dès le mois de juin 1974 (9). Durant la brève guerre civile, la Chine soutient en fait le camp FNLA-UNITA, mais le gouvernement de la République populaire d'Angola cherche à renouer avec elle.

b) Le soutien direct aux mouvements de libération

La position stratégique de la Zambie, le fait qu'elle a des frontières communes avec tous les territoires à domination raciste ou colonialiste d'Afrique australe à l'exception de l'Afrique du Sud proprement dite, a pour conséquence son extrême importance pour la lutte de la plupart des mouvements de libération, comme lieu de transit de leurs militants avec l'extérieur et d'acheminement de leur matériel. Toutefois, la vulnérabilité de la Zambie aux actions de rétorsion, économiques ou militaires, des régimes racistes et colonialistes limite l'étendu du soutien que ses dirigeants consentent aux mouvements de libération: en particulier, tout entraînement militaire pratique leur est interdit sur territoire zambien.

L'aide du gouvernement zambien consiste, outre l'appui diplomatique qui sera étudié plus loin, en fourniture d'infrastructure administrative et de transport, et mise à disposition d'installation radiophoniques (10).

Les mouvements de libération jouissent d'une liberté de mouvement et de transport totale. Le MPLA, par exemple, utilise ses propres camions et chauffeurs pour le transport de son approvisionnement et de ses militants; lors de contrôle de police, la présentation de justificatifs du MPLA et de l'ordre de mission, document administratif interne au mouvement, assure un passage sans encombre; le matériel n'est pas contrôlé, à l'exception des armements et munitions qui font l'objet d'un double contrôle, de la part du Comité de Libération de l'OUA et du ministère de la défense, pour des raisons de sécurité évidentes et conformément aux réglementations de l'OUA. Tout le trafic de marchandises est franc de douanes; ces marchandises comprennent principalement de l'habillement et des produits alimentaires. La ZAPU collecte librement marchandises et argent auprès des Rhodésiens sympathisants établis en Zambie, à condition toutefois d'annoncer à l'avance les tournées de ramassage. Il arrive parfois qu'un mouvement ayant besoin d'un camion ou de carburant pour un transport le reçoive du gouvernement zambien ou de l'UNIP.

Les contacts politiques et administratifs se font par le gouvernement et surtout par le Parti. Les dirigeants des mouvements ont un accès direct auprès du Président Kaunda, qui a un représentant personnel à Liberation Centre assurant un contact permanent. Le contrôle des armements passe par le ministère de la défense, ainsi que les informations sur les opérations militaires pour ceux des mouvements qui en effectuent à partir du territoire zambien. Le MPLA, par exemple, est en liaison non seulement avec le ministère à Lusaka mais aussi avec les divers échelons de la hiérarchie militaire de la région frontalière, jusqu'au niveau opérationnel, qui sont ainsi informés des combats proches de la frontière et peuvent se préparer aux incursions occasionnelles de troupes portugaises en territoire zambien. L'aide matérielle non-militaire est assurée par le Comité central de l'UNIP, dont un membre est chargé des relations avec les mouvements.

Une infrastrucutre administrative est fournie sous la forme du Liberation Centre,

à Lusaka, où les mouvements disposent gratuitement de bureaux équipés; la SWAPO, par exemple, occupe 5 bureaux pour son représentant à Lusaka et pour divers services administratifs dépendant du quartier général, qui est à Dar-es-Salaam. Les conversations téléphoniques et la correspondance postale sont gratuites, ce qui représente un instrument non négligeable pour des mouvements ayant des bureaux d'information dans différentes villes: ainsi, la SWAPO en a à Londres, New York, Stockholm, Le Caire, Alger, Dar-es-Salaam et Lusaka; la liaison entre le front de Cabinda du MPLA et celui de l'est se fait par Brazzaville et Lusaka; le FRELIMO, dont la direction est à Dar-es-Salaam, a un bureau à Lusaka. Les communications ont donc une extrême importance étant donné les distances considérables.

Sur le plan de la propagande, une aide importante est fournie à tous les mouvements reconnus par le gouvernement, sous la forme d'une heure quotidienne d'émission de radio. La radio zambienne a créé pour cela, à part son "service général" en anglais et son "service africain" en langues africaines, un "service extérieur", émettant de Lusaka au moyen d'émetteurs puissants de fabrication chinoise. Depuis 1973, chaque mouvement dispose ainsi gratuitement des services de studio et d'émetteur qui lui permettent de se faire entendre dans toute l'Afrique australe, sous sa propre responsabilité.

Une autre aide à la libération de l'Afrique australe, bien que ne s'adressant pas aux mouvements de libération, est l'installation et la gestion de camps de réfugiés, y compris l'instruction des enfants qui s'y trouvent. Le nombre des réfugiés en Zambie est estimé à plus de 24 000, dont 10 250 vivent dans trois camps de réfugiés gérés conjointement par le gouvernement, la Fédération luthérienne mondiale et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Ces camps hébergent surtout des Angolais et Mozambicains, ainsi que quelques Namibiens (11).

Il y a cependant un point sur lequel le gouvernement zambien se montre intransigeant et refuse toute concession aux mouvements de libération: la question des camps d'entraînement. Une sorte de modus vivendi tacite s'est instauré avec les autorités du bloc austral, à savoir que l'entraînement militaire sur territoire zambien de militants nationalistes d'Afrique australe aurait pour conséquence une escalade des affrontements avec la Zambie, qui se maintiennent jusqu'actuellement à des incidents de frontière localisés. Cette contrainte est imposée explicitement aux mouvements, qui selon mes informateurs l'acceptent et la comprennent. Ainsi le MPLA, dont la formation de cadres politiques et militaires se fait surtout dans des Centres d'instruction révolutionnaires dans les zones libérées d'Angola mais également, pour les cadres supérieurs, dans les pays qui l'acceptent (12), n'a sur territoire zambien que des camps de transit pour les hommes et le matériel; une instruction politique et de théorie militaire y est donnée aux hommes durant les périodes d'attente, mais aucun exercice militaire n'y a lieu.

Les dirigeants des mouvements qui m'ont reçu ont tous souligné le haut degré de coopération entre eux et les dirigeants zambiens, et la bonne entente qui préside à leurs relations. Certaines relations personnelles ont été nouées dès la lutte de libération zambienne, où les contacts entre organisations, surtout entre celles

des territoires anglophones, étaient nombreux. Par exemple, les bureaux d'information au Caire au début des années 60 de l'UNIP et de la SWAPO étaient voisins, et le représentant de l'UNIP était Reuben Kamanga, ultérieurement Vice-Président de la République et ministre. Aujourd'hui, lorsque le président du MPLA, Agostino Neto, rencontre le Président Kaunda, ils se saluent l'un l'autre: "Camarade président". La situation même de la Zambie à l'articulation de l'Afrique sous domination blanche, les risques qu'elle court, créent un sentiment de solidarité avec les "freedom fighters" qui paraît répandu non seulement parmi les dirigeants mais également dans l'opinion publique.

Mais les relations avec les mouvements peuvent connaître des phases plus difficiles. La crise la plus grave se situe en 1967 avec l'expulsion de Zambie du président de l'UNITA Jonas Savimbi. A Noël 1966, et à trois reprises en mars suivant, la ligne ferroviaire de Benguela est coupée par des attentats à l'explosif attribués à l'UNITA. Après le dernier de ces sabotages, les autorités de Lisbonne ferment la ligne à tout trafic durant trois jours, mettant ainsi en danger toute la politique de désencerclement vis-à-vis de la Rhodésie (en 1966, 100 000 tonnes de cuivre ont été exportées par Benguela), puis une mise en garde publiée, le 8 avril, par les ministères portugais de la défense, des affaires étrangères et de l'outremer, rejetant la responsabilité sur les gouvernements congolais (Kinshasa) et zambien qui hébergent les "terroristes". Le président de l'UNITA, Savimbi, réside à Lusaka, mais son autorisation de résidence arrive à son terme: le gouvernement zambien en profite pour ne pas la renouveler, ce qui équivaut à une expulsion (13). Ce que prouve cette crise, c'est que le soutien aux mouvements de libération est une politique secondaire pour l'élite dirigeante, et donc est subordonnée à la politique de désencerclement qui, elle, est principale parce que vitale pour la survie d'une formation sociale zambienne autonome.

Lors des crises internes mettant en cause la capacité de lutte des mouvements, l'intervention du gouvernement zambien est énergique. En deux occasions, Kaunda intervient personnellement pour ramener l'unité de mouvements divisés, et n'hésite pas à recourir pour cela à des arrestations et à un contrôle très strict des militants et du matériel situés sur le territoire zambien.

Une dissidence se fait jour au sein du MPLA en 1973, entre le commandant militaire Daniel Chipenda et la direction politique représentée par le président, Agostinho Neto, qui accuse Chipenda de monter un complot visant à son "élimination physique". Après avoir soutenu Chipenda, semble-t-il suivant l'avis d'un ministre membre de l'ethnie frontalière Mbunda, et fait arrêter les partisans de Neto et saisir les armes du MPLA en Zambie, Kaunda accepte de libérer les militants arrêtés et exige la convocation d'un congrès du MPLA à Lusaka; les gouvernements de Tanzanie, du Congo, du Zaïre, mandatés avec celui de Zambie par l'OUA, appuient cette exigence d'un congrès où les diverses tendances soient représentées (une troisième tendance, menée par Joaquim de Andrade, apporte un soutien assez critique à Neto). L'unification espérée échoue au congrès de Lusaka, ouvert le 11 août 1974, elle n'a lieu qu'au début de septembre à Brazzaville après la conférence des chefs d'Etat d'Afrique centrale et orientale qui exercent une

forte pression sur les trois leaders de tendance. Kaunda notamment refuse de reprendre Neto dans son avion pour rentrer à Lusaka si un accord n'est pas réalisé. Au terme de cet accord, Neto redevient président, Chipenda et Andrade étant les deux vice-présidents. Cet accord ne tiendra d'ailleurs guère, et Chipenda se ralliera en fin de compte au FNLA (14).

Une autre crise, au sein de la ZANU, provoque une réaction plus énergique encore de Kaunda. Le crise s'ouvre par l'assassinat en mars 1975 à Lusaka de Herbert Chitepo, un des principaux leaders de la ZANU, assassinat que l'enquête attribue à des éléments rivaux liés au commandant militaire Josiah Tangungara. Kaunda ordonne l'arrestation de la plupart des dirigeants de la ZANU, et obtient du FRELIMO et du gouvernement tanzanien l'arrestation et le transfert en Zambie d'autres responsables; les bureaux de la ZANU à Lusaka, quartier-général du mouvement, sont fermés et tous les militants regroupés dans un seul camp. Sous la férule de Kaunda, l'ensemble de la direction de la ZANU adopte une ligne commune d'union avec la ZAPU et l'ANC, ligne que refusaient les dirigeants militaires conduits par Tangungara (15).

Anglin fait état de restrictions importantes à l'activité des bureaux administratifs: limitation de l'effectif à 6 personnes, interdiction de déplacement hors d'un rayon de 10 miles autour de Lusaka sans permission, interdiction aux militants des mouvements de revenir sur territoire zambien après l'avoir traversé pour se rendre dans une zone de combat; il voit dans les "grommellements périodiques des leaders nationalistes" le signe que ces limitations sont effectives (16). Interrogés à ce sujet, les représentants des mouvements que j'ai rencontrés ont nié ces limitations et affirmé leur bonne entente avec le gouvernement: Faut-il y voir une simple prudence diplomatique, ou le signe d'une évolution de la situation? Il est probable que des crises ou des phases de tension aient restreint la liberté de certains mouvements. Mais il paraît erroné de considérer la politique gouvernementale comme systématiquement limitative, sauf pour le contrôle des armes et la question de l'entraînement militaire. Il est certain que le gouvernement tient à garder un contrôle permanent des activités des mouvements de libération et ne leur consent aucun abandon de souveraineté.

2. Les incidents de frontière et la situation militaire

a) Les incidents de frontière

Si le consensus tacite interdisant l'établissement de camps militaires des mouvements de libération permet d'éviter l'escalade militaire entre la Zambie et le Sud, la liberté accordée aux mouvements de libération provoque de fréquents incidents de frontière localisés causant parfois la mort de civils ou de militaires, qui constituent autant d'"avertissements", par lesquels le gouvernement refuse de se laisser intimider.

Ainsi, de février 1966 à juillet 1969, une statistique incomplète évalue à 65 le nombre de ces incidents aux frontières des seules colonies portugaises, soit 31 avec l'Angola et 34 avec le Mozambique; terrestres ou aériens, ils ont eu dans au moins 13 cas pour conséquence des pertes de vies humaines. Leur fréquence s'accélère à partir de 1968. A une occasion, en décembre 68, le gouvernement portugais accepte de verser une indemnité de 120 000 livres sterling pour une incursion ayant causé 7 morts, 18 blessés et des dégâts matériels considérables, mais par la suite il refuse à nouveau toute responsabilité dans les incidents, invoquant le "droit de suite" lorsqu'il pense que des militants nationalistes se sont repliés en territoire zambien (17).

Le premier ministre sud-africain John Vorster invoque lui aussi le "droit de suite" en octobre 71, tout en démentant une annonce officielle faite à Prétoria disant que la police militaire a poursuivi sur territoire zambien des "irréguliers" qui avaient placé des mines terrestres près de la frontière dans la bande de Caprivi en Namibie. Ces mines avaient causé la mort d'un capitaine de police et de quatre policiers sud-africains (18). En mai 1973, le gouvernement de Lusaka accuse les troupes sud-africaines d'avoir tué cinq civils et blessé vingt-et-une personnes par l'explosion de mines, ainsi que d'avoir lâché des grenades par avion sur un village proche de la frontière (19). Il y a certainement bien d'autres cas.

Mais c'est vers la Rhodésie, juste après la fermeture de la frontière en janvier 73 que se situe la série la plus dramatique d'attentats. Selon le ministre de la défense, Grey Zulu, les troupes du régime de Smith, au moment de fermer la frontière, déposent des mines terrestres en territoire zambien. Entre le 11 janvier et le 2 février, six explosions provoquent la mort de trois civils et quatre militaires et blessent quinze soldats et au moins autant de civils. Les violations du territoire et des eaux territoriales sont fréquentes, notamment dans les îles du lac de Kariba; suivant les ordres reçus, les troupes zambiennes ne se livrent pas à des représailles (20). En mai 73, toutefois, une sentinelle zambienne ouvre le feu sur des touristes et tue deux jeunes Canadiennes (21); l'explication officielle qui est donnée est que les jeunes filles se baignaient dans les eaux territoriales zambiennes, ce que les autorités rhodésiennes démentent formellement (22).

b) Le déséquilibre des forces militaires

A la suite des nombreuses indépendances d'Etats d'Afrique noire, le gouvernement de la République d'Afrique du Sud s'engage dans une politique d'armement intense. De 44 millions de Rand (23) en 1960, les dépenses militaires s'élèvent à R 210 millions en 1964 et à R 272 millions en 1969 (24). Inspirée par la guerre d'Algérie, la stratégie défensive sud-africaine vise à réprimer toute infiltration de l'extérieur qui pourrait venir en renfort de la lutte interne, ou toute attaque extérieure menée par les Etats africains ou les Nations Unies, comme la crainte en existe au début des années 60 (25).

Le développement des guerres de libération dans les territoires voisins a été perçu par le gouvernement de Prétoria comme une menace pour sa propre sécurité; l'indépendance de ceux-ci rapprocherait en effet considérablement les bases de départ des militants de l'ANC et du PAC (ainsi que de la SWAPO, puisque Prétoria administre la Namibie comme part du territoire sud-africain), menacerait la "zone de co-prospérité" dont la République sud-africaine est la grande bénéficiaire, et détériorerait vis-à-vis d'investisseurs occidentaux une image qui est encore celle de la stabilité. Ainsi, une collaboration avec les gouvernements rhodésien et portugais s'est développée, attaquée par les nationalistes sous le nom d'"alliance maudite". Cette politique se poursuit jusqu'au renversement du régime fasciste portugais par une junte militaire progressiste, le 25 avril 1974. Des policiers sud-africains renforcent au sud du Zambèze la ligne de défense rhodésienne contre les infiltrations de guérilléros zimbabwéens; selon la ZAPU, 525 soldats sud-africains sont arrivés en mars 1967 et ont pris position dans la vallée du Zambèze, notamment à Chirundu sur la route Lusaka-Salisbury (26).

Des observateurs militaires sont présents en Angola et au Mozambique, et des hélicoptères sud-africains ont été vus dans le sud de l'Angola, de même que des bombardiers Canberra ont survolé le sud de la Tanzanie (27). Une entente anti-guérilla Rhodésie - Portugal -Afrique du Sud a sans doute été conclue lors de la visite de Ian Smith à Vorster, au Cap, en février-mars 1972 (28).

Enfin, l'annonce par Vorster de la construction d'une usine de production d'uranium enrichi qui permettrait au pays de devenir "la quatrième puissance nucléaire occidentale", en juillet 70 (29), indique la possibilité de la mise en place d'un parapluie atomique couvrant l'Afrique australe, et menaçant les pays méridionaux de l'Afrique indépendante.

Shaw dresse le tableau suivant du rapport des forces militaires en Afrique australe (30):

Tableau 2: Le déséquilibre des forces militaires en Afrique australe

Alliance et Etat	PNB (mio) $	Population (mio)	Dépenses militaires (mio) $	Dépenses militaires en % du PNB	Soldats (+ réservistes) ('000)	avions militaires
Entente blanche						
Afrique du Sud (y compris Namibie)	18'400	21	448	3	109 (80)	515
Portugal (Angola & Mozambique)	850	12	150	20	140	900
Rhodésie	1'440	6	25	2	13 (45)	74
Totaux pour l'entente blanche	20'690	39	623	-	262 (125)	1'489
Afrique noire limitrophe						
Tanzanie	1'300	14	27	2	11	30
Zambie	1'500	4	25 (est.)	2	6	30
Zaïre	1'900	23	84	5	50	100
Mouvements de libération	-	-	6	-	30	0
Totaux Afrique noire limitrophe	4'700	41	142	-	97	160
Etats neutres						
Malawi	200	5	2	1	1	0
Botswana	70	0,7	0	0	0	0
Lesotho	90	1	0	0	0	0
Swaziland	140	0,5	0	0	0	0
Total Etats neutres	500	7,2	2	-	1	0

Le déséquilibre des forces militaires existantes est donc considérable, et interdit aux dirigeants zambiens tout conflit de type conventionnel. Face aux seuls Rhodésiens, les Zambiens se battraient déjà à un contre neuf (2 soldats de métier plus 7 réservistes) et avec un avion contre deux d'ailleurs plus modernes. Face au bloc de l'Afrique blanche, le combat serait extraordinairement inégal: 1 homme contre 64 (dont 21 réservistes), 1 avion contre 50, et un budget militaire 25 fois inférieur. Si même les gouvernements tanzanien, zaïrois et zambien et les mouvements de libération unissaient leurs forces contre le bloc austral, le rapport des forces serait de un à quatre pour le budget militaire, de un à quatre également pour le nombre des combattants, et de un à neuf pour les avions.

De plus, le rapport des sommes des produits nationaux bruts qui est de 1 à 4,4, et l'avance de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie sur le plan technique, indiquent que les possibilités de développement des armées feraient encore croître le déséquilibre. Même un hypothétique engagement des armées de toute l'Afrique noire ne permettrait sans doute pas de renverser le rapport de forces. Politique autant que militaire (sinon plus), la libération de l'Afrique australe ne peut être le fait que des mouvements de libération qui mènent une lutte de guérilla assortie d'une mobilisation et d'une formation politiques importantes. L'appui que trouvent les mouvements auprès de certains gouvernements africains est donc essentiel; le gouvernement zambien est en tête, avec le tanzanien (31), dans cette tâche manifestement progressiste.

3. L'action diplomatique

Le but premier de la diplomatie est la survie et l'indépendance de l'Etat zambien face à l'Afrique australe. Le premier problème est celui de l'indépendance rhodésienne, qui fait l'objet du chapitre précédent. Immédiatement lié, le problème du bloc à domination blanche en Afrique australe se pose de façon différente suivant les territoires: Afrique du Sud, Namibie, colonies portugaises, Etats-satellites de l'Afrique du Sud, Etats dégagés de l'emprise de Prétoria mais entretenant de bonnes relations avec le bloc austral.

La problématique des relations avec les Etats africains indépendants est ainsi abordée à partir du problème de l'Afrique australe; les relations bilatérales avec la Tanzanie, et par celle-ci avec la Communauté est-africaine, sont un des axes principaux de la politique continentale du gouvernement, l'autre axe étant l'unité africaine, poursuivie au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine.

La perspective mondiale des relations extérieures est envisagée à partir des données régionales et continentales, l'attitude des grandes puissances vis-à-vis de l'Afrique australe jouant un rôle déterminant dans la qualité des relations avec elles. Aux Nations Unies, dans le Commonwealth et parmi les pays non-alignés, la diplomatie zambienne va chercher les appuis des gouvernements de grandes puissances comme

d'Etats moins importants.

L'action diplomatique se situe donc à trois niveaux, régional, continental et mondial, le niveau régional étant fondamentalement déterminant pour l'action aux autres niveaux (32). C'est en effet à ce niveau que se joue dans une première phase l'autonomie, voire la survie, de la formation sociale zambienne.

I. Au niveau régional

Les relations avec les Etats d'Afrique australe diffèrent selon qu'il s'agit des régimes racistes et colonialistes, des régimes africains sympathisant avec eux, ou des régimes africains qui tentent de se dégager de leur emprise.

a) Le bloc raciste - colonialiste

Par delà la question rhodésienne déjà évoquée, c'est principalement la République d'Afrique du Sud, centre du bloc austral et relais de l'impérialisme mondial dans la région, qui est concernée par l'action diplomatique zambienne. Au niveau bilatéral, il n'y a pas de relations diplomatiques entre Lusaka et Prétoria. Au début de 1964, sous le régime d'autonomie interne, Kaunda, alors premier ministre, se déclare prêt à nouer de telles relations si les diplomates zambiens sont accueillis en Afrique du Sud au même titre que ceux de n'importe quel autre pays et qu'ils jouissent d'une totale liberté de mouvement, c'est-à-dire s'ils ne sont pas soumis aux réglementations de l'apartheid; le gouvernement sud-africain, alors présidé par H. Verwoerd, ne répond même pas (33). Mais en 1965, et en 1967-68, des émissaires sud-africains viennent proposer au gouvernement une liste de projets de coopération, parmi lesquels une rencontre Vorster-Kaunda et des discussions sur la question rhodésienne. Tout d'abord éconduits, ils sont finalement reçus par le Président qui souhaite explorer les voies d'un règlement négocié en Rhodésie (34).

En avril 1968, Kaunda écrit à Vorster une longue lettre exposant avec "franchise et sincérité" son point de vue sur les relations entre les deux pays; celles-ci sont mauvaises pour deux raisons: l'appui accordé par le gouvernement sud-africain au régime illégal de Smith et la politique inhumaine d'apartheid dont souffrent les Sud-Africains de races non-blanches; seuls donc l'abandon du soutien à Smith et l'adoption de mesures visant à harmoniser les relations interraciales en Afrique du Sud peuvent améliorer les relations sud-africano-zambiennes et créer un climat permettant la coopération. La réponse de Vorster, "intéressé et considérablement surpris", est négative sur les deux points, considérant la lettre de Kaunda "aussi présomptueuse qu'elle est mal informée"; le gouvernement zambien n'aurait pas à se préoccuper de la politique intérieure de l'Afrique du Sud et de

la Rhodésie, mais à voir que son intérêt réside dans la stabilité et de bonnes relations entre Etats dans tout le sous-continent, dont Kaunda, étant donné l'importance économique et politique de la Zambie, détiendrait la clé.

En juin 68, un émissaire de Vorster propose à nouveau une rencontre au sommet, ce que Kaunda déclare hors de question, et affirme que le gouvernement sud-africain est prêt à discuter de la Rhodésie et à envisager les moyens d'y faciliter la transition vers un régime majoritaire (35). Kaunda répond par écrit au mois d'août, précisant que pour lui l'intervention militaire, qui pourrait résoudre la question rhodésienne, ne saurait être préconisée pour l'Afrique du Sud; il insiste sur l'insécurité causée en Afrique australe par l'existence du régime minoritaire illégal de Salisbury, et sur la gravité du soutien que lui apporte le gouvernement sud-africain, et propose un référendum complet et libre en Rhodésie. Sondé à nouveau sur la Rhodésie par un émissaire sud-africain, il précise par une lettre à fin août les conditions de procédure dans lesquelles le référendum devrait être organisé: suffrage universel direct, libération des prisonniers politiques, observateurs étrangers, période d'administration directe par Londres. Vorster ne répond pas à cette lettre, mais tente à nouveau de convaincre Kaunda, par l'intermédiaire d'un émissaire, d'accepter une rencontre au sommet, même secrète, ce que Kaunda refuse puisque la position de Vorster vis-à-vis de la Rhodésie n'est pas clarifiée. Une nouvelle démarche aboutit au même résultat en mai 70, et en mars 71, Vorster assortit sa proposition d'une menace de révéler les transactions, qui ont été effectuées secrètement, mais sa menace est sans effet. Il dénonce alors publiquement la soi-disant duplicité de Kaunda, qui réplique en publiant, le 23 avril 71, l'ensemble de la correspondance (36).

Kaunda n'a pas réussi, à disjoindre, si peu que ce soit, l'alliance entre les gouvernements de Prétoria et Salisbury, mais il a démontré l'impossibilité d'un dialogue véritable, pour un Etat africain indépendant, avec la République sud-africaine. Il n'y a toujours aucunes relations diplomatiques entre Prétoria et Lusaka, même si des contacts sont pris officiellement, après la décolonisation portugaise, dans le but de hâter la chute du régime de Ian Smith.

Les relations sont différentes envers le Portugal, en ce sens que c'est le gouvernement zambien qui tente de façon répétée, depuis 1967, d'engager des négociations sur l'indépendance de l'Angola et du Mozambique. Sous-estimant, sans aucun doute, la rigidité du régime fasciste portugais, le gouvernement considère la question des "provinces portugaises d'outre-mer" comme un problème colonial classique, et tente d'amener à sa solution par des négociations entre les mouvements de libération et les autorités portugaises, sans cependant cesser son soutien à la lutte armée. Une indépendance négociée, outre qu'elle accélérerait singulièrement le désencerclement de la Zambie, fissurerait considérablement le bloc austral dont elle hâterait sans doute la libération totale, et mettrait fin aux atrocités de la répression portugaise; aussi, les dirigeants zambiens sont-ils d'avis qu'aucune occasion de négociation ne doit être négligée. Tant que le régime fasciste est installé à Lisbonne, les seules réactions sont totalement négatives, méprisantes et souvent injurieuses; un léger espoir survient en septembre 1968 avec l'accession

de Marcello Caetano comme premier ministre, mais retombe sans appel avec l'intensification de la répression et le refus de toute négociation (37).

Ce n'est qu'après le coup d'Etat militaire du 25 avril 1974 à Lisbonne que la situation évolue. Déclenché par les officiers du Mouvement des Forces Armées, las de la guerre coloniale et convaincus de son inutilité, qui placent à la tête de l'Etat le général Antonio de Spinola, ancien gouverneur militaire de la Guinée-Bissau, ce changement de régime ouvre de nouvelles perspectives pour la négociation entre les guérilléros et Lisbonne. Le nouveau ministre des Affaires étrangères est Mario Soares, leader du Parti socialiste portugais, qui s'est prononcé publiquement, durant son exil, pour l'indépendance immédiate des colonies africaines, et qui engage des pourparlers avec le PAIGC, à Alger puis à Londres, et avec le FRELIMO. C'est à Lusaka, que se déroulent, en été 74, les négociations avec le mouvement de libération mozambicain. L'accolade entre Soares et Samora Machel, président du FRELIMO, en présence de Kaunda, est un succès de la diplomatie zambienne, comme l'est "l'accord de Lusaka" signé le 7 septembre par les représentants de l'Etat portugais et ceux du FRELIMO, accord qui fixe l'indépendance complète du Mozambique au 25 juin 1975, et la mise en place immédiate d'un gouvernement de transition présidé par un premier ministre africain et composé de 6 ministres FRELIMO, dont un blanc, et 3 ministres portugais (38). Le départ de Spinola à fin septembre 1974, après une tentative de coup d'Etat, et son remplacement à la tête de l'Etat par le général Costa Gomes, provoquent une accélération de la décolonisation et la formation en janvier 1975 d'un gouvernement de coalition en Angola, formé de représentants des trois mouvements et chargé d'assurer l'indépendance le 11 novembre de la même année. L'accord de janvier 1975 n'est pas signé en Zambie, mais au Portugal.

Le décolonisation du Mozambique et de l'Angola provoque la désagrégation du bloc d'Afrique australe, ce qui modifie la situation intérieure de chacun des Etats qui le composaient, à l'exception peut-être de l'Afrique du Sud. Les relations entre la Zambie et ces Etats ne tardent pas à être sérieusement modifiées. Cette situation nouvelle est étudiée au paragraphe 4 ci-dessous.

b) les régimes africains sympathisant avec le bloc austral

Un certain nombre d'Etats africains indépendants, situés dans un voisinage relatif du bloc austral, entretiennent avec ce dernier de bonnes relations. Ce sont, d'une part, des anciens territoires coloniaux britanniques dont la dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud limite fortement la marge de manoeuvre, et d'autre part, des Etats plus lointains, ayant ou non des liens avec le bloc austral datant de l'époque coloniale, dont les gouvernements ont choisi d'établir des relations amicales avec les gouvernements du bloc austral, très particulièrement avec le relais impérialiste régional, la République d'Afrique du Sud.

Le Lesotho et Swaziland, indépendants respectivement depuis 1966 et 1968, sont des Etats à la superficie et à la population restreintes, aux ressources naturelles très limitées, dont la création est due aux aléas historiques de la conquête coloniale. Encerclés par l'Afrique du Sud (bien que le Swaziland ait une frontière avec le Mozambique, mais sans communications importantes) et économiquement liés à elle dès le début de la pénétration du capitalisme, notamment par une union douanière conclue en 1910 et renouvelée en décembre 1969, les gouvernements de ces pays "jouent le jeu"; non seulement ils entretiennent avec Prétoria des relations diplomatiques et commerciales, mais encore ils acceptent une large coopération allant jusqu'à se faire véritablement soutenir sur le plan intérieur par le gouvernement sud-africain: ainsi le premier ministre du Lesotho, le chef Lebua Jonathan, n'aurait-il pas pu, sans doute, réaliser son coup d'Etat en 1970, à l'issue d'élections dont il n'a reconnu qu'ultérieurement qu'il les avait perdues, sans avoir aussi bien l'appui politique de Prétoria que le recours à une police mobile équipée en partie grâce à un financement de l'Afrique du Sud et un renforcement des forces militaires sud-africaines à la frontière. Bien que niant toute participation, Vorster déclare être en accord avec Jonathan et désireux de poursuivre les relations "comme si rien ne s'était passé au Lesotho". Concernant les mouvements de libération, ces deux gouvernements non seulement leur interdisent l'usage de leur territoire mais encore livrent à la police sud-africaine ceux qui tentent de se réfugier sur leurs territoires. Ainsi, en décembre 1967, le gouvernement du Lesotho remet à la police sud-africaine trois opposants à l'apartheid, dont l'un parvient toutefois à s'évader (39).

D'autres gouvernements africains avaient une politique de coopération avec Prétoria, alors même qu'aucune dépendance héritée de l'époque coloniale ou de la situation géographique ne les y contraignait. Il s'agissait des gouvernements de Philibert Tsiranana à Madagascar et de celui d'union nationale de Sir Seewosegur Rawasagam et de Gaétan Duval, dans l'île Maurice. En 1968, le gouvernement malgache envoie une mission commerciale en Afrique du Sud et ouvre une ligne aérienne entre les deux pays commune à Air Malagasy et South African Airways; en récompense de cette attitude favorable, le gouvernement de Prétoria alloue à celui de Tananarive, en 1970, une aide pour l'industrie touristique. De façon similaire, en 1970, le gouvernement mauricien envoie une mission commerciale et touristique dans la République et autorise les vols sud-africains à destination de l'Australie à faire escale dans l'île (40). Cependant, le changement de régime à Madagascar en mai 1972 et le départ du ministère mauricien des affaires étrangères de Gaétan Duval en décembre 1971 paraissent avoir mis fin à ces politiques de coopération et marquer le retour à une attitude de retrait, conforme aux résolutions de l'OUA visant à l'isolement du bloc austral par rapport au reste du continent. En juin 72, en effet, le ministre malgache des affaires étrangères Ratsiraka annonce que la politique de dialogue sera modifiée et que l'accord de novembre 1970 sur le développement du tourisme à Nossi-Bé est annulé; le projet privé de construction d'un port près de Majunga n'est cependant pas mis en question par cette mesure. (41)

Un autre Etat africain indépendant paraît vouloir suivre la politique de Tsiranana

ou de Duval sans que la proximité géographique permette de l'expliquer: la Gambie, dont le premier ministre a annoncé, au début de 1970, l'ouverture de ses ports et aéroports aux navires et avions sud-africains, et son intention d'inviter le commerce et les touristes sud-africains. Petit Etat anglophone, à la pointe occidentale du continent, la Gambie essaie ainsi de se mettre à la remorque du sous-impérialisme sud-africain afin d'en retirer certains avantages, mais on voit mal comment cette opération pourrait acquérir quelque importance. La visite de Kaunda à Bathurst en juin 1969, et celle du premier ministre gambien à Lusaka en août de la même année, montrent cependant que le régime gambien ne met pas tous ses oeufs dans le même panier (42).

Un régime occupe une place intermédiaire entre le groupe Lesotho - Swaziland et le groupe Madagascar - Maurice - Gambie, poursuivant des relations d'origine coloniale avec la Rhodésie, l'Afrique du Sud et le Mozambique alors qu'une certaine politique de dégagement lui serait possible: le régime autoritaire du Dr. Kamuzu Banda au Malawi. Pays pauvre en ressources naturelles, exportant depuis des décennies de la main d'oeuvre en Rhodésie et en Afrique du Sud et lié au Mozambique pour son accès à la mer, le Malawi poursuit, sous la direction de Banda et malgré l'opposition initiale de plusieurs de ses ministres aujourd'hui en exil, ce type de relations économiques en les associant à des relations politiques extrêmement favorables. Dès 1967, Banda signe un accord avec les autorités de Prétoria sur l'expansion du commerce et la poursuite de l'émigration de Malawiens comme travailleurs dans les mines sud-africaines, les touristes sud-africains sont incités à se rendre au Malawi, des financements sud-africains permettent la construction de la nouvelle capitale Lilongwe et d'une ligne de chemin de fer; en 1968, des diplomates résidents sont installés dans les deux capitales. En août 1971, Banda se rend en visite officielle à Prétoria, au Cap, et à Johannesbourg, première visite officielle d'un chef d'Etat noir au pays de l'apartheid; il y est d'ailleurs traité comme un Blanc, notamment logé dans un hôtel réservé aux Européens. A plusieurs occasions lors de ce voyage, il souligne que les désaccords "philosophiques" ne doivent pas entraver les relations de bon voisinage (43).

La politique extérieure du Malawi s'inscrit presque systématiquement en négatif de celle de la Zambie. Elle est le fait d'un gouvernement dictatorial (Banda est Président à vie) n'ayant que les apparences d'un système représentatif et servant les intérêts d'une bourgeoisie agraire créée par le double mécanisme de l'indépendance étatique et de l'intégration délibérée et croissante dans le système économique régional dominé par le sous-impérialisme sud-africain. Le gouvernement de Banda encourage ouvertement non seulement les échanges commerciaux avec la République sud-africaine mais encore les investissements privés de ce pays au Malawi, et sa politique de non-africanisation de la main d'oeuvre jusque dans l'administration publique est à l'opposé de la politique de zambianisation du gouvernement Kaunda (44). Loin de rechercher l'autonomie, le gouvernement malawien attend d'une dépendance accrue des bénéfices économiques.

Une réunion en août 1970 met sur pied une organisation régionale de promotion touristique; elle constitue un excellent indicateur de la composition du bloc austral

et de ses alliés à cette époque, puisqu'elle rassemble des représentants d'Afrique du Sud, du Portugal, du Malawi, de Madagascar, de Maurice, du Lesotho et du Swaziland (45); à part la Rhodésie, probablement non représentée pour des raisons de droit international (Etat reconnu seulement par l'Afrique du Sud et le Portugal), le clan est au complet.

Les relations zambiennes avec les gouvernements de ces Etats, lorsqu'elles existent, sont mitigées. Il n'y a de relations diplomatiques effectives, c'est-à-dire avec accréditation de missions auprès du gouvernement de Lusaka, qu'avec le Malawi et le Swaziland. Encore les relations réelles paraissent-elles ténues avec ce dernier Etat, dont la Haute Commission (appellation des ambassades entre pays membres du Commonwealth), dotée d'un effectif total de quatre personnes, réside à Nairobi. Le Malawi, quant à lui, entretient actuellement une Haute Commission de quatre membres à Lusaka (46); il occupe une situation particulière comme lieu de passage de certaines voies de désencerclement, notamment par la voie ferrée qui le joint à l'excellent port mozambicain de Nacala. L'établissement de relations diplomatiques est longtemps retardé par deux questions bilatérales: la revendication territoriale du gouvernement malawien sur la province orientale de la Zambie, et la présence en territoire zambien, comme réfugiés, d'opposants politiques au président Banda. Des insultes personnelles de Banda contre les dirigeants zambiens (septembre 68) aggravent encore la tension. Deux visites à Blantyre du ministre des affaires étrangères Reuben Kamanga préparent la conclusion de relations diplomatiques formelles, au niveau de Hauts-Commissaires, décidée en septembre 1970 seulement, et qui n'accroissent guère les relations intergouvernementales. En janvier 1973, cependant, une délégation se rend à Blantyre pour discuter des possibilités d'accroître les transports par la Great East Road et le chemin de fer de Nacala pour contourner le blocus rhodésien. Banda avait tenté d'obtenir un détournement du trafic extérieur zambien par Salima - Nacala, en reliant le chemin de fer du Malawi au Tanzam encore en projet, mais la priorité donnée au Tanzam par Lusaka n'a jamais été remise en question (47).

c) L'Etat africain cherchant à se dégager de l'Afrique australe: le Botswana

Le Botswana, ancien protectorat britannique du Bechuanaland, est très dépendant économiquement du bloc austral: appartenant à l'union douanière de 1910, doté d'une seule ligne de chemin de fer reliant Mafeking (Afrique du Sud) à Bulawayo (Rhodésie) et qui appartient aux Rhodesia Railways, ce pays en grande partie désertique est presque totalement encerclé par l'Afrique du Sud, la Rhodésie et la Namibie administrée par Prétoria. Le gouvernement du premier ministre Seretse Khama, issu des premières élections générales du pays, en mars 1965, n'a donc guère de marge de manoeuvre, et ne peut refuser de signer le nouvel accord d'union douanière avec la République sud-africaine, le Lesotho et le Swaziland en décembre 1969, accord qui a pour effet principal de rétrocéder aux pays satellites les revenus douaniers créés par leur propre commerce extérieur à travers

l'Afrique du Sud.

Toutefois, cette dépendance économique ne provoque pas le même alignement politique servile que celui des gouvernements du Lesotho et du Swaziland. Si la crainte de mesures de rétorsion entraîne Khama à refuser officiellement que les mouvements de libération namibien, sud-africains et rhodésiens opèrent à partir de son territoire, son gouvernement refuse toutefois d'établir des relations diplomatiques avec Prétoria et accueille libéralement les réfugiés fuyant les régimes racistes et permet leur sortie par le lien très ténu qui relie son territoire à celui de la Zambie: le bac sur le Zambèze à Kazungula. L'existence même d'une frontière commune entre les deux Etats est contestée, selon des argumentations techniquement différentes, aussi bien par le gouvernement de Salisbury que par celui de Prétoria. Toutefois, le Botswana réussit à faire triompher son point de vue grâce à l'appui des Etats-Unis, dont le service d'assistance au développement (US-AID) accepte en novembre 1970 de financer une route de 400 miles utilisant le bac de Kazungula. Ce soutien américain est dû sans doute à l'existence d'intérêts miniers au Botswana, notamment à la participation d'Amax, par l'intermédiaire de Botswana RST Ltd et en association avec le gouvernement de Botswana, à l'extraction de nickel et de cuivre par Bamangwato Concessions Ltd; cet investissement est garanti contre les "risques politiques" par l'agence officielle américaine Overseas Private Investment Corporation.

Les relations diplomatiques avec le Botswana sont fréquentes, même au niveau des chefs d'Etat. La condamnation par le gouvernement de Khama de l'indépendance rhodésienne et des ventes d'armes britanniques à l'Afrique du Sud ont convaincu les dirigeants zambiens du parallélisme des positions diplomatiques malgré les difficultés plus grandes de dégagement de Gaberones (48).

II. Au niveau continental

Etant donné le rapport de forces défavorable, aussi bien au niveau économique que sur le plan militaire, avec le bloc austral, les dirigeants zambiens cherchent des appuis extérieurs sur le plan diplomatique, et le premier lieu de cette action est l'Organisation de l'Unité Africaine, créée en 1963 à Addis-Abéba, et dont tous les Etats africains indépendants, y compris les satellites noirs de l'Afrique du Sud, sont membres. Parmi les principes régissant les relations de l'Afrique avec le monce extérieur, qui sont établis par la Charte de l'OUA, figure en bonne place la lutte contre le colonialisme, que celui-ci se présente sous la forme de la domination étrangère ou de la discrimination raciale. Admise dès son indépendance dans l'organisation, la République zambienne y joue d'emblée un rôle actif, devenant notamment, en compagnie de la Somalie, l'un des deux nouveaux membres du Comité africain de Libération, la Conférence des chefs d'Etat de 1965, tenue à Accra au mois d'octobre, ayant décidé d'augmenter à 11 l'effectif de ce comité, jusqu'alors de 9 (Algérie, Egypte, Ethiopie, Guinée, Nigéria, Ouganda, Sénégal,

Tanzanie/Tanganyika et Zaïre/Congo-Léopoldville).

Directement rattaché à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, le Comité de Libération a son siège à Dar-es-Salaam; lors de trois sessions ordinaires par an, plus les sessions extraordinaires, les représentants des pays membres ont pour fonction de coordonner l'action militaire et politique en vue de la décolonisation. Doté d'un secrétariat permanent à Dar-es-Salaam, le Comité gère le Fonds spécial de libération et organise son travail en trois commissions, militaire, politique et financière (49). Le Comité a un bureau sous-régional à Lusaka, comprenant un directeur et un attaché financier (50).

Lors de chaque crise avec le régime de Smith, le gouvernement cherche, et obtient, le soutien de l'OUA: ainsi après l'UDI est créé un Comité de solidarité avec la Zambie, en février 66 (51), et une aide est prévue par le Conseil des ministres en novembre 66 pour aider le pays à contrecarrer les effets de l'indépendance rhodésienne (52). Après la fermeture de la frontière par le régime de Smith, le Conseil des ministres condamne la Rhodésie et réaffirme son soutien au gouvernement de Lusaka (53).

Kaunda joue un rôle particulier au quatrième sommet, tenu à Kinshasa en septembre 1967, proposant ses bons offices dans la résolution du conflit territorial entre la Somalie et le Kénya. Les gouvernements concernés signent un accord où ils s'engagent à assurer la paix et la sécurité à la frontière et à s'abstenir d'actes de propagande hostile, et acceptent de nouvelles rencontres en présence de Kaunda pour améliorer et consolider leur coopération. Confirmée par une "déclaration de bonne entente" à fin octobre, cette réconciliation débouche sur le rétablissement de relations diplomatiques entre les deux Etats en février 1968 (54).

La participation active de la diplomatie zambienne à tous les secteurs d'activité de l'OUA, ainsi que la personnalité du Président, valent à celui-ci d'être président de l'OUA en 1970, lors de la septième session de la Conférence des chefs d'Etat; il succède ainsi à Nasser, Nkrumah, Hailé Sélassié, Mobutu, Boumediène et Ahidjo. Kaunda exerce une présidence particulièrement active, marquée principalement par la mission qu'il effectue dans plusieurs capitales occidentales pour tenter de leur faire retirer leur soutien au bloc raciste et colonialiste (55).

L'attitude observée durant la guerre civile nigériane mérite explication: la Zambie, en effet, est l'un des rares Etats, avec la Tanzanie, le Gabon et la Côte d'Ivoire à reconnaître l'éphémère République du Biafra. L'influence française, sans doute décisive en ce qui concerne Gabon et Côte d'Ivoire, est manifestement nulle en Zambie et en Tanzanie, qui par ailleurs ne sont liés par aucun intérêt immédiat à l'une ou l'autre des parties de la guerre civile. Les justifications morales données par Kaunda à cette reconnaissance doivent donc être considérées comme déterminantes, et ceci d'autant plus que la décision intervient tardivement, le 20 mai 1968, peu après la chute de Port Harcourt aux mains des troupes de Lagos, donc à un moment où la défaite militaire du Biafra est déjà inéluctable. Jusqu'alors, le gouvernement zambien tente plusieurs démarches de conciliation, en particulier la

convocation d'une conférence des quatre présidents est-africains (Kenyatta, Obote, Nyerere, Kaunda) à Nairobi en juillet 1967 et des démarches diplomatiques auprès de la délégation nigériane à la conférence de l'OUA de septembre 1967 à Kinshasa, ainsi qu'un appel commun soudano-zambien lancé de Khartoum en janvier 1968. Toutes ces tentatives se révèlent vaines, la reconnaissance du Biafra est une protestation symbolique et une expression de frustration devant les massacres de population civile, ainsi qu'une tentative un peu désespérée de provoquer l'engagement de négociation entre les deux camps nigérians. L'unité d'un Etat, affirme Kaunda, ne peut pas être bâtie sur la violence et la répression (56).

La crise biafraise révèle donc la forte influence, dans la politique étrangère, des principes éthiques universalistes de Kaunda, qui sont intégrés à son expression de l'idéologie humaniste, et la proximité des attitudes à ce sujet entre Kaunda et Nyerere.

Le gouvernement entre également en conflit avec des gouvernements africains pour des raisons de moralité politique. Ainsi, il a refusé de reconnaître, durant plusieurs années, le gouvernement militaire ghanéen, ainsi que le gouvernement civil de Busia qui lui succède, et considéré Kwame Nkrumah comme le chef d'Etat légitime du Ghana (57). De même, il reconnaît Milton Obote comme le président légal de l'Ouganda après le coup d'Etat du général Idi Amin, et condamne comme "honteuse, terrible, horrible et abominable" l'expulsion par ce dernier des Asiatiques porteurs de passeports britanniques. Cette déclaration provoque l'extension de la mesure d'expulsion hors d'Ouganda aux Asiatiques de nationalité zambienne (58).

L'unité africaine n'est donc pas, pour Kaunda et ses ministres, un objectif à atteindre quelles que soient les circonstances; elle ne peut être réalisée valablement que sur la base de principes éthico-politiques tels que le respect du système démocratique, le refus de toute discrimination raciale, la sauvegarde de la vie et de la dignité humaines. Ce sont ces principes mêmes qui fondent, comme le prouve la correspondance avec Vorster, l'argumentation contre les régimes racistes.

Le "Manifeste de Lusaka" fournit une présentation claire de cette idéologie de Kaunda dans le domaine des relations inter-africaines (59). Adopté le 16 avril 1969 par la Conférence des Etats d'Afrique orientale et centrale, réunissant à Lusaka les représentants de 13 gouvernements (60), le Manifeste passe pour avoir été rédigé par Kaunda lui-même.

Les deux principes sur lesquels se fonde le Manifeste sont l'égalité de tous les hommes, sans distinction de couleur, de race, de religion ou de sexe, et le droit - accompagné du devoir - de participer à égalité à leur système de gouvernement. Il s'ensuit qu'aucun gouvernement ne peut être imposé par un individu ou un groupe sans le consentement continu de tous les citoyens, ce qui est un idéal jamais atteint mais vers lequel il faut tendre. Il est évident que les gouvernements d'Afrique australe poursuivent des principes opposés, combattant l'égalité entre les hommes et l'autodétermination; le reste du monde est donc concerné car la violation de la

dignité d'un seul homme est une violation de la dignité de toute l'humanité.

On peut donc parler chez Kaunda, d'une idéologie libérale se réclamant de la Déclaration universelle des droits de l'homme, d'un libéralisme politique à l'état pur, en quelque sorte, qui n'est pas occulté par un libéralisme économique ou par le principe de la non-ingérence dans les affaires d'un autre Etat.

On retrouve, en effet, dans ces positions un certain nombre de traits typiques du libéralisme européen des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles: déclaration de droits universels, valorisation de la liberté et de l'égalité, forte composante morale, importance accordée à chaque individu. Mais cette idéologie est actualisée par le soutien diplomatique et matériel que les Etats signataires du Manifeste s'engagent à accorder aux mouvements de libération, et par la reconnaissance de la nécessité d'une lutte armée dans toute l'Afrique australe à moins que des solutions militaires internationales (intervention britannique en Rhodésie, des Nations Unies en Namibie) ou politiques (indépendance négociée des colonies portugaises, rejet de l'apartheid en Afrique du Sud) qui n'existent pas pour l'heure, se réalisent.

Le Manifeste de Lusaka a été adopté ensuite, durant l'année 1969, par l'OUA et par l'Assemblée générale des Nations Unies (61); cette triple acceptation, régionale, continentale et mondiale, d'un document préparé par la diplomatie zambienne représente pour celle-ci un succès et un renforcement de sa position internationale, au niveau idéologique, ce qui ne peut pourtant suffire à rééquilibrer le rapport de forces global, défavorable surtout dans le secteur politico-militaire.

En octobre 71, la conférence de Mogadishu des Etats d'Afrique orientale et centrale adopte, à la suite d'une intervention du Vice-Président zambien Mainza Chona, une "déclaration sur l'aggression contre la Zambie" où ces Etats assurent le pays de leur soutien matériel et diplomatique pour assurer sa souveraineté et son intégrité territoriale, à la suite des incidents à la frontière avec la bande de Caprivi (Namibie) (62).

III. Au niveau mondial

L'activité de la diplomatie zambienne à l'échelle mondiale pour la libération de l'Afrique australe se déroule principalement dans trois organisations: le Commonwealth of Nations, héritier de l'empire britannique après la décolonisation; les conférences des pays non-alignés, inaugurées à Belgrade en 1961 et dont la troisième s'est tenue à Lusaka en 1970; l'Organisation des Nations Unies, dont la Zambie est membre dès son indépendance. Un double fil conducteur guide cette action: la recherche de soutiens diplomatiques face à l'Afrique australe, et la tentative parallèle de détacher les puissances occidentales du bloc raciste et colonialiste d'Afrique australe.

a) Le Commonwealth et les Etats capitalistes avancés

Nous avons vu au chapitre précédent l'activité déployée par les dirigeants zambiens en 1965 et 1966 au sein du Commonwealth pour tenter d'influencer la politique britannique vis-à-vis de la Rhodésie.

En janvier 1969 a lieu à Londres une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, la première depuis 1966; Kaunda y réclame l'intervention militaire de la Grande-Bretagne en Rhodésie, seule possibilité de réaliser le principe, repris par la plupart des autres délégations, de NIBMAR (pas d'indépendance avant un gouvernement majoritaire); si le gouvernement de Londres persiste à ne pas vouloir employer la force, alors les gouvernements africains n'ont pas d'autre choix que de soutenir totalement les mouvements de libération, car seule une guérilla longue et sanglante peut mettre fin à la domination raciale. Le communiqué final ne fait que restituer l'opposition entre cette position et celle du gouvernement Wilson (63).

Lors de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation tenue en janvier 1971 à Singapour, Kaunda participe à une action concertée contre la décision du récent gouvernement conservateur d'Edward Heath de mettre fin à l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud décrété par le gouvernement Wilson. La délégation zambienne présente un projet de résolution par lequel les membres du Commonwealth s'engageraient à refuser aux "régimes pratiquant la discrimination raciale toute assistance qui contribuerait à encourager ou à consolider cette politique néfaste"; simultanément, les représentants du Kénya, de la Tanzanie, du Ghana et du Botswana menacent de se retirer du Commonwealth dans le cas où le Royaume-Uni livrerait des armes au régime de Prétoria. Heath, soutenu par la délégation australienne, refuse de signer cette déclaration, jusqu'à ce qu'un compromis élaboré par le premier ministre canadien Trudeau, ajoutant au projet zambien "toute assistance qui, à leur avis, contribuerait..." soit adopté; l'unanimité est ainsi reconstituée mais Heath s'empresse de préciser qu'il reste ainsi libre de fournir les armes. Il ne reste à Kaunda que deux consolations: la survie du Commonwealth et le fait que le compromis ne soit pas dû au premier ministre britannique. A Londres, Wilson accuse Heath de s'être montré "têtu comme une mule..." ce qui évidemment est l'une des rares critiques que l'on ne puisse lui faire à lui-même! (64)

A la conférence du Commonwealth d'août 1973 à Ottawa, la délégation zambienne présente un mémorandum sur la situation en Afrique australe dénonçant l'axe Salisbury - Prétoria - Lisbonne, le premier ministre barbadien, Errol Barrow, propose une médiation du Commonwealth pour organiser une conférence constitutionnelle en Rhodésie; il est soutenu par le Canadien Pierre Trudeau, mais le premier ministre de Sa Majesté, qui est toujours Edward Heath, refuse net et parvient à bloquer la discussion. Dans le communiqué final, il ne reste plus qu'une déclaration d'intentions sans portée pratique (65).

Une autre action diplomatique, concernant un certain nombre de pays occidentaux, est effectuée par Kaunda en octobre 1970. L'OUA mandate son président, Kaunda, accompagné des ministres des affaires étrangères algérien, camerounais, kényan et malien, pour une mission de dissuasion portant sur deux aspects du soutien de pays occidentaux au bloc austral: la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique et la fourniture d'armes à Prétoria. Cette délégation se rend successivement à Rome, Bonn, Londres, New York et Paris et parvient à convaincre les gouvernements italien, britannique et suédois, d'interdire à des entreprises de leurs pays de participer à la construction du barrage qui doit à la fois sceller la collaboration entre Lourenço Marques et Prétoria et permettre l'implantation de très nombreux colons européens au Mozambique. Mais Bonn et Paris refusent tout engagement de ce genre, et la question des ventes d'armes n'est pas résolue; elle doit être rediscutée à Singapour en janvier suivant en ce qui concerne les ventes britanniques, cependant que le gouvernement français poursuit ses exportations sans souci de l'opinion de ses "amis" africains (66).

Les relations diplomatiques sont assez développées avec les Etats membres du Commonwealth, puisque 18 d'entre eux ont des missions accréditées; il s'agit d'Etats d'Afrique noire, des Caraïbes et du sous-continent indien, du Canada et de la Grande-Bretagne. En ce qui concerne les pays capitalistes avancés, 14 pays ouest-européens et les deux nord-américains ont des relations diplomatiques effectives avec Lusaka, les principaux étant, outre Etats-Unis et Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne fédérale, l'Italie, la Suède, la Belgique et les Pays-Bas, qui tous ont un ambassadeur résidant à Lusaka (67).

b) La conférence des pays non-alignés

Soucieux d'acquérir une marge de liberté vis-à-vis de leur ancien colonisateur, sans cependant rompre avec le monde occidental, certains gouvernements africains ont adhéré au mouvement des non-alignés. C'est le cas des dirigeants zambiens, qui envoient des représentants à la deuxième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non-alignés, tenue au Caire au début d'octobre 1964, soit quelques jours avant l'indépendance du pays. Succédant au premier "sommet" des non-alignés, qui avait eu lieu à Belgrade en 1961, la conférence du Caire voit l'entrée de nombreux pays africains, dont proviennent plus de la moitié des délégations présentes. Le principal document émanant du sommet du Caire est le Programme pour la paix et la coopération internationale, qui reprend, pour les adapter à la détente entre les deux grandes puissances, les thèmes fondamentaux du non-alignement, définis à Belgrade: lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et la discrimination raciale, droit des peuples à l'auto-détermination, désarmement, développement et coopération économiques. Mais la période qui suit voit le mouvement s'enliser, les non-alignés paraissent pris au dépourvu par les conflits localisés qui n'empêchent plus la coopération des super-puissances (guerres du Vietnam, du Moyen-Orient, conflit sino-soviétique) et par les interventions,

elles aussi localisées, de ces puissances dans des pays de leurs sphères d'influence (République dominicaine, Tchécoslovaquie). Aucune nouvelle résolution, excepté le rappel des principes définis à Belgrade et au Caire, et les déclarations de soutien aux mouvements de libération africains et palestiniens, n'est adoptée à la conférence consultative de Belgrade en juillet 1969.

Au début de 1970, le président yougoslave Tito propose, lors d'une tournée de capitales africaines, la convocation d'un troisième sommet destiné à relancer le mouvement et à en adapter les objectifs. Une conférence préparatoire se réunit au mois d'avril à Dar-es-Salaam, réunissant des délégués de 60 pays; décision est prise de tenir le troisième sommet des non-alignés à Lusaka en septembre, et d'en confier la présidence à Kaunda. Le choix de la capitale zambienne, de même que la désignation de Dar-es-Salaam comme lieu de la conférence préparatoire, indiquent l'intention de mettre l'accent sur la libération de l'Afrique australe et sur la "self-reliance" comme base du développement économique.

Précédée d'une conférence des ministres des affaires étrangères, qui établit les projets de résolutions, la Conférence est ouverte par Kaunda le 8 septembre 1970. Les principaux thèmes des débats sont la lutte contre le colonialisme et le racisme en Afrique australe, le conflit israélo-arabe et la coopération économique entre les non-alignés. La conférence s'achève le 10 septembre avec l'adoption d'une série de résolutions qui traduisent une évolution, encore embryonnaire, du non-alignement. Ainsi la Déclaration de Lusaka met l'accent non plus sur l'indépendance vis-à-vis des blocs mais sur la révolution anticolonialiste et le refus des formes nouvelles de domination; la résolution sur l'apartheid dénonce la collaboration politique, économique et militaire des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie et du Japon avec l'Afrique du Sud; la résolution sur la décolonisation propose la rupture des relations diplomatiques avec le Portugal et l'Afrique du Sud et mandate Kaunda pour prendre contact avec les pays qui leur livrent des armes ou coopèrent à la construction du barrage de Cabora Bassa, ce qui est en fait un cautionnement donné à la mission confiée à Kaunda qui en est le président en exercice par la conférence de l'OUA récemment tenue à Addis Abéba. D'autres résolutions, qui peut-être passent plus inaperçues, concernent les négociations sur les fonds marins et le "non-alignement et le progrès économique", cette dernière esquissant un programme de travail et de négociations entre Etats non-alignés. Cet aspect de coopération économique entre pays pauvres et face aux pays riches, encore peu spectaculaire, est le principal changement dans l'orientation du non-alignement (68).

Malgré l'échec relatif de la mission Kaunda en Europe et aux Etats-Unis (69), malgré le manque d'effets des résolutions sur la coopération économique, ce troisième sommet marque une relance de l'action des non-alignés, puisque déjà deux ans après, une conférence des pays non-alignés se tient à Georgetown, au niveau des ministres des affaires étrangères. Le discours d'ouverture du premier ministre guyanais, Forbes Burham, indique bien l'intention de poursuivre la transformation du mouvement des non-alignés en un syndicat des pays pauvres: "Le non-alignement (...) doit rendre conscients les pays sous-développés que la solution

de leurs problèmes ne peut venir que d'eux-mêmes et non du monde développé" (70).

Le "Rapport économique" adopté à Georgetown reprend de façon plus radicale la résolution sur le progrès économique de Lusaka, assimilant à des actes d'agression les menaces ou pressions d'ordre économique, et envisageant une série de secteurs dans lesquels doit se développer prioritairement la coopération entre pays non-alignés: commerce, transport, industrialisation, monnaires et finances, éducation, technologie. De même, la Déclaration de Georgetown affirme le soutien du mouvement aux gouvernements qui reprennent le contrôle des ressources naturelles de leurs pays. En ce qui concerne l'Afrique australe, elle recommande aux gouvernements de soutenir matériellement les mouvements de libération.

Cette évolution est précisée au quatrième sommet à Alger en septembre 1973, qui adopte deux résolutions, l'une politique et l'autre économique. La première traite de la détente, du Moyen-Orient, de l'Afrique australe, de l'Indochine et, fait nouveau dans les annales du non-alignement, de l'Amérique latine; la déclaration économique dénonce l'impérialisme, et notamment les sociétés monopolistiques, établit des principes pour les négociations commerciales avec les pays développés, annonce la création d'un fonds de développement et de solidarité, convient d'un contrôle des investissements étrangers quant à leur conformité aux plans de développement nationaux, réaffirme le droit des Etats à nationaliser les entreprises exploitant leurs ressources naturelles. Enfin, une déclaration sur la lutte de libération nationale condamne les régimes d'Afrique australe et ceux qui les appuient (USA, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale), et exprime l'engagement des gouvernements participants à accroître leur soutien aux mouvements de libération et à isoler les régimes colonialistes et racistes; elle dénonce en particulier la consolidation de l'Axe Prétoria - Salisbury - Lisbonne et son extension progressive à Tel-Aviv (71).

La lutte anti-impérialiste est donc définie en termes aussi bien économiques que politiques ou politico-militaires, et elle devient l'objectif principal des non-alignés: c'est dans ce contexte global que s'inscrit, à Lusaka en 1970 comme à Alger en 1973, la question de la libération de l'Afrique australe.

Figurant en seconde place, après le développement économique, dans le discours de l'indépendance (72), le non-alignement est une politique constante des dirigeants zambiens, dès avant même l'indépendance rhodésienne. Pour Kaunda, il signifie tout d'abord la liberté de choix, face à chaque problème concernant le développement du pays, ainsi qu'une liberté de contribuer, grâce à l'indépendance vis-à-vis des blocs, au bien de l'humanité tout entière (73). L'affirmation de la dignité retrouvée après le colonisation, la volonté de mettre fin au colonialisme en Afrique australe et la poursuite d'un développement économique rapide grâce aux capitaux disponibles dans les deux camps de la guerre froide, sont les trois objectifs principaux que permet de rechercher la politique de non-alignement (74), l'objectif de développement économique étant conçu ultérieurement, dès la fin des années soixante, comme le résultat des forces propres du pays bien plus que comme le

fruit de "l'aide" extérieure.

c) Les Nations Unies

La Zambie est membre de l'Organisation des Nations Unies, et des organisations spécialisées qui lui sont rattachées, dès l'indépendance. Le jour même choisi pour la proclamation de l'indépendance en 1964, le 24 octobre, est intentionnellement le jour des Nations Unies dans le monde entier. Dans le discours de l'indépendance, Kaunda déclare que le pays jouera son rôle au sein de l'ONU (75).

L'activité des représentants aux Nations Unies se concentre essentiellement sur la question de la libération de l'Afrique australe, et a donc été relatée en grande partie au chapitre précédent. Leurs autres prises de position, notamment en ce qui concerne le Moyen-Orient, le Vietnam, l'Irlande du Nord, l'accession de nouveaux Etats à l'indépendance, sont dictées par la recherche, assez pragmatique, de la paix internationale et la défense de l'indépendance des petits Etats. Ces positions sont exprimées en particulier durant les années 1969 et 1970, qui voient la Zambie accéder au rang de membre du Conseil de sécurité (76).

En outre, sont installés à Lusaka divers bureaux des Nations Unies et organisations spécialisées: bureaux régionaux du PNUD, du Fonds pour l'enfance, de l'OMS, de la Commission économique pour l'Afrique, et du Commissaire pour la Namibie, bureaux pour la Zambie du Haut-Commissariat aux Réfugiés, de l'OIT, de la FAO et de l'ONUDI (77). Il faut souligner l'importance et l'originalité du bureau régional du Commissaire pour la Namibie, qui est le seul office de ce genre, que la Zambie héberge à son double titre de voisin indépendant et de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Ce bureau est en effet le seul, pour le moment du moins, qui délivre les documents de voyage des Nations Unies aux citoyens namibiens, qui permettent aux nationalistes de se déplacer sans problèmes de passeport, et sont les seuls produits concrets d'actes administratifs traduisant la décision de l'Assemblée générale de l'ONU de prendre directement en charge l'administration de l'ancien Sud-Ouest africain après la fin du mandat sud-africain (78). La délégation zambienne à l'Assemblée générale était d'ailleurs l'une des co-proposantes de la résolution mettant fin au mandat sud-africain sur la Namibie, adoptée en octobre 1966 (79).

La République zambienne entretient d'autre part des relations bilatérales avec de nombreux Etats. 65 missions diplomatiques sont accréditées auprès du ministère des affaires étrangères, soit 20 des pays africains, 20 également de pays européens, 9 de pays asiatiques ou océaniques et 7 de pays américains. Les missions les plus nombreuses sont celles des grandes puissances membres permanents du Conseil de sécurité: Grande-Bretagne (personnel résidant à Lusaka: 21 collaborateurs), Chine (28), URSS (22), Etats-Unis (12) et France (12), ainsi que d'Etats ayant des relations particulières avec la Zambie, du fait du nombre de leurs res-

sortissants y résidant (Inde, mission de 12 personnes) ou d'une volonté d'ouverture en Afrique centrale et australe (Suède, 11; Roumanie, 10). (80)

4. L'évolution de la situation en Afrique australe et la diplomatie zambienne

Le coup d'Etat du 25 avril 1974 au Portugal marque le début d'une phase nouvelle dans l'histoire de l'Afrique australe. Le gouvernement zambien est prompt à en saisir les implications et à tenter de les exploiter à son avantage, suivant une politique conforme à ses précédentes prises de position. Pour démontrer cette hypothèse, j'étudie successivement la logique du discours diplomatique tenu depuis l'indépendance et les conséquences, en voie de réalisation ou prévisibles, de la décolonisation portugaise.

a) La logique du discours diplomatique

Comme en attestent aussi bien le Manifeste de Lusaka que les démarches bilatérales, la politique suivie face au bloc austral en différencie les éléments. Dans l'impossibilité de s'attaquer efficacement au centre régional, l'Afrique du Sud, la diplomatie zambienne s'efforce d'en isoler la périphérie, plus vulnérable si son alliance avec le centre peut être rompue. Trois éléments différents composent cette périphérie, la Rhodésie, les colonies portugaises d'Angola et du Mozambique et le Sud-Ouest africain/Namibie.

L'alliance Salisbury - Prétoria, tant que son flanc oriental est couvert par le pouvoir colonial portugais au Mozambique, se révèle inexpugnable: l'échange de lettres avec Vorster, les condamnations du régime de Ian Smith par l'OUA, le Commonwealth, les pays non-alignés et l'ONU, les grands principes du Manifeste de Lusaka, sont inefficaces pour mettre fin à la collusion des régimes racistes, protégée par le gouvernement de Londres avec la complicité plus ou moins avouée des gouvernements occidentaux. De même, toutes les actions auprès du gouvernement britannique pour obtenir une intervention en Rhodésie restent vaines, et le rapport des forces militaires est beaucoup trop déséquilibré pour qu'une action directe, même appuyée par l'ensemble de l'Afrique indépendante, ait des chances de succès.

L'attitude face au pouvoir colonial portugais est, nous l'avons vu, beaucoup plus ouverte, bien que le soutien aux mouvements de libération (surtout FRELIMO et MPLA) soit constant. Vaine tant que dure le régime fasciste à Lisbonne, cette position porte des fruits dès l'avènement du pouvoir militaire. Il faut souligner d'ailleurs le rôle décisif de la lutte armée africaine dans le changement de régime au Portugal: ce sont les mouvements de libération qui, dévoilant par les armes la nature réactionnaire et répressive et l'incapacité d'adaptation du régime de

Salazar et Caetano, sont les véritables auteurs du renversement du régime fasciste. Des deux éléments constituant la politique zambienne pour les colonies portugaises: soutien à la lutte armée et disponibilité diplomatique, le premier se révèle le plus fructueux dans une première phase, et permet l'utilité du second dans une seconde phase (après le 25 avril 74).

La stratégie concernant la Namibie est double. D'une part, les dirigeants zambiens soutiennent la SWAPO, qui utilise leur territoire et celui du Botswana comme arrières pour le ravitaillement; d'autre part, ils agissent sur le plan de l'ONU, obtiennent de l'Assemblée générale qu'elle mette fin (bien que verbalement seulement) au mandat de l'Afrique du Sud. Toutes les ouvertures diplomatiques en direction de Prétoria sur la Namibie sont faites par l'intermédiaire de l'ONU, mais sans plus résultat que pour la Rhodésie.

Vis-à-vis du centre régional, l'affrontement direct est évité, et toute évolution du système de l'apartheid dans un sens favorable aux intérêts des Africains n'est envisagée qu'à long terme. Le soutien à l'ANC et au PAC ne signifie pas que le gouvernement zambien espère une victoire militaire de ceux-ci dans un avenir prévisible; le Manifeste de Lusaka est sans équivoque à ce sujet, les Etats signataires cherchent à faire pression sur le gouvernement de Prétoria, par des voies économiques et diplomatiques, pour qu'il s'engage dans une politique conforme aux droits de l'homme, mais ne remettent pas en cause le statut d'Etat indépendant de la République sud-africaine. (81) Mais toute la diplomatie de l'Afrique indépendante ne parvient pas à rompre la complicité des Etats occidentaux avec le régime de Prétoria: quelle que soit sa logique, le discours diplomatique est ici impuissant. Le gouvernement de Lusaka se borne, dans la situation existant depuis l'indépendance et surtout depuis la rupture entre la Rhodésie et la Grande-Bretagne, à tenter d'isoler l'Afrique du Sud des divers composants de sa périphérie.

Le discours diplomatique zambien, bien que diversifié selon les niveaux auxquels il s'applique, présente une logique fondamentale, qui peut s'exprimer par le thème d'anti-impérialisme. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le refus d'une politique de blocs dominés par les super-puissances, l'importance donnée à la prise de positions communes sur la scène internationale des pays africains et de l'ensemble des pays périphériques ("tiers-monde"), la condamnation des interventions des grandes puissances dans des pays tiers, l'affirmation réitérée de principes éthico-politiques basés sur la dignité et l'égalité de tous les hommes indépendemment de leur race, sont autant d'expressions particulières de ce thème générique d'anti-impérialisme.

L'importance même du développement de ce discours en de nombreuses occasions, révélatrice de la valeur conférée à l'enjeu diplomatique, est par ailleurs significative de la faiblesse des moyens politiques et militaires de la Zambie face au bloc austral et face aux puissances occidentales qui protègent celui-ci. L'enjeu de cette activité diplomatique est la constitution d'une alliance des pays du tiers monde pour modifier le rapport des forces politiques mondiales. (81 bis) Si la cible véritable de cet anti-impérialisme est l'impérialisme occidental, sous hé-

gémonie américaine et régionalement relayé par l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne, les pays du bloc soviétique et la Chine n'apparaissent pas, globalement, comme susceptibles d'apporter un soutien décisif dans cette lutte. L'attitude de Kaunda envers la Chine pour la construction du Tanzam a été longtemps réservée, elle est franchement défiante envers l'URSS et Cuba lors de leur intervention en Angola aux côtés du MPLA: c'est dans l'unité de la périphérie, et en premier lieu dans celle de l'Afrique, hors de toute autre intervention, que le gouvernement voit la possibilité de la libération de l'impérialisme.

b) Les conséquences de la décolonisation portugaise

L'accession à l'indépendance en 1975 du Mozambique et de l'Angola (cette dernière n'étant stabilisée qu'au début de 1976) marque une étape fondamentalement nouvelle dans l'histoire de l'Afrique australe, par le début de la désagrégation du bloc sous domination blanche. L'Afrique indépendante atteint désormais les frontières mêmes de la République sud-africaine. Le FRELIMO contrôle définitivement un territoire qui s'avance jusqu'à moins de 500 kilomètres de Prétoria et que traverse le lien ferroviaire le plus court entre le Witwatersrand et l'océan. La longue frontière septentrionale de la Namibie n'est plus protégée des attaques de la SWAPO. Le Swaziland n'est plus encerclé par le bloc blanc. La périphérie ne protège plus le centre de toute confrontation directe avec les combattants de l'ANC et du PAC.

Certes la puissance industrielle et militaire sud-africaine est intacte, et le rapport des forces entre son armée et les mouvements de libération est écrasant. La survie du régime raciste de Prétoria et du système de l'apartheid n'est pas menacée dans l'immédiat. Mais la stratégie de containment sur des frontières éloignées n'est plus possible, et le rapport global des forces dans toute la région est modifié au détriment des régimes racistes.

Face à cette évolution de la situation, les dirigeants zambiens prennent l'initiative pour dissocier l'alliance de Prétoria avec la Rhodésie, désormais exposée à la lutte armée sur la plus grande partie de ses frontières et que la liaison ferroviaire directe avec l'Afrique du Sud, achevée en septembre 1974, ne suffit pas à intégrer sérieusement dans le nouveau périmètre de défense de Prétoria. Au début de novembre 1974, Kaunda invite en secret à Lusaka les présidents Nyerere de Tanzanie et Khama du Botswana, ainsi que le président de l'African National Council Mgr. Muzorewa et les leaders du FRELIMO (Machel), de la ZAPU (Nkomo) et de la ZANU (Sithole). Les deux derniers sont libérés, pour la durée de la réunion, des prisons rhodésiennes où ils étaient détenus, à condition d'y retourner ensuite, ce dont Kaunda se porte garant.

Cette conférence des présidents envisage la possibilité d'une transition négociée à un gouvernement majoritaire en Rhodésie. Des négociations avec Prétoria sont prévues, afin d'amener Vorster à renoncer à son soutien au régime de Smith.

Cette stratégie est celle de l'échange des lettres Vorster - Kaunda de 1968, mais elle a, dans un contexte aussi perturbé, de meilleures perspectives de succès. En effet, soucieux de l'avenir à plus long terme, les dirigeants sud-africains tentent d'intervenir pour favoriser une évolution constitutionnelle en Rhodésie.

La première étape est l'unification des mouvements africains sous l'égide de l'ANC, afin d'opposer à Ian Smith un seul interlocuteur: elle est rondement menée. Un accord de principe sur un cessez-le-feu avec libération des prisonniers politiques est passé avec Ian Smith le 11 décembre 1974, ouvrant la perspective d'une conférence constitutionnelle sur l'accession progressive de l'ANC au pouvoir (82). Mais cette conférence échoue lors de sa réunion à Victoria Falls le 25 août 1975, et cet échec provoque la rupture du front uni; en effet, Nkomo tente de renouer la négociation, alors que la majorité de l'ANC derrière Muzorewa et Sithole décide de poursuivre la lutte armée. Cette aile militante crée un Comité de libération dont dépendent les quelque 5 000 à 7 000 combattants de la Zimbabwe People's Army; un millier de ces guerilleros combattent dans le pays même, principalement dans les zones africaines. La stratégie de Kaunda consiste en l'appui des tentatives de négociations de Nkomo, puis une fois leur échec définitif manifeste, en soutien à la lutte armée et, pour la première fois, autorisation aux combattants de la ZPA de s'entraîner en Zambie et d'utiliser le territoire pour les attaques directes, ouvrant un nouveau front contre le régime Smith. (83)

Avec Prétoria, les négociations permettent de parvenir à certains résultats concrets, signes de la décision d'abandonner le régime de Smith à son sort pour sauvegarder les seuls intérêts des quatre millions de blancs de la République: le ministre des affaires étrangères Hilgard Muller se rend à Lusaka en février 1975, et le retrait des troupes stationnées le long du Zambèze est annoncé pour le mois de juin. (84)

En ce qui concerne la Namibie, le gouvernement sud-africain s'affirme prêt à en permettre l'indépendance. Cependant cet Etat namibien ne devrait pas être dominé par le SWAPO mais par une "libre expression des diverses nations", le résultat devant donc être plus proche d'un bantoustan ou même d'une fédération de bantoustans que d'un véritable Etat indépendant. (85) Obligé d'abandonner la Namibie sous la double pression des Nations Unies et des militants de la SWAPO, Vorster cherche à en faire un Etat-tampon ne pouvant pas servir de base d'attaque à des révolutionnaires sud-africains, et dans lequel les intérêts économiques sud-africains soient sauvegardés.

c) Perspectives d'avenir

L'Afrique australe entre dans une phase historique nouvelle. On ne peut affirmer ce qu'elle sera. Ce qui paraît déjà engagé, c'est la désagrégation de la périhpérie du bloc austral avec l'indépendance du Mozambique, de l'Angola, de la Namibie et du Zimbabwe, et la présence face à face de la seule République d'Afrique du Sud et de l'Afrique indépendante. Mais le sud du continent noir n'est pas un univers isolé, et les interférences politiques et économiques ne vont pas manquer: il suffit de songer à l'importance des intérêts des pays impérialistes, Etats-Unis en tête, dans les deux camps en présence, pour saisir que la lutte n'exclut pas les arrangements, voire la coopération.

Quelle que soit la solidarité que l'on peut éprouver avec les combattants de la liberté, on ne peut exclure que la politique d'apartheid, neutralisant les Africains de l'intérieur par le système des bantoustans et la poursuite de la répression et ceux de l'extérieur par les échanges économiques et le maintien du potentiel militaire, permette au régime raciste de se maintenir encore. Une guerre populaire prolongée, engagée dans des conditions très dures, serait alors la seule voie ouverte à la révolution africaine. L'espoir de vaincre dans une telle lutte ne doit pas être sous-estimé: 1975 marque également la victoire définitive du peuple vietnamien sur l'impérialisme.

Notes du chapitre 5

(1) Pour une étude des mouvements, cf. R. Gibson, African Liberation Movements; B. Davidson, L'Angola au coeur des tempêtes.

(2) J. Woronoff, Organizing African Unity, pp. 299-300; R. Gibson, op.cit., pp. 67 - 74.

(3) J. Woronoff, op. cit., p. 265; R. Gibson, op. cit., pp. 287 - 290.

(4) J. Woronoff, op. cit., pp. 235 et 253-254; Le Monde des 1 et 13 décembre 1974.

(5) J. Woronoff, op. cit., pp. 216-218; R. Gibson, op.cit., pp. 211-242; Ligue Marxiste Révolutionnaire, La lutte de libération dans les colonies portugaises, pp. 30-38; Le Monde des 5 et 16 janvier 1975, des 6, 14 et 15 mai 1975; The Guardian, 14 janvier 1975.

(6) J. Woronoff, op. cit., pp. 218-218; R. Gibson, op. cit., pp. 287-290; L.M.R., op. cit., pp. 40-41; Le Monde du 21 septembre 1974.

(7) R. Gibson, op. cit., p. 9 et passim.

(8) B. Larkin, China and Africa 1949-1970, pp. 186-192, notamment Table 5, p. 188.

(9) B. Davidson, op. cit., p. 239; Le Monde du 6 juin 1974.

(10) Les informations sur l'aide aux mouvements de libération m'ont été données, lors d'interviews à Liberation Centre, Lusaka, les 7 et 9 janvier 1974, par Moses Garoeb, secrétaire administratif de la SWAPO, et Paolo Jorge, directeur des services d'information du MPLA, ainsi que par les représentants à Lusaka du MPLA, Hailonda, et de la ZAPU, Philemon Makonese. Je suis cependant seul responsable de leur présentation et de toute erreur qu'elle pourrait contenir.

(11) Report of the Security Council Special Mission, S./10896, p. 25.

(12) Il s'agit principalement du Congo et de la Tanzanie.

(13) D. Anglin, "Confrontation in Southern Africa: Zambia and Portugal", International Journal 25 (3), Summer 1970, pp. 510-511.

(14) Jeune Afrique, n^{os} 704 et 714; Le Monde des 7 juin 1974 et 23 février 1975.

(15) Le Monde des 21 mars et 22 mai 1975.

(16) D. Anglin, art. cit., pp. 504-506.

(17) D. Anglin, art. cit., pp. 513-515.

(18) Le Monde, 7 octobre 1971. A noter que ce journal reprend sans guillemets et jusque dans son titre ce terme d'"irréguliers" utilisé par la dépêche AP-UPI et dont on peut se demander la signification.

(19) Le Monde, 24 mai 1973.

(20) Cité par UN, Report of the Security Council Special Mission. S/10896, pp. 16-17.

(21) Le Monde, 17 mai 1973.

(22) Le Monde, 22 mai 1973.

(23) 1 Rand (R) = 1 Kwacha

(24) R. Molteno, "South Africa's Drive to the North", in University of Zambia School of Humanities and Social Sciences, Zambia and the World, p. 31; J. Spence, Republic under Pressure, p. 62.

(25) J. Spence, op. cit., pp. 62-63; J. Barber, South Africa's Foreign Policy 1945-1970, pp. 190-197.

(26) ZAPU Publicity Bureau, The Armed Revolutionary Struggle in Zimbabwe, pp. 15-16.

(27) R. Molteno, art. cit., p. 31.

(28) Le Monde, 1er mars 1972.

(29) Newscheck (Johannesburg), 24 July 70, cité par R. Molteno, ibid.

(30) T. Shaw, Southern Africa: Dependence, Interdependence and Independence in a Regional System.

(31) Moses Garoeb (SWAPO) me citait cinq Etats apportant une aide directe importante aux mouvements: Tanzanie, Zambie, Guinée, Congo et Botswana, les deux premiers étant les plus importants. Entretien à Lusaka, 9 janvier 1974.

(32) Je reprends cette thèse, qui me paraît opératoire, d'une exposé de Robert Molteno, Lecturer au Department of Political and Administrative Sciences, à un séminaire interdisciplinaire organisé par ce Département à l'Université de Zambie le 8 janvier 1974.

(33) Dear Mr. Vorster... - Details of exchanges between President Kaunda of Zambia et Prime Minister Vorster of South Africa, p. 1; J. Barber, op. cit., pp. 165-166.

(34) Dear Mr. Vorster..., op. cit.: Les échanges d'émissaires et de lettres cités ci-dessous sont tirés de ce même document; on en trouve également une présentation dans Y. Bénot, Idéologies des indépendances africaines, 2 éd., pp. 484-487.

(35) Dear Mr. Vorster..., op. cit.

(36) Cette proposition, quelle qu'en soit la part de pure tactique pour engager la discussion, est moins surprenante qu'elle ne peut paraître: face à la montée de la guerre de libération, un régime noir sympathisant, du type du Malawi, serait moins dangereux qu'un état de tension permanent, et même sans doute plus docile que le régime blanc de Smith. Mais cela ne serait possible que si le gouvernement zambien se révélait conciliant vis-à-vis du régime afrikaner.

(37) D. Anglin, art. cit., pp. 498-502.

(38) Le Monde des 10 et 21 septembre 1974.

(39) R. Molteno, art. cit., pp. 33 et 31. Keesing's Contemporary Archives, pp. 21849, 23809 et 23865-66.

(40) Ibid.; Keesing's Contemporary Archives, p. 23916.

(41) Keesing's Contemporary Archives, pp. 24400 et 25466.

(42) R. Molteno, ibid.; J. Pettman, Zambia: Security and Conflict, p. 232.

(43) R. Molteno, ibid.; Keesing's Contemporary Archives, pp. 22502, 23809 et 24851.

(44) C. McMaster, Malawi Foreign Policy and Development.

(45) R. Molteno, ibid.

(46) Les données concernant les missions diplomatiques accréditées à Lusaka sont tirées de Ministry of Foreign Affairs, List of Diplomatic, Consular and Trade Missions and International Organisations, pp. 8-110.

(47) J. Pettman, op. cit., pp. 189-194; Le Monde du 17 septembre 1970 et du 17 janvier 1973; C. McMaster, op. cit., pp. 145-153.

(48) J. Pettman, op. cit., pp. 232-233; J. Craig, "Zambia-Botswana Road Link:

Some Border Problems", in Zambia and the World, op. cit., pp. 23-32; Keesing's Contemporary Archives, pp. 20650 et 23809; Amax, Annual Report 1972, pp. 22-23.

(49) B. Boutros-Ghali, L'Organisation de l'Unité Africaine, pp. 73, 104-105. La Charte de l'OUA a paru également dans Jeune Afrique, 26 mai 1973.

(50) List of Diplomatic... Missions.... op. cit., p. 130.

(51) J. Woronoff, op. cit., p. 247.

(52) B. Boutros-Ghali, op. cit., p. 178.

(53) Le Monde, 4 février 1973.

(54) J. Woronoff, op. cit., p. 357.

(55) Pour un rapide bilan des 9 premières présidences de l'OUA, cf. le "Dossier OUA: dix ans après", in Jeune Afrique, 2 juin 1973, pp. 42-44. Pour la mission Kaunda en Europe, cf. le paragraphe suivant sur l'action diplomatique au niveau mondial.

(56) D. Anglin, "Zambia and the Recognition of Biafra", in The African Review, 1(2), September 1971, pp. 102-136; J. Woronoff, op. cit., pp. 407, 414-415, 425.

(57) B. Mtshali, "Zambia's Foreign Policy", in Zambia and the World, op. cit., p. 1. Cet article est reproduit de Current History 58 (343) March 1970.

(58) Le Monde, 8 septembre 1972 et 21 octobre 1972.

(59) "Lusaka Manifesto on Southern Africa", in Africa Contemporary Record, 1969-70, pp. C41-C45. On trouve d'autres expressions de cette idéologie dans des textes de Kaunda édités par Zambia Information Services: Africa in the 60's et The Imperative of Human Dignity.

(60) Burundi, Congo, Ethiopie, Kénya, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Zaïre, Zambie.

(61) B Mtshali, art. cit., pp. 2-3.

(62) Keesing's Contemporary Archives, p. 25012B.

(63) Keesing's Contemporary Archives, pp. 23181-23186.

(64) Le Monde, 13, 22 et 24 janvier 1974.

(65) Le Monde, 10, 11 et 12 août 1973.

(66) Le Monde, 18 octobre 1970.

(67) List of Diplomatic.. Missions..., op. cit.

(68) The Origin and Growth of Non-Alignement; Le Monde des 6 au 16 septembre 1970.

(69) Cf. supra, p. 137.

(70) Jeune Afrique, nº 606 du 19 août 1972, pp. 26-29.

(71) Le Monde des 6 ou 11 septembre 1973. Texte intégral des résolutions dans le numéro 43, septembre 1973, de France-Algérie.

(72) K. Kaunda, "Midnight, October 24, 1964", in Zambia: Independence and Beyond, p. 176.

(73) K. Kaunda "Foreword", in J.W. Burton (ed.) Nonalignment, p. 9.

(74) Margaret Legum, "Africa and Nonalignment" in Ibid. pp. 56-61.

(75) K. Kaunda, "Midnight, October 24, 1964", art. cit.

(76) Cf. Zambia in the Security Council, 1969 & 1970.

(77) List of Diplomatic... Missions..., op. cit. pp. 116-129.

(78) Interview avec Moses Garoeb, SWAPO, le 9 janvier 1974 à Lusaka.

(79) Keesing's Contemporary Archives, pp. 21797-21799.

(80) List of Diplomatic... Missions..., op. cit., pp. 8-110. Ces données sont celles du mois d'octobre 1973.

(81) The Lusaka Manifesto, op. cit., paragraphe 20-23.

(81 bis) Il est nécessaire de souligner ici que cette étude se fonde sur le discours et non sur la pratique diplomatique, sur laquelle aucune source ne renseigne. Si la logique argumentative du discours est conditionnée par la réalité sociale (conditions de production du discours), elle a aussi pour fonction de voiler les contradictions de la pratique afin de lui restituer une cohérence illusoire. Ainsi, le thème de l'anti-impérialisme tend à dissimuler la coopération économique et les accords tacites politiques et militaires qui lient la Zambie principalement à l'Afrique du Sud, mais aussi à la Rhodésie. En outre, le contexte évolue, et telle déclaration qui était considérée comme très anti-impérialiste dans la conjoncture de 1965 peut devenir banale dans

celle de 1975; l'ensemble du discours anti-impérialiste des dirigeants zambiens porte la marque de l'époque à laquelle il a été constitué, c'est-à-dire des quelques années qui suivent l'indépendance et l'UDI.

(82) Le Monde du 21 septembre et des 4 et 21 décembre 1974, et du 21 février 1975.

(83) Le Monde des 9, 14 et 23 janvier, 20 avril, 2 et 22 mai 1975, 13 et 27-30 avril, et 1er juin 1976.

(84) Le Monde des 12 février et 10 avril 1975.

(85) Le Monde des 21 février, 10 avril et 22 mai 1975.

CHAPITRE 6: LA NATIONALISATION DE L'INDUSTRIE DU CUIVRE

1. Indépendance politique, dépendance économique

Le 24 octobre 1964, est donc créée la république indépendante de Zambie. Malgré les fonctionnaires civils et militaires fournis par le Royaume-Uni pour pallier le manque de personnel zambien qualifié, l'appareil d'Etat fonctionne de façon plus ou moins indépendante; les objectifs de la lutte anticoloniale: indépendance, unité nationale, égalité politique, sont réalisés.

Mais le pays est extrêmement dépendant de l'extérieur sur le plan économique. Dépendant de l'Afrique australe, nous l'avons vu, pour son approvisionnement et l'évacuation de ses exportations. Dépendant aussi, même si cela ne revêt pas le même caractère d'urgence dramatique créée par l'indépendance rhodésienne, du système capitaliste mondial qui contrôle une grande partie de la production nationale, et principalement l'extraction et l'affinage du cuivre.

Nous avons vu au chapitre 3 la position centrale que l'industrie du cuivre occupe dans la production dès les débuts du développement du capitalisme en Rhodésie du Nord. Cette domination sectorielle est toujours considérable en 1964 à l'avènement de la République zambienne: le secteur "mines et carrières" représente 47,7% du produit intérieur brut (1), la part du cuivre seul étant évaluée à environ 40% (2). Elle apparaît plus clairement encore si l'on considère non pas le PIB qui regroupe tous les secteurs économiques sans distinction mais l'activité productive, soit celle qui met à disposition des produits matériels dans les lieux de leur consommation: agriculture, mines, industries, transports (3); les mines et carrières représentent en effet 63,7% de l'activité productive. La part du cuivre aux exportations est plus grande encore, puisqu'elle atteint 88%: les matières premières métalliques, soit, en plus du cuivre, le zinc, le plomb et le vanadium, représentent même 93% des exportations (4).

Les exportations elles-mêmes représentent une proportion extraordinairement élevée du PIB: 70,5% (5); cette extrême dépendance due aux exportation apparaît manifestement si l'on compare ce taux (importations / PIB) avec celui de quelques autres pays du tiers-monde:

Pérou 1966	17%	
Sénégal 1965	25%	
Vénézuela 1966	29%	
Cameroun 1967	20%	(6)

Outre sa part dans la production et le commerce extérieur, l'industrie du cuivre est également le principal acheteur de la production d'autres industries, principalement des industries énergétiques, de la construction, et de la plupart des branches manufacturées: alimentaires, boissons, textiles, vêtements et souliers,

bois, briques et tuiles, ciment, produits métalliques, réparation, imprimerie. En fait, avant l'indépendance, très peu d'industries ne sont pas fournisseurs des sociétés minières: une petite industrie de meubles, une raffinerie de sucre, les secteurs de la confection, de la menuiserie, les abattoirs et une industrie laitière (7). En 1966, l'industrie minière achète 65% des produits métalliques fabriqués dans le pays, 54% de l'électricité et eau, 21% de la production de bois, 9% des produits chimiques. Elle absorbe 14% des prestations d'institutions financières, part qui s'élève encore jusqu'à atteindre 40% en 1969 (8).

Ces divers indices montrent bien que le moteur unique de l'économie zambienne est l'industrie du cuivre, et que la production de cuivre est orientée tout entière vers l'extérieur. En outre, les sociétés productrices de cuivre sont, nous l'avons vu, entièrement propriétés de trusts ou d'actionnaires privés étrangers; on peut en dire autant, d'ailleurs, de presque toutes les entreprises agricoles, industrielles, commerciales et financières. Si l'indépendance étatique est acquise, la dépendance économique est extrême.

a) Les structures de production minières

Deux grands trusts miniers contrôlent les sociétés exploitant le cuivre: ce sont l'Anglo-American Corporation of South Africa et l'American Metal Climax. L'Anglo-American Corporation (AAC) est l'une des principales sociétés sud-africaines; elle est liée par un système de participations, le plus souvent réciproques, avec la De Beers Consolidated Mines, la Rand Selection Corporation et la Charter Consolidated, société qui a succédé à la British South Africa Company. Ce groupe, à la tête duquel est placé Harry Oppenheimer, est le géant minier et métallurgique qui domine l'économie sud-africaine; il n'est pas sans intérêt à ce sujet de savoir que Oppenheimer est l'un des dirigeants du Progressive Party, petit parti blanc opposé à la politique d'apartheid.

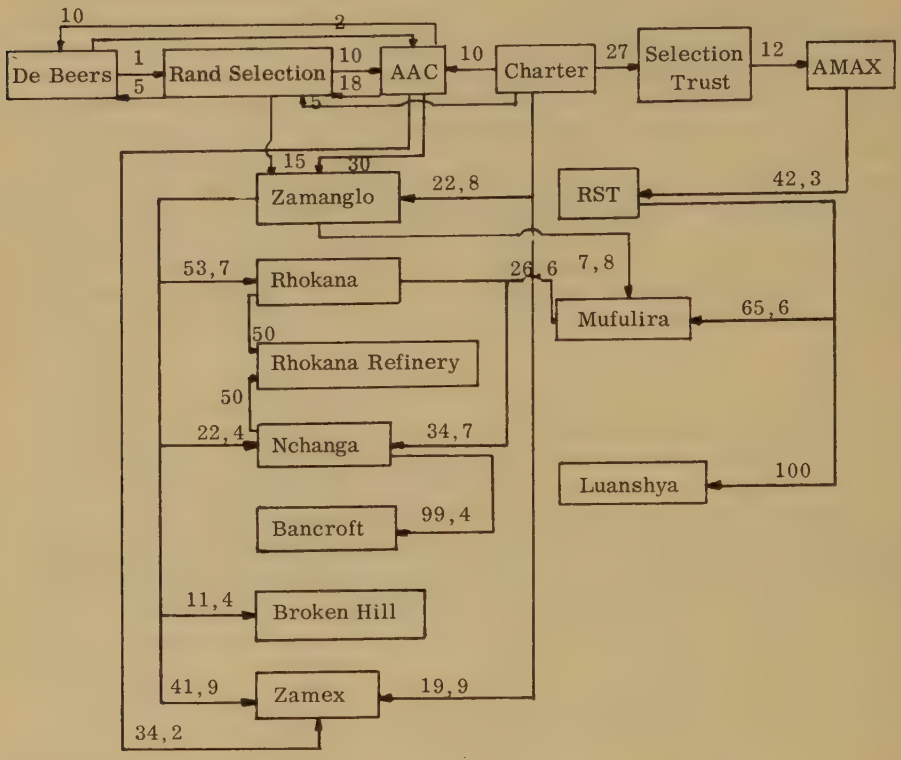
American Metal Climax, Inc., couramment appelée AMAX, est un trust américain, ayant son siège à New-York, qui contrôle de très nombreuses sociétés minières et de l'industrie métallurgique, principalement aux USA et dans des pays du Commonwealth. Ses intérêts en Afrique, hors de la Zambie, sont des mines de cuivres situées au Botswana (nouvelle mine de nickel et cuivre), en Namibie et en Afrique du Sud; AMAX est associée, pour tous ses investissements africains, à des partenaires "locaux", fréquemment à l'Anglo-American.

Chaque trust est à la tête d'une "famille" de sociétés composée d'une holding assurant la direction des activités zambiennes et de sociétés d'exploitation; toutefois, la "famille" Anglo-American, première installée, a des participations minoritaires dans des sociétés d'exploitation de la "famille" Amax. Le jeu complexe de participations des filiales et associées entre elles ne modifie pas fondamentalement cette structure fondamentale.

Les sociétés du groupe Anglo-American sont structurées de la façon suivante (voir tableau 1): la holding pour le territoire zambien est Zambian Anglo-American (Zamanglo) qui est une filiale commune de Anglo-American Corporation of South Africa (AAC), Charter Consolidated et Rand Selection Corporation. Zamanglo contrôle Rhokana Corporation et détient conjointement avec cette dernière la majorité du capital de Nchanga Consolidated Copper Mines; Rhokana et Nchanga possèdent ensemble Rhokana Copper Refinery (raffinerie) alors que Bancroft Mines est une filiale de Nchanga. Chaque société minière assure l'exploitation d'une mine: Nchanga Consolidated Copper Mines, la mine de Nchanga-Chingola; Rhokana Corporation, celle de Nkana-Rokana; et Bancroft Mines celle de Bancroft-Konkola. Une autre filiale de Zamanglo, Broken Hill Development Company, exploite le plomb et le zinc de la mine de Broken Hill à Kabwe. Enfin, la prospection et l'exploration minière du groupe est effectuée par Zamanglo Exploration Company (Zamex) filiale commune de Zamanglo et AAC avec une participation minoritaire de Charter Consolidated.

Dans le groupe Amax, la holding gérant les affaires zambiennes est Roan Selection Trust (RST), qui est une société associée, et non filiale, d'AMAX qui y détient une participation minoritaire (43%), suffisante toutefois pour lui assurer un contrôle effectif étant donné la dispersion des autres actionnaires, au nombre de 40 000 environ. RST a deux filiales d'exploitation, Luanshya Mines qu'elle contrôle entièrement, et Mufulira Copper Mines à laquelle Zamanglo et Rhokana Corporation participent également. Luanshya Mines exploite la mine de cuivre de Roan Antelope-Luanshya, alors que Mufulira Copper Mines assure l'exploitation de trois mines, Mufulira même, Chibuluma et Chambishi qui commence à produire en 1965.

Tableau 1: Structure des sociétés minières entre l'indépendance et la nationalisation du cuivre (9)



Quatre sociétés en sont encore à des stades précédant la production; il s'agit de Mwinilunga Mines, Baluba Mines, Chisangwa Mines et Kansanshi Copper Mining. Dans toutes les quatre sont associés les deux groupes, et à Kansanshi participe également Tanganyika Concessions. Le groupe RST est majoritaire à Mwinilunga et Baluba, le groupe Zamanglo à Chisangwa, et aucun des trois partenaires n'est en mesure d'exercer seul un contrôle sur Kansanshi. L'interpénétration des deux groupes, nouée dès le début de l'activité de RST, se renforce donc dans les années 60.

Cette interpénétration renforce la position dominante de l'empire Oppenheimer dans l'économie zambienne, puisqu'il contrôle entièrement les sociétés de son groupe et participe à la principale société du groupe AMAX, qui est Mufulira. En outre, les sociétés du groupe Zamanglo assurent une part majoritaire de la production de cuivre, comme il ressort du tableau N° 2.

Tableau 2: Production des mines de cuivre en 1965 (10)

Mine	Société d'exploitation	Tonnes métriques produites
Nchanga-Chingola	Nchanga Consolidated Copper Mines	261 356
Nkana-Rokana	Rhokana Corporation	104 036
Bancroft-Konkola	Bancroft Mines	37 087
Total Zamanglo		402 479
Mufulira	Mufulira Copper Mines	158 929
Roan Antelope-Luanshya	Luanshya Mines	98 257
Chibuluma	Mufulira Copper Mines	22 522
Chambishi (11)	Mufulira Copper Mines	2 929
Total RST		282 637

Il me paraît toutefois vain de tenter d'évaluer la domination relative de Zamanglo afin d'en tirer des conclusions quant à l'équilibre des pouvoirs économiques. D'une part, en effet, pour saisir derrière les montants de capital détenu la réalité du pouvoir, il faudrait disposer d'informations précises sur les prises de décisions au sein des diverses sociétés: cette information est bien entendu inaccessible. D'autre part, cet exercice me paraît dépourvu de sens même pour celui qui en aurait les moyens; en effet, les trusts intéressés, que leur siège soit à Johannesburg, à Londres ou à New-York, contrôlent des activités réparties dans plusieurs continents, ce qui leur permet de ne dépendre que faiblement des autorités politiques, fussent-elles celles de leur pays "d'origine", et des intérêts "nationaux" du capitalisme dans ce pays. Ces trusts sont donc des structures du grand capital au niveau mondial, leur plus forte implantation dans leur pays "d'origine" tendant à devenir un simple accident historique sans grande influence sur leur politique. Il faut cependant nuancer cette observation, non seulement en y voyant une tendance encore éloignée de son actualisation systématique, mais aussi en prenant en considération l'hégémonie qu'exerce au sein de ce capital international le capital dont le pays "d'origine" est les Etats-Unis; si, dans le cas zambien, la prédominance de AAC paraît être signe d'une hégémonie sud-africaine, le nom même de ce trust doit rappeler l'importance des liens qu'il entretient avec le grand capital britannique et surtout américain: banque Morgan, et groupe Engelhard, notamment (12).

b) Les structures de production industrielles

A l'indépendance, le secteur industriel est très peu développé, en particulier dans les branches qui ne dépendent pas principalement de la demande des entreprises minières. En 1964, l'industrie manufacturière ne représente que 6,1% du PIB, avec une production de K 28 millions. Si l'on inclut dans le secteur secondaire industriel (c'est-à-dire non-minier) l'industrie manufacturière, la construction, la production d'électricité, gaz et eau, et les transports, entreposage et communications (13), sa part au PIB s'élève à 15,9%. Si l'on se rappelle que le secteur primaire (agriculture, forêt, chasse et pêche) produit 11,5% du PIB (14), et le secteur secondaire minier 47,7% (15), le faible développement de l'industrie et le déséquilibre sectoriel de l'appareil de production apparaissent avec évidence.

Ce sous-développement industriel n'est pas le fait du hasard, mais bien, comme nous l'avons vu, le résultat d'un système économique dont la croissance s'est faite de façon extrêmement dépendante: la croissance industrielle a bien eu lieu, mais avec une localisation extérieure à la Zambie. C'est d'abord l'industrie sud-africaine qui a approvisionné le marché, puis l'industrie sud-rhodésienne elle aussi conquit une part, avec un formidable avantage durant la période fédérale: absence de droits de douane, ponction fiscale sur l'industrie du cuivre utilisée pour l'industrialisation de la Rhodésie du Sud.

Conséquence de la dépendance vis-à-vis du Sud, le sous-développement en est également une cause, puisque la poursuite et le développement de la production exigent l'importation de produits industriels, qui ne sont en grande partie pas fabriqués dans le pays.

En outre, à l'instar des sociétés minières, bon nombre d'entreprises industrielles sont les filiales de sociétés et trusts étrangers. Il est difficile d'en dresser la liste, étant donné la dispersion des investissements industriels étrangers, la dimension très variable des investisseurs, et le manque d'information publiée, qui résulte également de ces deux facteurs. Certaines études permettent cependant de se faire une idée de la pénétration industrielle de trusts étrangers.

Ainsi, la raffinerie de sucre de Ndola est propriété de Tate & Lyle, trust sucrier ayant son siège à Londres et ayant des filiales surtout en Europe occidentale et dans le Commonwealth, notamment en Afrique du Sud. L'unique fabrique de ciment, Chilanga Cement Company, est contrôlée par des sociétés rhodésiennes appartenant au groupe Portland Cement.

La société Dunlop Zambia Ltd., filiale de Dunlop Company, trust mondial du secteur des pneumatiques ayant son siège à Londres, construit en 1966 la seule usine de pneumatiques, et encore ne le fait-elle qu'après que le gouvernement s'adresse à la société italienne Pirelli pour susciter une concurrence; jusqu'alors, les pneumatiques étaient importés de la fabrique Dunlop de Bulawayo en Rhodésie. Les intérêts de Dunlop et de Pirelli ne sont d'ailleurs plus concurrents depuis la fu-

sion des deux trusts en Dunlop Holdings Ltd, en 1971 (16).

Les transports routiers, qui sont les seuls desservant les zones rurales, et qui prennent une importance considérable dans les transports extérieurs après l'UDI, sont assurés principalement par deux sociétés privées, Smith and Youngson Ltd. et Central African Roads Services Ltd. (CARS) (17). CARS est une filiale du groupe British United Transport, alors que Smith and Youngson appartient au trust Lonrho, basé en Grande-Bretagne, mais ayant des intérêts substantiels en Afrique australe (18).

Le secteur de la construction, lui, "est en 1964 plus britannique que zambien", puisqu'une seule des 200 plus grandes entreprises de génie civil est propriété de Zambiens, les autres étant des filiales de sociétés rhodésiennes, sud-africaines et britanniques (19).

L'indépendance étatique marque le début du développement accéléré de l'industrie; celle-ci s'explique par deux facteurs: la fin de l'union douanière avec la Rhodésie du Sud, et la récupération de flux financiers importants. Désormais avantagée vis-à-vis de la concurrence rhodésienne par des droits de douane, l'industrie peut prendre un certain essor. Mais c'est surtout l'appropriation, par l'appareil d'Etat, de ressources financières jusqu'alors détournées vers l'extérieur, qui permet les débuts de l'industrialisation.

Durant les dix années de la Fédération, en effet, le montant des fonds exportés par les sociétés minières sous forme de dividendes, d'intérêts et de royalties peut être évalué à 260 millions de livres sterling (20), ce qui représente plus de £ 6 par habitant et par an. Les royalties sont désormais versées au gouvernement, qui par ailleurs perçoit la totalité des recettes fiscales dont une partie importante était encaissée par le gouvernement fédéral de Salisbury; durant l'année fiscale 1965 - 66, les revenus des royalties minières et de la taxe à l'exportation du cuivre représentent K 82,5 millions, soit quelque 38% des recettes publiques (21). L'appareil d'Etat se trouve ainsi en situation d'effectuer de gros investissements et devient rapidement le principal investisseur: les dépenses d'investissements publiques s'élèvent de 28 à 190 millions de Kwacha entre 1964 et 1968, tandis que la formation de capital privé passe de 48 à 76 millions (22).

Le portefeuille des investissements publics est géré par l'Industrial Development Corporation of Zambia Ltd., INDECO. Cette société, dont le capital est propriété intégrale du gouvernement, a été créée en août 1964, soit durant la période de self-government, lors d'accords sur l'achat d'actions par le gouvernement aux groupes Anglo-American et RST, à la British South Africa Company et à la Commonwealth Development Corporation. Les objectifs fixés lors de la création sont la promotion d'entreprises zambiennes, l'émission de prêts, la liaison entre secteur privé et gouvernement, la promotion des investissements, la gestion et le financement des investissements publics dans l'industrie privée, ainsi que la gestion d'actions et/ou la direction de certaines industries. Les principaux secteurs désignés à INDECO sont le fer et l'acier, les engrais, la sacherie, le ciment, le sucre, le

textile, la transformation du cuivre et celle du cuir, et les matériaux de construction (23). Cette holding d'Etat répond donc, dans la phase entre l'indépendance et les nationalisations, à une conception du secteur productif public comme complément du secteur privé, et son rôle consiste à assurer certaines productions qui ne sont pas réalisées, ou le sont incomplètement par rapport au marché, par des entreprises privées.

La jeune république manque plus de techniciens et cadres qualifiés que de capitaux à investir: le rôle de la direction d'INDECO est essentiel à ce sujet. En juin 1965, Kaunda nomme président directeur général d'INDECO Andrew Sardanis, un citoyen zambien âgé de 34 ans, d'origine cypriote, mais établi depuis longtemps en Rhodésie du Nord comme commerçant, membre de l'UNIP dès la première heure (24). Sardanis s'entoure d'une équipe d'assistants compétents et habiles négociateurs; leur première tâche consiste à obtenir l'accord de partenaires étrangers, mettant à disposition la technologie et généralement une partie minoritaire du capital, pour une série de projets industriels auxquels le premier plan national de développement (1966-70) donne priorité: fabriques d'engrais azotés, d'explosifs, de produits métalliques ferreux, de ciment, de briques et tuyaux, sucrerie, industrie textile, sacherie, tannerie, fabrique de papier, câblerie (25).

Un exemple typique de la politique de création d'industries et des structures de production qu'elle établit nous est fourni par la câblerie. Dans le premier plan, une fabrique de transformation de cuivre est prévue comme investissement national. Un million de livres (K 2 millions) sont prévues pour la phase inclue dans le plan, soit jusqu'en 1970, la réalisation commençant en 1967 (26). INDECO négocie la construction de cette fabrique avec deux grandes sociétés métallurgiques, la Phelps Dodge Corporation des Etats-Unis et la Svenska Metallverken de Suède. Celles-ci forment un consortium, Phelps Dodge Svenska Metallverken International Corporation (PDSMI), qui conclut un accord de conseil pour la technologie et la gestion et souscrit 49% du capital de la société, Metal Fabricators of Zambia (ZAMEFA). Le solde du capital est fourni par INDECO. La construction de l'usine, à Luanshya, s'étend du milieu de 1968 à février 1971; cette usine produit quelque 2 000 tonnes annuelles de fils et câbles électriques, en cuivre surtout, mais aussi en aluminium, nus ou avec une isolation en plastic. Elle emploie 200 personnes, pour un investissement total de K 2,5 millions. L'extension de la capacité de production à 6 000 tonnes par an est prévue au second plan national de développement.

La production nationale se substitue ainsi à la production extérieure, qui provenait principalement de la société anglaise British Insulated Callender's Cables Ltd. Celle-ci cède sa filiale de vente zambienne à ZAMEFA: ZAMEFA Sales Ltd., ainsi créée, est une filiale à 100% de ZAMEFA, elle reçoit le monopole légal de la commercialisation de produits manufacturés en cuivre et aluminium, donc de l'importation des articles qui ne sont pas fabriqués à Luanshya (27).

De façon générale, INDECO tente d'obtenir une participation en capital d'une nouvelle société, jusqu'à concurrence de 49%, et à sa gestion de la part d'une ou plusieurs sociétés étrangères fournissant également la technologie. Quelques tentatives

d'acheter des usines "clés en main" sont tentées, mais rapidement abandonnées après que la technique utilisée s'est révélée fréquemment désuète ou inadaptée. Par exemple, la fabrique de tuyaux en terre cuite est construite par la société sud-africaine Hume Pipe Company selon un plan vieux de quarante ans et n'assurant un fonctionnement correct qu'au niveau de la mer; elle cause des pertes considérables à Zambia Clay Industries Ltd., filiale d'INDECO (28). La fabrique d'engrais azotés livrée par le trust industriel japonais Kobe Steel, qui ne détient que le 9% de la société Nitrogen Chemicals of Zambia Ltd., présente, elle aussi des défectuosités techniques (29). Il se révèle donc nécessaire d'associer le partenaire étranger, qui contrôle la technologie, au capital et donc aux profits de l'entreprise, pour qu'il accorde une importance fondamentale au fonctionnement même des installations, et non à leur seule livraison.

c) Structures commerciales et financières

En 1964, le secteur non-productif (30) représente 25,2% du PIB, avec un PIB sectoriel de 117 millions de Kwacha. Le commerce de gros et de détail et les "services" sont les branches principales de ce secteur; commerces, banques et assurances, et propriété immobilière ont une "production", c'est-à-dire une appropriation de plus-value créée par les secteurs productifs (31), qui représente 12,3% du PIB, l'administration publique participe pour 4,6% du PIB, et les "services" pour 8,4%: le secteur non-productif épouse donc surtout la forme privée.

L'importance du secteur non-productif est modeste, comparativement à d'autres pays sous-développés: au Vénézuéla, par exemple, celui-ci représente 40,8% du PIB en 1967 (32); dans les pays de la Communauté est-africaine, en 1965, il s'élève à 39,5% pour le Kénya, 23,5% pour l'Ouganda et 30,3% pour la Tanzanie (33). On serait tenté de déduire qu'à l'indépendance l'appareil économique zambien est relativement efficace; mais l'analyse de la composition interne du secteur non-productif, et l'importance des branches "parasitaires", du commerce surtout, qu'elle révèle, amène à nuancer cette conclusion. En effet, les services éducatifs, notamment, sont considérablement sous-développés et ne permettent pas le fonctionnement autonome des secteurs productifs, qui doivent recourir à un important apport extérieur de main d'oeuvre qualifiée. Les services sanitaires ne permettent que très imparfaitement la reconstitution de la force de travail, en particulier dans les campagnes. Les services gouvernementaux eux-mêmes, créés principalement par le pouvoir colonial pour assurer le maintien de l'ordre, sont insuffisants pour permettre la réalisation concrète d'une politique de développement.

Le déséquilibre et le manque d'articulation de l'appareil économique sont donc également perceptibles au niveau des activités improductives; ils créent eux aussi des relations de dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

La partie la plus développée du secteur non-productif, c'est-à-dire les services économiques, présente plus ou moins les mêmes structures de fonctionnement que le secteur productif industriel. Les banques et sociétés d'assurances ne sont que des filiales de sociétés sud-africaines ou britanniques, à l'exception de la société publique d'assurances State Insurance Company Ltd. ; les deux banques qui dominent le marché financier sont la Barclays Bank et la Standard Bank britanniques (34). Les grandes entreprises commerciales, agences d'import-export et grands magasins, sont en mains étrangères: Booker Mc Connell et Morison and Jones de Grande-Bretagne, et OK Bazaars d'Afrique du Sud; seule une entreprise privée zambienne, Mwaiseni Stores Ltd., possède des grands magasins.

Les petites et moyennes entreprises commerciales sont pour la plupart propriétés d'Asiatiques (Indiens et Pakistanais), dont l'arrivée a été organisée par les autorités coloniales, et qui ont le plus souvent opté à l'indépendance pour la citoyenneté britannique, même s'ils étaient porteurs de passeports indiens ou pakistanais auparavant. Provenant pour la plupart d'Inde occidentale, en majorité hindous, ces Asiatiques jouissent en général d'un certain niveau d'instruction et exploitent en particulier tout le secteur commercial dans les zones rurales; le recensement de 1961 dénombre 2049 Asiatiques de sexe masculin ayant une activité économique, dont 87% (soit environ 1780) dans le seul secteur commercial, et 6% dans le secteur manufacturier et de réparations. Cependant, depuis l'indépendance, un certain nombre de commerçants indiens ont investi dans l'industrie, en particulier dans le textile et la confection, bien que l'incertitude politique liée à l'indépendance (les Asiatiques ont été plus liés sous la colonisation aux Européens qu'aux Africains) limite cette tendance (35).

2. Les premières nationalisations, 1968

Les inconvénients de la politique économique libérale apparaissent assez rapidement. Les principaux sont l'impossibilité d'appliquer un plan d'investissement global et systématique et la réalisation de profits considérables qui sont très peu réinvestis dans le pays.

L'initiative appartient le plus souvent aux sociétés étrangères, puisqu'il n'y a guère d'entrepreneurs zambiens, et bien que l'Etat assure la majorité des investissements. En effet, la nécessité de recourir à des partenaires étrangers, contrôlant la technologie et souvent la main d'oeuvre spécialisée de haut niveau, limite passablement la capacité de l'appareil d'Etat à planifier ses propres investissements. Le Plan même, qui est constitué par agrégation des propositions des ministères sous réserve du respect des balances physiques, n'est pas en fait obligatoire pour les entreprises, fussent-elles mixtes; il s'agit d'une planification des dépenses publiques dans une économie de libre entreprise avec développement du secteur public, et non d'un instrument créant une économie planifiée. Les investissements sont donc effectués en fonction du taux de profit (36).

Cependant, le secteur public, géré par INDECO, a prouvé sa capacité d'assurer la croissance des entreprises publiques et mixtes qu'il contrôle. Les nationalisations décrétées par Kaunda en 1968 vont étendre le secteur d'entreprises mixtes dont l'appareil d'Etat détient la majorité du capital.

a) Les mesures de nationalisation

Le 19 avril 1968, Kaunda prononce à Mulungushi, village de la province centrale qui est le berceau de l'UNIP, un discours d'une extrême importance intitulé "La Zambie vers l'indépendance économique" (37). Comme Président de la République et du Parti, il s'adresse au Conseil national (congrès annuel) de l'UNIP, auquel il annonce une série de mesures dans le domaine économique.

La plus importante de ces mesures, au point de vue des structures de production, est la nationalisation de 27 entreprises ayant pratiqué des prix abusifs et des profits excessifs. Cette nationalisation s'effectue par le rachat par INDECO de 51% au moins du capital, dont la valeur est fixée sur la base de la valeur comptable actuelle.

Ces entreprises, manufacturières, de transport, commerciales, et de presse, sont les suivantes (38):

Tableau 3: Les entreprises nationalisées à Mulungushi, avril 1968, par branches:

Fabrication de cadres de portes et fenêtres

Anros Industries
Monarch (Zambia) Ltd.
Crittal Hope (Zambia) Ltd.

Commercialisation de matériaux de construction

Anglo African Glass Company Ltd.
P.G. Timbers
Baldwins Ltd.
Steel Supplies of Zambia Ltd.
Zamtimbia Ltd.
May and Hassel (Zambia) Ltd.
Johnson and Fletcher

Carrières

Nicholas Quarries
Gerry's Quarries
Greystone Quarry
Crushed Stone Sales Ltd. (filiale des 3 carrières ci-dessus)

Brasseries

Northern Breweries Ltd.
Heinrich's Syndicate Ltd.

Transports routiers

Smith & Youngson Ltd.
Central African Road Services Ltd.

Commerce de gros et de détail

Campbell Booker Carter Stores (CBC)
OK Bazaars
Standard Trading
Solanki Brothers Ltd.
Mwaiseni Stores Ltd.

Bois de construction

Zambesi Sawmills Ltd.
Mining Timbers Ltd.

Commerce de poisson

Irvin and Johnson

Presse

Zambia Newspapers Ltd.

La plupart des propriétaires ou directeurs des entreprises acceptent, une fois la surprise passée, de conserver une part minoritaire, en général 49%, du capital; les perspectives de rendement, grâce à l'association avec l'Etat et aux perspectives de sécurité et d'expansion qu'elle établit, sont en général comparables à celles qu'ils entrevoyaient lorsqu'ils détenaient la totalité du capital. Les magasins CBC ont même négocié spontanément le rachat de 51% de leur capital par INDECO juste avant le Conseil national de Mulungushi. Certains entrepreneurs, cependant, refusent l'association et vendent intégralement leurs entreprises. INDECO intégre fréquemment, en pareil cas, ces filiales à des sociétés bénéficiant de la participation, et donc de l'expérience et des conseils en matière de gestion, d'autres sociétés.

Ces nationalisations causent une expansion considérable du secteur public et nécessitent la restructuration d'INDECO. Celle-ci crée des holdings, qu'elle contrôle à 100%, et qui gèrent les participations aux entreprises d'une même branche. La concentration des nationalisations dans certaines branches permet fréquemment à ces holdings d'exercer un large contrôle sur ces branches et d'y implanter une politique centralisée.

Les exemples les plus flagrants sont le commerce de détail et les brasseries. Le contrôle par Indeco Trading Ltd., la société holding pour le secteur commercial, des trois grandes chaînes possédant tous les grands magasins urbains et de nombreux commerces ruraux: Consumer Buying Corporation of Zambia (ZCBC, successeur de CBC ayant repris également la totalité de Standard Trading), Mwaiseni Stores (la seule des entreprises nationalisées qui appartenait à un Zambien) et ZOK (successeur de OK Bazaars), assure au secteur public une position dominante sur le marché des biens de consommation; une certaine concurrence subsiste cependant entre ces chaînes commerciales, l'association à des sociétés différentes conservant l'autonomie de chacune. Sur le marché de la bière, le monopole est conservé: Zambia Breweries Contrôle le marché de la bière "européenne" repris de Northern Breweries, filiale de South African Breweries et d'Anglo American, alors que National Breweries poursuit la fabrication de bière "africaine" dont Heinrich's Syndicate, filiale de Lonrho, était le seul fabricant; Indeco Breweries Ltd., gère les participations, 51% du capital, dans les deux sociétés et assure ainsi à INDECO des ressources financières importantes (39).

De même, le contrôle d'INDECO sur la commercialisation, et partiellement la fabrication, de matériaux de construction permet de rationaliser et d'épurer un marché sur lequel des profits considérables étaient faits par certaines entreprises, alors que les prix élevés pratiqués avaient pour résultat de maintenir d'autres entreprises, mal gérées ou stagnantes. En outre, la plupart des entreprises de ce secteur étaient liées à des fabricants sud-africains ou rhodésiens dont elles écoulent les produits. Par exemple, Johnson and Fletcher Ltd., seule entreprise de quincaillerie, était une société rhodésienne peu intéressée au marché zambien, qui est rachetée à 100%; Steel Supplies of Zambia Ltd. importe tous ses articles de l'usine d'Iscor qui appartient à l'Etat sud-africain; Anglo-African Glass était une filiale d'une société sud-africaine, Platteglass - Shatterprufe, elle est nationalisée à 51%, le solde étant transféré à une filiale suisse, Solaglas International, de la compagnie sud-africaine.

Steelbuild Holdings Ltd., filiale d'INDECO, rationalise l'activité de ces sociétés. Trois sociétés fabriquaient des cadres de fenêtres métalliques: Anros, Monarch et Crittall-Hope; la troisième est fermée, Anros produit pour Lusaka et le sud du pays et Monarch pour le Copperbelt et le nord. Hardware Merchants of Zambia Ltd. reprend Johnson & Fletscher, non sans difficultés pour trouver une direction compétente. INDECO négocie avec une société londonienne, Adam and Harvey, la participation à 49% à Steel Supplies of Zambia Ltd. qui détourne progressivement son approvisionnement vers le Japon et l'Europe. Les carrières, et leur filiale commerciale commune (qui servait de paravent à un accord de cartel fixant un prix assez élevé), sont réunies en une seule société, Crushed Stones Sales Ltd. Anglo-African Glass, qui commercialisait aussi bien du bois de construction que du verre, est coupée en deux pour former Glass Supplies of Zambia (verre) et Timber Merchants of Zambia Ltd (bois), cette dernière incorporant également les autres entreprises qui ne font que le commerce du bois. Les producteurs de bois, quant à eux (Mining Timbers Ltd. et Zambesi Saw Mills Ltd.), sont rattachés au groupe public spécialisé dans le développement rural, Rucom Holdings Ltd.

Steelbuild Holdings reprend en outre la majorité du capital de Zambia Clay Industries, qui était gérée par INDECO (40).

Les holdings sont ainsi formées par réorganisation du groupe, les industries manufacturières étant regroupées ultérieurement, en 1972, au sein de Indeco Industrial Holdings Ltd. Les entreprises chimiques, toutes créées depuis l'indépendance, forment également un groupe, de même que les avoirs immobiliers du secteur public. En juillet 1971, Indeco Transport Ltd., qui avait repris notamment CARS et Smith & Youngson, est détaché d'INDECO pour former la National Transport Corporation (41). En 1973, toutes les sociétés appartenant à INDECO, à l'exception de l'agence de voyage Eagle Travel Ltd., sont rattachées à l'une des sociétés de holding de branches (42).

Tableau 4: Les sociétés de holding dépendant d'INDECO (en 1973)

Indeco Breweries Ltd.	brasserie
Indeco Chemicals Ltd.	chimie, y compris pétrochimie
Indeco Industrial Holdings Ltd.	manufactures
Indeco Real Estate	immobilier
Indeco Trading Ltd.	commerce de gros et de détail, y compris import-export
Rucom Holdings Ltd.	transformation de produits agricoles, piscicoles et sylvicoles
Steelbuild Holdings Ltd.	matériaux de construction

b) Le système économique de "l'humanisme"

Le discours de Mulungushi suit d'une année la parution d'un texte de Kaunda, "L'humanisme en Zambie" (43) qui représente une tentative de définition d'une ligne idéologique pour l'UNIP. "L'humanisme" vise à recréer une société centrée sur l'homme, actualisant les valeurs de la société traditionnelle africaine, qui était une société d'entraide assurant la satisfaction des besoins fondamentaux de chacun. Le capitalisme, introduit par la colonisation, a pénétré la société zambienne, économiquement, politiquement et culturellement. L'objectif du régime post-colonial, tel que défini par le Président, est d'assurer la transition d'une société capitaliste à une société socialiste centrée sur l'homme. Cette transition ne peut être rapide, car elle exige une modification radicale des structures et des comportements.

La politique économique de l'humanisme repose sur trois composantes, au de-

meurant assez pragmatiquement définies, l'économie mixte, le développement par le bas et la coopération. L'économie mixte combine entreprises publiques et entreprises privées, sous le contrôle général de l'Etat qui a pour rôle d'empêcher l'émergence de capitaines d'industrie zambiens et d'assurer une redistribution des revenus tendant à l'égalité; une définition claire des relations entre secteurs public et privé, ainsi qu'une organisation efficace de la production, sont nécessaires au fonctionnement de l'économie mixte (44). C'est l'aspect essentiel de la politique économique en ce qui concerne les relations avec l'étranger. Le développement par le bas et la coopération économique doivent inspirer le développement des zones rurales et concernent donc peu les relations extérieures; leurs résultats concrets sont d'ailleurs beaucoup plus incertains, j'y reviendrai dans la conclusion de cette étude.

Les nationalisations de Mulungushi sont donc des mesures d'application de la politique d'économie mixte ainsi définie. Ce ne sont pas les premières, puisque les nécessités de diminuer la dépendance à l'égard du Sud à la suite de la déclaration d'indépendance du régime de Smith et la promotion du développement industriel pratiquée par INDECO ont pour conséquence un accroissement notable du secteur public et plus encore du secteur mixte. Mais les nationalisations de 1968 représentent un saut qualitatif dans la politique économique, puisque l'appareil d'Etat ne se contente plus de créer, seul ou associé à des sociétés étrangères, de nouvelles activités économiques, mais utilise son pouvoir (politique) pour contraindre des sociétés déjà installées à céder tout ou partie de leur appareil productif.

Le groupe industriel d'INDECO s'accroît de façon continue avec la création de nouvelles industries, et sa position est nettement dominante dans tout le secteur industriel. La liste des entreprises du groupe permet de se faire une idée de cette domination, ainsi que de l'association à des trusts étrangers:

Tableau 5: Principales filiales et associées d'INDECO, au 31 mars 1973 (45)

Filiale	% du capital	Principaux partenaires étrangers	Activités
Indeco Breweries	100		
National Breweries	51	Lonrho, GB	Bière opaque ("africaine")
The Zambia Sugar Co.	51	Tate & Lyle, GB	Sucrerie
Zambia Breweries	55	Labatts, Canada; Anglo-American (Zamic)	Bière blonde ("européenne")
Duncan, Gilbey & Matheson (Zambia)	42	Duncan, Gilbey & Matheson, GB	Liqueurs

Indeco Chemicals	100		
Kafironda	54	ICI, GB	Explosifs
Kapiri Glass Products	65	Coutinho Caro, RFA	Bouteilles en verre
LBZ	100		Savonnerie, huiles et graisses
Nitrogen Chemicals of Zambia	91	Kobe Steel, Japon	Engrais et matières premières pour explosifs
Refined Oil Products	100		Savonnerie, huiles et graisses, bougies
Shell and BP Zambia	51	Shell, GB	Importation de pétrole brut et distribution de produits pétroliers
Agip, Zambia	50	ENI, Italie	idem
Indeni Petroleum Refinery Co.	50	ENI, Italie	Raffinerie de pétrole brut
Tazama Pipelines	67	Gouvernement tanzanien	Oléoduc Tanzanie-Zambie
Zambia Oxygen	51	British Oxygen, GB	Fabrication de gaz industriels
Indeco Industrial Holding	100		
Consolidated Tyre Services	100		Vente et réparation de pneus et batteries
Dunlop Zambia	23	Dunlop, GB	Pneus et caoutchouc
Kabwe Industrial Fabrics	100		Corderie, tissus, sacs
Kafue Textile of Zambia	55	Amenital, Lichtenstein; Barclays ODC, GB; Commonwealth Development Corporation, GB; Textilconsult, Liechtenstein	Importation et fabrication de textiles
Livingstone Motor Assemblers	70	Fiat, Italie Intersomer, Italie	Assemblage d'automobiles Fiat
Metal Fabricators of Zambia	51	Phelps Dodge, USA; Svenska Metallverken Suède; Continental Ore Corporation, USA	Tréfilerie et câblerie du cuivre

Norgroup Plastics	100		Produits en plastic
Indeco Real Estate	100		
Indeco Properties	100		Immeubles d'habitation
Kafue Estate	100		Immeubles d'habitation et industriels
Mwaiseni Properties	100		Immeubles industriels et commerciaux
Indeco Trading	100		
Consumer Buying Corporation of Zambia	67	Booker Mac Connell, GB	Commerce de détail
Indeco Morison	51	J. L. Morison Sons & Jones, GB	Agence d'importation et commerce de gros
Mwaiseni Stores	51		Commerce de détail
National Drug Co	51	Booker Mc Connell, GB	Industrie pharmaceutique et vente de matériel scientifique
National Import & Export Corporation	100		Import-Export, et commerce de gros
ZOK	51	OK Bazaars Afrique du Sud	Grands magasins
Zambesi Trading Co	51		Grands magasins
Rucom Holdings	100		
Indeco Milling	100		Moulins ruraux
Lakes Fisheries of Zambia	84		Pêche et commercialisation de poisson
Mining Timbers	51		Travail du bois pour usages industriels
Modern Bakeries	100		Boulangerie
National Milling Co	51	Charter Consolidated, GB; Spillers, GB	Moulins

Rucom Industries	100	Programme des Nations Unies pour le Développement	Promotion de petites entreprises rurales
Supa Banking Co	100		Boulangerie
Zambesi Saw Mills (1968)	100		Exploitation forestière et commerce de bois en gros
Steelbuild Holdings	100		
Aggregate Industries	100		Carrières
Chilanga Cement	51	Commonwealth Development Corporation, GB	Cimenterie
Crushed Stone Sales	51		Carrières et fabrication de chaux
Glass Supplies of Zambia	100	Solaglas International, Suisse	Importation et commerce de verre
Hardware Merchants of Zambia	100		Importation et commerce de quincaillerie
Lusaka Engineering Co	60	Intersomer, Italie; Piacenza, Italie	Fabrication de portes, meubles, fenêtres, remorques, carrosseries de bus, etc.
Monarch Zambia	51		Fabrication de portes, fenêtres et produits galvanisés
Steel Supplies of Zambia	100		Importation et vente d'acier
Timber Products of Zambia	55	Solaglas Internationals, Suisse	Importation et vente de produits en bois
Zambia Clay Industries	71	Hume Pipe, Afrique du Sud (46)	Produits en terre cuite
Eagle Travel	51		Agence de voyage

On constate, à la lecture de cette longue liste, qu'INDECO est présent dans pratiquement toutes les branches industrielles et le grand commerce: il détient dans presque toutes les entreprises citées une part majoritaire du capital lui assurant un pouvoir de contrôle théorique, limité cependant par la puissance des partenaires étrangers, le plus souvent des trusts importants, qui exercent un contrôle relatif des relations commerciales et de la main d'oeuvre qualifiée. Parmi ces partenaires, si la présence britannique (et sud-africaine, bien que celle-ci soit pudiquement passée sous silence) reste la plus forte, on note la pénétration italienne ainsi que celle d'entreprises d'autres pays capitalistes développés (Canada, Allemagne fédérale, Suisse et Liechtenstein, Etats-Unis), et donc une diversification des liens économiques au niveau des investissements.

c) Autres mesures décidées en 1968

Outre la nationalisation des entreprises citées, le discours de Mulungushi annonce un certain nombre de mesures qui s'appliquent aux petites et moyennes entreprises du commerce de détail, à l'allocation du crédit bancaire, et aux exportations de bénéfices (47). Les mesures visent à assurer des ressources plus grandes pour le développement industriel et à étendre la petite production industrielle et commerciale en mains zambiennes.

Dans le domaine du crédit, les institutions financières ne peuvent désormais prêter librement qu'aux Zambiens, c'est-à-dire des sociétés dont tous les actionnaires sont zambiens, des coopératives formées uniquement de Zambiens ou des entreprises individuelles appartenant à des Zambiens; par Zambiens, il faut entendre tous les citoyens du pays, c'est-à-dire également le petit nombre de personnes de race blanche ou asiatique qui ont opté pour la nationalité zambienne. L'allocation de crédit à des étrangers résidant dans le pays est assimilée à des prêts à des entreprises étrangères, et donc soumise au contrôle des changes. Les étrangers résidants ont en effet accaparé la plupart des prêts consentis par les banques, au détriment des entreprises zambiennes.

Un certain nombre d'activités seront réservées aux seules entreprises zambiennes: dans le commerce, la vente au détail hors du centre des grandes villes; dans le secteur industriel, l'extraction de matériaux de construction (pierre, argile, sable, terre, etc.), les petits travaux de sous-traitance d'entreprises étrangères (nettoyage de routes, peinture de bâtiments, etc.), les contrats de travaux publics d'une valeur inférieure à K 100 000; dans les transports, les transports par route.

Enfin, les compagnies étrangères ne pourront exporter de dividendes que jusqu'à concurrence de 30% du capital nominal ou de 50% des profits.

Le but de ces mesures est donc de promouvoir la croissance du secteur privé zambien, par l'accroissement des liquidités et la limitation de la concurrence

étrangère. La liste des activités réservées montre toutefois clairement que ces entrepreneurs privés nationaux ne peuvent prétendre qu'à un rôle subalterne dans l'appareil de production, ce que confirme la nationalisation d'une entreprise privée zambienne, Mwaiseni Stores: à partir d'une certaine dimension, les hommes d'affaires de nationalité zambienne doivent s'associer à l'Etat, car, dit Kaunda: "je ne veux pas créer de capitalisme ici". Le capitalisme ayant été implanté par la colonisation, et dominant la formation économique et sociale zambienne, cette affirmation doit se comprendre comme le refus de voir se développer une forte accumulation privée de capital par des nationaux, pour assurer le développement d'un capitalisme sans capitalistes, un capitalisme d'Etat. (Voir la conclusion.)

La réglementation annoncée à Mulungushi provoque une expansion du secteur privé zambien, notamment dans le secteur commercial, mais le manque de capitaux, de formation et d'expérience de la plupart des nationaux, ainsi que l'absence d'une politique radicalement nouvelle d'allocation des crédits (cf. infra p. 185) en freinent l'application; elle a également pour effet que des commerçants asiatiques engagent pour eux-mêmes, ou pour leurs enfants, des démarches d'acquisition de la citoyenneté zambienne qu'ils avaient jusqu'alors négligées ou refusées. La "zambianisation" du commerce de détail va s'étendre sur de nombreuses années et celle de la petite industrie s'annonce très problématique (48).

L'efficacité des restrictions aux transferts de profits est bien plus rapide, et ne tarde pas à devenir alarmante; les sociétés minières, principalement, accumulent des liquidités considérables, n'augmentant guère leurs investissements, comme c'était l'intention du gouvernement. Une somme de quelque K 60 millions est ainsi disponible, que le marché financier national est incapable d'absorber, et que les organismes publics (Bank of Zambia, ministère des finances) n'ont pas les pouvoirs de canaliser vers des investissements (49).

La nécessité d'une réforme des structures de production du cuivre, clarifiant la situation et l'avenir des trusts présents dans le pays et les incitant ainsi à investir une part supérieure de leurs profits, se révèle donc avec acuité. Par ailleurs, les négociations pour la nationalisation des 27 entreprises de Mulungushi se sont déroulées de façon rapide et ont abouti à un fonctionnement efficace du point de vue de la production. Ces considérations fondent les réformes économiques de 1969: la nationalisation de l'industrie du cuivre.

3. La nationalisation du cuivre, 1969

a) Les mesures de nationalisation

Le 11 août 1969, Kaunda s'adresse à nouveau au Conseil national de l'UNIP, réuni à Matero Hall, Lusaka. Dans un discours de quatre heures, il annonce la décision qu'il a prise, comme Président et ministre du commerce, de l'industrie et des mines, de nationaliser les sociétés minières (50). Les principes posés pour cette nationalisation sont les suivants:

- acquisition par le gouvernement de 51% des actions des sociétés d'exploitation minière, le paiement devant s'effectuer par les dividendes à venir;
- l'Etat reprend sans compensation tous les droits sur les minéraux;
- abolition des droits spéciaux d'exploitation et de prospection, des licences d'exploitation d'une durée de trois ans et des baux d'exploitation d'une durée de 25 ans pouvant être consentis sur demande des trusts;
- instauration d'un impôt minier s'élevant à 51% des profits bruts, remplaçant les ressources indexées sur le cours mondial (London Metal Exchange);
- maintien en service des directeurs actuels et, dans la mesure du possible, du personnel qualifié;
- les modalités d'application seront négociées entre INDECO et les représentants de Zambian Anglo-American et de Roan Selection Trust.

Les négociations aboutissent avant la fin de l'année à la conclusion d'une série d'accords fixant les modalités du rachat de 51% du capital des sociétés d'exploitation et le mode de collaboration de l'Etat et des trusts pour la poursuite de la production.

Deux sociétés d'exploitation sont formées, dans lesquelles s'associent l'Etat et les trusts, respectivement Anglo-American et RST. L'existence même de deux sociétés différentes révèle la nature "mixte" du système minier ainsi créé, c'est-à-dire le rôle important que conservent les trusts, contrôlant chacun "sa" société. Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd. (NCCM) résulte de la fusion des sociétés d'exploitation du groupe Anglo-American, soit Nchanga Consolidated Copper Mines (ancienne formule), Rhokana Corporation, et Bancroft Mines; elle absorbe en outre Broken Hill Development Corporation, qui exploite le plomb et le zinc de la mine de Broken Hill à Kabwe. Roan Consolidated Mines Ltd. (RCM) réunit les sociétés du groupe Amax - RST, soit Mufulira Copper Mines et Luanshya Mines. Le capital nominal de RCM est de K 121 millions, celui de NCCM de K 256 millions.

51% du capital de NCCM et de celui de RCM sont acquis par le gouvernement, qui en confie la propriété et la gestion à une société publique, Mining Development

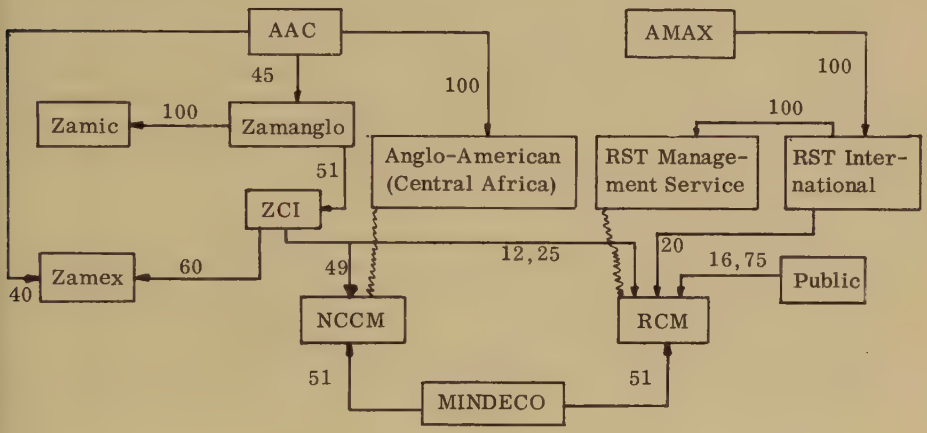
Corporation Ltd. (MINDECO). Le paiement de cette part du capital se fait par l'émission d'emprunts dont le remboursement s'effectuera par le moyen des dividendes perçus par MINDECO. Pour les actions de NCCM acquises par l'Etat, cet emprunt est de 126 millions de kwacha, à 6% d'intérêt, remboursables en 12 ans par versements bisannuels. Pour les actions de RCM qu'achète l'Etat, l'emprunt s'élève à K 80 millions, à 6% également, remboursables par versements bisannuels en 8 ans. Les versements d'amortissement de ces emprunts sont garantis par l'Etat, ils seront effectués en dollars des Etats-Unis et exempts d'impôts; ils ne peuvent être soumis au contrôle des changes. Le remboursement des montants convenus est donc garanti. L'accélération du remboursement est prévue lorsque les dividendes encaissés par MINDECO s'élèvent au-dessus d'un certain niveau, mais il n'y a pas de ralentissement possible en cas de forte baisse des dividendes (51).

Chaque groupe réorganise ses sociétés financières en fonction de la nationalisation. AAC augmente sa participation au capital de Zamanglo à 45%, ce qui donne un contrôle majoritaire à l'entente AAC - Charter (52). Zamanglo déplace son siège aux Bermudes, où est également enregistrée sa filiale nouvellement créée Zambia Copper Investments Ltd (ZCI) dont elle détient 50,8% du capital. Zamanglo détient en outre la totalité des avoirs non-miniers (agricoles et industriels) d'Anglo-American en Zambie, qui sont regroupés au sein de Zamanglo Industrial Corporation Ltd (Zamic), ainsi que des participations dans Zamanglo Australia Proprietary Ltd (100% du capital de cette société), Anglo-American Corporation Rhodesia Ltd (47%), ainsi que des intérêts indirects dans le groupe américain Engelhard Minerals and Chemicals Corporation, lui-même actionnaire de AAC (53). Cette diversité des participations contenues dans le portefeuille de Zamanglo conduira celle-ci à changer de nom, en octobre 1974, pour devenir Minerals and Resources Corporation (54). ZCI elle-même détient une forte participation (46%) dans Kalahari Investments au Botswana.

Amax réorganise également la structure de ses sociétés zambiennes, décidant la réduction du capital de RST de façon à posséder la totalité du capital de la nouvelle société RST International Inc., dont le siège est déplacé à New York, et qui contrôle également des sociétés aux Bermudes et aux Iles Fidji. Des actionnaires minoritaires contestant l'évaluation des compensations décidées par Amax obtiennent par arrangement judiciaire un supplément de compensation de 6,5 millions de dollars et un droit d'acquisition à prix réduit d'actions Amax. Parmi les compensations initialement accordées figurent des actions de RCM, dont une partie du capital (16,75%) devient ainsi public (55).

Ensuite de ces restructurations, la structure de l'industrie du cuivre se présente de la façon suivante:

Tableau 6: Structure de l'industrie du cuivre après la nationalisation (56)



Sont également nationalisées à 51% les filiales communes des deux trusts miniers qui assurent certains services et matières premières aux sociétés d'exploitation de cuivre. Ces sociétés sont au nombre de 4: Copper Industry Service Bureau Ltd, qui fournit des services d'organisation administrative et d'information (par exemple la publication du Mining Yearbook); Copperbelt Power Co. Ltd, qui distribue l'énergie électrique nécessaire aux mines et aux raffineries; Mines Air Services Ltd., qui assure les déplacements aériens spéciaux que nécessitent les activités de prospection ainsi que l'ouverture de nouvelles mines (notamment Kalengwa qui ne se trouvait pas sur une route importante); et Ndola Lime Co. Ltd., productrice de chaux destinée aux travaux de construction.

Certaines sociétés appartenant aux trusts miniers ne sont cependant pas nationalisées. Il s'agit soit de sociétés préparant l'exploitation de gisements miniers, soit d'avoirs non-miniers.

Trois sociétés détiennent des permis d'exploiter des gisements de cuivre, mais leurs activités se limitent, lors de la nationalisation, aux travaux préparatoire à l'extraction du minerai; selon le discours de Matero, 51% de leur capital devra être cédé à MINDECO lorsque commencera l'extraction; ces sociétés sont Baluba Mines Ltd. (34,3% du capital appartenant à ZCI et 65,7% à RST), Chisangwa Mines Ltd (respectivement 57,8% et 42,2% du capital), et Mwinilunga Mines (1970) Ltd. (46,2% et 53,8%), cette dernière ayant transféré sa seule mine en exploitation,

Kalengwa, à la Chibuluma Division de RCM. Kansanshi Copper Mines, dont les actionnaires étaient Zamanglo, RST et Tanganyika Concessions, est dissoute, l'exploitation de la mine de Kansanshi était désormais l'affaire de la Konkola Division de NCCM. Baluba Mines Ltd. va s'intégrer de la même manière à RCM, Luanshya Division, dès le début de l'exploitation en 1971.

Zamex reste une société purement privée, contrôlée à 40% par la maison-mère sud-africaine AAC et à 60% par ZCI. Ceci est conforme aux décisions de Kaunda, qui n'incluent dans la nationalisation que l'extraction, la concentration, l'affinage et le raffinage du cuivre, à l'exclusion de l'exploration, du développement de nouvelles mines, et de la commercialisation du produit fini (57).

Enfin, les participations agricoles et industrielles du groupe Anglo non-transférées à l'étranger sont reprises par Zamanglo Industrial Corporation Ltd (Zamic), dont les avoirs, d'une valeur initiale de 5,3 millions de dollars, sont constitués par une exploitation agricole et des participations minoritaires dans une douzaine de sociétés industrielles. Zamic va diversifier et étendre ses investissements en portefeuille, notamment dans des fonderies, sucrerie et, dans le secteur minier, auprès de Zamex et de Chisangwa (58).

Conjointement à l'accord sur l'acquisition de 51% du capital de NCCM et RCM par MINDECO, sont conclus des accords de direction. Le gouvernement zambien ne dispose pas, en effet, des cadres et techniciens nécessaires à la poursuite de la production sans graves reculs et dans des conditions de sécurité acceptables; les grands trusts miniers contrôlent le marché mondial de cette main d'oeuvre spécialisée. Ces accords sont signés entre les sociétés d'exploitation et les filiales ad hoc des trusts, soit respectivement entre NCCM et Anglo-American (Central Africa) Ltd, filiale d'AAC, et entre RCM et RST Management Services Ltd., filiale de RST International. En avril 1973, AMAX Zambia Inc., une nouvelle société ayant son siège aux USA, succède à RST International pour la direction de RCM; il n'est pas précisé s'il s'agit d'une filiale de RST International ou d'Amax. Le principe de gestion est de maximiser aussi bien la production que le profit, les accords n'envisagent pas la possibilité d'un conflit entre l'accroissement de la production et celui du profit; en outre, le gouvernement zambien, représenté pour la négociation par Sardanis et la direction d'INDECO, attend de l'application des accords la formation de cadres zambiens dans les domaines de la gestion, de la commercialisation et de la production. La conservation par les trusts d'une large part de propriété des sociétés d'exploitation garantit qu'ils y conservent un intérêt suffisant pour faire fonctionner les mines le mieux possible. Les sociétés de gestion Anglo-American (Central Africa) et RST Management/Amax Zambia perçoivent comme redevance pour la direction des sociétés minières un montant de 0,75% du chiffre d'affaires plus 2% du bénéfice après perception de l'impôt minier. Les accords de direction sont conclus pour la durée du paiement des emprunts finançant l'achat du capital nationalisé, c'est-à-dire qu'ils arrivent à échéance en cas de remboursement anticipé. Dans chaque société d'exploitation, un conseil d'administration ("Board of Directors") est responsable de la gestion; il est formé, à NCCM comme à RCM, de six administrateurs "A" représentant

MINDECO et de cinq administrateurs "B" représentant les actionnaires privés. La double majorité de ces deux groupes d'administrateurs est requise pour toutes les décisions fondamentales concernant le capital social, les investissements et le financement (59).

Des accords sur la commercialisation et le recrutement de main d'oeuvre sont également conclus avec Zamanglo et RST, qui détiennent l'exclusivité des ventes du cuivre ainsi que des achats outre-mer des sociétés minières. Ces transactions peuvent être effectuées par des agents désignés en accord avec NCCM et RCM. Les trusts ont également par contrat le droit de recruter la main d'oeuvre étrangère spécialisée.

Le système de taxation est modifié dans le sens d'une simplification: les royalties et la taxe à l'exportation basée sur le cours du cuivre sur le marché de Londres sont supprimées, les nouvelles taxes sont d'une part l'impôt minier et d'autre part l'impôt sur le revenu des sociétés, qui représentent ensemble 73% des profits. Il est prévu que les investissements nouveaux pourront être amortis librement, mais que tous les profits non réinvestis devront être distribués, aucune réserve de revenus ne pouvant être constituée.

Sur le plan légal, les règles de droit applicables aux trusts et sociétés d'exploitation, et notamment les impôts prévus par accord, ne peuvent être modifiées pour toute la durée du remboursement des actions acquises par l'Etat. Toute modification du droit zambien sera donc inapplicable à l'industrie du cuivre. Les parties s'engagent à soumettre au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements(CIRDI), créé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les différends importants entre administrateurs A et B, ainsi que toute rupture des accords; il est évident que cette garantie est importante pour les trusts, puisque toute violation de l'accord serait ainsi sanctionnée par la BIRD et entraînerait donc de graves restrictions de crédit pour la Zambie.

Zamanglo et RST ont le droit de transférer à l'étranger leurs avoirs non-miniers à l'exception d'une part fixée par accord; elles effectuent ces transferts, la première à destination des Bermudes, la seconde aux Etats-Unis (60).

b) Le rapport des forces

Le gouvernement poursuit deux objectifs principaux. Le premier, politique, est le contrôle de l'industrie dominante jusqu'alors en mains à la fois privées et étrangères; le terme de nationalisation doit donc être pris dans un double sens, signifiant aussi bien contrôle par les autorités publiques que contrôle par des nationaux, ce que Potter appelle d'une part "contrôle" et d'autre part "indépendance économique" (61). Le second objectif, économique, est l'accroissement des ressources; cela

nécessite un accroissement de la production et donc des investissements, mais également un usage limité des réserves de change ainsi que le maintien, pour une durée aussi brève que possible mais qui ne peut être extrêment réduite, du personnel technique et de gestion étranger (62).

Le degré de réalisation de ces objectifs est limité par le pouvoir de négociation des partenaires dans la situation donnée, l'habileté des délégations à tirer profit du rapport de forces pouvant être considérée comme égale; en particulier, la délégation zambienne, formée d'Andrew Sardanis, président d'INDECO, d'Emmanuel Kasonde, secrétaire permanent du ministère du développement et des finances, et de Fitzpatrick Chuula, ministre de la justice, se révèle efficace et compétente, jouissant de l'expérience et sans doute du prestige acquis lors des nationalisations de l'année précédente.

La position gouvernementale ne se caractérise pas que par des faiblesses, mais comprend également certains atouts. Si le maintien de la main d'oeuvre spécialisée est indispensable pour éviter la cessation de la production et donc l'effondrement de l'économie dans tout le pays, les trusts ne peuvent utiliser librement la menace du retrait de cette main d'oeuvre, car la part du marché zambien au marché mondial est trop importante pour que d'autres filiales puissent absorber rapidement un tel afflux de techniciens et de cadres, liés par contrat aux trusts. Portés en quelque sorte par les cadres supérieurs de gestion et techniques, les capitaux et la technologie (dont une partie a été développée en Zambie même, comme le procédé TORCO de récupération du métal contenu dans le minerai rejeté antérieurement) sont manifestement indispensables et obligent à payer une compensation équitable, c'est-à-dire conforme au rapport de forces, sans laquelle les trusts renonceraient à poursuivre la production.

La dépendance structurelle vis-à-vis du marché du cuivre est relativement défavorable à la Zambie qui a un besoin beaucoup plus immédiat de vendre que ses clients (au premier rang desquels se trouve la Grande-Bretagne) n'en ont d'acheter, et ceci est encore aggravé dans la conjoncture de 1969, où l'on prévoit un accroissement plus rapide de l'offre que de la demande. En revanche, la complexité des réglementations concernant l'imposition et le contrôle des changes, le niveau assez élevé de revenus qu'elles assurent au gouvernement, représentent un avantage pour ce dernier, qui peut offrir une rationalisation du système sans être demandeur en ce qui concerne la masse fiscale qu'il préserve. De même, la décision de nationaliser clarifie une situation jusque là assez incertaine puisque l'idée était en l'air depuis longtemps et c'est un atout pour les négociateurs gouvernementaux (63).

En fin de compte, si le départ de la main d'oeuvre spécialisée est pour le gouvernement la limite à ne pas atteindre, la nationalisation totale sans indemnité est l'extrémité à laquelle les trusts ne peuvent consentir; ils sont donc prêts à un certain nombre de concessions pour conserver les importants investissements effectués depuis une quarantaine d'années et des perspectives de profit compétitives. L'enjeu est considérable pour les trusts, s'agissant du troisième producteur mondial

de cuivre, et du premier situé dans la périphérie du capitalisme mondial.

Il faut souligner l'absence de pression politique, du moins de pression perceptible, de la part des gouvernements intéressés. Cette abstention s'explique aisément par la faiblesse des intérêts américains dans le pays hormis ceux d'Amax, et par des relations tellement dégradées non seulement avec le gouvernement sud-africain mais aussi avec les autorités britanniques que toute intervention de leur part en faveur d'Anglo-American n'eût été susceptible d'avoir que des effets négatifs. Les nationalisations du cuivre dans les autres pays du CIPEC ont été influencées bien davantage par les pressions américaines (Chili, Pérou) et belges (Zaïre) (64).

La solution de nationalisation à 51% du capital répond donc assez bien aux objectifs gouvernementaux dans le rapport de forces existant. Un contrôle est assuré sur les décisions principales concernant la gestion des mines et le développement de la production. Le fait que 49% du capital reste entre les mains des trusts (ou de leurs actionnaires) minimise le coût du rachat, puisque la nationalisation sans compensation est exclue, et représente une motivation efficace pour que les trusts, qui fournissent le management, maximisent la production et poursuivent le perfectionnement des techniques. Il se crée ainsi une association gouvernement-trusts dont les relations sont clarifiées.

Mais le degré réel de contrôle du gouvernement au sein de cette association dépend dans une large mesure des connaissances à sa disposition, c'est-à-dire en première approximation du degré de zambianisation du personnel dirigeant et technique. L'acquisition de cette compétence, soit la formation de personnel de nationalité zambienne, s'acquiert plus rapidement dans le système de "partnership" instauré en 1970 que dans le système de contrôle exclusif par les trusts existant jusqu'alors.

A un niveau plus global, cette nationalisation permet de modifier l'affectation de la plus-value dégagée par la production du cuivre et augmente donc la capacité de contrôle économique de l'appareil d'Etat au détriment de celle des trusts étrangers (65).

Le plan d'accroissement de la production après la nationalisation est plus ambitieux que celui qu'avaient élaboré les trusts; il vise à passer, entre 1970 à 1975, de 700 000 à 900 000 tonnes, au lieu des 800 000 tonnes prévues. Cette augmentation doit résulter de l'ouverture des mines de Kansanshi (NCCM) et de Baluba (RCM), ainsi que de l'accroissement de la production à Chingola, Rokana et Chambishi (66). Un grave éboulement survenu le 25 septembre 1970 à Mufulira, tuant 89 mineurs, compromet la réalisation des objectifs de production jusqu'en 1972, mais ne remet pas en cause le développement du programme d'investissements et donc l'accroissement ultérieur de la capacité de production (67). La nationalisation permet donc au gouvernement d'impulser une croissance plus rapide, mais elle lui permettra également, dans le cadre du CIPEC, de décider la restriction de 10% de la production en novembre 1974 (cf. infra p. 222).

De même, la nationalisation a pour conséquence une augmentation des investissements prévus, d'un montant de K 160 millions à K 266 millions pour les années 1970-75; cette augmentation, partiellement financée par des prêts de MINDECO, a pour effet d'absorber une part substantielle des dividendes perçus par celle-ci: 52 des 86 millions de K encaissés de 1970 à 75, selon les calculs prévisionnels de Bostock et Harvey.

En revanche, ces mêmes calculs prévisionnels indiquent une diminution de la masse fiscale perçue par l'Etat sur le bénéfice des sociétés minières de 1970 à 1973, et son augmentation pour 1974 et 1975; dans une période relativement courte, une part accrue de la plus-value engendrée par la production de cuivre est donc consacrée à l'extension de cette production même, ce qui permet ensuite de dégager un surplus accru disponible pour les investissements dans d'autres productions. L'examen des conséquences sur la balance des paiements conduit aux mêmes constatations: la nationalisation provoque un usage accru de devises durant les trois premières années, principalement à cause du paiement des compensations de nationalisation, mais l'accroissement de la production, ainsi que la diminution de la part des bénéfices distribués aux trusts sous forme de dividendes, renverse cette tendance dès 1973, les réserves de change devant dès lors s'accroître de montants importants (68).

L'objectif économique est donc atteint à moyen terme, au prix de sacrifices durant les trois premières années: les investissements dans l'industrie du cuivre augmentent, et les ressources disponibles pour le développement d'autres production (et notamment les ressources en devises) s'accroissent elles aussi. Il faut toutefois souligner que les estimations de Bostock et Harvey sont basées sur un cours fixe du cuivre (K 750 par tonne), ce qui est une hypothèse méthodologique indispensable mais ne correspond guère à la réalité. Nous verrons au chapitre suivant les conséquences sur la formation économique et sociale zambienne des variations du marché mondial du cuivre et les tentatives de riposte effectuées par le gouvernement.

L'objectif politique de contrôle public-national de l'économie est réalisé en partie par l'accroissement, absolu et relatif, de la plus-value contrôlée par l'appareil d'Etat, qu'il s'agisse de MINDECO ou des services fiscaux. L'autre partie de cet objectif, le contrôle de la production même, dépend de la formation et de la nomination aux postes supérieurs et de nationaux qualifiés; cette politique de zambianisation et son degré de réalisation seront étudiés plus bas (§ 5, pp. 191-196).

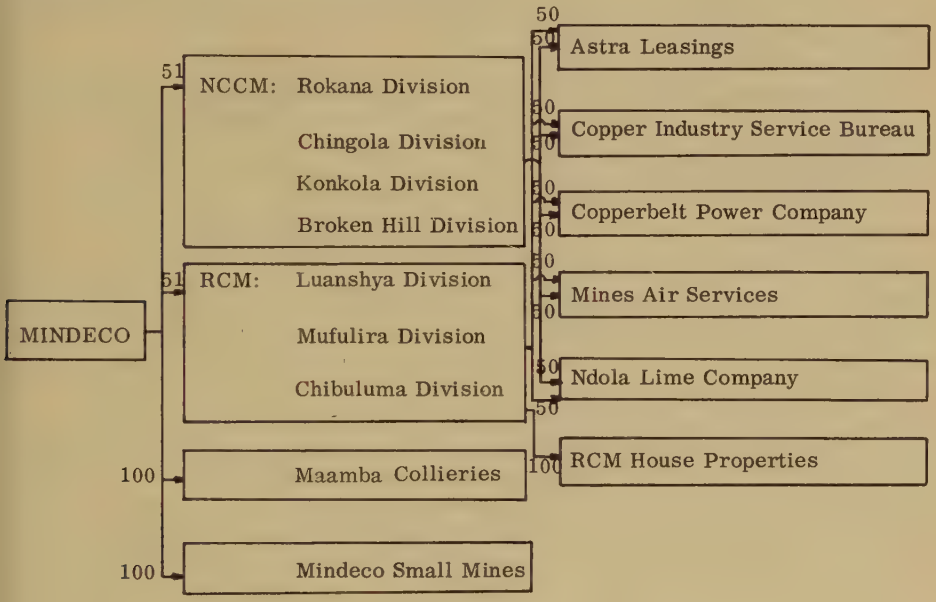
c) La réorganisation du secteur productif public et les mesures d'extension du contrôle public

La nationalisation du cuivre aboutit à la création de MINDECO, qui est chargée de gérer la part publique du capital des sociétés minières. Est également confié

à MINDECO le capital, entièrement public, de Maamba Collieries (69), de même que celui de petites exploitations minières, regroupées dans la société Mindeco Small Mines Ltd., qui assurent l'extraction d'émeraudes, de cuivre et de gypse. D'autres mines de petites dimensions sont en mains privées (améthyste) ou organisées en coopératives (étain, mica).

Les sociétés minières détiennent en commun le capital des sociétés auxiliaires également nationalisées, et RCM a conservé en filiale séparée ses propriétés immobilières. La structure de l'industrie minière s'établit donc de la manière suivante:

Tableau 7: Structure du groupe MINDECO (70)



En avril 70, cette structuration du groupe étant achevée, INDECO et MINDECO deviennent des filiales d'une nouvelle société publique faîtière, Zambia Industrial and Mining Corporation Ltd. / ZIMCO. Le capital de ZIMCO est détenu par le Ministère des Finances, mais la Corporation est rattachée administrativement au Ministère des Participations d'Etat dont le ministre est Kaunda et le secrétaire permanent Sardanis. C'est cette corporation qui est responsable du paiement de la part nationalisée du capital des sociétés minières, et donc du service des emprunts obligataires émis à cette fin. Le président Kaunda est personnellement président de ZIMCO dès sa création (71).

A fin août 1973, Kaunda annonce la décision, inattendue, du gouvernement de racheter immédiatement le solde des emprunts obligataires émis en compensation du rachat du capital nationalisé. Financé au moyen d'un emprunt sur le marché des euro-dollars, donc à un intérêt qui doit être environ double de celui des obligations de Zimco, ce remboursement est onéreux et représente des transactions financières considérables, s'élevant à 226 millions de dollars.

C'est que, pour le gouvernement, l'enjeu est d'importance. Les privilèges consentis en matière d'impôts et de contrôle des changes sont liés au remboursement de l'emprunt de 1969; le remboursement anticipé soumet donc l'industrie minière au droit commun, en particulier à l'interdiction d'exporter plus de 50% des profits; les sociétés minières vont donc être contraintes d'investir, directement ou indirectement, une part du capital accumulé.

Mais il y a litige entre le gouvernement et les trusts en ce qui concerne l'abrogation des accords de direction et de commercialisation. Kaunda, dans son discours, considère implicitement que ces accords sont aussi caducs du fait du remboursement anticipé, ce qui ne correspond pas à la position des trusts et à la lettre des accords de 1969. Une négociation serrée aboutit à la passation des pouvoirs de direction et de commercialisation au gouvernement contre indemnisation, en août 1974 pour NCCM (indemnité de K 33 millions) et en novembre de la même année pour RCM (indemnité avoisinant K 25 millions) (72).

Le pouvoir de l'Etat sur l'industrie du cuivre est donc étendu, et la capacité de négociation avec les trusts confirmée. Des investissements importants sont désormais effectués pour l'ouverture des mines de cuivre de Nampundwe, Baluba, Bwana Mkubwa et Kansanshi, augmentant d'autant les avoirs indéplaçables des trusts. Les objectifs propres de l'Etat peuvent être poursuivis, en particulier la maximisation de la production, et non plus celle des profits. Cependant, ce pouvoir reste limité par deux facteurs d'une très grande importance, d'une part la présence très majoritaire d'étrangers liés aux trusts aux postes techniques et de gestion, d'autre part la très faible influence que peut avoir la nouvelle société publique de commercialisation, Metal Marketing Corporation MEMACO (siège à Lusaka, représentation à Londres), sur le prix mondial du cuivre. Nous aborderons plus bas ces deux questions.

4. La tentative de nationalisation du crédit, 1970

Les réformes de Matero de 1969 ont notamment pour effet de soustraire au contrôle de la Bank of Zambia (banque centrale) la majorité du crédit, soumis à autorisation depuis les réformes de Mulungushi en 1968. En effet, Kaunda avait annoncé à Mulungushi que toutes les sociétés non-zambiennes, c'est-à-dire dont tous les propriétaires n'étaient pas zambiens, devraient obtenir l'autorisation de la banque centrale pour recourir au crédit bancaire. A Matero, il redéfinit les sociétés non-zambiennes comme celles où la majorité des propriétaires sont étrangers, ce qui exclut la plupart des filiales de ZIMCO. Le seul pouvoir de la Bank of Zambia en matière d'allocation du crédit est désormais l'autorisation obligatoire pour exporter des profits sous forme de dividendes, cette autorisation pouvant être subordonnée à certains remboursements de crédits bancaires. Ses autres pouvoirs sont les pouvoirs traditionnels d'une banque centrale, soit la détention d'une proportion de l'encaisse bancaire, fixée dès sa création en 1965 à 8% des dépôts à vue et 3% des dépôts à terme et d'épargne. La Bank of Zambia ne peut donc pas influencer l'allocation de crédit, et notamment détourner, comme le gouvernement l'estime nécessaire, une partie de celui-ci vers les petites entreprises agricoles et commerciales contrôlées par des Zambiens.

La faillite totale de la "Credit Organisation of Zambia", créée en 1967 pour assurer des prêts aux agriculteurs nationaux et fermée en 1970 avec un découvert de K 20 à 30 millions à cause d'une gestion anarchique (le nom et l'adresse des emprunteurs n'étaient même pas toujours enregistrés), oblige l'Agricultural Finance Corporation, successeur de COZ, à une rigueur très prudente et à un niveau d'activité réduit.

Similairement, la National Commercial Bank créée par le gouvernement en 1969 ne peut être très compétitive face aux grandes banques internationales opérant dans le pays: ces dernières sont en effet très bien introduites auprès de toutes les grandes entreprises minières, industrielles et commerciales, ainsi que des agriculteurs expatriés, et ne laissent à la NBC que les prêts à rentabilité faible ou nulle qu'elle peut accorder aux agriculteurs et commerçants nationaux.

Pour assurer au secteur public un pouvoir positif d'attribution du crédit aux agriculteurs et commerçants zambiens (l'émergence de ces derniers étant rendue théoriquement possible sur une vaste échelle par les réformes de Mulungushi), Kaunda annonce en novembre 1970 la nationalisation des banques et institutions financières (73).

a) Le discours de Mulungushi Hall

C'est à nouveau pour un discours de Kaunda au Conseil national de l'UNIP que les nouvelles réformes touchant le secteur financier, sont annoncées (74). Réuni en novembre 1970, ce conseil a été retardé par la conférence au sommet des non-alignés et se tient dans le bâtiment de congrès bâti pour celle-ci, Mulungushi Hall à Lusaka.

Dans le secteur bancaire, deux banques nationales doivent être formées: la première résultera de la fusion de la Barclays Bank of Zambia avec la National Commercial Bank créée par le gouvernement, ce dernier détenant 51% et Barclays Bank DCO, la maison-mère britannique, 49% de la nouvelle société; la seconde sera formée par l'absorption de deux banques moyennes, Commercial Bank et National and Grindlays Bank, par l'autre grande banque, la Standard Bank, dont 51% du capital sera repris par l'Etat. La dernière banque existante, la Merchant Bank, devra également offrir 51% de son capital-actions à l'Etat, qui verra comment l'insérer dans le nouveau système bancaire.

En ce qui concerne les assurances, les sociétés ne pourront plus conclure de nouveaux contrats après le 1er janvier 71, ni renouveler les contrats existants au-delà du 31 janvier 71. Elles devront donc fermer leurs filiales et agences en Zambie et laisser la totalité du marché national à la société d'Etat déjà existante, State Insurance Company. Cette formule ne comprend aucune indemnisation, puisque les opérations des sociétés d'assurance privées (étrangères) seront terminées et non pas transférées à la société publique.

Enfin, sont entièrement nationalisées les "building societies", institutions financières spécialisées dans le crédit immobilier et dont le financement est assuré essentiellement par les déposants. Alors même que l'Etat et les entreprises publiques et mixtes leur fournissent la plupart des dépôts, ces sociétés n'appliquent guère la politique de l'Etat dans le secteur de la construction et persistent à préférer les prêts commerciaux au financement du logement, les zones urbaines aux rurales, les sociétés aux individus. C'est pourquoi la gestion du crédit immobilier est reprise dans son entier par une société nationale.

Pour gérer les sociétés nationalisées, ainsi que l'Industrial Finance Company, jusqu'alors filiale d'INDECO, une nouvelle corporation est créée, la State Finance and Development Corporation Ltd./FINDECO. Comme INDECO et MINDECO, elle appartiendra en totalité à ZIMCO.

Cette réforme des institutions financières représente la dernière étape du programme d'appropriation de l'activité économique commencé en 1968. Les bases d'un développement autonome contrôlé par les Zambiens sont posées, l'indépendance économique fondamentalement acquise: "Now Zambia is ours and more and more wealth is ours too" (75).

Il serait toutefois erroné de voir dans le discours de Mulungushi Hall la simple application au secteur financier de la politique de Mulungushi et Matero. Deux différences essentielles apparaissent, qui marquent une radicalisation de la pensée de Kaunda et de la politique économique du gouvernement: d'une part, la nationalisation se fera par augmentation du capital et non par rachat d'actions, donc sans versement compensatoire direct ni flux additionnel de capitaux vers l'extérieur; d'autre part, et cela n'apparaît que lors des négociations, le gouvernement ne cherche pas à conclure d'accords de direction avec les actionnaires minoritaires mais établit le principe du "self-management" des entreprises après la nationalisation (76). Nous verrons plus loin les facteurs et la signification de cette évolution de la politique économique: examinons d'abord la réalisation, ou plus exactement la non-réalisation partielle, des mesures annoncées par Kaunda.

b) La renonciation à nationaliser les banques

En juillet 1971, la presse annonce la renonciation par le gouvernement à nationaliser les banques selon le projet de Mulungushi Hall; les dirigeants zambiens sont donc, pour la première fois, revenus sur une décision de nationalisation pourtant publiquement annoncée. Les négociations, décrites par Anthony Martin comme lentes et indécises de la part de FINDECO, n'ont pas abouti. La pierre d'achoppement des accords de nationalisation réside non pas dans l'indemnisation des avoirs propres, relativement peu élevés dans l'activité bancaire, mais dans l'élaboration d'une formule de direction répondant aux intérêts des deux parties. Si Martin attribue cet échec à l'incapacité de FINDECO et à la mauvaise volonté des banques, Harvey pousse la critique plus loin: le choix, inéluctable, n'a pas été fait entre deux politiques d'allocation de crédit, la première consistant à étendre vers le bas de l'échelle des entreprises les critères traditionnels d'acceptation du crédit, jugeant la capacité de repaiement de l'emprunteur compte tenu du risque d'échec de son activité; la seconde politique rompant avec ces critères traditionnels pour inscrire l'allocation de crédit dans un système global d'encouragement des petites entreprises, prenant également en considération les résultats de production ou d'autres critères qui seraient définis sans rapport avec les critères bancaires purs. La première politique ne nécessite guère la nationalisation des banques, les préjugés et malentendus anti-africains des cadres bancaires de Barclays, Standard, etc., étant en tout état de cause en voie d'extinction: des cadres zambiens, par ailleurs encore inexistants, ne pourraient pas améliorer beaucoup l'allocation de crédit aux agriculteurs, industriels et commerçants zambiens émergents. La nationalisation à 51% des banques est également inutile pour réaliser la seconde de ces politiques, qui exigerait la définition cohérente de ce système global d'investissement et la mise en place de cadres dans le secteur bancaire capables et désireux de la mettre en oeuvre: ce que ne sont sans doute pas ceux que des grandes banques internationales ont placé à la tête de leurs filiales zambiennes et dont la compétence s'inscrit strictement dans le cadre d'une politique sectorielle capitaliste (77).

L'échec de la nationalisation des banques est donc révélateur des contradictions structurelles de la formation économique zambienne, qui ne peut dans la phase actuelle tendre à s'autonomiser qu'en coopérant avec les tenants du capitalisme mondial (capital et main d'oeuvre technicienne et de direction). Une phase nouvelle, signifiant la prise en charge plus autonome de la production sans sortir du système mondial, ne pourra commencer que lorsque le secteur zambien (public) sera en mesure de contrôler indépendamment la main d'oeuvre spécialisée, c'est-à-dire lorsque celle-ci sera principalement zambienne. Comme la nationalisation de l'industrie et des mines, plus encore qu'elles, la nationalisation des institutions financières exige pour sa réalisation une politique énergique de zambianisation.

La réforme des assurances, par un choix plus radical, tranche cette contradiction: la solution est un monopole de la société d'Etat à laquelle ne participe aucune société étrangère. Ce choix laisse supposer que la gestion de la Zambia State Insurance Corporation est assurée de façon satisfaisante par un personnel de nationalité zambienne ou expatrié ayant accepté de travailler pour le secteur public, ce qui est une situation privilégiée. De même pour la Zambia National Building Society, dont le capital est constitué coopérativement par les dépositaires mais dont la direction est assurée par FINDECO.

D'autre part, sept importantes entreprises industrielles sont nationalisées à 51% et viennent se joindre au groupe INDECO. Ce sont les entreprises suivantes:

Tableau 8: Les sociétés industrielles nationalisées à Mulungushi Hall, 1970 (78)

savonnerie, huilerie:	Levers Brothers Ltd.
	Refined Oil Products
menuiserie:	National Milling Company Ltd.
boulangerie:	Supa Bakeries Ltd.
distillerie:	Duncan, Gilbey and Matheson Ltd.
manufacture de cigarettes:	BAT
	Rothmans

En outre, United Bus Company of Zambia, propriété d'INDECO à 51%, est reprise à 100%, la société qui détient le reste du capital (Lonrho ?) étant engagée de façon importante dans la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique, barrage construit à l'avantage exclusif du régime colonial portugais et e l'industrie sud-africaine. Huit entreprises de commerce de gros et deux de vente de moteurs et pièces détachées pour automobiles se voient retirer leurs licences pour des raisons que Kaunda se refuse à divulguer, vraisemblablement parce qu'elles réalisent des profits excessifs.

Enfin, pour poursuivre la promotion d'entreprises zambiennes, les sociétés minières devront réserver tous leurs contrats de travaux publics d'une valeur inférieure à K 100 000 à des Zambiens, comme le département des travaux publics le fait avec succès depuis 1968; les licences de transports routiers et de fabrications de matériaux de construction (briquetteries, carrières, etc.) sont réservées à des entreprises totalement zambiennes. Certaines associations entre expatriés et Zambiens permettant d'obtenir des licences dans les limites de la réglementation instaurée en 1968 se sont en effet révélées purement formelles et fonctionnent au seul bénéfice des expatriés (79).

Ces mesures hors du secteur financier peuvent être considérées comme de simples compléments aux réformes de Mulungushi de 1968, destinées à mettre fin à certains abus ou à certaines lacunes de ces réformes.

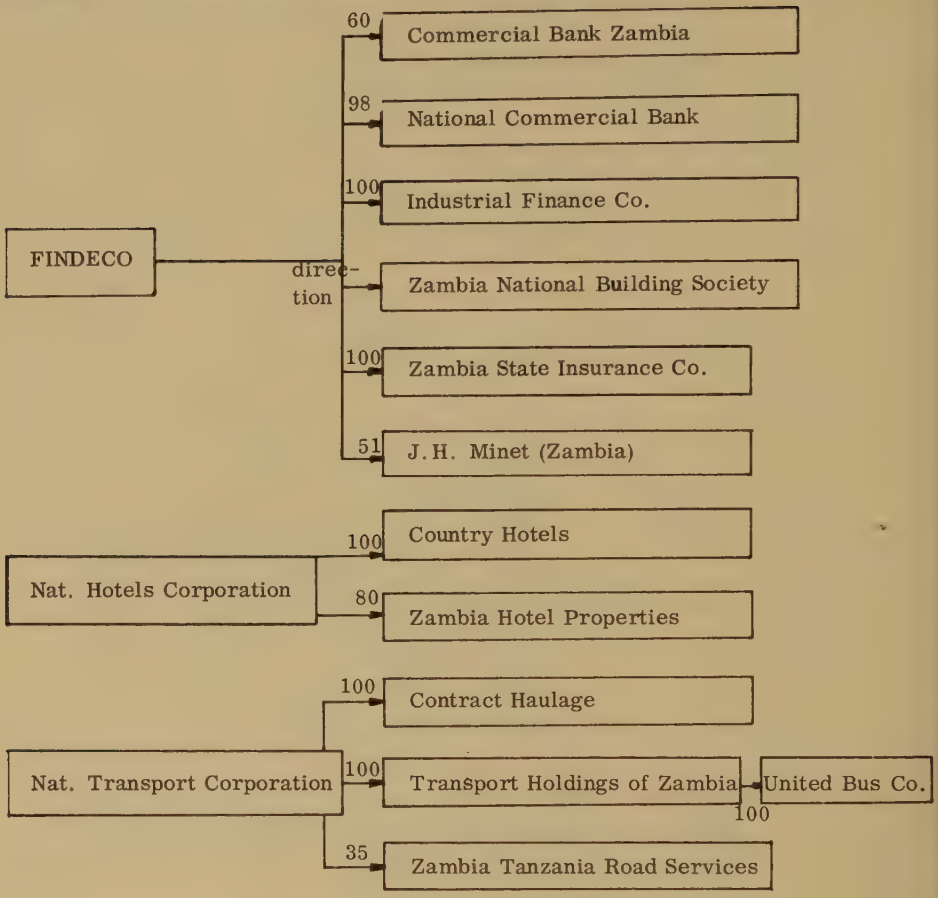
c) La réorganisation du secteur public et l'évolution de la politique économique

Parallèlement à la création de FINDECO sont créées deux autres corporations, la National Transport Corporation et la National Hotel Corporation, qui reprennent dans leurs secteurs respectifs la direction des filiales d'INDECO. NHC est ainsi à la tête de deux filiales, Zambia Hotel Properties Ltd. (80% NHC, 20% Intercontinental) qui possède l'hôtel Intercontinental à Lusaka et l'hôtel Musi-o-Tunya à Livingstone, et Country Hotels Ltd qui exploite des hôtels dans tout le pays ainsi que les camps touristiques des parcs nationaux. NTC, qui reprend l'essentiel du sous-groupe Indeco Transport, contrôle les sociétés Contract Haulage Ltd. (transport de marchandises) et Transport Holdings of Zambia (transport de personnes, notamment par la société United Bus Company Ltd.) et détient 35% de Zambia Tanzania Road Services Ltd., dont les autres actionnaires sont le gouvernement tanzanien et Intersomer.

FINDECO même contrôle, outre les sociétés déjà nommées, une banque de moindre importance ayant négocié sa nationalisation (Commercial Bank Zambia Ltd.), une entreprise de courtage en assurances qui a fait de même, J.H. Minet (Zambia) Ltd. En 1973, elle cède à INDECO All Countries Exports (1971) Ltd. qu'elle contrôle jusqu'alors.

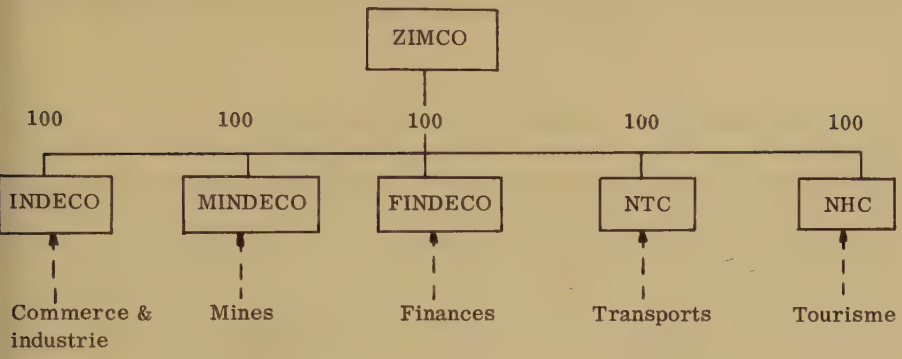
La structure des nouvelles corporations est donc la suivante:

Tableau 9: Structures des groupes FINDECO, NCH et NTC (80)



Le secteur public dépendant de ZIMCO se complète donc, et ses structures se ramifient. Simultanément, une décentralisation du groupe s'accompagne d'un renforcement du contrôle gouvernemental. ZIMCO même n'a plus guère pour fonctions que le service des emprunts émis en compensation de la nationalisation du cuivre, et encore cette tâche s'achève-t-elle avec leur remboursement anticipé en août 73. Chacune des corporations est subordonnée administrativement au ministère correspondant, le président exécutif de la corporation étant également secrétaire permanent du ministère. La structure organisationnelle des corporations s'établit donc de la façon suivante:

Tableau 10: Structure faitière du groupe ZIMCO (81)



Un certain nombre d'entreprises publiques, officiellement dénommées "statutaires", ne se rattachent pas au groupe ZIMCO mais dépendent directement des ministères compétents. Les principales sont les postes et télécommunications, les chemins de fer (Zambia Railways et Tanzam Railway Authority), la compagnie de transports aériens Zambia Airways Corporation, le bureau national du tourisme, la banque de développement, la radio-télévision, la société de distribution de l'électricité (ZESCO) et l'office de commercialisation agricole (NAMBOARD). Depuis la décentralisation de ZIMCO en 1971, leur statut est en fait relativement proche de celui des cinq corporations sectorielles, et il est question de les intégrer éventuellement, du moins certaines d'entre elles, au reste du secteur public (82).

Nous avons vu que les réformes de 1970 manifestent une évolution de la politique économique, en particulier l'introduction du concept de "self-management" des entreprises, qui représente une rupture avec la pratique devenue rapidement classique des accords de direction conclus avec une société étrangère contrôlant technologie et main-d'oeuvre spécialisée. En l'absence de pression des masses à propos des réformes, et même de popularisation de la nouvelle politique, faut-il attribuer cette évolution à la radicalisation de la pensée politique de l'élite zambienne et notamment de Kaunda lui-même? Ce dernier poursuit non seulement une politique d'indépendance économique accrue par une zambianisation accélérée du personnel technique et dirigeant, mais également une répartition plus grande du pouvoir économique par la création, envisagée mais pas encore réalisée, de modalités de contrôle ouvrier sur les entreprises. Deux séminaires sont consacrés à la participation ouvrière en mars 70, un projet de charte des travailleurs est discuté mais sans résultat et Kaunda déclare en privé que le capitalisme d'Etat n'est qu'une phase transitoire dans l'évolution vers une démocratie participante ("participatory democracy"). (83) On peut cependant s'interroger sur la possibilité

qu'a un pouvoir central d'Etat d'organiser par le haut une décentralisation. En particulier, une politique de contrôle ouvrier peut-elle être réalisée après la mise au pas des syndicats? Cela paraît douteux.

5. La nationalisation du sol et des moyens d'information, 1975

Au sixième Conseil national de l'UNIP, le 30 juin 1975, le président Kaunda annonce de nouvelles réformes économiques. Il s'agit en premier lieu de l'abolition de la propriété foncière privée, les titres de propriété étant transformés en baux d'une durée de cent ans, les terrains agricoles ou urbains non utilisés revenant de droit à l'Etat ou aux autorités locales. En outre, les agences immobilières devront fermer boutique, le monopole de la location de logements étant assuré à l'Etat. Les expatriés sous contrat n'auront plus aucun accès au crédit immobilier, et les prêts de la Zambia National Building Society seront strictement réservés à l'UNIP, au gouvernement, aux autorités locales, à la National Housing Authority, aux corporations publiques et aux coopératives; les maisons bâties par des fonctionnaires de l'Etat ou du Parti seront reprises par les autorités locales.

Sont également nationalisés le quotidien The Times of Zambia et l'hebdomadaire The Sunday Times of Zambia, la société d'édition Printpak, et les cinémas; ces journaux, la Printpak et bon nombre de cinémas étaient la propriété de la Lonrho. Ce contrôle des moyens d'information doit permettre d'éviter la diffusion de valeurs contraires à l'humanisme et aux intérêts zambiens. Il faut souligner que l'autre quotidien national, le Zambian Daily Mail, appartenant déjà à l'Etat, se manifeste cependant par une certaine indépendance critique envers le pouvoir.

Les cliniques privées sont également nationalisées et seront dirigées par le ministère de la santé. Les médecins étrangers employés par le gouvernement n'auront plus le droit de pratiquer de façon privée, selon une règle qui s'appliquait déjà aux juristes, enseignants et architectes. (84)

Une grande partie du discours de Kaunda est consacrée à la lutte contre la corruption et l'indiscipline, en particulier l'inaction des fonctionnaires, l'alcoolisme, le népotisme et l'usage à des fins privées de fonctions officielles. Appliquant pour la première fois publiquement le "Leadership Code", promulgué en 1973 et interdisant à tout détenteur de responsabilités publiques de jouir d'un revenu secondaire, le président avait, 3 jours avant ce Conseil national, démis de leurs fonctions et exclu du Parti le ministre pour la province du nord-ouest Amock Phiri et deux parlementaires, qui avaient refusé de déclarer leurs avoirs comme le code leur en faisait l'obligation (85).

Les réformes de 1975 s'inscrivent donc très nettement dans une action de reprise en main par les dirigeants de l'Etat au plus haut niveau, reprise en main devant aussi bien assurer la production maximale qu'empêcher l'accumulation de fortunes

privées. La politique de développement d'un capitalisme d'Etat est confirmée et renforcée, mais les références au contrôle ouvrier ou à la démocratie participante font place à un discours plus autoritaire qu'il ne l'avait été depuis l'indépendance.

6. La zambianisation du personnel

Le sous-développement dramatique de l'instruction pendant la période coloniale a des répercussions considérables sur l'évolution de la Zambie indépendante. Nous avons vu que la limite principale rencontrée par l'élite dirigeante dans sa recherche de l'indépendance économique est la nécessité de conserver, pour assurer la poursuite et la croissance de la production, un effectif important de cadres et techniciens étrangers, en majorité britanniques et sud-africains, liés aux sociétés associées à la production.

Au lendemain de l'indépendance, la proportion de non-africains, qui sont dans leur quasi-totalité de nationalité étrangère (86), est extraordinairement élevée dans les emplois occupés par des personnes ayant un niveau d'instruction supérieur ou même moyen:

Tableau 11: Niveau d'instruction de la main-d'oeuvre salariée en Zambie, par race, 1965-66 (87)

Niveau d'instruction acquis	Africains	Non-Africains	% de non-Africains
Universitaire	150	3 500	95,7
Baccalauréat	500	5 900	92,0
Certificat d'études secondaires	1 500	12 000	88,8
Secondaire moyen	7 300	11 400	61,0
Autres	261 700	1 900	0,7
Total	271 100	34 800	11,4

La comparaison de ces données avec celles de certains autres pays africains met encore en évidence le degré extrême de dépendance vis-à-vis de la main-d'oeuvre spécialisée étrangère qui caractérise la situation zambienne; seul le Botswana (dont la statistique est malheureusement incomplète) se trouve dans une situation comparable, alors que la position du Kénya et de la Tanzanie n'est pas trop éloignée pour le seul niveau des universitaires:

Tableau 12: Proportion d'expatriés dans les postes élevés pour quelques pays africains (88)

Catégories de niveaux de formation	Botswana 1967	Kénya 1964	Nigéria 1964	Soudan 1967	Tanzanie 1964-5	Zambie 1965-6
Universitaires ou équivalent	non-disp.	77 %	39 %	12 %	82 %	96 %
Formation post-scolaire ou professionnelle	96	25	5	6	23	92
Certificat d'études secondaires	81	54	0	2	31	88
Niveau secondaire moyen	37	18	0	0	9	41
Total (moyenne pondérée)	(31)	48	13	3	31	62

La recherche de diminution, et à terme de suppression, de cette dépendance est appelée par le gouvernement "politique de zambianisation". On peut distinguer deux volets dans cette zambianisation, celui de l'instruction générale et celui de la formation professionnelle et technique.

Le développement de l'instruction générale est l'une des priorités dans l'attribution des fonds publics, l'autre priorité permanente étant la mise en place de l'appareil administratif. A ce titre, elle représente une fraction importante des investissements publics (formation brute de capital fixe des producteurs de services gouvernementaux):

Tableau 13: FBCF publique attribuée à l'instruction, 1965 - 1970 (89)

K mio, en prix constants de 1965	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Total FBCF publique	27,9	55,0	60,0	63,0	46,3	61,0
dont:						
Administration publique	10,1	17,6	20,6	27,4	22,6	23,9
Instruction	11,2	13,2	15,0	12,0	5,3	11,4
Instruction en % du total FBCF publique	40,1	24,0	25,0	19,0	11,4	18,7

On constate donc que l'instruction reçoit une part considérable des investissements publics en 1964 et que cette part, bien que diminuant par le fait de la stagnation des montants réels absolus, reste importante. Les sommes prévues dans le plan de développement colonial 1961 - 65 au titre du ministère de l'instruction africaine étaient très insuffisantes pour assurer un développement rapide des possibilités d'enseignement, puisqu'elles s'élevaient à 4,8 millions de K dans les 18 mois allant jusqu'à fin juin 1965. Le plan d'urgence (Emergency Development Plan) élaboré pour l'année 1964 prévoit donc un montant additionnel de K 2 232 000 pour les investissements dans l'instruction, dont K 626 000 sont attribués à l'enseignement primaire et K 1 486 000 à l'enseignement secondaire. Le plan de développement de transition (Transitional Development Plan, janvier 65 - juin 66) met à disposition de l'enseignement K 13 542 000 pour les investissements et alloue provisoirement plus de 15 millions de K pour les investissements engagés pour la période du premier plan national de développement, soit dès juillet 65. En outre, un programme de construction de bâtiments scolaires par le travail volontaire ("self-help") permet de compléter l'investissement financier par l'investissement humain et de valoriser autant que possible les sommes à disposition. Parallèlement, l'enseignement tout entier est intégré racialement.

Ces investissements permettent l'ouverture jusqu'à fin 1966 de plus de 120 000 nouvelles places dans les écoles primaires (7 ans de scolarité) et d'environ 20 000 dans les écoles secondaires (5 ans de scolarité), ce qui permet de tripler le nombre des entrées en première année secondaire. Les bases de la croissance scolaire sont ainsi posées, malgré les difficultés d'approvisionnement et de financement causées par la déclaration d'indépendance du régime de Smith en Rhodésie, et la construction de nouvelles écoles se poursuit à un rythme à peu près constant. Un investissement considérable est entrepris en outre dès 1966: la création de l'University of Zambia, qui reçoit cette année-là sa première volée d'étudiants, et s'installe dès mars 1968 à l'extérieur de Lusaka dans des bâtiments neufs d'une valeur de 3 millions de K, dont la construction se poursuit jusque vers 1970; l'investissement total pour l'université s'élève environ à K 24 millions (90).

L'efficacité de l'investissement consenti se reflète dans la croissance considérable des effectifs scolaires à tous les niveaux:

Tableau 14: Instruction générale en Zambie, 1964-68 (91)

(Nombre d'élèves)	1964	1965	1966	1967	1968
Primaire: année terminale	13 000	31 000*	36 100	41 900	49 200
Secondaire	13 900	17 200	24 000	34 100	42 400
Université	-	-	312	504	688

* Deux volées, la durée de scolarité primaire étant ramenée cette année-là de 8 à 7 ans.

Un certain nombre d'institutions, la plupart publiques, assurent la formation professionnelle et technique de Zambiens capables ainsi d'exercer des professions jusqu'alors occupées par des expatriés. Les principales institutions gouvernementales sont le Northern Technical College, The Evelyn Hone College of Commerce and Arts, le Zambia Institute of Technology, le National Institute of Public Administration, le National Vocational Training Centre, les Teacher Training Colleges et les Trade Training Institutes. Les centres de formation privés sont principalement la Mindolo Ecumenical Foundation, les centres de formation des deux groupes miniers ainsi que ceux d'organisations agissant dans le secteur social (les Jésuites, par exemple, assurent le fonctionnement d'un Trade Training Institute à Choma). Enfin, un grand nombre, impossible cependant à chiffrer, de travailleurs perfectionnent leur formation dans le cadre même de leur travail sans être rattachés à un organisme formel ou soumis à un contrat d'apprentissage.

De même, dès l'indépendance s'est posé le problème du manque de formation des fonctionnaires africains, aggravé dans le cas de fonctionnaires des pouvoirs locaux par leur isolement. Des cours de formation ont été mis sur pied, avec le concours aussi bien d'anciens fonctionnaires coloniaux que d'experts étrangers et en collaboration avec des instituts d'administration publique irlandais, kényan et nigérian,

ainsi qu'avec la commission économique pour l'Afrique des Nations Unies; ainsi s'est formé le Staff Training College, devenu ensuite National Institute of Public Administration.

Ainsi en 1968, quelque 15 700 travailleurs des entreprises privées et publiques achèvent une formation formellement sanctionnée, dont 12 000 environ dans le secteur minier, et plus de 6 000 travailleurs de l'administration publique et des sociétés "statutaires" sont dans le même cas; parmi ces nouveaux travailleurs spécialisés, près de 4 500 sont des "cols-blancs". Un rapport officiel de 1969 estime qu'en 1980 la zambianisation devrait être à peu près réalisée dans la plupart des secteurs (92).

Dans le secteur minier, un rapport spécial, assez sommaire, de 1968 donne la progression suivante de la zambianisation des postes de direction et techniques:

Tableau 15: Le progrès de la zambianisation dans les mines (93)

Evolution réalisée	Nombre d'expatriés	Zambien dans le champ d'emploi d'expatriés	
		Nombre	% du total
décembre 1964	7 621	704	8,5
mars 1966	6 592	1 138	14,7
septembre 1966	6 358	1 184	22,9
octobre 1967	5 671	2 617	31,6
juin 1968	5 024	3 671	42,2
Evolution prévue après 1968:			
décembre 1969	4 444	4 102	48,0
décembre 1970	3 774	4 661	55,3
décembre 1971	3 551	5 195	59,4
décembre 1972	3 168	5 578	63,8

On constate donc que l'augmentation du nombre des Zambiens employés à des postes techniques et de direction ne permet qu'une diminution relativement lente, à peine supérieure à 50% en 8 ans, du nombre des expatriés employés dans les mines (et les raffineries de cuivre). Ceci peut s'expliquer, certes, par la concurrence de l'administration publique, qui jouit d'une sorte de priorité dans le recrutement de nationaux qualifiés; cette priorité est basée sur l'idée qu'il n'y a qu'une façon de gérer une entreprise minière de façon à en maximiser les pro-

fits, alors qu'il y a de multiples manières de gouverner, dont certaines seulement sont dans les intérêts des Zambiens. Mais un autre frein à la zambianisation existe: la subordination absolue et générale de cette politique à celle de la poursuite d'une production maximale; dans ces conditions, la direction des sociétés minières est laissée juge de la rentabilité et donc de l'exécution de la politique de zambianisation, et le gouvernement, de même que les syndicats totalement acquis à cette politique productiviste, se gardent de prendre des positions dures sur la zambianisation. En conséquence, la zambianisation des mines est un processus relativement lent d'accession de Zambiens à des postes de plus en plus élevés, sans que se produise une zambianisation par le haut, c'est-à-dire par la nomination de directeurs zambiens de façon parallèle à la zambianisation de postes de hauts fonctionnaires ayant autorité dans l'administration publique sur des expatriés techniciens (94).

7. Indépendance ou intériorisation des rapports impérialistes?

Les réformes économiques, principalement la nationalisation du cuivre, doivent permettre, d'après les déclarations de Kaunda, d'atteindre l'indépendance sur le plan économique, du moins lorsque la zambianisation du personnel sera suffisamment avancée. L'indépendance signifierait que le contrôle de la production et de l'usage de la plus-value reviendrait exclusivement (ou même principalement) à l'Etat zambien.

Or, le compromis de la nationalisation ne donne pas un tel pouvoir à l'Etat. Conservant 49% du capital-actions, contrôlant la plupart des cadres techniques et de gestion, les trusts Anglo-American et Amax ne sont pas expropriés de leur pouvoir. L'opération est même intéressante pour eux, en ce sens qu'ils sont assurés de la poursuite de la production et d'une part décisive de son contrôle avec un investissement désormais réduit de moitié.

Pour l'Etat, il est certain que le contrôle partiel de l'ensemble (ou presque) de la production intérieure et spécialement celle du secteur-clé, le cuivre, lui donne les moyens d'une certaine industrialisation par réinvestissement de la plus-value. Cette industrialisation ne s'était pas produite à l'époque coloniale où le contrôle complet de l'économie avait toujours été entre les mains de sociétés étrangères: la nationalisation représente donc un saut qualitatif dans l'histoire du pays.

Cependant, le maintien d'une partie importante du pouvoir des trusts, alliés à l'Etat par le système des sociétés mixtes, a pour conséquence qu'ils n'apparaissent plus seulement comme des agents extérieurs mais qu'ils peuvent faire valoir (et souvent prévaloir) leur politique dans des sociétés "nationales". L'industrialisation se paie donc par l'intériorisation de la domination du capitalisme monopoliste international; la reproduction du capitalisme n'est plus seulement dépendante, comme à l'époque coloniale, elle est induite, c'est-à-dire à la fois dépendante et inté-

riorisée.

Est-ce à dire que la nationalisation totale (à 100% du capital-actions) et la zambianisation totale du personnel assureraient l'accès à l'indépendance? La limite, à ce niveau, est externe: c'est l'existence d'un marché mondial du cuivre et la nécessité, pour la Zambie, d'y écouler sa production. C'est ce que nous allons étudier au prochain chapitre.

Notes du chapitre 6

(1) Calculé d'après U.N., Yearbook of National Account Statistics 1969, vol. I, p. 806.

(2) M. Bostock, Ch. Harvey (ed.), Economic Independence and Zambian Copper, pp. 94-95.

(3) Cf. S. Amin, L'accumulation à l'échelle mondiale, pp. 210-215.

(4) Bostock & Harvey, op. cit. pp. 94-95.

(5) Central Statistical Office, National Accounts 1970, p. 26. Il y a quelques écarts entre les statistiques nationales et celles publiées par l'ONU: le même taux calculé sur la base de ces dernières est de 74,8%.

(6) Calculs effectués sur la base des documents nationaux de comptabilité nationale par les participants aux travaux pratiques d'économie, année 1970/71, Institut africain de Genève, sous la direction du Prof. G. Blardone.

(7) R. Baldwin, Economic Development and Export Growth, pp. 37-40.

(8) N. Nziramasanga, The Copper Export Sector and the Zambian Economy, p. 53.

(9) Bostock & Harvey, op. cit., p. 260. Afin de simplifier la lecture du tableau, je n'ai pas repris ici les sociétés d'exploitation exerçant hors de Zambie, ni les sociétés n'ayant pas de production effective avant la nationalisation. Voir dans le texte l'appellation complète des sociétés. Les chiffres surmontant les flèches indiquent le pourcentage du capital détenu, selon la situation au 31 décembre 1969.

(10) Bostock & Harvey, op. cit., p. 68.

(11) Ce chiffre n'est pas significatif, 1965 étant l'année du début de la production. En 1969, celle-ci s'élevait à 26 600 tonnes.

(12) J. Ziégler, La contre-révolution en Afrique, pp. 210-211; Anglo-American, Annual Report 1973.

(13) Cf. S. Amin, op. cit. p. 212 et U.N., Yearbook of National Account Statistics 1969, vol I, p. 806.

(14) ibid.

(15) Cf. supra p. 153.

(16) M. Faber, "The Development of the Manufacturing Sector", in Ch. Elliott (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia, pp. 315-318; Jane's Major Companies of Europe 1973, pp. C 166, D 207.

(17) R.M. Bostock, "The Transport Sector", in Ch. Elliott (ed.), op. cit., p. 345.

(18) A. Martin, Minding their own business, pp. 197-198.

(19) C. Christie, "The Construction Sector", in Ch. Elliott (ed.), op. cit., pp. 378-380.

(20) R. Hall, The High Price of Principles, p. 94.

(21) Monthly Digest of Statistic, X (4), April 1974, p. 29.

(22) Bostock & Harvey, op. cit., p. 92, Table 42.

(23) Bostock & Harvey, op. cit., pp. 107 ss.

(24) A. Martin, Minding Their Own Business, p. 61-62.

(25) Office of National Development and Planning, First National Development Plan 1966-70, p. 35.

(26) Ibid., p. 108.

(27) ZAMEFA, Beginning of an Industry; l'Année africaine 1971; Ministry of Development Planning and National Guidance, Second National Development Plan, 1972-76, p. 96.

(28) A. Martin, op. cit. p. 61.

(29) INDECO, Annual Report 1973, p. 7.

(30) Cf. S. Amin, op. cit. pp. 212-213.

(31) Ibid.

(32) Voir note 6 de ce chapitre.

(33) Chiffres calculés d'après U.N. Yearbook of National Account Statistics 1969.

(34) Ch. Harvey, "The Control of Credit in Zambia", in Journal of Modern African Studies 11 (3), September 1973, p. 383; K. Kaunda, Humanism in Zambia, p. 16.

(35) F. & L. Dotson, The Indian Minority of Zambia, Rhodesia and Malawi,

pp. 33, 58-60, 363, 372.

(36) S. Goodman, "Investment Policy in Zambia", in B. de Gaay Fortman (ed.) After Mulungushi, pp. 165-176.

(37) K. Kaunda, "Zambia Towards Economic Independence", reproduit dans B. de Gaay Fortman (ed.), op. cit., pp. 34-74.

(38) La liste des entreprises nationalisées à Mulungushi, qui est partie intégrante du discours de Kaunda est également reproduite in M. Faber, art. cit., pp. 314-315.

(39) A. Martin, op. cit., pp. 195-200.

(40) Ibid., pp. 200-205.

(41) Ibid.; Industries et Travaux d'Outre-Mer, Janvier 1973.

(42) INDECO, Annual Report, 1970-71 et 1973.

(43) K. Kaunda, Humanism in Zambia and a Guide to its Implementation, 52 p.

(44) Ibid.; B. de Gaay Fortman, "Humanism and the Zambian Economic Order", in op. cit. pp. 95-114

(45) INDECO, Annual Report 1973, pp. 38-39 et passim.

(46) A. Martin, op. cit., p. 61. Le rapport d'INDECO n'indique aucun partenaire étranger: dans les autres cas où un actionnaire minoritaire n'est pas nommé, il est sans doute également sud-africain, ou parfois zambien (exemple: Mwaiseni Stores).

(47) "Zambia Towards Economic Independence" loc. cit., Part III: "Commercial and Industrial Sector".

(48) Ph. Chirwa, "Successes and Failures of Economic Reforms", in Zambia Daily Mail, 19 décembre 1973.

(49) A. Martin, op. cit., pp. 147-150; Ch. Harvey, "The Control of Credit in Zambia", loc. cit., pp. 387-388.

(50) K. Kaunda, Towards Economic Independence; reproduit en bonne partie par M. Faber & J. Potter, Towards Economic Independence, Papers on the Nationalization of the Copper Industry in Zambia, pp. 127-134; cité partiellement par Bostock & Harvey (ed.), op. cit., pp. 145-152, et par D. Martin, "Métal rouge, terreur blanche et unité nationale en Zambie", Revue française de science politique, 20 (4), août 1970, pp. 753-760.

(51) Les modalités de la nationalisation sont tirées de Bostock & Harvey, op. cit., pp. 145-152 et D. Martin, art. cit.

(52) Sur les liens nombreux et divers qui lient AAC et Charter, on consultera une brochure d'information de Charter, Charter Consolidated Limited - An Introduction, 24 p.

(53) Zambian Anglo American Ltd., Annual Report 1973.

(54) Le Monde des 6 et 7 octobre 1974, "La revue des valeurs".

(55) Roan Selection Trust Ltd, Explanatory Statement for Meeting of Shareholders, 30th June, 1970; American Metal Climax Inc., Annual Report 1972; U.S. District Court for the Eastern District of Pensylvania, Civil Action Nº 70-933, H. Kohn vs American Metal Climax.

(56) Bostock & Harvey, op. cit., p. 261. Voir note (8) de ce chapitre. Les chiffres indiquent le pourcentage de capital détenu au 31 décembre 1970.

(57) Pour la description de ces diverses sociétés et leurs relations, cf. Bostock & Harvey, op. cit., pp. 260 ss.; Mining Yearbook of Zambia 1972; RST, Explanatory Statement... op cit., p. 6.

(58) Bostock & Harvey, op. cit., p. 264; Zamic, Annual Report 1973.

(59) Bostock & Harvey, op. cit., pp. 146-152; A. Martin, op. cit., pp. 171-173.

(60) Bostock & Harvey, ibid.

(61) J. Potter, "The 51 Per Cent Nationalisation of the Zambian Copper Mines", in Faber & Potter, op. cit., pp. 101-103.

(62) Ibid., pp. 97-101. J'ai structuré en deux objectifs principaux les cinq objectifs étudiés analytiquement par Potter.

(63) Bostock & Harvey, op. cit., pp. 16-20; Faber & Potter, op. cit., pp. 104-108.

(64) Faber & Potter, ibid.

(65) Bostock & Harvey, op. cit., pp. 20-22.

(66) Ibid., pp. 156, 180-183.

(67) Voir plans et résultats de production ibid. et in Mining Yearbook of Zambia 1972, p. 19

(68) Bostock & Harvey, op. cit., p. 182.

(69) Cf. supra pp. 103-104.

(70) MINDECO, Zambia's Mining Industry, pp. 6-16; Mining Yearbook of Zambia 1972, passim; ZIMCO, Annual Report 1972, p. 30.

(71) A. Martin, op. cit., p. 250.

(72) C. Parker, Gemini News Service GE 286, 4 novembre 1973; Financial Times, 1er septembre 1973; L'Année africaine 1974, pp. 723-725.

(73) Ch. Harvey, "The Control of Credit in Zambia", art. cit., pp. 384-390.

(74) K. Kaunda, Take Up the Challenge, Speeches to the UNIP National Council, 7-10 november 1970.

(75) Ibid., pp. 64-67.

(76) A. Martin, op. cit., pp. 240-248.

(77) A. Martin, op. cit., pp. 251-253; Ch. Harvey, "The Control of Credit...", art. cit., pp. 390-392.

(78) Take Up the Challenge, p. 62.

(79) Ibid., pp. 60-63.

(80) ZIMCO, Annual Report 1972; INDECO, Annual Report 1973. Les chiffres surmontant les flèches indiquent le pourcentage du capital détenu au 1.4.1973.

(81) ZIMCO, op. cit.; A. Martin, op. cit., pp. 251-257.

(82) ZIMCO, op. cit., p. 4.

(83) A. Martin, op. cit., chapitre 12: "Destination Unknown", pp. 240-257.

(84) Financial Times, 1.7.75; Le Monde du 2 juillet 1975; Keesing's Contemporary Archives, 27213A.

(85) Keesing's..., ibid.

(86) On compte en 1965-66 environ 1800 Zambiens non-africains et quelque 2 200 Africains non-zambiens: cf. Development Division, Zambian Manpower, p. 5.

(87) Cabinet office, Manpower Report, p. 14, cité par R. Jolly, "The Skilled

Manpower Constraint", in Ch. Elliott (ed.), Constraints..., op. cit., p. 28.

(88) Ibid.

(89) Central Statistical Office, National Accounts 1970, pp. 73-74. Le budget 1969 est très réduit afin de lutter contre l'inflation.

(90) J. Mwanakatwe, The Growth of Education in Zambia Since Independence, pp. 45-70, 157-158, 183. Ecrit par l'ancien ministre de l'instruction, cet ouvrage fournit d'abondantes informations sur les réalisation scolaires.

(91) R. Jolly, art. cit., p. 39.

(92) Development Division, Zambian Manpower. Les données sur la formation professionnelle sont tirées du même ouvrage, pp. 57-78, et de P. L. Taylor, "Local Government Training in Zambia", in Journal of Administration Overseas, 5, 1966, pp. 11-18.

(93) The Progress of Zambianisation in the Mining Industry, p. 9

(94) M. Burawoy, The Colour of Class on the Copper Mines, pp. 98-113.

CHAPITRE 7: LE MARCHE MONDIAL DU CUIVRE

1. La production

L'industrie minière et l'affinage du cuivre nécessitent des investissements importants; ainsi l'évaluation des actifs des sociétés minières zambiennes lors de la nationalisation en 1970 s'élève à environ 870 dollars par tonne de capacité de production annuelle pour Nchanga Consolidated Copper Mines, et 660 dollars par tonne pour Roan Consolidated Mines (1). Ils exigent d'autre part un savoir-faire technologique complexe et spécialisé aussi bien pour la prospection que pour la construction des mines et pour l'affinage, savoir-faire rendu d'autant plus important par les dangers d'effondrement des mines (voir par exemple la catastrophe de Mufulira en 1970, qui cause la mort de 89 personnes).

Ces conditions de production favorisent un système d'oligopoles, quelques grands trusts multinationaux contrôlant la plus grande partie de la production dans le monde capitaliste. Par ailleurs, dans les pays communistes et depuis quelques années dans des pays sous-développés du système capitaliste, des gouvernements ont établi des sociétés d'exploitation du cuivre ou nationalisé des filiales des trusts.

a) Les principaux trusts

Huit trusts contrôlent la majorité de la production de cuivre du monde capitaliste. Ils diffèrent sensiblement par leur extension géographique, leur diversification sectorielle et la part de leurs activités consacrée à l'extraction, et à la fabrication, cas échéant, du métal rouge; leur siège central est la plus souvent aux Etats-Unis, mais ils ont presque tous des filiales dans plusieurs pays.

La principale ressource de la Kennecott Copper Corporation, dont le siège est à New York, est le cuivre; elle exploite également des mines de métaux non-ferreux - molybdène, plomb, zinc -, de charbon, de fer et de titane situées aux USA et au Canada, et des fabriques de métallurgie du cuivre et du bronze; Kennecott est le plus grand producteur de cuivre aux Etats-Unis, avec une production annuelle de cuivre raffiné de plus de 400 000 tonnes. Elle exploitait en outre jusqu'à sa nationalisation en juillet 1971 la mine chilienne d'El Teniente, produisant en 1970 177 000 tonnes, qui représentait son seul actif important hors du continent nord-américain (2).

L'Anaconda Company, qui a également son siège à New York, a une production plus concentrée sur les métaux non-ferreux (mais produisant par ailleurs de l'uranium et des métaux précieux) et plus diversifiée dans ce secteur, puisqu'elle exploite de la bauxite, du nickel et du molybdène; ses activités de fabrication con-

cernent surtout le cuivre et l'aluminium, et sont situées, en plus des USA, au Canada, au Mexique, aux Pays-Bas, au Brésil et à la Jamaïque. Anaconda assure contractuellement la gestion de l'entreprise publique iranienne qui extrait le cuivre de Sar Cheshmeh. Elle exploitait également du cuivre chilien avant sa nationalisation, possédant les mines de Chuquicamata, la plus grande mine de cuivre du monde, avec une production de 263 000 tonnes pour 1970, d'El Salvador, 93 000 tonnes en 1970, et Exotica, dont la production, commencée en 1970, a atteint en 1971 35 000 tonnes. La production annuelle de cuivre du groupe Anaconda dépasse actuellement les 180 000 tonnes aux USA, et avoisine 7 000 tonnes au Canada (3).

La Phelps Dodge Corporation, qui a son siège à New York, a pour acitivités, outre l'extraction et la métallurgie du cuivre, l'extraction de fluor en Afrique du Sud et celle d'uranium, ainsi que la fabrication d'aluminium aux Etats-Unis; sa production de cuivre aux USA est de quelque 190 000 tonnes par an. Elle participe pour 16% du capital à la Southern Peru Copper Corporation, en coopération avec Cerro, Asarco et un quatrième trust; la production annuelle de la SPCC est de 120 000 tonnes de cuivre (4).

L'American Metal Climax / AMAX, dont le siège se trouve inévitablement à New York poursuit des activités assez diversifiées dans l'extraction et la métallurgie de métaux spéciaux tels que molybdène, tungstène, zirconium aux USA et au Canada, la fabrication et métallurgie d'aluminium, notamment pour la construction, aux Etats-Unis et en Europe occidentale, l'extraction et la métallurgie de métaux non-ferreux, dont le cuivre, en Amérique du nord, la production de charbon, l'industrie chimique, la prospection de pétrole et d'uranium. Elle a des participations dans l'extraction de minerai de fer en Australie, de plomb et de cuivre en Afrique du Sud, en Namibie, et bien entendu en Zambie. Aux USA, la mine de cuivre de Twin Buttes, Arizona, est une propriété commune dès 1973 d'Anaconda et AMAX, qui s'en partagent la production, d'un montant annuel de 68 000 tonnes. AMAX détient 17% du capital de la mine de cuivre d'O'okiep, en Afrique du Sud, produisant annuellement 36 000 tonnes; 29%, en coopération avec Anglo-American, de celui de la Tsumeb Corporation en Namibie, qui produit 18 000 tonnes de cuivre par an; et 30%, toujours en coopération avec Anglo-American (30% également, 40% étant détenues par des actionnaires privés) de Bamangwato Concessions, qui prévoit de produire au Botswana dès 1974 du zinc et du cuivre, ce dernier à un rythme annuel de 15 000 tonnes. En Zambie, AMAX participe pour 20,43% à RCM, dont 51% appartiennent à MINDECO, 12% à Anglo-American et le solde à des privés; il en assure contractuellement la gestion (5).

La Rio Tinto Zinc Corporation est un trust britannique, ayant son siège à Londres, et dont les activités se situent surtout dans le Commonwealth: Grande-Bretagne, Australie, Canada, Afrique du Sud, Papouasie Nouvelle Guinée, ainsi qu'aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Ses filiales couvrent l'extraction et la métallurgie de métaux ferreux et non-ferreux (aluminium, zinc, cuivre, plomb, étain), l'extraction d'uranium et l'industrie chimique, représentant une intégration poussée, verticale et horizontale, d'activités métalliques. Sa principale mine de cuivre est

celle de Bougainville (Papouasie Nouvelle Guinée) dont la production de concentrés, notamment destinés aux raffineries japonaises, a débuté en 1971 et s'élève à 180 000 tonnes de cuivre pur contenu; sa production de cuivre se compose en outre de presque 95 000 tonnes en Afrique du Sud et de plus de 45 000 tonnes pour l'une de ses filiales au Canada, Lornex, la production de l'autre filiale canadienne, Poirier, n'étant pas connue (6).

L'Anglo-American Corporation of South Africa, avec siège à Johannesburg, est étroitement associée à trois autres trusts, la De Beers Consolidated Mines basée en Afrique du Sud, la Charter Consolidated basée en Angleterre, et l'Engelhard Minerals and Chemicals basée aux Etats-Unis. Si Engelhard est plus indépendant, on peut pratiquement considérer que les activités de De Beers et AAC forment un groupe en Afrique du Sud, et que Charter tient lieu de filiale à AAC. Neuf administrateurs, dont les présidents et vice-présidents respectifs, appartiennent simultanément aux conseils d'AAC et de Charter: H. et Ph. Oppenheimer, Wilson, Berning, Fraser, Kinkhead-Weekes, Relly, Spiro et Carey-Smith; sept d'entre eux se retrouvent à Zamanglo et/ou à ZCI. Les activités du groupe AAC - De Beers - Charter sont minières: or, diamants, fer, métaux non ferreux sauf aluminium, uranium, charbon, potasse, amiante; industrielles: sidérurgie, construction, industrie lourde, textile, papier, chimie, produits alimentaires; et tertiaires: immobilier, assurances. Fondé en 1917 par Sir Ernest Oppenheimer, présidé actuellement par son fils Harry, le groupe a évolué à partir d'une base minière en Afrique australe par une double diversification, géographique surtout (Australie, Canada, Grande-Bretagne, Portugal, Malaisie), mais aussi sectorielle. Il produit 31% de l'or du monde occidental, et, dans le secteur du cuivre, 55 000 tonnes annuelles au Canada, plus de 400 000 tonnes par an en Zambie (NCCM: 49% du capital + contrat de gestion), 50 000 tonnes en Afrique du Sud; il participe en outre pour 12,25% à RCM, 275 000 tonnes par an, et pour une proportion inconnue à Tsumeb Corporation, en Namibie, dont AMAX détient 29%, et qui produit 18 000 tonnes de cuivre par an. Enfin, Charter exploite, en utilisant les services techniques d'AAC, le cuivre mauritanien, possédant 33,5% du capital de la SOMIMA, auquel participent également le gouvernement ainsi que des sociétés françaises, et dont la production annuelle est de 22 000 tonnes (7); la SOMIMA sera nationalisée au début de 1975.

L'International Nickel Company of Canada, INCO, dont le siège est à Toronto, exploite seize mines, contenant aussi bien du cuivre que du nickel, au Canada dans les provinces d'Ontario et de Manitoba; elle transforme une partie de sa production de nickel en produits semi-finis et en alliages à usage sidérurgique. L'INCO cherche à diversifier sa production par des explorations en Indonésie, au Guatémala, en Nouvelle Calédonie, au Brésil et aux Etats-Unis. Sa production annuelle de cuivre dépasse 145 000 tonnes, elle est associée en outre pour 25% à une mine canadienne propriété d'AMAX et produisant 20 000 tonnes annuelles de cuivre sous forme de concentrés (8).

L'American Smelting and Refining Company, ASARCO, qui a son siège à New York, possède des mines, des fonderies et des raffineries de cuivre, de zinc et de plomb,

ainsi que des mines de charbon, aux USA, des mines de cuivre et d'amiante au Canada et au Pérou la mine de cuivre, zinc, plomb et argent de Quiruvilca par l'intermédiaire de sa filiale Northern Peru Mining Corporation. Ses activités métallurgiques se répartissent entre les Etats-Unis et le Canada. Elle détient en outre 51,5% du capital de Southern Peru Copper Corporation, en association avec Phelps Dodge, Cerro et un quatrième trust, 49% du capital de Mount Isa en Australie (mines de cuivre, plomb, zinc, charbon, raffineries de cuivre), et 49% de l'Asarco Mexicana (mines de cuivre, plomb, zinc et argent). La production annuelle de cuivre d'ASARCO approche 70 000 tonnes aux Etats-Unis, dépasse 15 000 tonnes au Canada, cependant que celle de Mount Isa est de 117 000 tonnes, celle d'Asarco Mexicana de 34 000 tonnes et celle de Quiruvilca de moins de 8 000 tonnes (9).

Ces huit trusts contrôlent plus de la moitié de la production mondiale privée (non-gouvernementale). D'autres trusts d'importance comparable, comme l'International Metals Company et les trusts japonais (Mitsui, Nippon Mining,...) sont omis de cette énumération par manque de documentation (10). En revanche, il paraît intéressant de prendre en considération, en raison de son implication dans les nationalisations sud-américaines, la Cerro Corporation.

La Cerro Corporation, dont le siège est une fois de plus new-yorkais, est vouée à disparition presque complète de la liste des producteurs de cuivre, dont elle fut une composante historique. Ses deux filiales sont en effet désormais nationalisées: Cerro de Pasco au Pérou à partir de 1974, et Andina au Chili dès 1971, après avoir été nationalisée à 30% en 1969 par le gouvernement Frei. Lui restent donc sa participation (22,5%) à Southern Peru Copper Corporation et les activités qu'elle a développées aux USA grâce aux profits capitalisés de Cerro de Pasco: fabrication métallique, immobilier, frêt routier; elle a d'ailleurs obtenu compensation des nationalisations, partiellement au Pérou après une négociation menée par un représentant spécial du Président Nixon, largement au Chili par les soins du gouvernement du Général Pinochet. La production de Cerro de Pasco, encore sous son contrôle en 1973, est de 57 000 tonnes; celle d'Andina n'a commencé qu'en 1971 avec plus 53 000 tonnes et est dès lors intégrée à celle de la CODELCO chilienne (11).

Les autres producteurs de cuivre privés, bien que de moindre importance, contrôlent cependant une part suffisante de la production pour jouer un rôle sur le marché.

b) L'intervention de gouvernements de la périphérie

Les autres producteurs sont les gouvernements, qui contrôlent la totalité de la production dans les pays communistes, et près de 30 pour cent de la production dans les pays capitalistes. Je ne traiterai pas des gouvernements des pays com-

munistes producteurs de cuivre - URSS, Chine, Yougoslavie, Pologne, Bulgarie - dont l'intervention sur le marché capitaliste est marginale (12), pour me limiter aux gouvernements de pays capitalistes qui contrôlent tout ou partie de la production minière de cuivre sur leurs territoires. Il s'agit exclusivement de pays du "tiers-monde", c'est-à-dire de la périphérie du système capitaliste.

Le premier de ces gouvernements qui ait procédé à la nationalisation de l'industrie du cuivre sur son territoire est le gouvernement du Général Mobutu au Congo-Kinshasa/Zaïre. En 1967, il nationalise à 100% de son capital l'Union Minière du Haut-Katanga, filiale de la Société Générale de Belgique, qui exploitait la totalité des mines de cuivre du pays, mais, pour faire face au manque de cadres techniques et de gestion nationaux, conclut un accord avec la Société Générale des Minerais, autre filiale de la Société Générale, confiant à celle-ci l'étude des programmes de production et leur réalisation après l'approbation des autorités, le recrutement du personnel expatrié et la commercialisation du cuivre. L'organisme public chargé des mines pour le compte et sous la direction du gouvernement est la Générale Congolaise des Mines GECOMINES, renommée ultérieurement Générale des Carrières et des Mines GECAMINES; la GECOMINES verse 4,5% du montant de la production à la SGM pour paiement de ses services. L'accord sur l'indemnisation de l'UMHK n'intervient cependant qu'en septembre 1969, inclus dans un nouvel accord d'assistance technique et de commercialisation: la SGM recevra 6% du produit de la vente du cuivre, dont 1,5% comme redevance pour l'assistance technique et la commercialisation exclusive, et 4,5% à titre d'indemnités versées à l'Union Minière pendant 15 ans (13). Cet accord est modifié en février 1975, l'indemnisation définitive de l'Union Minière étant effecté en un an par le versement de 4 milliards de francs belges, et la commercialisation étant désormais assurée par une société nationale zaïroise dans laquelle SGM détient une participation (14). La production de la GECAMINES s'élève en 1973 à 460 000 tonnes (15).

D'autre part, le gouvernement détient 15% du capital de la Société de Développement Industriel et Minier du Congo, Sodimico, dont le nom sera "authenticisé" en Sodimiza; cette société appartient à un consortium minier japonais dont le chef de file est la Nippon Mining, mais le gouvernement a le droit d'accroître sa participation jusqu'à concurrence de 50%. La production de Sodimiza débute en 1972, pour atteindre 28 000 tonnes en 1973. Le gouvernement zaïrois détient également 20% du capital des deux filiales, une d'exploration et une de production, du consortium international présidé par la Charter qui entreprend des investissements de l'ordre de 300 millions de dollars pour construire la mine de Tenke-Fungurume (16).

L'intervention du gouvernement chilien dans la production et la commercialisation du cuivre est réalisée en plusieurs étapes. En juin 1969, le président démocrate-chrétien Frei annonce la "chilianisation" des grandes mines de Chuquicamata, El Salvador et El Teniente, appartenant pour les deux premières à Anaconda et pour la dernière à Kennecott; cette opération est une nationalisation à 51% du capital des sociétés d'exploitation, avec un droit d'option sur les 49% restants à partir de

1973. Le capital nationalisé est confié à une société publique, la Corporacion del Cobre / CODELCO; des participations minoritaires sont prises en outre dans des mines de moindre importance, dont certaines sont d'ailleurs déjà contrôlées par une autre société publique, l'Empresa Nacional de Mineria / ENAMI. En juillet 1971, le parlement vote à l'unanimité la nationalisation totale des grandes mines et de la mine moyenne d'Andina-Rio Blanco (filiale de Cerro dont l'Etat détient 30% depuis 1969), nationalisation proposée par le gouvernement d'unité populaire d'Allende. Le gouvernement contrôle désormais plus de 90% de la production nationale, CODELCO produisant 615 000 tonnes et ENAMI 60 000 (17), dont ils assurent également la commercialisation.

Le gouvernement fasciste du général Pinochet, issu du coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, ne s'engage pas dans la dénationalisation du cuivre, mais, refusant de déduire du montant des avoirs nationalisés les bénéfices excessifs dont la loi de nationalisation de juillet 1971 exigeait la compensation, il consent de larges versements aux trusts américains. Ainsi la Cerro Corporation obtient 41,8 millions de dollars en compensation de "l'expropriation" de la Compania Minera Andina, alors que l'investissement total (intérêts compris) que le trust y a effectué ne dépasse pas, selon ses propres évaluations, la somme de 35,7 millions de dollars! (18)

Nous avons vu plus haut de quelle manière le gouvernement zambien acquiert dès 1970 51% du capital des sociétés minières, en association avec Anglo-American, AMAX et des actionnaires privés. Après plusieurs tentatives avortées d'intervention dans la commercialisation (notamment un projet de créer une bourse des métaux nommée "Virgin Metal Exchange" à Lusaka; la création d'une société mixte de commercialisation en association avec les trusts), les autorités de Lusaka s'assurent également le contrôle de la vente du cuivre en créant en septembre 1973 la Metal Marketing Corporation of Zambia dont le capital est entièrement public (19).

Le gouvernement du Pérou contrôle, à partir de 1974, une partie de la production de cuivre de son territoire, grâce à la nationalisation de la vieille mine de Cerro de Pasco, jusqu'alors propriété exclusive de la Cerro Corporation; des négociations entre un représentant spécial du président nord-américain Nixon et le gouvernement aboutissent à une indemnisation de 68 millions de dollars, représentant le tiers de la valeur des investissements selon l'évaluation de la Cerro (20). La nationalisation n'est pas une politique systématique du gouvernement, qui laisse la propriété de Southern Peru Copper à quatre trusts, et celle de Northern Peru à ASARCO; elle est justifiée dans le cas de Cerro de Pasco par la vétusté des installations, l'absence de développement et les nombreux conflits sociaux qu'entraîne cette mauvaise gestion. Toutefois, le gouvernement prévoit le développement de nouvelles mines, sur les gisements confisqués pour non-exploitation, par l'entreprise publique MINERO PERU; les deux premières de ces mines, Cerro Verde et Tintaya, devraient produire dès 1975 un total de 60 000 tonnes de cuivre. MINERO PERU construit également une nouvelle raffinerie par électrolyse à Ilo, et contrôle la commercialisation de la totalité du cuivre domestique (21).

En février 1975, le gouvernement de Mauritanie, déjà propriétaire de 22% de la Société des mines de cuivre de Mauritanie / SOMIMA, qui exploite la mine d'Akjoujt, annonce le rachat de tout le capital de cette société, détenu par la Charter, la SFI (Banque mondiale) et les sociétés françaises BRGM, Penarroya et Paribas. La motivation de cette nationalisation totale, assez inattendue, est de permettre la poursuite de la production malgré les pertes (1 millions de dollars par mois) enregistrées depuis la chute des cours du cuivre au milieu de 1974. Il faut cependant mettre en relation cette récupération de richesses nationales avec celle qui a affecté la mine de fer de la MIFERMA en décembre 1974, ainsi qu'avec le dégagement mauritanien de la "zone franc", l'un des instruments néocolonialistes de la France en Afrique (22).

Enfin, le gouvernement indonésien a débuté en 1972-73 la production de cuivre, contrôlée par la Corporation Nationale du Pétrole (Pertamina) qui joue également le rôle de holding des investissements publics. La production indonésienne s'élève à 38 000 tonnes en 1973 et à 62 000 tonnes en 1975. (23)

A l'exception du cas indonésien, on constate donc que toutes les interventions de gouvernements de la périphérie dans la production de cuivre se sont effectuées par nationalisations de sociétés étrangères, selon une logique identique à celle des nationalisations zambiennes, l'appropriation publique-nationale remplaçant le contrôle privé-étranger (24). En Indonésie, la démarche est d'ailleurs de même type mais la production de cuivre commence bien après la nationalisation du pétrole par l'action de l'appareil public-national créé à cet effet. La présence de gouvernements périphériques parmi les producteurs de cuivre n'est donc pas le signe d'une évolution vers le socialisme; elle résulte de la faiblesse des bourgeoisies des pays sous-développés, incapables de prendre de façon autonome le contrôle des activités de production situées sur leurs territoires nationaux respectifs, et de la nécessité qui en découle de recourir à l'Etat pour rompre le lien de dépendance totale créé par les investissements privés étrangers.

Le degré de contrôle qu'exercent ces Etats sur la production nationale varie suivant les pays: minoritaire en Papouasie-N.G., partielle au Pérou, paritaire en Zambie, complète (nominalement du moins) au Chili, au Zaïre et en Mauritanie.

c) La localisation de la production

Comme l'indique le tableau no. 1, les pays capitalistes développés (centre) produisent près de la moitié du cuivre mondial. Il s'agit surtout de pays non-européens, Etats-Unis d'une part et pays à industrialisation récente d'autre part: Canada, Australie, Afrique du Sud et Japon. Les pays capitalistes sous-développés (périphérie) voient un bon tiers du cuivre mondial extrait de leur sous-sol, alors que les pays communistes, URSS en tête, assurent environ un cinquième du total. La production des pays communistes est d'ailleurs utilisée à peu près uniquement

par eux-mêmes, et ils n'interviennent donc que marginalement sur le marché occidental.

On constate l'absence parmi les principaux pays de production des Etats européens occidentaux, dont les trois principaux producteurs - Espagne, Turquie, Finlande - ne produisent réunis que moins de deux pour-cent du total mondial.

Tableau 1: Production minière de cuivre par catégories de pays

Unité: milliers de tonnes métriques de cuivre contenu (25)

	1962		1967		1972	
	'000 t	en %	'000 t	en %	'000 t	en %
Total mondial	4558	100	5077	100	6920	100
Pays communistes	764	17	1042	21	1450	21
Pays capitalistes	3794	83	4035	79	5470	79
- centre	2080	46	2062	41	3024	44
- périphérie	1714	38	1973	39	2446	35

Tableau 2: Principaux pays de production

Unité: milliers de tonnes métriques de cuivre contenu, 1972 (26)

Etats-Unis	1499	22%
Union soviétique	1050	15%
Chili	721	10%
Zambie	718	10%
Canada	708	10%
Zaïre	436	6%
Philippines	205	3%
Australie	185	3%
Pérou	178	3%
Afrique du Sud	155	2%

Chine	132	2%
Yougoslavie	124	2%
Papouasie - Nlle. Guinée	124	2%
(Total mondial	6920	100%)

2. La consommation

La consommation mondiale de cuivre raffiné s'élève, pour 1972, à environ 7 750 000 tonnes, progressant à long terme à un rythme annuel d'environ 4%. La consommation de cuivre est étroitement liée à l'expansion industrielle dans le monde, 1972 étant à cet égard une année de fort accroissement de la demande (+ 7,3%) correspondant à une conjoncture soutenue (27); les deux années précédentes étaient plus stagnantes, et le ralentissement de la croissance qui intervient dès fin 1973-1974, notamment dans les secteurs de l'automobile et de la construction qui sont de gros consommateurs de cuivre, a certainement ralenti sinon diminué la consommation mondiale du métal rouge.

a) Pays de consommation

La ventilation de la consommation par groupes de pays révèle une structure beaucoup plus déséquilibrée que celle de la production. Les pays capitalistes centraux consomment une très forte proportion, avoisinant les trois quarts, du cuivre mondial; la part des pays communistes est un peu supérieure à un cinquième, alors que la périphérie du système capitaliste n'occupe qu'une place marginale.

Tableau 3: Consommation de cuivre par catégories de pays

Unité: milliers de tonnes métriques de cuivre raffiné (28)

	1967		1972	
	'000 t	en %	'000 t	en %
Total mondial	6095	100	7747	100
Pays communistes	1285	21	1710	22
Pays capitalistes	4810	79	6037	78
- centre	4621	76	5726	74
- périphérie	189	3	311	4

Nous avions constaté l'absence de l'Europe occidentale parmi les principaux producteurs; en revanche, elle consomme une partie significative du cuivre mondial, environ 31% en 1972, ce qui a pour conséquence son importance dans la demande sur le marché. Les principaux pays européens consommateurs sont l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Le Japon, petit producteur mais gros consommateur, se trouve dans la même situation, alors que les USA assurent la plupart de leur consommation.

b) Industries consommatrices et prévision de la demande

Les principales industries qui utilisent le cuivre sont l'industrie électrique, qui occupe environ la moitié du marché, la construction, les moyens de transport (une voiture comprend en moyenne 15 kilos de cuivre) et la production de biens d'équipement et de consommation.

Tableau 4: Consommation de cuivre par secteurs en Europe et aux USA (29)

Europe: moyenne "depuis quelques années", basée principalement sur les données françaises.
USA: moyenne des années 1968 et 1971

Industrie	Europe	USA
Electricité	48%	54%
Construction	23%	11%
Transports	10%	7%
Equipement industriel	10%	6,5%
Biens de consommation	9%	14%
Divers		7,5%

Ce sont donc l'électricité et la construction qui utilisent la majeure partie du cuivre et représentent les principaux facteurs de la demande.

Il est d'un grand intérêt pour les producteurs de pouvoir évaluer l'évolution probable de la demande afin d'établir leurs plans de production. Mais cette prévision est très incertaine car la consommation de cuivre est fortement dépendante de la production industrielle, en particulier des industries électriques et de la construction; on constate cependant que la consommation de cuivre a tendance à croître plus lentement que la production industrielle dans les sociétés les plus avancées technologiquement, soit aux Etats-Unis et en Europe occidentale, ainsi que récemment au Japon. A long terme, les prévisions de consommation doivent donc être un peu inférieures aux prévisions concernant la production industrielle,

bien que cette tendance puisse se renverser en conjoncture de forte reprise, manifestant une certaine anticipation de la consommation. En effet, les industries consommatrices de cuivre produisent, dans une proportion importante, des biens d'équipement, dont la fabrication et la vente sont tributaires du niveau des investissements, dont les variations représentent un multiple des variations de la demande de biens de consommation. La substitution au cuivre d'autre matériaux moins coûteux, principalement de l'aluminium, est marquée durant ces dernières années, en particulier pour les câbles électriques et les radiateurs d'automobiles, mais paraît atteindre certaines limites actuellement; de nouvelles utilisations du cuivre apparaissent: télédistribution, appareils de chauffage au gaz, et à plus long terme voiture électriques. Le CIPEC prévoyait donc en 1972 une croissance à court terme favorable et la poursuite à long terme d'une progression moyenne de 4% au moins (30). La "crise du pétrole" apparue dès lors a des effets contradictoires, provoquant simultanément un ralentissement de branches liées à l'énergie pétrolière (construction automobile) ou conjoncturellement sensibles (bâtiment) et une accélération des secteurs énergétiques concurrentiels (électricité, nucléaire); il est évident toutefois que la récession mondiale qui débute à la fin de 1974 provoque un recul sensible de la consommation de cuivre. Les rumeurs de reprise industrielle au début de 1976 relancent quelque peu la demande, mais nulle prévision à moyen terme n'est risquée par les professionnels du commerce des métaux.

3. Le marché, les fluctuations de prix et le CIPEC

Le marché mondial du cuivre est partagé en deux secteurs indépendants, dont les interactions sont faibles; en effet, comme nous l'avons vu aux Tableaux nos. 1 et 3, la différence entre la production et la consommation de chacun de ces secteurs est de l'ordre de 1o/o de la production-consommation mondiale, et les mécanismes d'échange instaurés au sein du secteur communiste sont entièrement indépendants de ceux du secteur capitaliste. C'est sur le marché occidental (ou capitaliste) que se concentre donc l'analyse qui suit. Il sera souvent désigné comme marché mondial, étant donné que c'est dans ce secteur seulement que jouent les mécanismes du marché définis par le mode de production capitaliste; ce qui ne saurait en rien préjuger de la nature des mécanismes d'échange ni de la nature socio-économique des pays du secteur communiste.

a) Le marché mondial capitaliste et ses divisions

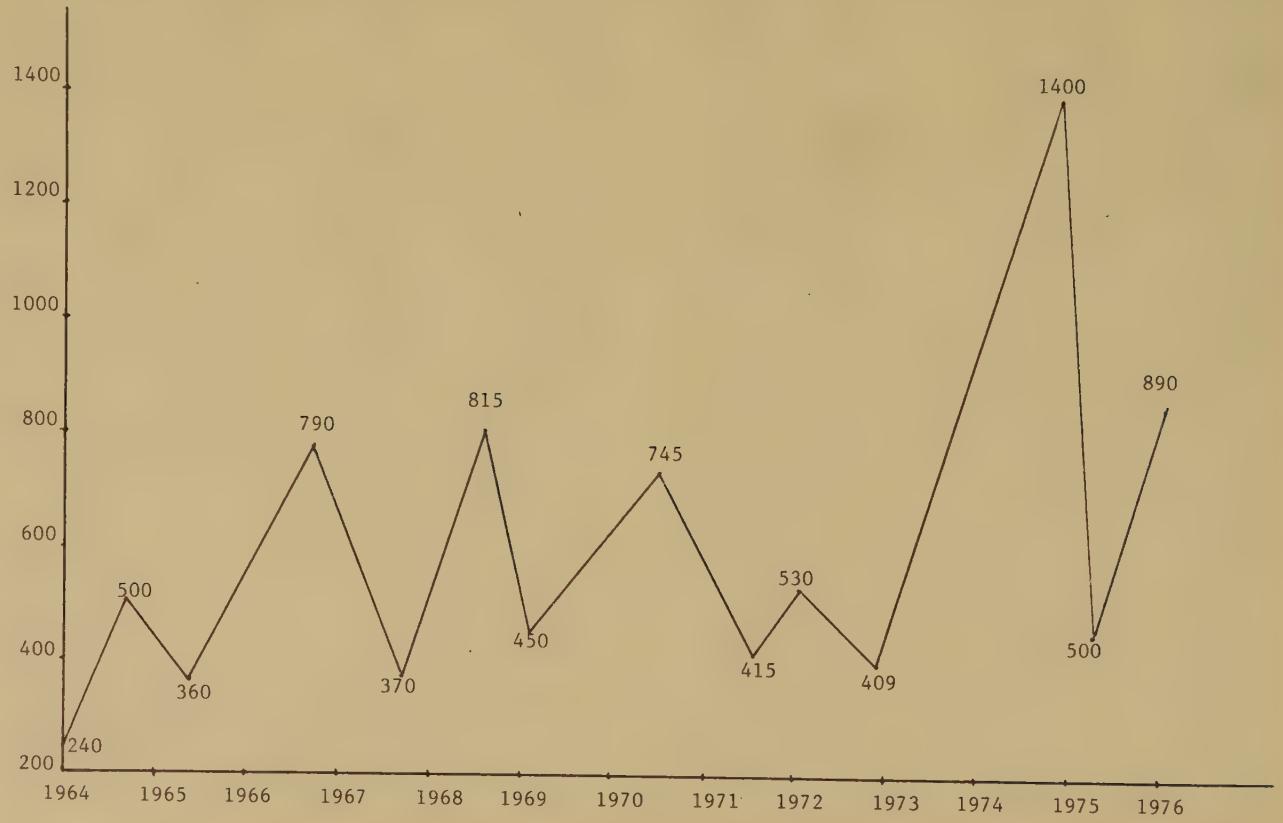
En 1971, le commerce mondial de cuivre primaire sur le marché capitaliste s'élève à un total de 3,6 millions de cuivre contenu, ce qui représente 70% de la production minière dans le système capitaliste (31).

Le marché du cuivre dans le monde capitaliste n'est pas entièrement unifié, des marchés nationaux et des contrats bilatéraux venant s'ajouter au marché libre, coté à la Bourse des Métaux de Londres (London Metal Exchange).

En 1972, le LME a assuré la vente de deux millions et demi de tonnes de cuivre électrolytique, soit 40% de la production de cuivre raffiné dans les pays capitalistes (32). Le prix LME sert de base à la plupart des transactions, même à celles qui se déroulent hors de cette bourse. Il est extrêmement fluctuant, et même spéculatif, étant déterminé par la rencontre concurrentielle d'une offre relativement stable et d'une demande fortement conjoncturelle.

Tableau 7: Fluctuations du prix du cuivre au LME (33)

Quelques cours extrêmes entre 1964 et 1976, en £ par tonne aux prix courants.



Aux Etats-Unis, les producteurs utilisent sur le marché intérieur un cours fixe susceptible de réajustements périodiques, qui élimine les fluctuations à court terme; les ventes à l'exportation se font le plus souvent à un prix fixé bilatéralement, le prix moyen pondéré hebdomadaire étant calculé par l'"Engineering and Mining Journal", devenu en 1967 "Metals Week" (34).

Cette fixation des prix américains est cependant assez complexe du fait que plusieurs prix, correspondant à des transactions un peu différentes les unes des autres, jouent le rôle de tampon entre le prix LME et le prix producteurs: il s'agit du prix "négociants New York", du prix COMEX (bourse des transactions principalement pour le marché intérieur) et enfin du prix à l'exportation, qui suit fidèlement le prix LME avec un écart de 2 cents par livre correspondant au coût du frêt et de l'assurance entre la côte atlantique et Londres.

En Afrique du Sud, au Japon et en Australie, l'existence d'un marché intérieur du cuivre a également pour conséquence l'utilisation de prix producteurs, qui n'ont pas toutefois une stabilité aussi grande que celle du prix producteurs américain, les marchés intérieurs étant nettement plus restreints (35).

On constate donc que les producteurs ont tendance, dans les pays capitalistes centraux, qui connaissent un certain marché intérieur, à stabiliser ce marché et pour cela à l'isoler du marché mondial qui néanmoins reste une référence obligée dans la fixation des prix.

Les ententes internationales de cartel, dont plusieurs ont été réalisées, notamment de 1935 à 1939, n'ont jamais résisté durablement aux fortes variations de la conjoncture internationale et aux assauts conjugués des outsiders et de la législation anti-trust américaine, ne laissant place qu'à des concertations entre les trusts américains qui exercent ainsi un certain contrôle de l'offre pour éviter les effondrements des cours (36).

Comme nous l'a révélé l'étude de la structure de la production et de la consommation, l'Europe occidentale, le Japon et les Etats-Unis sont les principaux acheteurs sur le marché du cuivre, les pays du Tiers-monde (Chili, Zambie, Zaïre, Pérou, Philippines) et le Canada les principaux vendeurs.

Tableau 8: La part des principaux pays au commerce mondial du cuivre, 1971

Pays / région	Part des importations mondiales de cuivre en % (37)	Part des exportations mondiales de cuivre en % (38)
Japon	21	
Allemagne fédérale	15	
Grande-Bretagne	11	
France	9	

Italie	7		
Europe occidentale		45,5	
U.S.A.	9		
Chili			19,5
Zambie			18
Canada			12,5
Zaïre			11
Pérou			6
Philippines			5,5
Australie			5,5

On constate que les 6 premiers pays acheteurs se partagent 72% du marché mondial, et que symétriquement les 7 premiers pays exportateurs fournissent 72% de ce marché. La Zambie est en second rang de ces derniers en 1971, au premier juste devant le Chili pour certaines années (1968, 1969; égalité en 1970 et 1972).

b) Le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, CIPEC

Le CIPEC trouve son origine dans une initiative commune de Kaunda et du président démocrate-chrétien chilien Eduardo Frei. A la suite de la visite de Kaunda à Santiago du Chili, qui est sa première visite officielle à l'étranger, les deux présidents convoquent à Lusaka en juin 1967 une conférence inter-gouvernementale des pays exportateurs de cuivre, à laquelle participent également des représentants des gouvernements congolais/zaïrois et péruvien, ainsi que des observateurs d'Ouganda et du Botswana. Cette conférence décide la création d'une organisation permanente, le Conseil Intergouvernemental des Pays Exportateurs de Cuivre (Consejo Intergubernamental de Paises Exportadores de Cobre, Intergovernmental Council of Copper Exporting Countries, désigné par l'abréviation CIPEC) (39).

La Convention du CIPEC, rédigée à la fin de 1967 et signée à Paris en mai 1968, assigne à l'organisation, dont le rôle est consultatif, les objectifs suivants:

"a) coordonner les mesures propres à stimuler, par l'expansion de l'industrie, une croissance dynamique et continue des revenus réels provenant des exportations de cuivre et à assurer en outre l'établissement de prévisions raisonnables de ces revenus;

b) encourager l'harmonisation des décisions et des politiques des pays membres concernant les problèmes relatifs à la production et à la commercialisation

du cuivre;

c) procurer aux quatre pays membres des renseignements plus exacts et plus complets et des avis compétents sur la production et la commercialisation du cuivre;

d) en général, accroître les ressources susceptibles d'être consacrées au développement économique et social des pays producteurs, compte tenu des intérêts des consommateurs" (40).

Les organes du CIPEC sont: la Conférence des Ministres, composée du ministre compétent de chaque pays (pour la Zambie le ministre des mines et du développement minier, ce ministère étant dans certaines cabinets combiné avec celui des coopératives, celui des terres ou celui du commerce et de l'industrie), qui définit la politique de l'organisation; le Conseil d'Administration réunissant deux délégués "de haute catégorie" de chaque pays, qui supervise le fonctionnement des organes permanents et donne des instructions pour leur activité; le Comité Exécutif où siègent les représentants permanents de chaque gouvernement, qui agit sur les instructions du Conseil et du Comité; et le Secrétariat d'Information, comprenant le Directeur Exécutif et le personnel employé par l'organisation. Dans les organes formés de représentants des pays membres, les décisions majeures sont prises à l'unanimité, et le Secrétariat fonctionne sous le commandement et le contrôle du Comité Exécutif, qui est permanent: la volonté des Etats fondateurs de limiter l'autonomie institutionnelle du CIPEC est évidente, le rôle du Conseil étant conçu comme essentiellement consultatif et de coordination des politiques nationales. Le Comité Exécutif peut également créer des comités techniques, de durée variable, chargés d'étudier des problèmes précis. (41)

Les domaines dans lesquels le Secrétariat poursuit des études et convoque des réunions sont principalement les statistiques de la production et du marché du cuivre, la législation minière et notamment les systèmes fiscaux et la réglementation des investissements étrangers, les conditions de travail, l'évolution technologique et la possibilité de fabriquer le matériel minier dans les pays membres, le financement des investissements et enfin les questions douanières. Le Secrétariat, situé à Paris, dispose d'un personnel délibérément réduit (moins de 20 personnes) et fait appel lorsque cela s'avère nécessaire à des collaborations et expertises extérieures.

Les bases de son travail sont posées en 1969, lors de sessions du Conseil d'Administration à Paris en mai et à Lima en novembre, ainsi qu'à la première conférence des ministres à Lima en novembre. Les résolutions de Lima encouragent notamment la coopération bilatérale entre pays membres (Chili et Pérou, Congo/Zaïre et Zambie) et l'accroissement de la production, en particulier par la mise en exploitation de nouveaux gisements (42).

La deuxième conférence des ministres, session extraordinaire réunie à Paris en novembre 1970 pour étudier les conséquences de la soudaine détérioration des

prix, envisage un certain nombre de mesures susceptibles de stopper cette baisse, mais ne paraît pas en mesure de décider d'une stratégie précise; repoussant notamment tout ralentissement de la croissance minière, qui provoquerait une baisse des revenus, la conférence n'annonce pas les autres mesures qu'elle envisage, et ne met en vigueur aucun plan visible (43).

La troisième conférence des ministres se tient en mai 1971 à Kinshasa, en présence d'observateurs d'Iran, du Canada, de Mauritanie et des Philippines, ainsi que de la CNUCED et de l'ONUDI; elle procède à un échange d'informations sur la législation minière, l'harmonisation des statistiques (en collaboration avec le Conseil International du Cuivre Ouvré, IWCC), le développement de la production, l'évolution technologique et les premières mesures de coopération bilatérale. Elle charge les autres instances d'élaborer des directives aussi bien pour mettre en vigueur un plan d'action à moyen et à long terme pour relever les prix, que pour préparer des mesures d'urgence à appliquer en cas de nouvelle chute prolongée du cours du cuivre; le programme d'action devra notamment prendre en considération une proposition péruvienne d'établir un prix producteur commun, combiné à un mécanisme de formation de stocks. La conférence souhaite l'adhésion au CIPEC de nouveaux pays producteurs dont les caractéristiques économiques et sociales se rapprochent de celles des quatre pays membres: pays en voie de développement gros exportateurs de cuivre et dans lesquels l'Etat participe de façon fondamentale à l'industrie du cuivre (44).

A la fin de 1972, le CIPEC prend une position politique importante. Il réunit en sessions extraordinaires le Conseil d'Administration en octobre à Paris et la conférence des Ministres en novembre à Santiago, à la suite de la saisie d'une cargaison de cuivre, destinée à des acheteurs français, par les autorités judiciaires françaises sur requête de la Braden Copper Corporation, filiale de la Kennecott contestant la fixation du montant de l'indemnisation de la mine d'El Teniente (la déduction pour profits excessifs étant supérieure à l'indemnisation des avoirs). Ces organes du CIPEC apportent le soutien de l'organisation au gouvernement chilien et, dénonçant l'agression économique de la Kennecott contre le Chili, réaffirment le droit des Etats à disposer de leurs ressources naturelles (45) et s'engagent à rompre toute relation avec la Kennecott et à ne pas tirer avantage de la situation pour écouler leur propre production; ils décident la création d'un mécanisme de protection contre les agressions économiques, confiée à un comité spécial; ils chargent également un comité ad hoc, composé des membres du CIPEC et de l'Algérie, d'établir en collaboration avec l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole un mécanisme permanent de coordination pour la défense des produits de base (46). La signification politique de cette quatrième conférence des ministres est renforcée par la présence d'observateurs de dix pays, Botswana, Philippines, Chine, Yougoslavie, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Panama, Equateur, Algérie (47), et de cinq organisations internationales, l'Association latino-américaine de libre échange, la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), l'Organisation du Pacte de Cartagena, l'ONUDI et la CNUCED.

Une part importante de la conférence se déroule cependant en réunion restreinte

des seuls représentants des pays membres: un comité spécial est chargé, en suite d'un rapport du comité des prix, de fixer les modalités d'un mécanisme de prix minimum obligatoire, en-dessous duquel les pays membres s'engagent à ne pas livrer de cuivre mais de constituer des stocks dans des dépôts approuvés, ces stocks pouvant servir de garantie pour des prêts. Une résolution secrète (8 exemplaires numérotés) donne au comité spécial les instructions concernant la fixation du prix minimum, qui n'a pas pu être décidé par la conférence, et le fonctionnement du mécanisme de compensation, c'est-à-dire le financement des prêts sur stocks. (48)

Le "comité spécial sur le mécanisme permanent de protection et de solidarité contre l'agression économique" annonce à fin janvier 1973 qu'il a élaboré le détail des mesures à prendre pour riposter aux agressions, ainsi que la procédure de déclenchement du mécanisme. Il dénonce également l'agression économique commise par la Rhodésie envers la Zambie par la fermeture de la frontière entre les deux pays. Cependant aucune action concrète n'est annoncée. (49) La liquidation du contentieux entre la Kennecott et le gouvernement Allende sera effectuée de la façon la plus brutale: par le coup d'Etat militaire fasciste du 11 septembre 1973. En ce qui concerne le différend Zambie-Rhodésie, nous avons vu (pp. 100-101) la réponse du gouvernement zambien, qui renverse à son avantage la fermeture de la frontière. Dans le premier cas, la CIPEC est manifestement impuissant. Dans le second son soutien se limite au niveau idéologique, sans grand impact sur les niveaux économique et politique.

Les propositions du comité spécial sur la protection contre les agressions économiques sont approuvées par la cinquième Conférence des Ministres à Lusaka en juin 1974; le mécanisme de protection doit cependant être encore ratifié par les quatre gouvernements. La Conférence crée également un statut de membre associé afin de favoriser de nouvelles adhésions; elle décide de coopérer avec d'autres organisations défendant les intérêts des pays exportateurs de matières premières, et en premier lieu avec l'OPEP et l'Organisation internationale de la bauxite, et souligne l'importance des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies d'avril 1974, concernant le commerce international des matières premières, Assemblée à laquelle le CIPEC a participé en tant qu'organisation. Les ministres décident également de mettre en oeuvre une politique commerciale intégrée, ayant pour but de permettre la rencontre de l'offre et de la demande pour réaliser l'interdépendance des producteurs et des consommateurs "de façon équitable et équilibrée". (50)

Suite à une démarche du Directeur Exécutif Sacha Guéronik, le ministre japonais du commerce international et de l'industrie annonce en septembre 1974 une limitation des exportations japonaises de cuivre raffiné. (51)

Pour faire face à la dégradation des cours (de £ 1400 à £ 600 la tonne entre avril et octobre) une Conférence extraordinaire des Ministres se réunit à Paris en novembre 1974; elle décide de mettre en vigueur, dès le 1er décembre, un système de quotas pour les livraisons de cuivre sous toutes les formes. Ces quotas entraînent une

réduction des ventes des pays membres de 10% par rapport aux six derniers mois; cette réduction pourra être renforcée si les conditions du marché en font sentir le besoin. (52) Cette décision représente un renversement de la politique initiale productiviste du CIPEC, qui visait une augmentation des revenus des pays membres par l'accroissement de la production.

Une nouvelle réduction de la production, de 5%, est décidée à partir du 1er mars 1975. (53)

La Conférence des Ministres de Lima, en novembre 1975, décide l'admission comme membre de plein droit de l'Indonésie, nouveau producteur de cuivre, et l'accession au statut de membres associés de l'Australie et de la Papouasie-Nouvelle Guinée, dont la production appartient majoritairement à des trusts mais dont les gouvernements sont intéressés à un relèvement des prix mondiaux pour des raisons fiscales et de politique économique générale. (54)

Face à la nouvelle politique de restriction de la production, restriction qui atteint au total 15%, se pose évidemment la question de ses chances de réussite. Question qu'il convient de formuler ainsi: une diminution de l'offre des pays du CIPEC sur le marché est-elle susceptible de provoquer une hausse de prix suffisante pour augmenter leur revenu total? A court terme, cette décision n'a en tout cas pas impressionné les acheteurs, puisque la baisse du cours au LME s'est poursuivie à la fin de 1974 et au début de 1975. En se basant sur plusieurs calculs économétriques de l'élasticité de l'offre et de celle de la demande, Heinz Hollenstein (55) arrive à la conclusion que les chances de réussite à court terme sont faibles, qu'elles deviennent plus sérieuses si l'ensemble des pays sous-développés producteurs de cuivre s'associent à cette politique, et que le succès n'est certain que si le Canada et l'Australie y participent également.

A long terme cependant, toujours selon Hollenstein, les probabilités de provoquer une hausse des revenus par une diminution de la production apparaissent nulles tant que le CIPEC actuel ou l'ensemble des pays sous-développés sont seuls porteurs de cette politique, et faibles, même dans des conditions favorables, avec la participation du Canada et de l'Australie.

De même, les possibilités pour les pays sous-développés producteurs de cuivre d'accroître significativement leurs revenus en assurant sur place la fabrication de demi-produits (ronds, fils, barres,...) apparaissent limitées par l'existence dans les pays industriels de barrières douanières pour ces produits: droits d'environ 5 à 8%, alors que les minerais, le blister ou le métal ne sont généralement pas soumis à des droits de douane. La plupart des exportations du CIPEC étant effectuées sous forme de blister ou de raffiné, la seule progression possible dans ce sens est donc le raffinage local du blister. Pour le développement de nouvelles mines, il est même souvent inévitable de se contenter de l'exportation de concentrés (comme à Bougainville, aux Philippines, etc.), lorsque le financement est obtenu auprès de pays consommateurs comme le Japon et l'Allemagne fédérale qui l'assortissent fréquemment à des contrats d'achats de concentrés qui seront

transformés dans leurs propres raffineries. (56)

Si l'action commerciale limitée au cuivre paraît donc peu prometteuse, il convient de prêter attention aux autres secteurs d'activité du CIPEC que l'on peut regrouper grosso modo en secteurs économiques (statistique, technique, production, commercialisation) et politiques (législation minière, élargissement du CIPEC, diplomatie, défense contre les agressions économiques). L'étude analytique des résolutions de la Conférence des Ministres met en évidence l'affirmation croissante de la dimension politique:

Tableau 9: Les résolutions de la Conférence des Ministres du CIPEC (57)

Session & année	Statistique	Technique	Production	Commercialisation	Législation minière	Elargissement CIPEC	Diplomatie	Défense contre agressions économiques
Lima 69	Etudes	Coopération bilatérale Etudes fabrication matériel	Accroissement	Recherche instruments stabilisateurs	Etude comparative			
Paris 70 (extraordinaire)				Comité d'experts: étude de mesures				
Kinshasa 71	Coordination avec IWCC			Préparation programme d'action		Encouragement nouveaux membres	Coopération avec la CNUCED	
Santiago 72 (extraordinaire)		Coopération pour fabrication matériel		Principe d'un prix minimum	Réaffirmation droit des nationalisations	Accord de principes nouveaux membres	Solidarité avec Chili Coordination avec OPEP	Création du mécanisme permanent de défense & de solidarité
Lusaka 74				Politique intégrée		Statut membre associé	Coopération OPEP et AIB Ass. gén. ONU s/matières premières	

Paris 74 (extraordinaire)			Réduction 10%	Quotas				

Le déplacement vers les activités politiques (graphiquement le glissement du "centre de gravité" des sessions vers la droite du Schéma) est manifeste de 69 à 74 (Lusaka). A la fin de 1974 et au début de 1975, un certain retour s'opère vers les activités économiques, dû à une chute sans précédent des cours. Par la suite, les activités les plus marquantes sont à nouveau de type politique: admission de nouveaux membres, pour la première fois depuis la création de CIPEC, ainsi que convocation, en collaboration avec le secrétariat de la CNUCED et l'appui du gouvernement français, d'une conférence mondiale sur le cuivre à Genève en mars 1976. Cette conférence ne prend pas de décision concrète, mais adopte le principe d'un dialogue permanent entre pays producteurs et pays consommateurs et crée un groupe de travail chargé de réunir et d'évaluer les études existantes sur le marché du cuivre et d'établir des propositions sur les mesures permettant de garantir un prix minimum permettant aux pays producteurs d'être assurés de rentrées suffisantes. (58)

Ce déplacement global vers des actions politiques est significatif des impasses rencontrées sur le plan économique et des limitations insurmontables qu'impose aux pays sous-développés le marché mondial libre. Les deux domaines dans lesquelles des perspectives d'action concrètes apparaissent à plus ou moins court terme sont l'élargissement du CIPEC et la coordination avec des organisations ayant des buts semblables, afin de globaliser le débat sur le commerce mondial des matières premières.

L'élargissement du nombre des membres du CIPEC est, nous l'avons vu, nécessaire à toute action commerciale. La part des pays membres sur le marché international, soit la part de leurs exportations dans le total des exportations du monde capitaliste (qui fluctue un peu selon les années), est pour 1971 de 53%; leur part à la production capitaliste est de 37,5% en 1972, ce qui représente 30% de la production mondiale. Qui plus est, leur part dans les importations des grands pays consommateurs est en diminution:

Tableau 10: Part des importations provenant du CIPEC, principaux acheteurs

Année	Europe	U.S.A.	Japon
1969	66%	62%	59%
1972	67%	45%	33%

Le CIPEC se borne à constater cette évolution, dont une explication (au moins partielle) me paraît devoir être la volonté des pays importateurs de diversifier leurs importations hors du CIPEC pour prévenir une possibilité d'action concertée sur les prix, à l'exemple de l'OPEP. Les Etats-Unis accroissent leurs importations du Canada et d'Asie-Océanie; le Japon fait de même, alors que les pays européens diminuent leurs importation d'Amérique latine au profit principalement des pays asiatiques et océaniens. (59)

Après l'élargissement du CIPEC à l'Indonésie, la Papouasie et l'Australie, les "pays-clés" sont les pays périphériques gros producteurs de cuivre, soit les Philippines et le Mexique; des producteurs de moindre importance mais adhérant en nombre pourraient également être de nature à intéresser l'organisation: Mauritanie, Ouganda, Botswana, Mozambique, Angola, Iran, etc. Des actions communes, voire un statut d'association, pourraient sans doute être négociées avec le Canada et peut-être l'Espagne et la Turquie. En revanche, les oppositions politiques avec l'Afrique du Sud excluent son entrée dans le CIPEC.

En ce qui concerne la collaboration avec d'autres organisations de défense des pays périphériques, j'y reviendrai plus bas en évaluant la situation actuelle (paragraphe 5, pp. 234-235).

4. Le lien entre le marché mondial et la formation économique et sociale zambienne

a) La dépendance et ses conséquences

Nous avons vu, au chapitre précédent, l'importance considérable de l'industrie du cuivre dans la production zambienne et son rôle de moteur de toute l'activité économique. Ce cuivre étant entièrement exporté (à l'exception de la consommation de ZAMEFA, inférieure à 2000 tonnes), toute variation du cours mondial du cuivre se répercute plus ou moins sur l'ensemble de l'économie, par le biais du budget public et de la balance des paiements. Les échanges intersectoriels et la distribution de salaires ne jouent en effet qu'un rôle assez limité dans le développement de la production nationale. N. Kessel (60) a effectué pour l'année 1966 le décompte des consommations intermédiaires de l'industrie minière, et mis en évidence la faiblesse des échanges intersectoriels:

Tableau 11: Consommations intermédiaires de l'industrie minière des métaux, 1966

	Valeur absolue en 1000 K	% des C.I.	% du C. A.
Chiffre d'affaires (valeur de la production)	464 412	-	100,0
Valeur ajoutée	360 428	-	77,6
Consommations intermédiaires ("non-labour inputs")	103 984	100,0	22,4
dont: Importations directes	31 478	30,3	6,8

Consommations intermédiaires intérieures	72 506	69,7	15,6
-dont: Contenu importé	20 218	19,4	4,4
Consommations intermédiaires "purement intérieures"	52 288	50,3	11,2

Les mines de métaux fournissent donc, en 66, des débouchés pour quelque 50 millions de Kwacha aux productions propres d'autres branches (principalement construction, eau-électricité, métallurgie), soit moins de 7% du PNB. Ce ne sont pas ces échanges qui vont permettre le développement rapide d'une appareil de production industriel diversifié.

Les salaires distribués entraînent certes un développement de la production d'autres secteurs par la création d'un pouvoir d'achat, mais cet effet reste limité en raison de l'intensité en travail relativement faible, par rapport à la valeur de la production, des activités d'extraction et d'affinage du cuivre. La masse salariale distribuée par l'industrie du cuivre ne représente qu'une fraction du PNB, fraction qui d'ailleurs décroît avec la diversification de la production: environ 15% en 1964 et 8% en 1970 (61).

Cependant, même la maximisation de ces relations directes, par la zambianisation du personnel, la substitution d'importations (notamment dans le secteur énergétique) et le développement industriel en aval (ZAMEFA), ne peut enlever la première place, dans les relations avec les autres secteurs, aux transactions financières. Celles-ci consistent en versements de dividendes et d'impôts.

L'Etat étant actionnaire majoritaire reçoit des dividendes correspondant aux actions qu'il détient; ces dividendes s'élèvent pour 1972 à K 49,5 millions (62).

Nous avons vu au chapitre précédent que dès la nationalisation, un nouveau système fiscal est appliqué aux sociétés minières, comprenant un impôt minéral et un impôt sur les bénéfices, qui représentent au total 73% des profits; l'impôt minéral (50% des profits) s'élevant en 1973 à K 91 317 000 (63), le total des recettes fiscales provenant des sociétés minières est donc d'environ K 133 millions pour cette même année, représentant plus du tiers des recettes fiscales totales.

Mais ces recettes, dividendes ou impôts, sont dépendantes des profits réalisés durant l'année, et donc du cours mondial du cuivre. Elles sont donc sujettes à de très fortes variations conjoncturelles: ainsi les impôts payés par les sociétés minières s'élèvent en 1969 à plus de K 185 millions et en 1971 à moins de K 40 millions! (64)

Il convient toutefois de constater que la faiblesse même des liens directs avec le reste de l'économie a pour effet de limiter les répercussions des fluctuations du

prix mondial, car les dépenses publiques ne peuvent guère varier à court terme, même vers le haut étant donné le goulot d'étranglement que représente le manque de personnel qualifié, et les profits privés conservés dans le pays servent uniquement à financer le développement de la production minière, qui est planifiée à long terme. La principale conséquence est donc la difficulté d'établir des prévisions valables pour planifier le développement économique (65).

Toutefois, le problème de l'équilibre de la balance des paiements, qui était inexistant et presque inimaginable à l'indépendance, se pose depuis la chute du cours du cuivre en 1970-71, qui coïncide avec la baisse de la production due au désastre de Mufulira. En effet, les recettes d'exportations baissent fortement et se retrouvent en 1971 à un niveau sensiblement égal à celui de 1967. Par ailleurs, la très forte hausse des recettes d'exportation de 1969 est partiellement épongée par les sorties de capitaux d'affaires dues aux nationalisations de Mulungushi et à l'annonce de la nationalisation du cuivre. En 1971 et 1972, le secteur monétaire se voit donc dans l'obligation de prélever dans les réserves accumulées jusque là pour équilibrer la balance des paiements. En 1973, le relèvement des cours du cuivre permet un équilibre approximatif, certainement mis en cause en 1974 et 75 par sa chute soudaine.

Tableau 12: Evolution de la balance des paiements de 1964 à 1973 (66)

K mio Année	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Exportations	349	367	446	465	533	853	714	479	543	744
dont cuivre	316	330	413	429	504	724	681	451	491	699
Importations	-158	-223	-265	-333	-370	-314	-348	-401	-404	-350
(A) Balance commerciale	191	144	181	132	163	539	366	78	139	394
Services et transferts nets	-116	-81	-131	-122	-180	-206	-251	-256	-282	-251
dont revenu des investissements, net	-59	-31	-62	-51	-59	-48	-33	-44	-74	-62
transferts privés, nets						-52	-105	-108	-98	-79
Capitaux, secteurs non-monétaires, nets (C)	-63	-56	-24	43	63	-159	43	33	75	-92
Balance des comptes (A) + (B) + (C)	12	7	26	53	46	174	158	-145	-68	51

K mio Année	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Règlements:										
Erreurs et omissions nettes	?	2	-11	-24	-22	-50	-11	-49	-49	-72
Allocation de DTS	-	-	-	-	-	-	6	6	6	-
Réserves, capitaux des secteurs monétaires, nets	-12*	-9	-15	-29	-24	-124	-153	188	111	21

* y compris erreurs et omissions nettes

On constate donc que si la balance des paiements zambienne est relativement en bonne position (par rapport à de nombreux pays périphériques qui n'équilibrent la leur que par des emprunts), elle est très vulnérable face aux variations du prix mondial du cuivre et qu'une baisse durable de celui-ci peut conduire le gouvernement à freiner les importations (ce qui est déjà le cas en 1973) et à recourir à l'emprunt extérieur pour assurer l'équilibre financier.

b) Le rôle de l'Etat

Dans le réinvestissement des profits, le développement de l'infrastructure et l'équilibrage de la balance des paiements, c'est donc l'Etat qui joue le rôle principal. Les dividendes des actions minoritaires sont exportés, à l'exception de la part soumise (depuis 1973) au contrôle des changes, et celle-ci, de même que les profits non distribués, ne peuvent être dirigés vers d'autres secteurs que les mines que par les mécanismes très défaillants d'un marché financier extrêmement étroit.

Seul l'Etat, dont nous avons vu la position dominante dans la production, est donc en mesure d'investir, par la part de la plus-value de l'exploitation du cuivre qu'il perçoit, de manière à diversifier l'appareil de production orienté par toute l'histoire coloniale vers la monoproduction (67). Cet objectif de diversification correspond à la nécessité de diminuer la dépendance et la vulnérabilité vis-à-vis du prix mondial du cuivre; il rencontre l'objectif de substitution des importations, qui est l'un des éléments essentiels de la politique de désenclavement (cf. chapitre 4). La fonction de l'appareil d'Etat - gouvernement, administration, corporations publiques - est donc d'absorber les fluctuations à court terme des recettes du cuivre, et d'utiliser ces ressources pour financer l'infrastructure et les sociétés industrielles et agricoles. Nous avons vu plus haut, à propos de la tentative échouée de nationaliser l'ensemble du crédit (pp. 185 et suivantes), que les choix globaux concernant l'allocation du crédit n'ont pas été résolus, ce qui révèle une contra-

diction fondamentale du développement zambien: la formation économique nationale ne peut tendre vers son autonomisation qu'en coopérant avec les tenants du capitalisme mondial.

En effet, l'industrie minière est dépendante du marché mondial, et la dépendance extérieure de la formation économique zambienne ne peut être diminuée que par une diversification de la production aussi bien pour le marché intérieur (substitution des importations) que pour les exportations (diversification de dépendances sectorielles); or cette diversification n'est possible que grâce aux ressources provenant des mines de cuivre, dont il est donc nécessaire de développer la production, ce qui accroît la dépendance extérieure.

On voit donc la liaison contradictoire des tenants de l'appareil d'Etat avec la bourgeoisie impérialiste mondiale; l'élite dirigeante cherche à conquérir son autonomie mais est obligée dans cette recherche de collaborer avec les porteurs de l'impérialisme.

Dans la première phase du développement zambien, la collaboration avec un impérialisme "avancé", celui des grands trusts multinationaux, permet de dépasser les plus graves dépendances et les désarticulations économiques les plus flagrantes, qui sont le produit d'un impérialisme "retardataire", celui des colons d'Afrique australe. Cette phase va de l'indépendance à l'achèvement des grandes réalisations visant à dégager le pays de l'Afrique australe colonialiste et raciste: Tanzam Railway, centrales hydro-électriques de Kafue et Kariba-Nord, soit de 1964 à 1976. Elle comprend les nationalisations des principales activités économiques; le développement de l'industrie manufacturière, jusque là très limitée et dont la valeur ajoutée nominale quadruple entre 1965 et 1972 (68), ainsi que de la production énergétique; la mise en place d'une certaine infrastructure routière et ferroviaire hors de la "ligne de chemin de fer"; et la création d'un système éducatif et sanitaire dans l'ensemble du pays. Cette phase est celle de la construction d'un marché national, encore limité certes. Cette tâche est facilitée au début de la période par les cours élevés du cuivre et par les perturbations apportées aux transactions traditionnelles avec le Sud par l'indépendance de la Rhodésie sous domination blanche. L'étape la plus difficile est constituée par les années 1970 à 1973, avec la chute du prix du cuivre et la fermeture de la frontière avec la Rhodésie; la flambée brève mais considérable des cours en 1974 permet d'attendre la mise en service de Tanzam et l'indépendance du Mozambique et de l'Angola.

S'ouvrira alors la seconde phase, à partir des contradictions maintenues ou développées durant la première: structure "dualiste" de l'économie, inadéquation de l'appareil administratif à la réalisation d'investissements productifs selon une stratégie globale (du fait d'une organisation en secteurs "public" et "privé" héritée de l'époque coloniale), absence de politique financière cohérente (69). Le choix fondamental et désormais inéluctable est le suivant: poursuivre une croissance du secteur "moderne" (en gros, les 330 000 salariés africains, sur une population de 4 100 000 (70)) selon la logique du marché capitaliste, ou diffuser le développement dans toutes les régions et tous les secteurs de la production (notam-

ment l'agriculture) par une planification efficace appliquant une stratégie globale et s'appuyant sur une forte mobilisation des masses populaires. Je reviendrai sur cette question dans la conclusion de ce travail.

5. Matières premières: vers une modification du rapport de forces?

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a montré, depuis 1973, que des actions visant à modifier la répartition des richesses dans le monde, au profit de la périphérie, pouvaient avoir des perspectives de réussite. L'action décidée de cette organisation a permis en effet de quadrupler le prix versé aux producteurs du pétrole brut (71). Certes, les conditions du marché du pétrole sont exceptionnellement favorables: position centrale du pétrole dans la production des pays développés, dépendance pratiquement totale de l'Europe occidentale, impossibilité de la substitution à court et moyen terme; de plus, le poids des pays producteurs arabes dans la production de pétrole a eu pour conséquence que le conflit avec Israël a joué un rôle de "détonateur" non négligeable.

Cette action ne peut donc pas être reproduite sans autres pour des matières premières moins immédiatement indispensables aux pays capitalistes centraux; nous avons vu que pour le cuivre, une simple restriction de l'offre des pays périphériques n'a guère de chances de provoquer une hausse importante des prix à moyen et long terme; pour les produits agricoles tropicaux, comme le café, le cacao, le thé, l'arachide, la situation est plus sérieuse encore. Comme je l'ai montré en étudiant le CIPEC, des initiatives politiques concernant l'ensemble des relations de la périphérie avec le centre du système capitaliste mondial s'avèrent donc nécessaires. Elles se produisent dans des lieux de discussion internationaux, sous les auspices de l'ONU ou sous celles d'un Etat ou groupe d'Etats invitant, où les pays périphériques présentent une position commune élaborée à l'avance.

L'Assemblée générale des Nations Unies se réunit en session extraordinaires du 9 avril au 2 mai 1974 à New York, à la demande des pays non-alignés donnant suite à une initiative de leur président, Houari Boumédiène, Président de la République algérienne. Le seul point à l'ordre du jour est celui des matières premières dans le système économique international. Le consensus qui permet l'adoption de résolutions novatrices ne doit pas faire illusion, notamment en raison des déclarations fermement conservatrices des représentants des Etats-Unis; les concessions obtenues par les gouvernements du tiers-monde sont surtout verbales. Ainsi, la déclaration relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international affirme le droit des Etats à contrôler leurs ressources naturelles et leurs activités économiques, en particulier par la nationalisation et la fixation souveraine du montant de l'indemnisation et par la réglementation des activités des entreprises multinationales; elle demande également des rapports justes et équitables entre les prix des matières premières et produits manufacturés exportés par les pays du tiers-monde et ceux de leurs importations, et encourage la création d'asso-

ciations de pays producteurs de matières premières.

Le "Dialogue Nord-Sud" suscité dès avril 1975 par le président français Giscard d'Estaing, la quatrième Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED IV) en mai 1976 à Nairobi, voient s'affronter pays industrialisés et pays périphériques, sans que des décisions concrètes permettent de préciser le profil d'un "nouvel ordre économique international". La divergence des intérêts apparait beaucoup plus clairement que dans les débats antécédents des instances internationales, et les gouvernements de la périphérie durcissent leur position, s'organisent pour défendre une ligne commune et refusent les compromis verbaux qui étaient de mise.

Ce durcissement des gouvernements périphériques, et surtout leur capacité d'élaborer des revendications communes sous le leadership de gouvernements assez anti-impérialistes, pose le problème de la modification de la division internationale du travail. Mais d'une part, il n'aboutit pas (encore ?) à des modifications concrètes, et d'autre part sa signification à long terme reste très ambiguë. En effet, la modification de la division internationale du travail, par exemple un certain développement de l'industrialisation du tiers-monde dans des branches technologiquement peu avancées, aboutirait à une redistribution de la plus-value mondiale entre les bourgeoisies intérieures du centre et celles de la périphérie, et non à la destruction du système impérialiste. Cependant, la dynamique que peut entraîner cette redistribution, et le caractère à la fois national et social (de classe) de la lutte de libération des pays périphériques, font que ce déplacement des contradictions est susceptible de hâter le renversement de l'impérialisme, la révolution mondiale. Il faut, à mon avis, se garder aussi bien de négliger ce déplacement des contradictions pour n'y voir qu'un affrontement interne à la bourgeoisie mondiale, que de considérer le "développement" du tiers-monde comme une révolution anti-impérialiste. Ce qui est certain est qu'une modification de l'articulation des formations sociales dans la chaîne impérialiste peut sortir de cette lutte, maintenant engagée.

(1) Calculé d'après Bostock & Harvey, op. cit., p. 145, et les rapports annuels 1971 de NCCM et RCM.

(2) Kennecott, Annual Report 1971. Tous les chiffres de production des divers trusts sont convertis en tonnes métriques. CIPEC, Rapport annuel 1972, p. 51.

(3) Anaconda, Annual Report 1973; CIPEC, ibid.

(4) Phelps Dodge, Annual Report 1973; ASARCO, Annual Report 1973.

(5) AMAX, Annual Reports 1971, 1972; Anaconda, Annual Report 1973. RCM, Annual Report 1973.

(6) RTZ, Annual Report 1973.

(7) AAC, Annual Report 1973; Charter, Annual Report 1974.

(8) INCO, Annual Report 1973; AMAX, Annual Report 1971.

(9) ASARCO, Annual Report 1973.

(10) Il faut souligner que les recueils statistiques officiels ou privés (ONU, OCDE, CIPEC, Metallgesellschaft) auxquels j'ai eu accès ne donnent pas d'indications sur les producteurs, se bornant à une ventilation par pays de production.

(11) Cerro, Annual Report 1973; CIPEC, Rapport annuel 1971.

(12) Cf. infra p. 215.

(13) CIPEC, Rapports annuels 1969, p. 31 et 1970, p. 43.

(14) Le Monde du 15 février 1974.

(15) CIPEC, Rapport annuel 1973, p. 41.

(16) CIPEC, Rapports annuels 1970, p. 27 et 1973, p. 41.

(17) CIPEC, Rapports annuels 1961, pp. 28-29, 33-34; 1973, p. 36; Continental Copper, Annual Report 1973, p. 8; Le Monde du 1er décembre 1972.

(18) Cerro, Annual Report 1973, p. 29.

(19) A. Martin, Minding Their Own Business, pp. 134-138; The Guardian,

28 septembre 1973.

(20) Cerro, Annual Report 1973, p. 1.

(21) CIPEC, Rapport annuel 1972, pp. 54-59.

(22) Le Monde du 28 février 1975. Les sources diffèrent sur la répartition du capital avant la nationalisation: l'article du Monde indique 44% à la Charter, 15% à la SFI et 19% aux sociétés françaises, alors que le rapport 1974 de la Charter affirme que celle-ci détient 33,5% des actions.

(23) CIPEC, Revue trimestrielle, janvier-mars 1976; pp. 13, 50.

(24) Cf. supra, pp. 177-180.

(25) D'après la statistique du World Bureau of Metal Statistics, citée in MINDECO, Mining Yearbook of Zambia, 1971, p. 23, et 1972, p. 19.

(26) Ibid.

(27) CIPEC, Rapport annuel 1972, p. 33

(28) D'après la statistique du World Bureau of Metals Statistics, citée in Ibid., p. 34 et in CIPEC, Rapport annuel 1970, p. 53. J'interprète l'étrange rubrique "autres pays", qui se distingue des rubriques continentales, comme réunissant l'ensemble des pays communistes, à l'exception de la Yougoslavie classé sous la rubrique "Europe".

(29) CIPEC, Rapport annuel 1972, p. 38.

(30) Ibid., pp. 39-44 et graphique 4, p. 131.

(31) Cf. CIPEC, Rapport annuel 1972, pp. 21, 46.

(32) Calculé d'après CIPEC, Rapport annuel 1972, pp. 46 et 47.

(33) Le Monde des 12 janvier 1971, 31 juillet 1973, 26 novembre 1974 et 27 avril 1976 ("Le Monde de l'économie").

(34) R. Cottin, article "Cuivre", in Encyclopedia Universalis, vol. 5 pp. 220-223.

(35) CIPEC, Rapport annuel 1972, pp. 71-73.

(36) R. Cottin, ibid.; R. Baldwin, Economic Development and Export Growth, pp. 33-34.

(37) CIPEC, Rapport annuel 1972, pp. 21, 78; OCDE, L'industrie des métaux non-ferreux

1971, pp. 28-33, 51-53.

(38) Calculé d'après ibid. pour Canada et Australie (exportations nettes). Pour les autres pays, j'ai considéré comme égale aux exportations nette la production minière indiquée par: CIPEC, Rapport annuel 1972, p. 46.

(39) S. Gueronik, A Short History of CIPEC; J. Pettman, Zambia: Security and Conflict, pp. 140-141.

(40) Convention du CIPEC, art. 2.

(41) Cf. Convention, art. 3-19.

(42) S. Gueronik, op. cit.; CIPEC, Press Release PR/5 et PR/6.

(43) CIPEC, Press Statement, PR/10; Le Monde du 12 janvier 1971 ("Le Monde de l'économie").

(44) CIPEC, Third Conference of Ministers + Resolutions CM/22/71; Communiqué de presse, PR/11.

(45) En se référant aux Résolutions 1803 (XVII) et 2158 (XXI) de l'Assemblée générale de l'ONU, au Programme de Lima du Groupe des 77, et aux résolutions de la CNUCED.

(46) CIPEC, Communiqués de Presse PR/13 - PR/18a; Le Monde du 1er décembre 1972.

(47) Les 4 derniers cités ne sont pas de gros producteurs de cuivre; l'Algérie est membre de l'OPEP, l'Equateur y adhérera en 1974.

(48) CIPEC, Minutes of the Extraordinary Meeting of the Conference of Ministers, Santiago, Nov. 27th- Dec. 1st. 1972, CM/CRIV/72.

(49) CIPEC, Communiqué de presse PR/20.

(50) CIPEC, Press Releases PR/22 - PR/25.

(51) CIPEC, Press Release PR/26.

(52) CIPEC, Press Releases PR/27 et PR/28; Le Monde du 26 nov. 1974.

(53) CIPEC, Revue trimestrielle, janv.-mars 76, pp. 40-41.

(54) Le Monde du 23 février 1975.

(55) H. Hollenstein, "Hat ein Kartell der Kupferexportstaaten Aussicht auf Erfolg?"

in Märkte 5, mai 1974, reproduit in Entwicklungspolitische Diskussionsbeiträge 1. Les principales sources utilisées sont les études de Takenchi de la BIRD (juillet 1969), de Banks pour la CNUCED (1969) et de Charles River Associates Inc. pour l'US Department of Commerce (1970).

(56) R. Prain, The Future Availability of Copper Supplies, pp. 14-15.

(57) Sources: cf. supra l'exposé historique sur le CIPEC.

(58) CIPEC, Revue trimestrielle, op. cit., pp. 7-9.

(59) CIPEC, Rapport annuel 1973, pp. 56-58. Les chiffres cités présentent des différences importantes et inexpliquées avec ceux du Rapport annuel 1972.

(60) N. Kessel, "Mining and the Factors Constraining Economic Development", in C. Elliott (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia, pp. 257-268.

(61) Calculé d'après N. Nziramasanga, The Copper Export Sector and the Zambian Economy, pp. 46-47.

(62) ZIMCO, Annual Report 1972, p. 10.

(63) Zambia, Monthly Digest of Statistics 10 (4) April 1974, p. 29.

(64) Ibid.

(65) Bostock & Harvey (ed.), Economic Independence and Zambian Copper pp. 100-104.

(66) Sources: International Monetary Fund, Balance of Payments Yearbook, vol. 21 (années 1964-68) et vol. 25 (années 1969-72); Zambia, Monthly Digest of Statistics 10 (4), April 74, pp. 58-59 (année 1973, calculé à partir de chiffres provisoires incomplets). Les nombres positifs sont créditeurs, les négatifs débiteurs.

(67) Cf. N. Kessel, art. cit., pp. 267-268.

(68) A. Seidman, "The Distorted Growth of Import-Substitution Industry: the Zambian Case", Journal of Modern African Studies 12 (4), December 1974, pp. 602-623.

(69) Voir l'analyse très pertinente et critique d'Ann Seidman, art. cit., pp. 601-631.

(70) Chiffres de 1970, tirés de C. Lombard, "Farming cooperatives development in Zambia", in R. Apthorpe (ed.), Rural Cooperatives and Planned Change in Africa: Case Materials, pp. 221-234.

(71) Cf. par exemple Robert Marconis, Pétrole: la grande confrontation. Toulouse, Editions des Hespérides, 1974, 270 p.

CONCLUSION

Un capitalisme d'Etat à tendances socialisantes

En bilan de cette étude, mon objectif est d'inférer de la politique étrangère de l'élite dirigeante zambienne la nature de son projet politique et par là la nature du régime et ses perspectives d'avenir. Il est certain que pour aborder l'ensemble de ces questions, l'étude de la politique intérieure serait nécessaire. La domination du pays par l'impérialisme autorise cependant, je pense, à tirer quelques conclusions du travail qui précède, sans attendre que d'autres parviennent à des résultats de recherche sur la signification de classes de l'évolution intérieure.

L'idéologie officielle du régime, l'"humanisme", prétend définir la stratégie de passage à un socialisme adapté aux réalités et traditions africaines; après un examen général de cette idéologie, je tente un bilan des efforts d'autonomie nationale de la direction zambienne. Vient ensuite le négatif du bilan, soit le caractère permanent de la dépendance, qui a pour conséquence l'impossibilité de construire le socialisme selon le schéma exposé. Enfin, j'esquisse les perspectives de libération offertes à l'Afrique en général, et à la Zambie de façon plus particulière.

1. Un projet socialiste

a) L'idéologie humaniste

L'humanisme, nous l'avons vu brièvement à propos des nationalisations de 1968, est le nom que donne Kaunda à une formulation idéologique (fragmentaire) qui est essentiellement son oeuvre personnelle.

La vie de Kaunda, né en 1924 à Chinsali dans la province nord de parents venus du Malawi pour oeuvrer dans la mission écossaise, plus tard instituteur dans le Copperbelt, est si mêlée à l'histoire de la Zambie que l'essentiel en a déjà été dit plus haut. Ce qu'il faut souligner ici, c'est la triple influence qui a marqué sa position personnelle: l'éducation chrétienne très puritaine qu'il reçut de ses parents, la lecture de publications du Labour Party britannique et le séjour d'une demi-année qu'il effectue en 1957 en Grande-Bretagne pour étudier l'organisation de celui-ci, enfin la lecture de textes du Mahatma Gandhi complétée de visites en Inde en 1958 et 1961. Ces trois courants de pensée ont fortement contribué à la définition de l'humanisme, qu'il serait erroné cependant de considérer comme une simple élaboration individuelle propre à Kaunda: celui-ci n'est pas un "individu" simplement déterminé par sa propre conscience, c'est bien plus le produit de la lutte anticolonialiste, le représentant institutionnel des masses politisées qui ont conquis

l'indépendance de la Zambie.

L'humanisme se présente ainsi comme "l'idéologie zambienne" (1) et comme la "philosophie nationale" (2) à laquelle se rallie l'élite dirigeante. La notion fondamentale en est que la société doit être fondée sur l'homme, "man-centered", car chaque homme est porteur de la dignité de toute l'humanité. La justice, l'égalité, la liberté peuvent seules permettre la construction de cette société humaniste, qui ne peut comprendre de classes. Les sociétés africaines précoloniales sont vues comme des sociétés d'entraide mutuelle, sans classes. Le colonialisme a apporté le capitalisme et donc les classes, mais la révolution anticoloniale pose les bases du développement d'une société sans classes. Pour cela, il faut être extrêmement vigilant envers le développement d'inégalités, combattre l'apparition de capitalistes dans le pays et "créer les conditions dans lesquelles tous les hommes et toutes les femmes pourront avoir accès à toutes les possibilités disponibles" (3); les inégalités entre scolarisés et analphabètes, entre urbains et ruraux, héritées de l'époque coloniale, doivent disparaître. La décolonisation doit donc être non seulement politique, mais aussi économique et culturelle, afin de construire un socialisme adapté aux réalités africaines.

Cette définition du socialisme, on le constate, n'est pas fondée sur le principe de la lutte des classes, mais sur l'idée qu'il faut (que le Parti doit) empêcher l'apparition de classes dans le peuple zambien. C'est donc à l'élite dirigeante qu'il appartient d'accomplir cette tâche, et la responsabilité personnelle de chaque leader est en cause.

Les fondements de l'idéologie humaniste sont donc d'ordre philosophique et éthique, les objectifs politiques étant fixés de façon assez pragmatique; ainsi, Kaunda déclarait en 1963, avant l'indépendance, qu'il n'avait aucune intention de nationaliser quelque industrie que ce soit, et les traits principaux de la politique économique sont les nationalisations du cuivre, du sol, et de la presque totalité de l'industrie. De même, la création d'un régime de parti unique par la nouvelle Constitution de 1973 contredit la politique suivie dès 1964, consistant à attendre la disparition "naturelle" de l'opposition. L'idéologie du pragmatisme, héritée du système des valeurs politiques britanniques, permet de légitimer le décalage entre le discours et la pratique, de donner une cohérence apparente aux contradictions entre le politique et l'idéologique.

On ne peut donc pas qualifier vraiment l'humanisme comme une idéologie de transition au socialisme. Mais ce développement idéologique accompagne une politique "socialisante" basée sur l'extension du contrôle de l'Etat sur la production. Le but proclamé reste le socialisme.

b) La recherche de l'autonomie comme condition du socialisme

La première séquence de la politique étrangère consiste à conquérir l'indépendance envers le colonat d'Afrique australe: indépendance étatique, désencerclement, libération des territoires coloniaux, doivent pour le moins assurer la survie d'une formation nationale plus ou moins autonome. Elle est à peu près achevée en 1976 avec l'achèvement du Tanzam et la décolonisation du Mozambique et de l'Angola; reste toutefois posé le problème des relations avec la République sud-africaine, qui demeure un fournisseur important et dont l'existence même comme Etat n'est pas contestée.

Cette indépendance envers le colonat a d'importantes conséquences sur l'autonomie de la formation nationale; en effet, le développement des transports et surtout la substitution d'importations créent, pour la première fois, un marché national. Jusqu'alors, le marché zambien est totalement intégré au marché rhodésien, qui est lui-même très dépendant du marché sud-africain. La création d'industries énergétiques, alimentaires, manufacturières (savonnerie, engrais, textiles, raffinerie de pétrole, cimenterie, bois, etc.), de la construction, donne une certaine autonomie au marché intérieur.

La seconde séquence, dès 1968, est celle de la recherche de l'autonomie dans le système capitaliste mondial. Le contrôle partiel de l'Etat sur les sociétés étrangères assurant la plus grande partie de la production accroît l'autonomie du marché interne et accélère l'industrialisation par réinvestissement d'une partie plus importante de la plus-value. Le contrôle étatique permet de maximiser la production au détriment, cas échéant, du profit, par compensation intersectorielle des pertes; ceci est toutefois réduit par l'incapacité du régime à définir des priorités économiques et à leur subordonner valablement les ressources financières disponibles.

Cette recherche de l'autonomie, fondée sur la création d'un marché national (marché interne ayant un certain degré d'autonomie) est appuyée au niveau politique par le soutien aux luttes de libération, la politique d'isolement diplomatique du bloc austral, et l'affirmation sur l'arène internationale des pays africains, des pays non-alignés et plus largement des pays périphériques en général.

L'autonomie, économique et politique, de la Zambie de 1976 est donc considérablement supérieure à celle de 1964. Elle devrait permettre, selon la pensée de Kaunda, d'être suffisamment indépendant pour construire une société socialiste.

2. La dépendance et la crise permanentes, ou l'impossible socialisme

Mais l'autonomie n'est pas l'indépendance, ni même un début d'indépendance. Les nationalisations, et surtout celle du cuivre, entraînent une intériorisation de la domination impérialiste, une reproduction induite du capitalisme monopoliste sous hégémonie américaine. Cette reproduction prend une forme particulière, celle du capitalisme d'Etat.

Aux débuts de l'indépendance, et face aux échéances urgentes créées par l'indépendance rhodésienne sous la domination des colons, l'Etat se trouve être le seul investisseur possible: il n'y a pas à proprement parler de bourgeoisie locale, et les entrepreneurs et trusts étrangers n'ont aucun intérêt à sortir de l'attentisme pour risquer des fonds dans une aventure au caractère politique aussi marqué, la poursuite des relations avec le sud, dont ils sont les propagateurs et les héritiers tout à la fois, leur étant largement profitable. Par ailleurs, la fin de l'hémorragie des moyens financiers créés par le cuivre, ou plus exactement d'une partie significative de ceux-ci (impôts et royalties), donne à l'Etat des possibilités d'investissement qui apparaissent illimitées, qui sont en tout cas supérieures à la capacité technique et organisationnelle de dépense du nouveau gouvernement.

Les nationalisations ultérieures accroissent encore aussi bien les ressources financières de l'Etat que les dimensions de son appareil de gestion économique et politique, vers lequel se dirigent prioritairement les techniciens et spécialistes qui commencent à être formés dans le pays. L'idéologie nationaliste née de la lutte anticoloniale sert désormais de ciment entre cette couche bureaucratique émergente et le reste de la population (travailleurs salariés ou petits producteurs indépendants, populations rurales, préprolétariat des chômeurs des bidonvilles et des migrants occasionnels d'origine rurale). Le projet anti-impérialiste et socialiste de l'élite dirigeante, qui ne parvient pas à dépasser ses contradictions, tend alors à devenir un alibi justifiant la perpétuation du pouvoir des gens en place.

Il ne suffit pas en effet de nationaliser une partie, fût-elle centrale, de la production pour assurer le passage au socialisme. En fait, l'autonomie acquise durant les onze années d'indépendance présente un aspect contradictoire. La création du marché national et le contrôle de l'Etat sur l'économie sont payés au prix de la collaboration avec les trusts (porteurs de l'impérialisme dans le pays) et de la poursuite de l'intégration au marché mondial.

Nous avons vu que la nationalisation n'exproprie pas définitivement les trusts, qui conservent dans la plupart des cas (et surtout dans le secteur-clé qu'est le cuivre) non seulement une fraction minoritaire du capital-actions, mais surtout un contrôle très étendu de la technologie et du personnel dirigeant. Même la zambianisation totale ne permet pas le contrôle de la technologie, étant donné le contrôle de la recherche par les trusts, le système des brevets qui le sanctionne juridiquement et les moyens requis qui en assurent la perpétuation.

Nous avons vu également que la recherche d'une autonomie accrue par l'industrialisation repose fondamentalement sur la capacité de l'industrie du cuivre de dégager un surplus important qui puisse être réinvesti. Or, ce surplus n'est même pas garanti étant donné les fluctuations du cours du cuivre, et d'autre part il ne peut être produit que par l'accentuation de l'extraversion de l'économie, de l'intégration au marché mondial, et de la soumission à la division internationale du travail (en produisant le plus de cuivre possible et en important les moyens industriels et les produits de consommation nécessaires aussi bien à la production de cuivre même qu'à l'équipement industriel). A ce jeu-là, l'impérialisme s'est toujours trouvé gagnant.

Mais la dépendance a aussi un aspect politique d'une grande importance. La formation sociale zambienne est tronquée, comme toute formation sociale de la périphérie capitaliste, en ce sens que la classe exploiteuse principale, la bourgeoisie monopoliste internationale, est physiquement absente mais socialement présente. Ses relais coloniaux, la bourgeoisie métropolitaine alliée au colonat agricole et minier, n'étant plus présents non plus, d'autres en prennent la relève: les agents locaux des trusts (les "expatriés" omniprésents dans la production), et surtout, nolens volens, les tenants de l'appareil d'Etat.

La marge de décision de l'élite dirigeante qui se constitue autour de l'Etat indépendant est en effet très limitée. Le projet politique d'indépendance, constitutif de cette élite tout au long de la lutte anticoloniale et dans les débuts de la décolonisation, reste celui d'une indépendance relative, de la recherche d'une certaine autonomie, sans stratégie précise de libération économique. L'indépendance totale est seulement évoquée dans le discours idéologique. La reproduction induite du capitalisme est suffisamment engagée, dès lors que cette élite émergente s'empare du pouvoir d'Etat, pour qu'une rupture totale avec le marché mondial soit proprement impensable; le bouleversement des systèmes de production précoloniaux (l'effet de destruction l'emportant sur l'effet de conservation) entraîne l'impossibilité même de nourrir de façon autarcique la population entière, et le développement inégal du capitalisme a déjà provoqué la prolétarisation d'une fraction de la population et commencé d'infiltrer dans l'ensemble de la formation sociale, de façon certes très inégale, la représentation des rapports marchands comme base de l'organisation sociale. D'autre part, la dépendance qui marque l'ensemble du système capitaliste "intérieur" empêche celui-ci de fonctionner sans relations permanentes avec l'impérialisme qui lui a donné naissance.

La seule alternative qui se présente à l'élite dirigeante est donc soit de s'allier (de se lier pieds et poings) aux capitalistes étrangers régionalement dominants, c'est-à-dire sud-africains, et de réprimer toute revendication populaire de participation, soit de jouer la carte de l'intégration nationale contre l'impérialisme et de la participation populaire. Le caractère de masse (populiste, si l'on veut) de l'UNIP comme mouvement de libération, la très faible différenciation sociale due à la domination du colonat jusqu'à deux ans de l'indépendance (et notamment à la ségrégation raciale dans tous les domaines, dont le renversement a été la motivation originelle principale de la lutte anticoloniale), l'échec de la ligne néocolonialiste défendue par l'ANC inspirée par l'exemple de Tshombé au Congo voi-

sin, ces facteurs font que le choix de l'UNIP pour la seconde possibilité ne fait pas de problème. L'éthique propre aux dirigeants et fortement affirmée par Kaunda renforce l'élite dirigeante dans l'idée que cette politique est la seule continuation possible de la lutte qui s'achève.

Mais ce choix "anti-impérialiste", auquel appartiennent également les politiques de désencerclement, de libération du Sud et de nationalisation, a lui-même pour conséquence une intégration accrue au système mondial de l'impérialisme. L'élite dirigeante est ainsi condamnée à passer avec les représentants de l'impérialisme des compromis qui sont autant de termes d'une alliance. L'Etat est alors engagé à poursuivre la production du cuivre et donc sa commercialisation sur le marché mondial capitaliste (le secteur sino-soviétique du marché n'est en aucune mesure susceptible de l'absorber), et sa fonction principale consiste à assurer la reproduction des forces productives nécessaires. En d'autre termes, ce que l'impérialisme assigne comme rôle à la formation sociale zambienne, c'est de produire du cuivre, et pour cela de produire de la main d'oeuvre et de l'ordre. Que cela se fasse au nom d'une idéologie et d'une stratégie d'alliances anti-impérialistes n'affecte pas, à court et moyen terme en tout cas, le fonctionnement général de l'impérialisme.

C'est sur le plan intérieur seulement (et c'est précisément en cela que le rôle de l'Etat est la délimitation entre les affaires extérieures et les affaires intérieures) que ce choix politique a des conséquences.

D'une part, l'élite dirigeante doit son existence au contrôle du pouvoir d'Etat, au nom du peuple tout entier. Elle s'efforce donc de limiter la différenciation sociale interne, ou du moins la visibilité de cette différenciation: pas de capitalistes en Zambie! Les grandes entreprises non-étrangères (elles ne sont pas si grandes) sont nationalisées, appropriées par l'élite dirigeante. L'accumulation privée par des détenteurs du pouvoir d'Etat est interdite par le Leadership Code qui les empêche de cumuler deux ou plusieurs revenus. Les entrepreneurs privés sont donc maintenus au niveau de la petite entreprise (agricole et commerciale, principalement), la petit bourgeoisie ne doit pas pouvoir se transmuer en bourgeoisie. Ainsi, l'élite dirigeante peut s'efforcer, et elle y parvient assez largement, de se présenter comme l'émanation démocratique du peuple.

Mais d'autre part, l'obligation de poursuivre la production et de perpétrer l'Etat interdisent à l'élite dirigeante de mobiliser véritablement les masses ouvrières et paysannes pour une transformation radicale de la société et de l'Etat. L'assise populaire du régime s'effrite, l'identité Etat-peuple-nation n'est plus évidente, les niveaux et styles de vie divergent, le développement inégal intérieur se poursuit bon train, et les grands espoirs de la période de l'indépendance s'estompent. Si une politique salariale généreuse permet de neutraliser relativement les revendications ouvrières (le contrôle des syndicats par l'Etat faisant le reste), les masses rurales, qui avaient participé activement à la lutte contre le régime colonial, sont dépossédées non seulement de toute influence politique, mais même de tout espoir sérieux d'amélioration de leur situation. Au demeurant, la permanence de rapports

"africains" (lignagers ou domestiques) dissimule aux yeux des exploités les mécanismes de leur exploitation et permet aux dirigeants un contrôle populaire par le clientélisme: le "tribalisme" dénoncé dans les discours officiels est en fait un des piliers du régime.

Opposée à ceux qui aspirent à devenir une bourgeoisie "privée", compromise par ses accords avec l'impérialisme, empêchée de s'appuyer valablement sur une alliance populaire efficace, l'élite dirigeante se retrouve impuissante à assurer autre chose que la reproduction (autant que possible élargie) du capitalisme périphérique et de sa propre dépendance. Elle ne peut que jouer le rôle de bourgeoisie intérieure qui lui est attribué par l'impérialisme. La crise politique est permanente, gérée par des réformes institutionnelles allant dans le sens d'un renforcement de la discipline (discipline politique, discipline au travail). Le décalage entre un Etat capitaliste créé par l'impérialisme durant la séquence colonisation - décolonisation et une société civile de transition au capitalisme ne permet pas l'émergence d'une force politique, qu'elle émane de l'élite dirigeante ou qu'elle se situe dans l'opposition, qui puisse bloquer la reproduction induite du capitalisme et engager la transition au socialisme.

3. Les perspectives de libération, considérations sur la révolution africaine

L'impossibilité du passage au socialisme des pays progressistes africains semblables à la Zambie (on peut citer, avec bien sûr des variantes, la Tanzanie, le Congo, la Somalie, la Guinée et l'Algérie, éventuellement l'Ethiopie et Madagascar après les coups d'Etat militaires, et bientôt sans doute le Mozambique et l'Angola; la Guinée-Bissau faisant peut-être exception, dans un contexte très particulier) ne signifie pas nécessairement l'impossibilité de toute révolution sur sol africain, mais elle indique au moins que le passage graduel de l'Etat post-colonial à l'Etat socialiste est illusoire. Le socialisme, un socialisme ne peut naître, là comme sans doute partout ailleurs, que de la destruction de l'Etat capitaliste.

Se pose alors la question des dirigeants progressistes détenant le pouvoir d'Etat. Sont-ils définitivement enfermés dans ce rôle de gestionnaires de la reproduction du capitalisme, ou peuvent-ils (et si oui, à quelles conditions?) oeuvrer à la destruction de "leur" Etat? En termes politiques: peuvent-ils renverser leur alliance avec la bourgeoisie impérialiste pour s'allier aux masses ouvrières et paysannes?

Les bons conseils à destination des hommes politiques se réclamant du socialisme ne manquent pas. Dans le cas précis de la Zambie, deux intellectuels de l'University of Zambia, au moins, ont tenté d'établir un catalogue des principales mesures à prendre. Ann Seidman, professeur d'économie, considère comme conditions minimales d'un début de transition au socialisme la définition d'une planification à court et à long terme s'imposant à l'ensemble de l'appareil d'Etat, y compris les entreprises "parastatales", et la mobilisation populaire massive, ces deux

tâches devant être assurées par un appareil central (4). Robert Molteno, enseignant en sciences politiques et administratives, établit une liste un peu plus longue des objectifs d'une nouvelle politique intérieure: clarification idéologique de l' "humanisme" dans le sens du socialisme scientifique, renforcement du Parti, transformation des relations de travail, mobilisation politique du peuple (y compris formation de milices comme garanties contre la contre-révolution), industrialisation accrue et autosuffisance alimentaire (5). Mais aucun des deux ne procède à l'évaluation des rapports de force qui pourraient rendre ces recettes applicables.

Cette stratégie, car avec des précisions variables il s'agit bien de la même stratégie centralisante, exige une sorte de "suicide" de l'élite dirigeante, ou du moins d'une fraction radicalisée (et victorieuse) de celle-ci. On sait qu'Amilcar Cabral, dirigeant révolutionnaire de Guinée-Bissau assassiné le 20 janvier 1973, comptait sur le suicide de la "petite-bourgeoisie" dirigeant la révolution. Cette acceptation de sa propre disparition par la couche dirigeante est-elle pensable de façon réaliste? Ou bien le schéma connu de son évolution en une sorte de bourgeoisie d'Etat est-il inévitable?

L'un des aspects de cette question est éthique et volontariste: l'élite est-elle prête et consentante à faire le sacrifice de ses possibles aspirations de classe? Cet aspect ne peut être éludé puisque c'est à l'élite elle-même qu'il revient d'impulser la mobilisation populaire massive qui doit aboutir à son expropriation politique.

L'autre aspect de la question est politique et stratégique: la mise sur pied d'un appareil de mobilisation et planification au niveau central ne peut manifestement suffire à la destruction du pouvoir central. Quelle combinaison de centralisation et de décentralisation peut être définie et réalisée? Comment l'élite différenciera-t-elle les mouvements suscités à la base qui sont porteurs d'une transformation radicale et ceux qui seraient manipulés par les forces contre-révolutionnaires?

Je ne prétend pas répondre à ces questions. Il me paraît cependant utile et nécessaire de les formuler (6).

L'avenir de l'Afrique, celui de la Zambie, ne peut être prédit. L'histoire ne s'écrit pas au futur: c'est au peuple zambien qu'il appartient, quotidiennement, de la produire.

* * * * * * *

Notes de la conclusion

(1) K. Kaunda, Humanism in Zambia, p. 5.

(2) K. Kaunda, A Nation of Equals, p. 5.

(3) Ibid., p. 7.

(4) A. Seidman, "The Distorted Growth of Import-Substitution Industry: the Zambian Case", in Journal of Modern African Studies, 12 (4), December 1974; pp. 624-631.

(5) R. Molteno, "Zambian Humanism: the Way Ahead", in The African Review, 3 (4), 1973; pp. 541-557. Rob Molteno a été arrêté en février 1976 avec trois autres enseignants étrangers, et l'Université a été fermée, à la suite d'une manifestation pro-MPLA des étudiants. Je ne sais pas s'il est toujours en prison; à tout le moins, cet épisode tend à prouver que son interprétation de l'humanisme n'est pas celle du pouvoir.

(6) Cf. G. Chaliand, Mythes révolutionnaire du tiers monde, Paris, Seuil, 1976, 266 p. et F. Partant, La guérilla économique, Paris, Seuil 1976, 220 p.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

A. Documents officiels

Généraux

Central Planning Office. An Outline of the Transitional Development Plan. Lusaka, Government Printer, 1965.

Central Statistical Office. Annual Statement of External Trade, 1964 - ... Lusaka, CSO, 1965 - ...

Central Statistical Office. Monthly Digest of Statistics, X (4), April 1974. Lusaka, CSO, 1974, 60 p.

Central Statistical Office. National Accounts 1970. Lusaka, CSO, 1973, 90 p.

*** Dear Mr. Vorster... Details of Exchange between President Kaunda of Zambia and Prime Minister Vorster of South Africa. Lusaka, Government Printer, 1971, 12 p.

Development Division. Zambian Manpower. Lusaka, Government Printer, 1969, 122 p.

*** The Leadership Code. Lusaka, Zambia Information Services, 1973, 20 p.

Ministry of Development Planning and National Guidance. Second National Development Plan, 1972-76. Lusaka, Government Printer, 1971, 314 p.

Ministry of Foreign Affairs. List of Diplomatic, Consular and Trade Missions and International Organisations. Lusaka, Government Printer, 1973, 140 p.

Ministry of Labour. The Progress of Zambianisation in the Mining Industry. Lusaka, Government Printer, 1968, 12 p.

Ministry of Transport and Works. World Bank Mission's Report on the North East Rail Link. Lusaka, Government Printer, 1964, 3 p.

Office of National Development and Planning. First National Development Plan, 1966-70. Lusaka, Government Printer, 1966, 288 p.

*** The Origin and Growth of Non-Alignment. Lusaka, Neczam, 1971, 16 p.

UNIP National Policies for the Next Decade, 1974-1984. Lusaka, Zambia Information Services, 1973, 72 p.

*** A Valuable Lesson for Smith. Lusaka, Government Printer, s.d. (1973), 16 p.

*** Zambia in the Security Council. Lusaka Government Printer, s.d., 88 p.

2. Oeuvres de Kenneth David Kaunda

Africa in the 60's. Lusaka, Government Printer, s.d. (1969?), 28 p.

"Foreword", in J.W. Burton (ed.), Nonalignment. London, Deutsch, 1966; p. 9.

Humanism in Zambia and a Guide to its Implementation. Lusaka, Zambia Information Services, 1971, 50 p.

The Imperative of Human Dignity. Lusaka, Neczam, 1971, 14 p.

Kaunda's Guidelines. Selected by Titus B. Mukupo. Lusaka, TBM Publicity, 1970, 152 p.

'A Nation of Equals' - The Kabwe Declaration. S. l., 1972, 88 p.

Une politique pour l'homme en Afrique. Traduction de A Humanist in Africa. Paris, Les Bergers et les Mages, 1970, 168 p.

Take Up the Challenge. Lusaka, Zambia Information Services, 1970.

Towards Economic Independence. Lusaka, Zambia Information Services, 1969.

Zambia, Independence and Beyond. The Speeches of Kenneth Kaunda, edited by Colin Legum. London, Nelson, 1966.

"Zambia's Economic Reforms", African Affairs, 67 (269), Oct. 1968, pp. 295-304.

Zambia Shall Be Free - An Autobiography. London, Heinemann, 1962, 202 p.

Zambia Shall Beat the Blockade - A Challenge to the Nation. Lusaka, Zambia Information Services, 1973, 24 p.

"Zambia Towards Economic Independence", in B. de Gaay Fortman (ed.), After Mulungushi - The Economics of Zambian Humanism. Nairobi, East Africa Publishing House, 1969; pp. 34-74.

B. Autres sources

1. Gouvernements étrangers, mouvements de libération

Exchange of letters between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Zambia concerning the provision of personnel of the UK Armed Forces to serve as a Training Team with the Armed Forces of Zambia. London, HMSO, 1968, 20 p. (Cmnd. 3661, Treaty Series No. 42).

U.S. District Court for the Eastern District of Pennsylvania. Civil Action No. 70-933, H. Kohn vs. American Metal Climax. Philadelphia, 1973, 6 p. Mimeo.

ZAPU Publicity Bureau. The Armed Revolutionnary Struggle in Zimbabwe. Cairo, Afro-Asian People's Solidarity Organisation, 1973, 28 p.

2. Organisations internationales

CIPEC	Convention du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre. S.l.n.d., 10 p. Mimeo.
CIPEC	Rapports Annuels, 1969-1973.
CIPEC	Revue trimestrielle, 1, janvier-mars 1976.
Conference of East and Central African States	"Manifesto on Southern Africa - Lusaka Manifesto", in Africa Contemporary Record, 1969-70; pp. c 41 ss.
VIè Conférence au Sommet des pays non-alignés, Alger, 1973	"Dossier: discours, déclarations", in France-Algérie, septembre 1973, 32 p.
International Monetary Fund	Balance of Payments Yearbook, annuel.
OCDE	L'industrie des métaux non-ferreux, 1969-1972, annuel.
ONU - ECOSOC	Lettre adressée au Secrétaire Général par le Président du Conseil économique et social. E/5274.

ONU — Report of the Security Council Special Mission Established under Resolution 326 (1973) + Addendum. S/10896, 40 + 62 p.

ONU — Summary of Meetings / Aperçu des séances, divers numéros.

ONU — Yearbook of National Accounts Statistics, annuel.

3. Sociétés parastatales zambiennes

INDECO — Annual Report 1970-71, 1973.

Metal Fabricators of Zambia. — ZAMEFA - Beginning of an Industry. Luanshya, s.d.

MINDECO — Mining Yearbook of Zambia. 1971, 1972, (annuel).

MINDECO — Zambia's Mining Industry. Lusaka, s.d. 24 p.

Nchanga Consolidated Copper Mines — Annual Report 1971-1974 (annuel)

Roan Consolidated Mines — Annual Report 1970-1973 (annuel)

ZIMCO — Annual Report 1972.

4. Sociétés étrangères

American Metal Climax/AMAX — Annuel Report 1971, 1972.

Anaconda — Annual Report 1973.

Anglo-American Corporation of South Africa. Annual Report 1973.

ASARCO — Annual Report 1973.

Bougainville Copper — Annual Report 1972.

Cerro Corporation — Annual Report 1973.

Charter Consolidated — Annual Report 1974.

Charter Consolidated — Charter - An Introduction. 24 p.

Continental Copper — Annual Report 1973.

International Nickel Co. — Annual Report 1973.

Kennecott Copper Corporation — Annual Report 1971.

Phelps Dodge — Annual Report 1973.

Rio Tinto Zinc Corporation — Annual Report 1973.

RST — Explanatory Statement for Meetings of Shareholders to be Held on 6th August 1970 + Appendices. 204 p.

Zambian Anglo-American — Annual Report 1973.

Zamic — Annual Report 1973.

II. TRAVAUX

A. Travaux théoriques sur l'impérialisme

Anouar ABDEL-MALEK (éd.) — Sociologie de l'impérialisme, Paris, Anthropos, 1971.

Samir AMIN — L'accumulation à l'échelle mondiale, Paris, Anthropos, 1970, 591 p.

Giovanni ARRIGHI & John SAUL — Essays on the Political Economy of Africa, New York, Monthly Review Press, 1973, 416 p.

Hugues BERTRAND — Le Congo, formation sociale et mode de développement économique, Paris, Maspéro, 1975, 324 p. (Critiques de l'économie politique)

Fernando CARDOSO — "'Théorie de la dépendance' ou analyses concrètes de situations de dépendance", in L'Homme et la Société, 33-34, 1974; pp. 111-123.

Catherine COQUERY — "De l'impérialisme ancien à l'impérialisme moderne: l'avatar colonial", in A. Abdel-Malek, (éd.), Sociologie de l'impérialisme, Paris, Anthropos, 1971; pp. 70-112.

Johan GALTUNG — "A Structural Theory of Imperialism", in Journal of Peace Research, 2, 1971; pp. 81-117.

Vladimir LENINE — "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", in Oeuvres, Moscou, Ed. du Progrès et Paris, Ed. Sociales, tome 22; pp. 201-327.

Ernest MANDEL — "Classes sociales et crise politique en Amérique latine", in Critiques de l'économie politique, 18; pp. 6-41.

Ernest MANDEL & S. JABER — "L'émergence d'un nouveau capital financier arabe et iranien", in Critiques de l'économie politique, 22, oct.-déc. 1975; pp. 41-108.

Karl MARX — "Critique de l'économie politique" (passages choisis), in Oeuvres choisies par Norbert GUTERMAN et Henri LEFEBVRE, Paris, Gallimard, 1966, vol. 2; pp. 7-65.

Claude MEILLASSOUX — Femmes, greniers et capitaux, Paris, Maspéro, 1975, 254 p.

Nicos POULANTZAS — Pouvoir politique et classes sociales. Paris, Maspéro, 2è édition, 1972, 2 vol. (Petite collection Maspéro, 77-78).

Nicos POULANTZAS — Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui. Paris, Seuil, 1974, 366 p. (Sociologie politique).

Pierre-Philippe REY — Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme. Paris, Maspéro, 1971, 526 p. (Economie et socialisme, 15)

Pierre-Philippe REY — Les alliances de classes. Paris, Maspéro, 1973, 221 p. (Textes à l'appui, série économie)

Alain TOURAINE — "Les classes sociales dans une société dépendante: la société latino-américaine", in Revue Tiers Monde, 16 (62), avril-juin 1975; pp. 235-256.

B. Autres travaux

1. Ouvrages

Kenneth ANTHONY & Victor UCHENDU — Agricultural Change in Mazabuka District, Zambia. Stanford California, Food Research Institute, 1970, 54 p.

Robert E. BALDWIN — Economic Development and Export Growth - A Study of Northern Rhodesia 1920-1960. Berkeley, University of California Press, 1966, 254 p.

James P. BARBER — South Africa's Foreign Policy 1945-1970. London, Oxford University Press, 1973, 325 p.

W. BARBER — The Economy of British Central Africa. London, Oxford University Press, 1961.

Yves BENOT — Idéologies des indépendances africaines. Paris, Maspéro, 2è éd., 1972, 547 p. (Cahier libres)

Mark BOSTOCK & Charles HARVEY (ed.) — Economic Independence and Zambian Copper - A Case Study of Foreign Investment. New York,

Praeger, 1972, 276 p. (Praeger Special Studies in International Economics and Development).

Boutros BOUTROS-GHALI — L'Organisation de l'Unité Africaine. Paris, Colin, 1969, 196 p. (Coll. U, Institutions Internationales)

Michael BURAWOY — The Colour of Class on the Copper Mines - From African Advancement to Zambianization. Manchester, Manchester University Press, 1972, 122 p. (Zambian Papers, No. 7)

J.W. BURTON (ed.) — Nonalignment. London, Deutsch, 1966, 136 p.

Catherine COQUERY-VIDROVITCH et Henri MONIOT — L'Afrique noire de 1800 à nos jours. Paris, Presses Universitaires de France, 1974, 646 p. (Nouvelle Clio)

Basil DAVIDSON — L'Angola au coeur des tempêtes. Paris, Maspéro, 1972, 344 p. (Cahiers libres, 246-247)

F. & L.O. DOTSON — The Indian Minority in Zambia, Rhodesia and Malawi. New Haven, Yale University Press, 1968, 444 p.

René DUMONT & M. MAZOYER — Développement et socialismes. Paris, Seuil, 1969.

Charles ELLIOTT (ed.) — Constraints on the Economic Development of Zambia. Nairobi, Oxford University Press, 1971, 414 p.

Michael L.O. FABER & James G. POTTER — Towards Economic Independence - Papers on the Nationalization of the Copper Industry in Zambia. Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 134 p. (University of Cambridge Department of Applied Economics Occasional Papers, No 23)

Brian FAGAN (ed.) — A Short History of Zambia, from earliest times until A.D. 1900. Nairobi, Oxford University Press, 1966, 164 p.

M. FORTES & E.E. EVANS-PRITCHARD (ed.) — African Political Systems. London, Oxford University Press, 3rd. edition, 1961.

Thomas M. FRANCK — Race and Nationalism: The Struggle for Power in Rhodesia-Nyasaland. New York, Fordham University Press, 1960, 370 p.

Bastiaan de GAAY FORTMAN (ed.) After Mulungushi - The Economics of Zambian Humanism. Nairobi, East Africa Publishing House, 1969.

Robert GADEAU Métaux non-ferreux; cuivre, zinc, plomb, étain, nickel. Paris, Colin, 1959, 178 p.

Lewis H. GANN & Peter DUIGNAN (ed.) Colonialism in Africa. Volume 1. Cambridge, Cambridge University Press, 1969, 532 p.

Lewis H. GANN & Peter DUIGNAN White Settlers in Tropical Africa. Harmondsworth, Penguin Books, 1962, 170 p.

G. GAPPERT The Prospects for Regional Development and Planning between Tanzania and Zambia. New York, Syracuse University Press, 1968.

R. GIBSON African Liberation Movements. London, Oxford University Press, 1972, 350 p. (Institute of Race Relations)

L. GRAY & J. LOVE (ed.) Jane's Major Companies of Europe 1973. London, Sampson Low, Marston, 1973.

Sacha GUERONIK A Short History of CIPEC. Paris, CIPEC, 1970, 20 p. Mimeo.

Odette GUITTARD Les Rhodésies et le Nyassaland (Rhodésie, Zambie et Malawi). Paris, Presses Universitaires de France, 1964, 128 p. (Que Sais-je?, 1094).

E. HAEFELE & E.B. STEINBERG Government Control on Transport - an African Case. Washington, Brookings Institution, 1965, 102 p.

Richard HALL The High Price of Principles - Kaunda and the White South. 2nd. edition, Harmondsworth, Penguin Books, 1973, 288 p. (Penguin African Library).

Richard HALL Zambia. London, Pall Mall Press, 1965.

M.A. JASPAN The Ila-Tonga Peoples of North-Western Rhodesia. London, International African Institute, 1951. (Ethnographic Survey of Africa).

W.J. de KOCK Histoire de l'Afrique du Sud. Prétoria, Presses

du Gouvernement, 1972, 64 p. (Publié par le Ministère de l'Information)

Bruce LARKIN — China and Africa 1949-1970. Berkeley, University of California Press, 1973, 278 p.

Ligue Marxiste Révolutionnaire. La lutte de libération dans les colonies portugaises. Lausanne, LMR, 1973, 55 p.

Anthony MARTIN — Minding their Own Business - Zambia's Struggle Against Western Control. London, Hutchinson, 1972, 272 p.

Carolyn McMASTER — Malawi - Foreign Policy and Development. London, Julian Friedmann, 1974, 246 p.

J. Clyde MITCHELL — The Kalela Dance. Aspects of Social Relationships among Urban Africans in Northern Rhodesia. Manchester, Manchester University Press, 2nd. edition, 1959, 52 p. (Rhodes-Livingstone Papers No. 27)

David MULFORD — Zambia, the Politics of Independence, 1957-1964. London, Oxford University Press, 1967.

J.M. MWANAKATWE — The Growth of Education in Zambia since Independence. Lusaka, Oxford University Press, 1968, 260 p.

N.T. NZIRAMASANGA — The Copper Export Sector and the Zambian Economy. Stanford University, 1972, 191 p. Mimeo (Dissertation)

Jan PETTMAN — Zambia - Security and Conflict. London, Julian Friedmann, 1974, 284 p.

Ronald R. PRAIN — The Future Availability of Copper Supplies. Amsterdam, The Institute of Metals, 1970, 16 p.

Margaret READ — The Ngoni of Nyasaland. London, Oxford University Press, 1956, 212 p.

Robert I. ROTBERG — The Rise of Nationalism in Central Africa - The Making of Malawi and Zambia 1873-1964. Cambridge Mass., Harvard University Press, 1965, 362 p.

Timothy M. SHAW — Southern Africa: Dependence, Interdependence and Independence in a Regional Subsystem. Dar-es-Salaam, 1973, 16 p. Mimeo (Annual Social Science Conference of the East African Universities, Paper No. 50)

Heide & Udo E. SIMONIS (ed.) — Socioeconomic Development in Dual Economies- The Example of Zambia. München, Weltforum Verlag, 1971, 462 p. (IFO Afrika-Studien, 71)

J.E. SPENCE — Republic under Pressure: a Study of South African Foreign Policy. London, Oxford University Press, 1965, 132 p. (Chatham House Essays, 9)

M. SWARTZ, V. TURNER & A. TUDEN (ed.) — Political Anthropology. Chicago, 1966.

William TORDOFF (ed.) — Politics in Zambia. Manchester, Manchester University Press, 1974, 440 p.

V. TURNER — The Lozi Peoples of North-Western Rhodesia. London, International African Institute, 1952, 62 p. (Ethnographic Survey of Africa)

V. TURNER (ed.) — Colonialism in Africa. Volume 3. Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 455 p.

Union de Banque Suisse. — Le Cuivre. Zurich, UBS, avril 1957, 40 p.

University of Zambia School of Humanities and Social Sciences. — Zambia and the World - Essays Relating to Zambia's Foreign Policy. Lusaka, 1970, 54 p. Mimeo (Articles collected for the occasion of the Non-Aligned Summit Conference held in Lusaka)

B. VINAY — L'Afrique commerce avec l'Afrique. Paris, Presses Universitaires de France, 1968, 215 p. (Pays d'Outre-mer)

William WATSON — Tribal Cohesion in a Money Economy - A Study of the Mambwe People of Northern Rhodesia. Manchester, Manchester University Press, 1958, 246 p.

W. WHITELEY — Bemba and Related Peoples. London, International African Institute, 1951, 100 p.

*** — Who Owns Whom? Continental Edition. London, Roskill, 11th edition, 1972, 2 vol.

Alfred J. WILLS — An Introduction to the History of Central Africa. London, Oxford University Press, 2nd. edition, 1967, 412 p.

Jon WORONOFF — Organizing African Unity. Metuchen N.J., Scarecrow Press, 1970, 703 p.

Jean ZIEGLER — La contre-révolution en Afrique. Paris, Payot, 1963.

J.B. ZULU — Zambian Humanism, Some Major Spiritual and Economic Challenges. Lusaka, Neczam, 1970, 86 p.

2. Articles

Douglas ANGLIN — "Confrontation in Southern Africa: Zambia and Portugal", International Journal (Toronto), 25 (3), Summer 1970; pp. 497-517.

Douglas ANGLIN — "Zambia and the Recognition of Biafra", The African Review, 1 (2), September 1971; pp. 102-136.

Raymond APTHORPE — "Clanship, chieftanship and Nsenga political adaptation", in R. APTHORPE (ed.), From Tribal Rule to Modern Government. Lusaka, Rhodes-Livingstone Institute, 1958; pp. 69-98.

M. BANTON — "Urbanisation and the Colour Line in Africa", in V. TURNER (ed.), Colonialism in Africa, Volume 3. Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

Marion BONE — "The Foreign Policy of Zambia", in Ronald P. BARSTON (ed.), The Other Powers: Studies in the Foreign Policies of Small States. London, George Allen and Unwin, 1973; pp. 121-153.

R.M. BOSTOCK — "The Transport Sector", in Charles ELLIOTT (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia. Nairobi, Oxford University Press, 1971; pp. 323-376.

J.L. CHARLES — "Zambia Rail Situation", Canadian Geographical Journal (Ottawa), 76 (6), December 1967; pp. 206-217.

Callum CHRISTIE — "The Construction Sector", in Charles ELLIOTT (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia. Nairobi, OUP, 1971; pp. 377-396.

Lars CLAUSEN — "Industrialized Man - The Zambian Case of Radical Social Change", in H. & U.E. SIMONIS (ed.), Socioeconomic Development in Dual Economies - The Example of Zambia. München, Weltforum Verlag, 1971; pp. 97-124.

R. COTTIN — "Cuivre", in Encyclopaedia Universalis, volume 5; pp. 220-223.

James CRAIG — "Zambia-Botswana Road Link: Some Border Problems", in University of Zambia School of Humanities and Social Sciences, Zambia and the World. Lusaka, 1970. Mimeo; pp. 23-29.

René DUMONT — "Kenneth Kaunda et le socialisme zambien", Esprit (Paris), septembre 1967.

Charles ELLIOTT — "Humanism and the Agricultural Revolution", in B. de GAAY FORTMAN (ed.), After Mulungushi. Nairobi, East Africa Publishing House, 1969.

*** — "The Empire's Copper Resources", Statist, 118, 25 juillet 1931; pp. 127-128.

Michael FABER — "The Development of the Manufacturing Sector", in Charles ELLIOTT (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia. Nairobi, OUP, 1971; pp. 299-322.

Georges FISCHER — "La Zambie et la British South Africa Company", Revue française de science politique (Paris), 17 (2), 1967; pp. 329 ss.

Bastiaan de GAAY FORTMAN — "Humanism and the Zambian Economic Order", in

After Mulungushi. Nairobi, East Africa Publishing House, 1969.

Stephen GOODMAN — "The Foreign Exchange Constraint", in Ch. ELLIOTT (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia. Nairobi, OUP, 1971; pp. 233-254.

Stephen GOODMAN — "Investment Policy in Zambia", in B. de GAAY FORTMAN (ed.), After Mulungushi. Nairobi, East Africa Publishing House, 1969.

I.L. GRIFFITHS — "Zambian Coal - An Example of Strategic Resource Development", Geographical Review, 58 (4), October 1968; pp. 538-551.

Charles HARVEY — "The Control of Credit in Zambia", Journal of Modern African Studies, 11 (3), September 1973; pp. 383-392.

Helmut HEISLER — "The Enclave Society and Nationbuilding in Zambia", in I.N.C.I.D.I., Les agglomérations urbaines dans les pays du tiers monde. Bruxelles, INCIDI, 1970; pp. 412-435.

Heinz HOLLENSTEIN — "Hat ein Kartell der Kupferexportstaaten Aussicht auf Erfolg?", Märkte (Zürich), 5, Mai 1974; reproduit in Entwicklungspolitische Diskussionsbeiträge (Adliswil ZH, Institut für Sozialethik des SEK), 1, 15 p.

Richard JOLLY — "The Skilled Manpower Constraint", in Ch. ELLIOTT (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia. Nairobi, OUP, 1971; pp. 21-56.

A.D. JONES — "Social Networks of Farmers among the Plateau Tonga of Zambia", in P.C. LLOYD (ed.), The New Elites of Tropical Africa; pp. 272-285.

Norman KESSEL — "Mining and the Factors Constraining Economic Development", in Ch. ELLIOTT (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia. Nairobi, OUP, 1971; pp. 257-268.

Margaret LEGUM — "Africa and Nonalignment", in J.W. BURTON (ed.), Nonalignment. London, Deutsch, 1966; pp. 56-61.

C.S. LOMBARD — "Farming cooperatives development in Zambia",

in Raymond APTHORPE (ed.), Rural Cooperatives and Planned Change in Africa: Case Materials. Geneva, UNRISD, 1970; pp. 221-234.

Josef LÜTKE-ENTRUP — "Entwicklung und Strukturwandel in der Landwirtschaft Zambias", in H. & U.E. SIMONIS (ed.), Socioeconomic Development in Dual Economies - The Example of Zambia. München, Weltforum Verlag, 1971; pp. 253-278.

W.M. MACMILLAN — "Rhodes and the Making of Rhodesia", in P.J.M. McEWAN (ed.), Twentieth-Century Africa. London, Oxford University Press, 1968; pp. 307 ss.

T. MAKONAI — "The Economic Appraisal of the Tanzania-Zambia Railway", The African Review, 2 (4).

Denis MARTIN — "Métal rouge, terreur blanche et unité nationale en Zambie", Revue française de science politique (Paris), 20 (4), août 1970; pp. 753-771.

Robert MOLTENO — "Humanism: The Way Ahead", The African Review, 3 (4), 1973; pp. 541-557.

Robert MOLTENO — "South Africa's Drive to the North", in UNZA School of Humanities and Social Sciences, Zambia and the World. Lusaka, 1970. Mimeo; pp. 30-54.

Benedict MTSHALI — "Zambia's Foreign Policy", Current History, 58 (343), March 1970; reproduit in UNZA School of Humanities and Social Sciences, Zambia and the World. Lusaka, 1970; pp. 1-9.

Raymond MULETTE — "La lutte pour la suprématie sur le marché du cuivre", L'économiste européen, 83, 3 mars 1933; pp. 133-134.

Mutumba MAINGA — "History of the Lozi kingdom", in B. FAGAN (ed.), A Short History of Zambia. Nairobi, Oxford University Press, 1966; pp. 121-127.

*** — "National Transport Corporation", Industries et Travaux d'Outre-mer (Paris), janvier 1973.

*** — "Northern Rhodesia New Copper Mines", Statist, 112, 17 novembre 1928; pp. 723-724.

K.P. QUINN — "Labour and Zambian Humanism", in B. de GAAY FORTMAN (ed.), After Mulungushi. Nairobi, East Africa Publishing House, 1969; pp. 147 ss.

*** — "Rhodesian Copper Position", Statist, 113, 23 mars 1929; p. 491.

Audrey RICHARDS — "The political system of the Bemba tribe", in M. FORTES & E.E. EVANS-PRITCHARD (ed.), African Political Systems. London, Oxford University Press, 3rd. edition, 1961; pp. 83-120.

Andrew ROBERTS — "Migrations from the Congo", in B. FAGAN (ed.), A Short History of Zambia. Nairobi, Oxford University Press, 1966; pp. 101-120.

R.A.J. ROBERTS & Charles ELLIOTT — "Constraints in Agriculture", in Ch. ELLIOTT (ed.), Constraints on the Economic Development of Zambia. Nairobi, OUP, 1971; pp. 269-297.

Ann SEIDMAN — "The Distorted Growth of Import-Substitution Industry: the Zambian Case", Journal of Modern African Studies, 12 (4), December 1974; pp. 601-631.

T.M. SHAW — "South Africa's Military Capability and the Future of Race Relations", in Ali A. MAZRUI and Hasu H. PATEL (ed.), Africa: The Next Thirty Years. London, Julian Friedmann, 1974; pp. 37-61.

Richard L. SKLAR — "Zambia's Response to UDI", Mawazo, 1 (3), pp. 11-32; édition revisée in William TORDOFF (ed.), Politics in Zambia. Manchester, Manchester University Press, 1974; pp. 320-362.

John de St. JORRE — "Zambia's Economy: Progress and Perils", Africa Report, December 1967; pp. 36-39.

R.B. SUTCLIFFE — "Zambia and the Strains of UDI", The World Today, 23 (12), December 1967; pp. 506-511.

P.L. TAYLOR — "Local Government Training in Zambia", Journal of Administration Overseas, 5 (1), January 1966; pp. 11-18.

William TORDOFF & Robert MOLTENO — "Government and Administration", in W. TORDOFF (ed.), Politics in Zambia. Manchester, Manchester

University Press, 1974; pp. 242-287.

A. TUDEN — "Leadership and decision-making process among the Ila of Zambia", in SWARTZ, TURNER & TUDEN (ed.), Political Anthropology, Chicago, 1966; pp. 275-279.

*** — "Zambian Fuel", The Economist, 29 June 1968.

3. Travaux non publiés

Gilbert BLARDONE (dir.) — Travaux pratiques d'économie. Genève, Insitut africain, 1970-71.

Marion BONE — An investigation of the relations between Zambia and East Africa. MA Thesis, University of Sussex, 1968, 80 p.

Robert LUBETSKY — The Foreign Policy of Zambia since Independence MA Thesis, Manchester, 1967, 69 p.

I.R. MENZIES — A History of Labour Relations at the Roan Antelope Copper Mine, Luanshya, Northern Rhodesia - 1934-1960. 1960, 99 p.

Benedict V. MTSHALI — Zambia's Foreign Policy - The Dilemmas of a New State. Thesis, New York University Graduate School of Arts and Sciences, 1972, 351 p.

4. Périodiques

a) Consultés régulièrement

Africa Contemporary Record. London, annuel.

Centre d'Etude d'Afrique Noire de Bordeaux. L'Année Africaine, Paris, Pédone, annuel.

CIPEC. Communiqués de presse - Press Releases. Paris, occasionnel.

Jeune Afrique. Paris, hebdomadaire.

Keesing's Contemporary Archives.

Le Monde. Paris, quotidien.

Le Monde diplomatique. Paris, mensuel.

b) Consulté occasionnellement

Africa Report.

The Daily Telegraph. London, quotidien.

The Economist. London, hebdomadaire.

The Financial Times. London, quotidien.

Gemini News Service. London, agence de presse.

The Guardian. London, quotidien.

Industries et travaux d'outre-mer. Paris, mensuel.

Internationales Afrika Forum. München, mensuel.

The Times of Zambia. Lusaka, quotidien.

Zambia Daily Mail. Lusaka, quotidien.

III. NOTES PERSONNELLES

Interviews à Lusaka, 7-9 janvier 1974:

Moses GAROEB	secrétaire administratif SWAPO
Paolo JORGE	directeur information MPLA
HAILONDA	représentant à Lusaka MPLA
Philemon MAKONESE	représentant à Lusaka ZAPU

University of Zambia Department of Political and Administrative Sciences Interdisciplinary Seminar: "Contradictions in Zambian Foreign Policy", 8 January 1974.

TABLE DES MATIERES

page

REMERCIEMENTS 7

INTRODUCTION 9

1. L'objet de recherche 9
2. Limites, choix effectués 10
3. L'état actuel des recherches 11

PREMIERE PARTIE: ELEMENTS POUR UNE THEORIE DE L'IMPERIALISME 15

CHAPITRE 1: L'IMPERIALISME VU DU CENTRE 17

1. La thèse de Lénine 17
2. La discussion de la thèse léninienne 22
   a) Sur la nécessité du contrôle politique 22
   b) La reproduction induite 25
   c) Système mondial ou systèmes nationaux? 29
3. Contre le fétichisme 31

Notes du chapitre 1 33

CHAPITRE 2: L'IMPERIALISME VU DE LA PERIPHERIE, EN PARTICULIER DE L'AFRIQUE NOIRE 35

1. L'articulation des modes de production 35
2. La question de l'ethnocentrisme 42

Notes du chapitre 2 44

DEUXIEME PARTIE: LA ZAMBIE DANS LE SYSTEME IMPERIALISTE: LA RECHERCHE DE L'AUTONOMIE 47

CHAPITRE 3: LA CREATION DE L'ETAT ZAMBIEN 49

1. Le peuplement de la Zambie 49
   a) Les ethnies pastorales 49
   b) Les agriculteurs venus du haut Congo 50
   c) Les conquêtes militaires venues du sud 51
2. L'apparition de l'impérialisme en Afrique australe 52
3. La colonisation de la Rhodésie du Nord 56
4. La mise en place de l'appareil de production minière 58
   a) 1889-1900: Acquisition des concessions 58
   b) 1900-1919: Extraction du cuivre à petite échelle 58
   c) 1920-1930: Intervention des trusts 59
5. La grande crise et la reprise de la croissance 62
   a) L'évolution de la conjoncture économique 62
   b) La socialisation au capitalisme 63
6. La Fédération et la lutte anticoloniale 64
   a) La domination des colons sud-rhodésiens 64
   b) Le début de la lutte anticoloniale 67
   c) La radicalisation de la lutte de libération 69
7. La décolonisation 71
   a) L'accession à l'indépendance politique 71
   b) Les déséquilibres et la dépendance de l'Etat indépendant 73

Notes du chapitre 3 75

CHAPITRE 4: L'INDEPENDANCE DE LA RHODESIE ET SES SUITES 79

1. Conséquences immédiates 79
   a) Transports 79
   b) Commerce avec la Rhodésie 80
   c) Menace militaire 82

d) Le contexte diplomatique 83

2. La riposte zambienne 84

a) La question d'une intervention militaire 85

b) La question des sanctions internationales 89

3. La politique de désencerclement 93

a) Détournement du commerce extérieur 93

b) Substitution d'importations venues du Sud 103

c) Résultats et perspectives 105

Notes du chapitre 4 108

CHAPITRE 5: LA LIBERATION DE L'AFRIQUE AUSTRALE 115

1. Le soutien aux mouvements de libération 115

a) Les mouvements 115

b) Le soutien direct aux mouvements de libération 118

2. Les incidents de frontière et la situation militaire 122

a) Les incidents de frontière 122

b) Le déséquilibre des forces militaires 123

3. L'action diplomatique 125

I. Au niveau régional 126

a) Le bloc raciste-colonialiste 126

b) Les régimes africains sympathisant avec le bloc austral 128

c) Le Botswana 131

II. Au niveau continental 132

III. Au niveau mondial 135

a) Le Commonwealth et les Etats capitalistes avancés 136

b) La conférence des pays non-alignés 137

c) Les Nations Unies 140

4. L'évolution de la situation en Afrique australe et la diplomatie zambienne 141

a) La logique du discours diplomatique 141

b) La décolonisation portugaise 143

c) Perspectives d'avenir 145

Notes du chapitre 5 146

CHAPITRE 6: LA NATIONALISATION DE L'INDUSTRIE DU CUIVRE 153

1. Indépendance politique, dépendance économique 153
   a) Les structures de production minières 154
   b) Les structures de production industrielles 158
   c) Structures commerciales et financières 161
2. Les premières nationalisations, 1968 162
   a) Les mesures de nationalisation 163
   b) Le système économique de l'"humanisme" 166
   c) Autres mesures décidées en 1968 171
3. La nationalisation du cuivre, 1969 173
   a) Les mesures de nationalisation 173
   b) Le rapport des forces 177
   c) La réorganisation du secteur productif public 180
4. La tentative de nationalisation du crédit, 1970 183
   a) Le discours de Mulungushi Hall 184
   b) La renonciation à nationaliser les banques 185
   c) L'évolution de la politique économique 187
5. La nationalisation du sol et des moyens d'information, 1975 190
6. La zambianisation du personnel 191
7. Indépendance ou intériorisation? 196

Notes du chapitre 6 198

CHAPITRE 7: LE MARCHE MONDIAL DU CUIVRE 205

1. La production 205
   a) Les principaux trusts 205
   b) L'intervention de gouvernements de la périphérie 208
   c) La localisation de la production 211
2. La consommation 213

a) Pays de consommation 213

b) Industries consommatrices et prévision 214

3. Le marché, les fluctuations de prix et le CIPEC 215

a) Le marché mondial capitaliste et ses divisions 215

b) Le CIPEC 219

4. Le lien entre le marché mondial et la formation économique et sociale zambienne 229

a) La dépendance et ses conséquences 229

b) Le rôle de l'Etat 232

5. Matières premières: vers une modification du rapport de forces? 234

Notes du chapitre 7 236

CONCLUSION: UN CAPITALISME D'ETAT A TENDANCES SOCIALISANTES 241

1. Un projet socialiste 241

a) L'idéologie humaniste 241

b) La recherche de l'autonomie comme condition du socialisme 243

2. La dépendance et la crise permanentes 244

3. Les perspectives de libération 247

Notes de la conclusion 249

BIBLIOGRAPHIE 251

TABLE DES MATIERES 271